

# LE MONDE

N° 430 - 37<sup>e</sup> année

JANVIER 1990

## diplomatie

L'Europe  
sous la pression  
publicitaire

(Pages 18 et 19.)

32 pages - 17 F

Abonnements : voir tarif page 20

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

## Alerte : nationalismes

Par CLAUDE JULIEN

UNE mécanique infernale, que certains préfèrent ne pas voir, s'est mise en mouvement. Plus ou moins bien dissimulées sous la chape de plomb du stalinisme, mais jamais étouffées, les identités nationales, culturelles, religieuses, s'expriment ouvertement à l'est de l'Europe. Combinées aux frustrations économiques et sociales, elles constituent un mélange explosif qui, à tout instant, peut rallumer d'incalculables conflits de souveraineté et de frontières (1), susciter le chaos.

A l'Ouest, après quarante-cinq ans de libre expression, les rivalités nationales ne sont pas davantage éliminées. Elles concernent la conception même de la Communauté, la stabilité de l'Europe, la place et les ambitions de chaque pays, le rôle des alliances.

Comme tarabotées par un doute insupportable, les nations voient surgir une lancinante interrogation sur leur propre identité. Une fois de plus, ce prurit ne sera-t-il apaisé que par une vaine dénonciation de l'autre ?

L'autre, c'est toujours l'étranger, surtout s'il est venu comme travailleur migrant. Aucun pays d'Europe n'échappe à cette fièvre xénophobe, que le Front national, en France, n'est pas seul à exploiter avec succès. L'imprudent débat sur le voile islamique a revêtu une ampleur d'autant plus déconcertante que bien d'autres problèmes auraient dû exciter la verve de quiconque fait profession de penser.

Même dans « les tiédeurs sirupeuses de la vertu consensuelle », les thèmes ne manquaient pas, et pourtant, confesse un éditorialiste (2), avec « l'affaire du foulard, on est tous un peu devenus fous ». L'ampleur et, souvent, la déraison de certaines interventions ont en tout cas révélé un terreau fertile au chauvinisme. Quelques-uns l'ont enrichi de fumier. Sur un sol aussi soigneusement labouré, M. Jacques Chirac

seme à 5 millions d'exemplaires un formulaire vraiment digne de ce temps : « Pour voter, il faut être français. » Ne réfléchissez pas trop, ni sur la médiocrité des débats d'opinion ni sur le mépris ainsi témoigné aux citoyens-électeurs : il suffit de répondre par oui ou par non (3). Mais la France ne fait pas exception. C'est toute l'Europe occidentale — riche, cultivée, prospère, humaniste — qui trouve dans la lutte contre l'immigration clandestine un merveilleux terrain d'union.

Mais l'autre ne manque pas de perturber les esprits fragiles alors même qu'il reste chez lui. Le nationalisme nourrit l'angoisse thatchérienne devant la « bureaucratie » de Bruxelles, les inquiétudes françaises face à la puissance économique de l'Allemagne, l'agressivité allemande contre la stratégie française de défense (4). Dissonances, méfiances et suspensions sont à peine dissimulées sous un masque de courtoisie. Et celui-ci disparaît lorsque le chancelier Kohl présente au Bundestag, le 28 novembre, son plan en dix points sans en avoir soufflé mot à ses excellents « amis » européens avec lesquels, quelques jours plus tôt, il dînait à l'Élysée.

M. Kohl désigne clairement son but : le « recouvrement de l'unité allemande » ; il précise : « recouvrer l'unité étatique de l'Allemagne » (5). Son ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, parle plus volontiers de « rapprochement » entre les deux Allemagnes (6), mais sur sa lancée il utilise aussi le mot « unité ». Cela vaut mieux ainsi puisque tel est bien le véritable objectif de Bonn. Les partisans de la République fédérale



ERNEST PIGNON-ERNEST  
Peinture murale, Belfort, 1988 (détail)

dans la Communauté et dans l'Alliance n'ont aucune raison d'en prendre ombrage. Seuls les préoccupent les moyens pratiques et le calendrier de cette politique, les effets qu'elle ne manquera pas d'avoir sur les autres pays de l'Est. Toutes les capitales sont attentives aux risques de « déstabilisation » et affirment vouloir à tout prix les éviter. Problème majeur qui, de toute évidence, concerne non pas la seule Allemagne mais toute l'Europe et les deux superpuissances. Les étapes et les modalités concrètes de cette marche à l'unité seront ou ne seront pas déstabilisatrices : elles ne peuvent donc être déterminées qu'en commun.

(Lire la suite 16.)

- (1) Voir « Le sphinx allemand », le Monde diplomatique, décembre 1989.
- (2) Jean Daniel, le Nouvel Observateur, 7-13 décembre 1989.
- (3) Le Monde, 16 décembre 1989.
- (4) Sur ce dernier point, voir par exemple la communication de M. Markus Berger, collaborateur du Dr Alfred Dreyer, président du groupe parlementaire CDU-CSU, lors d'un colloque franco-allemand organisé en septembre dernier, où il déclare notamment : « La France voudrait que la République fédérale lui serve de glacis à l'Est ».
- (5) Ambassade de RFA à Paris, Bulletin n° 76, 5 décembre 1989.
- (6) Ambassade de RFA à Paris, Bulletin n° 74, 29 novembre 1989.

## LA FIN DES DICTATURES AU PANAMA ET EN ROUMANIE

### Justes causes

Par IGNACIO RAMONET

Deux jours d'intervalle, les 20 et 22 décembre 1989, deux vieilles dictatures — celles du général Noriega au Panama et de Nicolae Ceausescu en Roumanie — sont allées rejoindre dans les poubelles de l'histoire tous ces régimes qui, en cette prodigieuse année du Bicentenaire de la Révolution française, ont été balayés par l'orage de la liberté.

M. Mikhaïl Gorbatchev, devant le Congrès des députés de l'Union soviétique, a fait voter une résolution soutenant la « juste cause » du peuple roumain révolté contre le Conducator. Cette démarche est parfaitement légitime. A Washington, pour justifier une opération militaire destinée à renverser le général Noriega, M. George Bush a pu invoquer également la nécessité de défendre une « juste cause ». Une telle coïncidence dans les termes exprime-t-elle, chez les deux Grands, une semblable conception de leur rôle dans la politique mondiale ? Assistons-nous à la mise sur pied effective de la nouvelle architecture de la planète définie par MM. Bush et Gorbatchev lors de leur rencontre de Malte ?

L'Union soviétique a condamné l'intervention militaire des États-Unis au Panama, ce qui semble être conforme à sa « nouvelle pensée politique ». Moscou, en effet, a retiré ses troupes d'Afghanistan et poussé ses alliés cubains et vietnamiens à faire de même en Angola et au Cambodge. En revanche, le Kremlin ne s'est pas privé de multiplier ses interventions en Europe de l'Est au cours du dernier trimestre de 1989 dans le but de favoriser une évolution politique souhaitée de toute évidence par M. Gorbatchev. Ces interventions ont été, certes, de nature politique, mais la présence sur le terrain des armées soviétiques leur confère une singulière efficacité. La Roumanie, où les événements de décembre

ont donné lieu à de tragiques affrontements armés et à un début de guerre civile, est précisément le seul pays de l'Est où ne stationnaient pas de troupes soviétiques. Ainsi, avec des méthodes radicalement différentes et au nom d'une « juste cause », la « nouvelle pensée politique » de M. Gorbatchev prolonge, en Europe de l'Est, une tradition ancienne et éprouvée...

EN guise de « nouvelle pensée », Washington a également renoué au Panama avec le bon vieux principe du « gros bâton » maintes fois appliqué — toujours au nom d'une « juste cause » — depuis le début du siècle en Amérique centrale et dans les Caraïbes. Le général Noriega était un homme sans scrupules et sans le moindre attachement à la démocratie, mais c'est précisément en raison de ces carences que Washington en fit longtemps son agent à Panama et contribua à le porter au pouvoir.

La chute du général Noriega, comme celle de Nicolae Ceausescu, réjouit tous les démocrates. Et nombre de ceux-ci en viennent même à regretter que l'intervention des États-Unis au Panama ait été si tardive, et celle de l'Union soviétique en Roumanie si timide. Ils finissent par souhaiter la fin du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures d'un État souverain et lui opposent un autre principe découlant de l'idéologie des droits de l'homme, celui de « non-assistance à un peuple en danger ». La France, rappelle-t-elle, n'est-elle pas intervenue militairement et à l'approbation générale en décembre 1989 aux Comores pour mettre fin à la domination d'un groupe de mercenaires étrangers sur un État souverain ? Un dictateur, pour être ressortissant national, a-t-il plus de légitimité qu'un Bob Denard ?

(Lire la suite page 6.)

### MÉDIAS POUVOIRS

POLITIQUES, ÉCONOMIQUES ET STRATÉGIES DES MÉDIAS

**Sommaire du n° 17**  
JANVIER - FÉVRIER - MARS 1990

**ANALYSES :**

- Juan Carlos MIGUEL
- El Correo Español - El Pueblo Vasco
- Anne RAULIN
- La consommation média de la communauté asiatique de Paris
- Jean-Claude SERGEANT
- Le câble en Grande-Bretagne : l'impact des technologies
- Gilles MARQUET et Guillaume SAINTENY
- TDF 1 est-il soluble dans le PAF ?
- Franck ROSENTHAL
- Les PME communiquent-elles ?
- Jean-Marie CHARON
- La Générale des eaux, un géant dans les médias
- Et un entretien avec Hervé BOURGES

Dossier du n° 17 : MÉDIAS : QUESTIONS DE FORMATION  
Et les rubriques régulières : Repères, Baromètre, Bibliothèque

En vente dans les librairies et directement au (1) 47 23 61 88  
100 F l'exemplaire

## DANS CE NUMERO :

A Bucarest, s'est effondré le dernier bastion est-européen du « bloc soviétique ». Une autre Europe se dessine, où ressurgissent les vieilles passions : « Une mécanique infernale s'est mise en marche », avertit Claude Julien, car les difficultés économiques et sociales exacerberont les nationalismes si longtemps muselés (pages 1, 16 et 17).

### NOUVEAUX DANGERS

Que peut attendre l'Amérique latine de la perestroïka (page 6) ? A Panama, les troupes américaines ont mis à bas un autre dictateur. Combien de justes causes à défendre demain, sans pour autant enfreindre le principe de souveraineté ? se demande Ignacio Ramonet (pages 1 et 6).



La géant indien entre dans une

## Garder le contrôle

période d'incertitudes (page 3). Au Liban (pages 8 et 9) et en Afrique du Sud (page 5), les conflits locaux restent des plus tenaces. Et les rivalités mercantiles créent de nouveaux dangers en Europe. La CEE, livrée au néolibéralisme (pages 16 et 17), redoute une hégémonie de l'Allemagne (page 11), dont le nationalisme se nourrit d'un vif héritage culturel (page 14). La Pologne également s'en inquiète (page 15), alors que ses paysans s'apprêtent à entrer dans la bataille politique (page 10).

### LA SAGESSE OU L'ARGENT ?

Dans la France des libertés, à nouveau le racisme monte dangereusement (page 15). Que la sagesse ait déserté les esprits, en témoignent ces artistes qui s'avouent stérilisés par le règne de l'argent (pages 22 et 23), tout comme l'impuissance des médias devant ces nouveaux maîtres à penser que sont les grands groupes publicitaires (pages 18 et 19). Décidément, les citoyens ne peuvent plus se contenter d'un militantisme amoïni : dans les partis, les syndicats, l'armée, il leur faut exiger davantage de démocratie (pages 20 et 21).

Lire le sommaire détaillé page 32.







## TENSIONS RELIGIEUSES, CONTRADICTIONS SOCIALES

## Piloter l'Inde entre de nombreux récifs

**V**AINQUEUR des élections de novembre 1989, M. V.P. Singh, nouveau premier ministre indien, va devoir naviguer entre les récifs sociaux et religieux. Il entend favoriser les zones rurales, mais il est d'abord l'élus des paysans aisés, dont les intérêts ne coïncident pas avec ceux des déshérités. Et l'alarmante poussée de l'intégrisme hindouiste ne facilitera pas sa tâche. Il rêve aussi de casser le parti du Congrès, qui a aussi été celui d'une longue dynastie : Nehru, sa fille Indira, et enfin M. Rajiv Gandhi, le grand vaincu de la dernière consultation.

Par VIJAY SINGH\*

C'était voilà deux ans. M. Vishwanath Pratap Singh quittait le cabinet de M. Rajiv Gandhi à la suite du scandale financier qui avait éclaté à l'occasion de l'achat d'armes à la firme suédoise Bofors. Rares étaient alors ceux qui pouvaient imaginer que cet homme avait l'étoffe d'un premier ministre en charge de la plus grande et plus complexe démocratie du monde. A preuve ces remarques faites quelques jours plus tard par un de ses proches amis politiques : « V.P. n'est pas un chef. Il est fondamentalement faible, confus, indécis. Il ne mène pas les autres, il faut le pousser ».

« V.P. », comme beaucoup l'appellent en Inde, a fait du chemin depuis. M. Rajiv Gandhi, politicien malgré lui, fut projeté dans cette carrière par la volonté de sa mère, Indira. M. V.P. Singh est, quant à lui, devenu premier ministre grâce à la conjonction de divers facteurs. Alors que l'affaire Bofors plaçait le gouvernement formé par le Parti du Congrès dans une situation de plus en plus délicate, M. Gandhi concentra toutes ses attaques sur M. V.P. Singh qui, par ses investigations, avait dévoilé les trafics financiers, ce qui déclencha une double réaction (1). D'une part, M. Singh fut conforté dans sa volonté de mener le combat en faveur d'un gouvernement honnête ; d'autre part, les pressions s'accrochèrent pour qu'il rebrousse le dos. Son rôle de fer de lance des forces hostiles au Congrès fut encore souligné par les divisions de l'opposition : incapable de trouver un dirigeant dans ses propres rangs, elle fut contrainte de se regrouper autour de M. V.P. Singh. Mais son meilleur allié fut... M. Gandhi, qui multiplia les gaffes au point que le pouvoir lui échappa davantage qu'il ne fut conquis par son adversaire.

Mais M. V.P. Singh sut profiter avec adresse de la chance qui lui a été donnée. Se référant à l'exemple du mahatma Gandhi, se réclamant de l'homme ordinaire, croquant des cachettes pour tromper sa faim et se promenant à bicyclette pendant la campagne électorale, il se lança dans la bataille en dénonçant l'attitude de M. Gandhi, qui prenait la défense des personnes impliquées dans le scandale financier. Lors de meetings monstres, il sortit de sa timidité pour se lancer dans des discours agressifs : « La flamme a quitté l'Inde, mais la faim continue de brûler le ventre du peuple. Quand le

feu atténuait l'esprit, alors s'allumait le feu de la révolution ».

Cependant, loin de provoquer une « révolution », les élections ont accouché d'une situation pour le moins ambiguë. Si, globalement, les résultats ont montré que la population voulait un changement au centre, aucun parti n'a obtenu la majorité. Appuyé par les mouvements hostiles au Congrès, M. Singh a formé, au début de décembre, un gouvernement de coalition.

Cette « alliance nationale » minoritaire regroupe cinq partis : trois partis régionaux (le Telugu Desam Party de l'Andhra Pradesh, le Dravida Munnetra Kazhagam du Tamil-Nadu, l'Assam Gana Parishad, implanté en Assam), une petite organisation formée de dissidents de l'ancien Congrès, le Congrès (S), et, surtout, le Janata Dal. Ce dernier aura une influence décisive au sein du front national. Bien que comprenant nombre d'anciens responsables du Congrès, le Janata Dal est essentiellement le parti de la paysannerie aisée de l'Inde du Nord issue de la « révolution verte ». En raison de ses liens avec la terre et la culture villageoise, son programme préconise d'orienter les investissements publics davantage vers l'économie rurale. Lors des élections de novembre, le Janata Dal a aussi reçu l'appui massif de l'intelligentsia urbaine et d'autres secteurs « démocratiques » de la population las du régime de M. Gandhi et de son entourage. Mais, comme il ne s'agit pas d'une force sociale organisée, le poids politique de cet électorat risque d'être négligeable.

Le front national, en dépit du soutien de cinq partis, ne dispose pas d'une majorité parlementaire et doit miser sur l'appui que lui ont promis le mouvement fondamentaliste hindouiste Bharatiya Janata Party (BJP) et les deux partis communistes. Il est ainsi soutenu par deux organisations très bien structurées, de type militaire, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (Corps national des volontaires) et le Shiv Sena (Armée de Shiva), qui ont pour programme la soumission de toutes les religions et des diverses minorités à la majorité hindouiste. Quant aux communistes, ils sont surtout implantés dans les couches moyennes du Bengale et dans la classe ouvrière. Même si cette gauche indienne a grand besoin d'une « perestroïka », elle a, en gros, défendu les intérêts des couches exploitées mieux que tout autre parti.

## Paysans riches et travailleurs ruraux

**L**a première menace pour le gouvernement de front national pourrait venir du fondamentalisme hindouiste, qui se développe de façon alarmante. Récemment, les relations entre hindous et musulmans ont été ensablées par un conflit à propos d'un temple situé dans l'est de l'Uttar-Pradesh. Selon les musulmans, il s'agit d'une mosquée construite par Baber, le premier empereur moghol ; pour les hindous, il s'agit d'un temple érigé à l'endroit où naquit le seigneur Rama. Rama a-t-il existé en dehors de la mythologie hindouiste ? Il est en tout cas difficile à la raison de s'imposer, et la controverse a provoqué la mort de plusieurs centaines d'innocents. Rendus euphoriques par les récents résultats électoraux, le BJP et ses alliés hindouistes ont déjà décidé qu'à la fin de janvier un temple serait construit sur le territoire contesté. Pour M. V. P. Singh, esprit laïc, le problème est fort délicat puisque le mouvement hindouiste a promis son soutien à son gouvernement minoritaire. Si le premier ministre réprime le mouvement hindouiste, il y a risque de crise parlementaire ; s'il soutient ce même mouvement, il pourrait perdre l'appui des forces laïques à l'intérieur et hors du gouvernement, et rejeter les musulmans en direction du Congrès.

Quant à la nouvelle classe des paysans riches, qui a déjà accaparé le pres-

tigieux poste de vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture (qu'occupe M. Devi Lal), sa victoire électorale pourrait aussi, comme ce fut le cas pendant le premier gouvernement Janata (1977-1980), provoquer de sanglants affrontements. Gêné par le manque de technologie moderne et une médiocre productivité de l'agriculture, le paysan aisé attend depuis longtemps l'occasion de faire baisser les salaires des travailleurs ruraux harajans - connus à l'étranger sous le nom d'« intouchables ». Le Janata Dal va aussi subir les pressions d'une partie de ses partenaires, qui veulent mettre fin aux privilèges constitutionnels accordés aux harajans par les divers gouvernements congressistes : 25 % des emplois leur sont réservés ainsi qu'aux membres des minorités ethniques. Toute action hostile à l'égard des harajans rejetterait les pauvres des zones rurales vers le Congrès.

La situation économique ne constitue pas en soi, dans l'immédiat, une menace pour M. V. P. Singh, mais le premier ministre risque d'être confronté dans l'avenir au conflit entre les intérêts de l'industrie et ceux de l'agriculture. L'héritage laissé par M. Gandhi n'est pas mauvais - la croissance pour l'année devrait être de 7 %, - l'industrie continuant de progresser au rythme impressionnant de presque 9 %. La libéralisation partielle de l'économie sous son gouvernement a permis de doter l'industrie de nouvelles technologies, et l'économie a gagné en compétitivité sur les marchés interna-

tionaux. Certes, la dette de l'Inde a crû (elle est d'environ 34,5 milliards de dollars), la balance des paiements est au rouge (70 milliards de roupies, soit 4,3 milliards de dollars de déficit), mais les exportations ont augmenté en valeur de 27 % au cours de chacune des deux dernières années. En dépit d'une sécheresse qui a duré deux ans (1986-1988) - ce fut l'une des plus graves du siècle, - l'agriculture s'est reprise, avec un taux modeste de croissance de 2,7 %. Mais il existe aussi des aspects négatifs : faible revenu par habitant (3 284 roupies, soit environ 205 dollars, en 1987-1988), augmentation de 7 % des prix de détail, et taux de chômage élevé.

Lors de son premier discours de politique économique, M. V. P. Singh a promis que la moitié des investissements de l'Etat irait à l'agriculture, soit le double de ce qui lui est actuellement attribué. Il s'agit d'un virage radical de la part d'un homme qui avait contribué à définir une tout autre politique économique lorsqu'il était ministre des finances et du commerce de M. Gandhi. Cette décision sera à coup sûr bénéfique à un pays dont presque 80 % de la population vivent des revenus de la terre.

Le paysan réclame depuis longtemps davantage d'énergie électrique, des crédits à meilleur marché, le soutien des prix. Mais cette ré-allocation des ressources va peser sur la croissance de l'industrie : les aides diminuant, l'hostilité de la puissante bourgeoisie industrielle, favorable au Parti du Congrès, ne pourra que grandir à l'égard du gouvernement. Le paysan aisé étant en position de force, les tensions entre les possédants de l'industrie et ceux de la campagne pourraient provoquer une sérieuse crise économique et politique. A terme, le ralentissement de l'activité industrielle devrait aussi entraîner des réductions de dépenses et des mouvements sociaux, ce qui provoquerait des affrontements entre le pouvoir et les syndicats communistes qui actuellement le soutiennent.

Il reste que ce gouvernement est sans doute moins fragile qu'il ne le semble. M. V. P. Singh a marqué un



MANIFESTATION HINDOUISTE A PROPOS DU TEMPLE D'AYODHYA, EN UTTAR-PRADESH

Un fondamentalisme qui se développe de façon alarmante.

point lorsqu'en décembre il a pu se rendre au Temple d'or, dans le Pendjab, sans se faire protéger par les habituels cordons de sécurité, et il a reçu un accueil enthousiaste de la communauté sikh. Des signes existent de la volonté des extrémistes sikhs de discuter avec le pouvoir central. Le choix de ses ministres, sa promesse d'accorder leur autonomie aux médias contrôlés par l'Etat, son attitude ferme à l'égard de diverses factions au pouvoir montrent que M. Singh n'est pas aussi faible que l'avait suggéré la presse indienne.

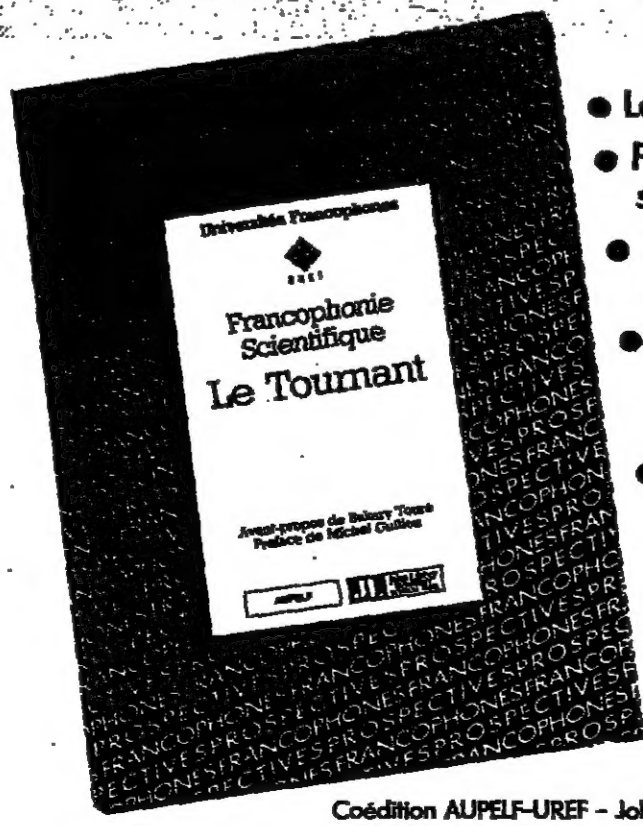
Ayant tiré la leçon de l'expérience de 1977 qui se termina pitoyablement lorsque le cabinet contrôlé par le Janata s'écroula comme un château de cartes, les partenaires de la coalition pourraient faire preuve de retenue. Les divisions dans le camp du Congrès, la perte de confiance dans les capacités de M. Gandhi à diriger le pays, ainsi que dans le laïcisme et le socialisme avoués du parti pourraient permettre à l'actuel gouvernement de bénéficier d'une longue période d'état de grâce. Mais ce qui aiderait avant tout M. Singh et ses alliés, ce serait - et ils y travaillent - une rupture au sein du parti du Congrès, une moitié demeurant proche de M. Gandhi et l'autre joignant ses forces à celles de l'actuel premier ministre.

C'est en politique étrangère qu'il y aura probablement le moins de différences entre l'ancien et le nouveau gouvernement. M. Gandhi parlait de renforcer les liens entre l'Inde et ses voisins, et M. Singh ne dit pas autre chose. Il se doit de poursuivre le retrait des troupes indiennes de Sri-Lanka. Alors que devrait continuer la lune de miel avec le Pakistan, l'arrivée au pouvoir à New-Delhi d'une nouvelle équipe pourrait aider à alléger la tension avec le Népal, toujours soumis au blocus économique indien (2). Plus généralement, le gouvernement Singh va s'en tenir à la politique de non-alignement, qui signifie des relations amicales avec l'URSS comme avec l'Occident. Quant aux changements en Europe de l'Est, ils ont été commentés avec retard en Inde. Un observateur indien a eu cette boutade à ce sujet : « Bien sûr, la démocratisation de l'Europe de l'Est est une bonne chose. Mais nous espérons que l'Occident ne va pas avaler l'Est : c'est la seule région où notre balance des paiements est positive... ».

(1) Sur les difficultés de l'équipe de M. Gandhi, lire Vijay Singh, « Vulnérabilité et isolement croissant du gouvernement indien », *Le Monde diplomatique*, août 1988.

(2) Lire Francis Christophe, « Le Népal écarté par l'Inde », *Le Monde diplomatique*, juillet 1989.

## REFLEXION sur la FRANCOPHONIE



Coédition AUPELF-UREF - John Libbey Eurotext

- Le français, langue scientifique.
- Francophonie et communauté scientifique internationale.
- Structurer l'espace scientifique d'expression française.
- L'information scientifique et technique et les nouvelles techniques de communication.
- L'AUFEL et l'UREF dans la dynamique des pays francophones.

Extraits des principales décisions prises lors des réunions « Science, technologie et francophonie : vers une communauté scientifique internationale d'expression française » et « Consolider l'espace scientifique francophone : l'Université des réseaux d'expression française ».

Disponible aux :  
Editions John Libbey Eurotext  
6, rue Blanche - 92120 Montrouge - France

60 FF (Afrique noire, Océan Indien, Maghreb, Haïti),  
120 FF (Autres pays)

\* Journaliste indien, auteur de *La Nuit perdue*, les Sikhs, Flammarion, Paris, 1987.



## RÉUNIR LES ETHNIES, LUTTER CONTRE LA PAUVRETÉ

## Course à la réconciliation au Burundi

**I**L n'y a pas d'autre solution et les dirigeants du Burundi l'ont bien compris : seule l'instauration d'une véritable démocratie peut permettre de surmonter les divisions ethniques qui ont ensanglanté leur pays au cours du dernier quart de siècle. Une « charte de l'unité nationale » a ainsi été établie. Mais il va de soi que cet effort en faveur de la justice politique ne réussira que s'il s'accompagne d'une croissance économique.

Par CLAUDE BRISSET

L'atmosphère de Bujumbura est celle d'une ville de province paisible, ensoleillée. Sur le lac Tanganyika, quelques pêcheurs s'accrochent à quelques touristes se baignant. En fond de décor, les montagnes du Zaire tout proche donnent à la capitale du Burundi une allure de petite cité de villégiature.

Pourtant, dans le discours politique, dans les débats publics, dans toutes les discussions, revient un thème obsédant : l'évocation des massacres d'août 1988 et les efforts désespérés du gouvernement pour restaurer l'unité nationale, rompre le cycle des violences inter-ethniques qui, périodiquement, ont ensanglanté le pays. En août 1988, à la suite d'incidents dont l'origine est encore mal élucidée, deux communes du Nord, toutes proches de la frontière du Rwanda, avaient été le théâtre d'une flambée de violence meurtrière. Des villageois hutus, convaincus de l'imminence d'une menace d'extermination, avaient assassiné, en quelques jours, des paysans tutsis établis parmi eux, et l'armée burundaise, en majorité tutsi, dépêchée sur les lieux, avait mené une très dure opération de « maintien de l'ordre ».

Officiellement, le bilan de ces massacres s'établit, dit-on aujourd'hui à Bujumbura, à quelque 5 000 morts ; à bien davantage si l'on en croit les opposants, dont certains ont évoqué le chiffre de 20 000. Selon des diplomates en poste dans la capitale, le chiffre serait plus probablement voisin de 10 000. 45 000 paysans se sont en outre réfugiés au Rwanda voisin au moment des massacres. La quasi-totalité d'entre eux sont revenus dans leurs villages.

Comment peut-on expliquer que, par trois fois en moins de vingt-cinq ans (1965, 1972, 1988), ce petit pays ait été le théâtre de tels affrontements, dont les plus meurtriers, en 1972, ont fait plus de 100 000 morts ? Le Burundi, comme le Rwanda, était gouverné, depuis le quinzième siècle, par des « monarchies sacrées » issues d'un groupe bien déterminé de princes du sang, les Ganywas, un roi, le Mwami, exerçant l'essentiel du pouvoir. La caste royale était elle-même issue de l'ethnie tutsi, mais la sacralisation des fonctions dirigeantes en avait fait un groupe distinct, dont la domination n'était guère discutée. Les Tutsis étaient réputés être de lointaines origines nilo-hamitiques, donc venus du nord de l'équateur, et attachés à un mode de

vie pastoral ; les Hutus quant à eux, d'origine bantoue, étaient décrits comme des cultivateurs et, quoique très largement majoritaires, plâtrés depuis des siècles à la loi des Tutsis. Restait un troisième groupe, les Twa, des pygmées, guerriers et chasseurs, marginalisés à la fois par leur nombre et leur statut social. Cette composition ethnique était identique à celle du Rwanda voisin.

Mais l'Histoire, le brassage de populations — permanent dans cette région carrefour qu'est l'Afrique des Grands Lacs — avaient bien érodé ces distinctions. Les types physiques comme les modes de vie, la langue et la culture, se sont considérablement unifiés au fil des siècles. Survint la colonisation alle-

Opposé à toute discrimination fondée sur la race, il écrivait, en 1959 : « Il existe un problème dans le pays. Celui des petits et des faibles, et ceux-là n'ont pas de race. Ils sont de la race des prolétaires et des pauvres gens. » En septembre 1961, quinze jours après des élections qui venaient de donner 80 % des voix à son parti, le prince Rwagasore était assassiné dans des conditions mystérieuses. Il n'est pas excessif de dire que, de cet assassinat, le pays porte toujours les traces. A trois reprises en effet, depuis, le Burundi a sombré dans d'extraordinaires violences dont celles de 1988 n'ont été que le dernier épisode. Les courageuses tentatives du gouvernement actuel parviendront-elles à renverser la tendance ?

Le président du Burundi, le commandant Pierre Buyoya, a pris le pouvoir en septembre 1987, à la suite d'un coup d'Etat sans effusion de sang qui renversa le régime corrompu et discrédité de Jean-Baptiste Bagaza. Dès sa prise de pouvoir, le président Buyoya annonce son intention d'établir un système moins inégalitaire entre les deux ethnies. Pourtant tutsi lui-même, il sait qu'un régime où une minorité dispose de tous les postes de commande — dans le gouvernement, l'administration et l'armée — n'est pas viable. Moins d'un an après sa prise de pouvoir, éclatent les tristes d'août 1988 qui devaient justifier ses craintes.

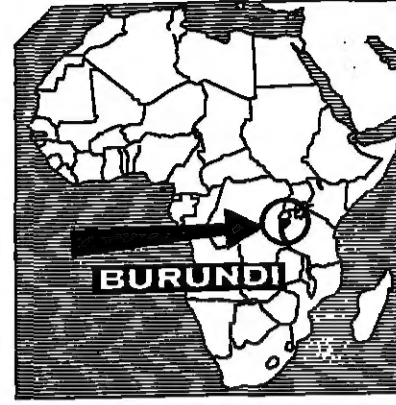
Aujourd'hui, les autorités ont entre-

prise au Rwanda et en Tanzanie depuis les massacres des précédentes décennies.

Le jeu des autorités est d'autant plus ardu que le pays est confronté à des difficultés, les unes structurelles, les autres conjoncturelles, qui ont tendance à s'aggraver. Premier de ces obstacles : l'enclavement. Situé à 2 200 km de l'Atlantique et à 200 km de l'océan Indien, le pays est entièrement tributaire, pour ses approvisionnements et ses exportations, du Kenya et de la Tanzanie. Il en coûte deux fois plus cher de transporter une tonne de matériel de Mombasa (Kenya) à Bujumbura que de Mombasa à New-York.

D'autre part, l'économie repose de manière excessive sur la culture du café, qui assure à elle seule plus de 80 % de ses recettes d'exportation. La faiblesse actuelle des cours du café sur le marché mondial (4) souligne, s'il en était besoin, cette fragilité structurelle. Les autres cultures de rente (thé, coton) ne suffisent pas à rétablir l'équilibre.

Enfin, le Burundi est confronté à une pression démographique que rien, jusqu'à présent, n'est parvenu à endiguer. Ce pays, grand comme la Belgique, figure parmi les nations les plus densément peuplées d'Afrique, après le Rwanda, avec 185 habitants au kilomètre carré. De ce surpeuplement résulte un extraordinaire fractionnement des terres — l'exploitation moyenne ne compte plus aujourd'hui que 70 ares — un épuisement des sols, une érosion intense. Le Burundi, « pays aux mille et une collines », ressemble à un immense jardin, où tout l'espace — les pentes, les marais, les bas-côtés des routes, voire les sommets — est cultivé,



où le travail agricole est intense, permanent.

Certes, ce travail produit ses fruits, et le pays, bon au mal au, parvient à se nourrir, grâce à une très forte production vivrière. Mais l'avenir paraît sombre : la population — 5,2 millions d'habitants — augmente de 3 % chaque année et la malnutrition modérée — qualitative plus que quantitative — frappe près de 30 % des enfants. Pourtant, malgré les encouragements officiels, la population reste réfractaire à toute politique de limitation des naissances, au demeurant condamnée par l'Eglise : moins de 2 % des femmes utilisent une méthode moderne de contraception et la famille moyenne compte plus de sept enfants.

Dernier handicap : la dette extérieure. Celle-ci atteint aujourd'hui 1 milliard de dollars, chiffre considérable pour une économie aussi fragile. Le service de la dette représente à lui seul 69 % des recettes d'exportation.

## Timide reprise de la croissance

**M**ALGRÉ tout, le Burundi possède de solides atouts, au premier rang desquels figure le sérieux de sa gestion, consacrée par l'attitude de la Banque mondiale. Celle-ci a fait de lui le premier de ses bénéficiaires africains (par habitant), en termes de prêts à condition « douce ». Dès 1986, le gouvernement a mis en place un programme d'ajustement structurel des plus classiques (dévaluation, amélioration des recettes de l'Etat, encouragement aux investissements et à l'épargne, contrôle accru des entreprises publiques), qui a donné des résultats et stimulé l'économie. La croissance a repris, timidement. Les bailleurs d'aide étrangers (autre la Banque mondiale et le Fonds monétaire : la Communauté européenne, la Belgique, la France, le Japon, l'Arabie saoudite) ne ménagent pas leur aide, même s'ils le font davantage sous forme de prêts que de dons, ce qui contribue à alourdir la dette. Seules la France et la Belgique ont, tout récemment, annulé sa dette au titre de l'aide bilatérale publique.

C'est que le Burundi demeure l'un des dix pays les plus pauvres du monde, avec un revenu par habitant qui ne dépasse pas 240 dollars par an. D'énormes efforts sont consacrés à la santé et à l'éducation mais la mortalité

infantile, par exemple, y demeure de 116 pour 1 000. L'UNICEF, grâce à un solide programme de soins de santé primaires, d'approvisionnement en eau et d'assainissement, d'enseignement, aide le gouvernement à limiter les dégâts. Mais, nous dit le ministre de la santé, « tous [les] efforts risquent d'être anéantis si la pression démographique conserve son rythme actuel ». Le sida, en outre, continue ses ravages, décimant les cadres et la classe d'âge la plus active, en particulier dans la capitale.

Pays de collines, pays-jardin, « pays des monts de la lune », écrit Proloé, le Burundi s'est aujourd'hui absorbé dans un intense travail de réconciliation, pour la première fois peut-être depuis l'assassinat du prince Rwagasore. Mais la voie reste étroite.

- (1) Cf. Michel Elias, « Burundi, la spirale d'un génocide », la Revue nouvelle, Bruxelles, novembre 1988.
- (2) Le Rwanda-Urundi, un étrange royaume féodal, cité par André Vangem dans l'édition du jeudi, 1<sup>er</sup> septembre 1988.
- (3) Dans une déclaration en date du 25 juillet 1989.
- (4) Voir Jean-Louis Gombaud, « A leur tour les producteurs de café perdent leur fillet de sécurité », le Monde diplomatique, novembre 1989.

## Repères

Superficie : 28 000 kilomètres carrés.  
Population : 5 millions d'habitants, dont 84 % de Hutus et 15 % de Tutsis (toutes les données chiffrées sont de 1987).  
PNB/hab. : 240 dollars (Sénégal : 520 dollars, France : 12 790 dollars).  
Dette extérieure : 755 millions de dollars.  
Espérance de vie : quarante-neuf ans.  
Principales productions : café, coton, thé, cuirs et peaux.

## EVOLUTION POLITIQUE

1899 : Le Burundi et le Rwanda sont intégrés dans l'Afrique de l'Est allemande.  
1916 : Le Belgique occupe le Burundi et le Rwanda. Après la guerre, elle reçoit de la Société des nations mandat de les administrer.  
Septembre 1961 : Elections législatives au Burundi, remportées par l'Union pour le progrès national (UPRONA) du prince Louis Rwagasore, qui devient premier ministre et est assassiné.  
1<sup>er</sup> juillet 1962 : Le pays accède à l'indépendance. Jusqu'en 1985, les gouvernements successifs comprennent un nombre à peu près égal de Tutsis et de Hutus.  
Janvier 1965 : Assassinat du premier ministre hutu Pierre Ngendandumwe. En mai, les Hutus remportent les élections législatives ; le roi nomme un premier ministre tutsi. En octobre, tentative de coup d'Etat attribué aux Hutus : massacre de milliers de Hutus.  
1966 : Le roi Ntare V est destitué, la République est proclamée. Les Tutsis confirment leur suprématie au pouvoir.  
1972 : Nouvelle tentative de coup d'Etat avortée. Plus de 100 000 personnes trouvent la mort dans des affrontements.  
1<sup>er</sup> novembre 1976 : Le colonel Jean-Baptiste Bagaza s'empare du pouvoir.  
1984-1986 : Conflit entre l'Etat et les Eglises.  
3 septembre 1987 : Le commandant Buyoya prend le pouvoir.  
Août 1988 : Des Hutus ayant assassiné des centaines de Tutsis dans le nord du pays, l'armée rétablit l'ordre de manière brutale, mais le gouvernement multiplie les efforts de réconciliation nationale.  
Octobre 1988 : Nomination d'un premier ministre hutu, le nouveau gouvernement a une composition égalitaire.



REFUGIES HUTUS AU RWANDA, APRES LES MASSACRES DE 1988  
De telles tragédies vont-elles enfin cesser ?

mande, de 1885 à 1918. La défaite de l'Allemagne place ensuite ce qui était alors le Ruanda-Urundi sous la tutelle belge, jusqu'à l'indépendance du pays en 1962. Les deux puissances coloniales n'avaient rien changé à l'état des choses, le renfort même et exerçant leur pouvoir largement par délégation, s'appuyant sur un ordre socio-économique solidement établi qui consacrait la domination tutsi. « La monarchie devint un instrument aux mains des colonisateurs (1) ».

pris de rectifier l'injustice ethnique héritée des régimes précédents. Dès le lendemain des massacres, le président nommait un gouvernement composé à parts égales de Hutus et de Tutsis, le premier ministre lui-même, M. Adrien Sibomana, étant un Hutu. Une « commission nationale chargée d'étudier la question de l'unité nationale » était constituée — elle aussi formée de membres des deux ethnies — et rendait un rapport dans lequel on peut lire, à propos des massacres du dernier quart de siècle : « Le Burundi ressent ces tragédies comme une honte devant l'Histoire ». Et cette commission proposait, dans ses recommandations finales, l'établissement d'une « charte de l'unité nationale », la suppression du critère ethnique pour l'attribution des postes, l'élaboration d'une Constitution soumise au vote populaire, bref l'établissement de la démocratie.

Parallèlement, le nouveau régime rendait à l'Eglise ses biens et sa liberté, ce que le précédent avait mis à mal, libérait les religieux emprisonnés, gestes hautement symboliques pour une population christianisée à 70 %. Enfin, en août dernier, le président se rendait solennellement, avec l'ensemble du gouvernement et du corps diplomatique, dans les deux communes de Ntega et Marangara où avaient eu lieu les massacres un an auparavant, pour sceller la réconciliation.

Salué par tous pour son courage, officiellement soutenu par les douze Etats membres de la Communauté européenne (3), le président Buyoya n'en joue pas moins un jeu très serré. Certains, dans la communauté tutsi, n'apprécient nullement sa politique égalitaire, dans laquelle ils voient une menace pour leurs propres privilèges ; et l'armée reste aux mains des Tutsis. D'autres, parmi les Hutus, refusent toute solution de compromis et exigent que la majorité hutu prenne tous les postes de commande, comme c'est le cas au Rwanda où la minorité tutsi, depuis des années, est totalement sous le boisseau. Ces extrémistes hutus, solidement implantés en Europe, ne cherchent qu'une occasion de ranimer les braises et utilisent comme un vivier l'importante communauté burundaise — 200 000 personnes environ — réfu-

## « La race des prolétaires et des pauvres gens »

**C'**EST ainsi que des ethnologues européens, découvrant le pays, jugeaient le système ancestral parfaitement adapté aux caractéristiques présumées des deux groupes en présence, alors même que les différences ethniques étaient fort estompées. Et l'on peut lire, dans un texte rédigé en 1948 par un médecin belge, le docteur Sasse-rath, cette description de la « réalité sociale » du Burundi : « Lorsque Son Altesse royale le prince Charles visita le Ruanda-Urundi, il fut frappé par la taille des notables, de véritables géants régnant sur un peuple de nègres quelconques dont ils sont totalement différents, tant par le caractère ethnique que par la vie qu'ils mènent. On les appelle les Batutsis. En réalité ce sont des Hamites (...). Ils représentent environ un dixième de la population et forment une race de seigneurs. Les

Hamites ont 1,90 mètre de taille. Ils sont élancés. Ils possèdent le nez droit, le front haut, les lèvres minces. Ils apparaissent distants, réservés, polis, fins. On devine en eux un fond de férocité sous le couvert d'un certain raffinement (...). Le reste de la population est bantoue. Ce sont les Bahutus, des nègres qui en possèdent toutes les caractéristiques : nez épaté, lèvres épaisses, front bas, crâne brachycéphale. Ils conservent un caractère d'enfant, à la fois timide et paresseux, et le plus souvent sont d'une saleté invétérée. C'est là la classe des serfs. La race des chefs exige d'eux de multiples corvées. Quelques flots de Batwas, qui ne sont pas considérés par les autres comme des hommes, vivent à l'écart dans les forêts (2) ».

Mais l'administration belge, peu de temps avant de donner l'indépendance à ce qui allait devenir le Rwanda et le Burundi, s'avisa de l'injustice qui confèrait à 15 % de la population (les Tutsis) une domination sans partage sur l'écrasante majorité numérique hutu. Au moment même où s'édifiait un parti politique attaché à un idéal unitaire, l'Union pour le progrès national (UPRONA), sous l'impulsion d'un personnage exceptionnel, le prince Louis Rwagasore, la majorité hutu était, plus ou moins discrètement, incitée par l'ancienne puissance tutélaire à secouer le joug des Tutsis. Mais Rwagasore, progressiste et neutraliste, lié d'amitié avec M. Julius Nyerere en Tanzanie et Patrice Lumumba au Congo, était perçu comme un dangereux troubleur, trop proche de Moscou.

Édité par la SARL le Monde  
Gérant : André FONTAINE,  
directeur de la publication.  
Administrateur général : Bernard WOLFF  
Imprimerie  
du « Monde »  
7, rue des Italiens  
75009 PARIS  
Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 438  
ISSN : 0026-9395  
A la disposition des diffuseurs de presse  
pour modifications de service, demandes de  
ressort ou autre, utiliser notre numéro de  
téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.

هكذا من الأصل

## Acculé

**L**ES signes de l'ANC a pu tenir. De Klerk vient de du mouvement de combat, a contracté de Pretoria, intérieure et des les aspirations de les divergences restées incertitudes.

En quelques mois, d'événements a bouleversé du problème sud-africain, entre le régime blanc et noir, se sont d'une longue. Mais le rapport de forces, chacune des deux parties, ses points faibles, et nul, qu'un pronostic sur le l'ampleur des changements grandes inconnues est l'ANC, qui se livre au sein du Parti pouvoir et entre ce parti, puissant appareil militaire national africain (African Congress, ANC) et le Parti M. Frederik De Klerk se à élaborer un règlement, comme d'autres, jusqu'à celle des Noirs de l'Afrique terminerait autour d'une élections. Cette évolution m'infléchissement du pouvoir positif comme préalable à que l'ANC renonce publiquement à la violence.

En 1988, alors que des indirects s'esquissaient, P. festait encore sa réticence dans cette voie en bombant les capitaux de l'Afrique, la visite d'une mission de du Commonwealth. Un par les militaires est aujourd'hui, malgré l'opposition, l'extrême droite à tout l'appareil. L'acte raciste Strydom, cet ancien politicien, 15 novembre 1988 avec les passants dans les rues de Pietermaritzburg, le massacre de la fin de l'ordre lors d'une manifestation pacifique de femmes au dernier, illustrent le désordre social blanc qui se sent.

Car le grand danger de la domination blanche mis le Parti national à son pouvoir, en 1948, a été échoué (1). Il y a vingt ans, le ministre des affaires indigènes Verwoerd, qui allait devenir ministre, parlait de la loi de la bantouan comme d'un « enseigner aux indigènes enfance qu'ils ne peuvent être liés avec les Européens ». A le Parti national lui-même faut en finir avec l'appareil ministériel multiplié les ministres M. Nelson Mandela, le emprisonné de l'ANC, ancien « soudainement promu d'Etat ».

Les changements auxquels on a une triple application. A répression des années 60 av

## « Quatr

**D**URANT les quatre a confrontation qui ont gouvernement de Pretoria n'aucune de ces dispositions. L'èment des structures des sécurité en novembre 1988 cependant la volonté de Klerk de se dégager de l'armée, et seul le temps d'réellement déterminé à cette voie. Par contre, la ré-salutée du « petit apartheid » ture des plages et de quel-résidentielles aux Noirs — en faits accomplis : les lois étatsystématiquement violées, et t'on n'entraîne pas d'immov-Mouvement démocratique (MDM), qui s'est substitué soumis à de drastiques re-avait déjà engagé avec succe-mois d'août, une campagne e en cause de l'appareil dans-taux, sur les plages et dans lieux publics. Le document a permis de faire valoir par-musée international deux p-clefs : l'Afrique du Sud sera-unié et démocratique ; les-tions porteront sur la création vel Etat et non sur une simple de l'appareil. Pour M. Jo-sécretaire général du Parti niste, « la question n'est pas

\* Journaliste au Guardian de Lo



## SIGNES DE DÉTENTE EN AFRIQUE DU SUD

## Acculé au changement, le pouvoir blanc joue ses atouts

**L**ES signes de détente se multiplient en Afrique du Sud. L'ANC a pu tenir un grand meeting à Soweto. Le président De Klerk vient de rencontrer M. Nelson Mandela. La pression du mouvement de résistance au pouvoir blanc, toujours plus combatif, a contraint à de nombreuses concessions le gouvernement de Pretoria, qui espère ainsi desserrer l'étau de la révolte intérieure et des sanctions internationales. Pourtant, entre les aspirations de la majorité noire et les réformes envisagées, les divergences restent fondamentales, laissant planer bien des incertitudes.

Par VICTORIA BRITAIN \*

En quelques mois, une cascade d'événements a bouleversé les données du problème sud-africain. Les relations entre le régime blanc et la majorité noire sortent d'une longue impasse. Mais le rapport de forces reste instable, chacune des deux parties a ses atouts et ses points faibles, et nul n'oserait risquer un pronostic sur la rapidité et l'ampleur des changements. L'une des grandes inconnues est l'issue de la lutte qui se livre au sein du Parti national au pouvoir et entre ce parti et le tout-puissant appareil militaire. Le Congrès national africain (ANC) et le Parti national de M. Frederik De Klerk se sont engagés à élaborer un règlement négocié. Ainsi, comme d'autres luttes de libération, celle des Noirs de l'Afrique du Sud se terminerait autour d'une table de négociations. Cette évolution marque un net infléchissement du pouvoir blanc, qui posait comme préalable à tout dialogue que l'ANC renonce publiquement à la violence.

En 1988, alors que des pourparlers indirects s'esquissaient, Pretoria manifestait encore sa réticence à s'engager dans cette voie en bombardant trois capitales de l'Afrique australe durant la visite d'une mission de bons offices du Commonwealth. Un tel sabotage par les militaires est aujourd'hui improbable, malgré l'opposition résolue de l'extrême droite à tout abandon de l'apartheid. L'acte raciste de Barren Strydom, cet ancien policier qui tua le 15 novembre 1988 avec le sourire sept passants dans les rues de Pretoria, ou le matraquage des passants lors des forces de l'ordre lors d'une manifestation pacifique de femmes au mois d'août dernier, illustraient le désespoir d'une société blanche qui se sent piégée.

Car le grand dessein du maintien de la domination blanche mis en place par le Parti national à son accession au pouvoir en 1948 a finalement échoué (1). Il y a vingt-cinq ans, le ministre des affaires indigènes Hendrik Verwoerd, qui allait devenir premier ministre, parlait de la loi sur l'éducation bantou comme d'un moyen d'enseigner aux indigènes dès leur enfance qu'ils ne peuvent espérer l'égalité avec les Européens. Aujourd'hui, le Parti national lui-même admet qu'il faut en finir avec l'apartheid, et les ministres multiplient les contacts avec M. Nelson Mandela, le dirigeant emprisonné de l'ANC, ancien « terroriste » soudainement promu homme d'Etat.

Les changements auxquels on assiste ont une triple explication. Alors que la répression des années 60 avait réussi à

démanteler l'opposition, celle qui fut menée au milieu des années 80 n'a pas atteint son but, malgré l'arrestation de dizaines de milliers de personnes. Le mouvement de résistance à l'apartheid a puisé une nouvelle force dans la lutte contre la mise en place, en 1984, des trois Chambres au Parlement, où les Blancs, les métis et les Indiens avaient une représentation séparée. En outre, la presque totalité de l'opposition à l'apartheid s'est plus ou moins unie derrière l'ANC - à l'exception du mouvement Inkatha du chef Buthelezi et de petits groupes adeptes du pouvoir noir. Des fractions très conservatrices de la société noire et de la classe des entrepreneurs qui a prospéré sous l'apartheid se sont aussi ralliées.

Ainsi le congrès des chefs traditionnels tout comme la Fédération nationale africaine des chambres de commerce sont allés à Lusaka rencontrer l'ANC (2). Même certains dirigeants de bantoustans, comme ceux du KwaZulu, du Lebowa et du Transkei, ont cessé de collaborer à la politique de démantèlement de l'Afrique du Sud et se sont rapprochés de l'ANC (3). De son côté, la direction du Parti national est passée, après bien des souterrains, des mains de M. Botha à celles d'un politicien bien plus habile, M. De Klerk.

Un élément déterminant dans cette marche en direction du réalisme semble avoir été le document sur d'éventuelles négociations, rédigé en avril 1989 par M. Nelson Mandela. Ce texte, qui n'a pas été rendu public, a été discuté entre le dirigeant noir et M. Botha quelques semaines avant que celui-ci n'abandonne le pouvoir. Selon des sources proches de l'ANC, il correspond dans les grandes lignes à la déclaration de Harare adoptée par l'Organisation de l'unité africaine, le mouvement des non-alignés et la plupart des pays du Commonwealth, avant d'être débattue aux Nations unies à la mi-décembre. Ce texte visait à court-circuiter les plans mis en avant par divers médiateurs depuis 1988, en particulier par le gouvernement britannique et par certains groupes religieux (4).

Les conditions posées à l'ouverture de négociations sont les mêmes que celles mises en avant par le Front démocratique uni (United Democratic Front, UDF) quatre ans plus tôt, au sommet du Commonwealth à Nassau, en 1985 : libération de tous les prisonniers ; fin de l'état d'urgence ; légalisation des organisations politiques ; fin des procès et des exécutions.

s'il faut engager des discussions, mais de déterminer leur objet. « Une fois acquis le principe de la majorité, précise-t-il, nous pourrions débattre de nombreux points, en particulier des mécanismes constitutionnels nécessaires pour sauvegarder les droits des citoyens à leur langue, à leur culture, à leur religion, des libertés politiques et d'expression, etc. »

M. De Klerk n'accepte pas de tels prémisses, qui entraîneraient la fin du pouvoir blanc, et il propose l'élaboration d'une Constitution qui maintiendrait les « droits des groupes », en fait les privilèges d'une minorité. Une position assez similaire est défendue par les puissants hommes d'affaires blancs qui ont rencontré l'ANC à Lusaka. Elle se trouve résumée dans les fameux « quatre pas vers la démocratie » popularisés par M. Harry Oppenheimer, l'ancien président des deux plus importantes sociétés sud-africaines, Anglo-American et De Beers (5) : égalité devant la loi mettant fin à tout le système juridique du « petit apartheid » ; meilleure éducation pour les Noirs ; extension de la propriété ; développement des petites entreprises et de l'économie informelle noire. Ces suggestions, comme celles de M. De Klerk, visent à diminuer la pression politique à l'intérieur du pays et à éloigner la menace des sanctions internationales.

Le Royaume-Uni et les autres puissances occidentales impliquées dans les discussions préliminaires tentent de promouvoir ces principes pour minimiser le rôle de l'ANC et du Mouvement démocratique de masse, dont ils trouvent les dirigeants trop radicaux. Face à cette société sud-africaine minée par de fortes divisions entre riches et pauvres (6) et où le Parti communiste est en plein essor, la priorité pour l'Occident reste d'obtenir la fin de la lutte armée menée par l'ANC et l'exclusion du PC. Pour cela, il faut promouvoir d'autres groupes politiques n'appartenant pas au Mouvement démocratique de masse, ou issus des bantoustans, pour encourager l'idée de négociations multilatérales. Lors d'un congrès du Parti national dans le Transvaal, le ministre du développement constitutionnel, le Dr Gerrit Viljoen, dénonçait « un malentendu fondamental suivant lequel il n'y aurait que deux parties face à face, le gouvernement et les organisations les plus radicales (7) ».

La volonté du gouvernement de M. De Klerk de se plier aux pressions internationales a été démontrée au mois d'octobre 1989 par la libération - impensable il y a seulement quelques mois - de sept dirigeants de l'ANC, y compris M. Walter Sisulu, ancien secrétaire général de l'organisation. M. Mandela a été associé à la décision, il a rencontré plusieurs ministres ainsi que ses compagnons avant leur élargissement. Il a même reçu, pour rassurer Pretoria, M. Japhet Masemola, le dirigeant du Pan African Congress, une organisation à la rhétorique radicale. M. Mandela lui-même devrait bientôt devenir un homme libre.

La libération sans conditions des hommes les plus violemment dénoncés par la propagande officielle s'inscrit dans une tentative désespérée, mais réussie, du président De Klerk pour rassurer la communauté internationale et éviter ainsi des sanctions supplémentaires. Le fait qu'il ait réservé la pri-

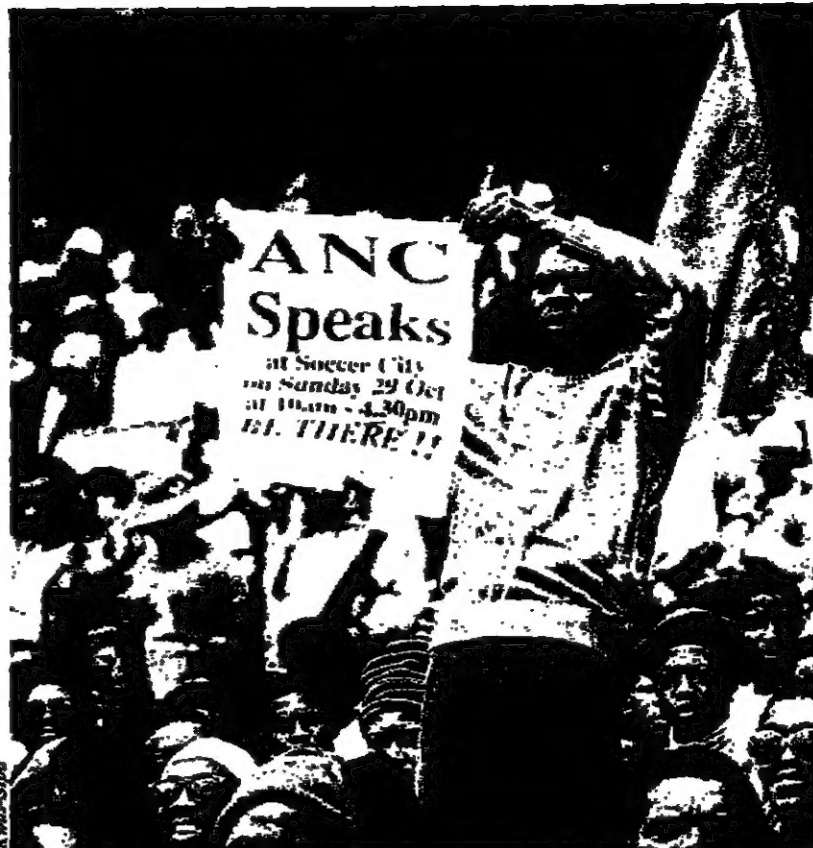
## Fractures à l'intérieur du régime

LES négociations sur la dette ont été tenues secrètes, au point que certains responsables radicaux ont accusé le gouvernement d'utiliser l'argument du réajustement pour obtenir des réformes de Pretoria, ont été pris de court par la décision. Privée d'investissements de capitaux à long terme depuis 1985, alors que ses déboursés nets sont évalués pour cette période à 9 milliards de dollars, l'Afrique du Sud avait désespérément besoin d'un accord avec la communauté financière internationale, et elle a décidé d'en payer le prix. L'absence de restrictions imposées aux dirigeants libérés, le fait qu'ils aient pu s'adresser à 80 000 personnes à Soweto durant la première manifestation légale de l'ANC depuis 1960, contrastent avec la tactique suivie jusque-là. Ainsi, M. Govan Mbeki, un autre dirigeant de l'ANC libéré en 1988, s'était vu interdire toute activité politique. Pourtant, M. De Klerk n'a pas obtenu de concessions en échange de sa « mansuétude ». Dans tous leurs discours et dans leurs entretiens avec les médias, M. Sisulu et ses compagnons ont insisté sur la nécessité de poursuivre la lutte armée jusqu'à la fin de l'apartheid et sur leur fidélité au principe « un homme, une voix ».

Le libéralisme du pouvoir connaît de sérieuses limites. Sept cents personnes sont interdites d'activités politiques, parmi lesquelles le fils de M. Sisulu, M. Zwelakhe Sisulu, directeur du journal *The New Nation*, soumis à de sévères restrictions : pointage deux fois par jour au commissariat, assignation à résidence dès la tombée de la nuit et vexations diverses de la police en novembre 1989. Le gouvernement a même tenté de fermer son journal. Ce contrôle total sur les faits et gestes des individus, parfois plus difficile à supporter que la prison, peut aussi avoir de plus dramatiques conséquences : plusieurs personnes « sous contrôle » ont été victimes de tentatives d'assassinat, deux ont été tuées en 1988.

Tous ces crimes sont restés impunis, comme ceux commis par des escadrons de la mort, régulièrement dénoncés par les défenseurs des droits de l'homme en Afrique du Sud. En novembre 1989, les deux anciens policiers Almond Nofomela et Dirk Coetzee ont révélé à l'hebdomadaire afrikaans *Vry Weekblad* leur participation à ces commandos et à des opérations contre des membres de l'ANC et des opposants à l'apartheid, aussi bien en Afrique du Sud qu'à l'étranger : c'était la première reconnaissance officielle de ce terrorisme d'Etat (8).

Ces déclarations ont aussi mis en lumière les fractures qui minent les institutions les plus sûres du régime, pré-



GRAND MEETING DE L'ANC LE 29 OCTOBRE 1989 A SOWETO  
Une si longue aspiration à la liberté

meur de l'information à M<sup>me</sup> Thatcher, à quelques jours de l'ouverture du sommet du Commonwealth de Kuala Lumpur, éclaira bien sa stratégie. Ces mesures de grâce, ainsi que le retrait des troupes sud-africaines de Namibie, ont aussi joué un rôle important dans le réajustement, à des conditions très favorables, de plus d'un tiers de la dette sud-africaine, évaluée à 21 milliards de dollars.

C'est aussi un officier des forces armées qui a fait la « une » d'un journal de Johannesburg en déclarant que les forces de l'UNITA de M. Jonas Savimbi se livraient au trafic illégal de l'ivoire sur une grande échelle. Le colonel Jan Breytenbach, du prestigieux bataillon de parachutistes qui a combattu aux côtés de l'UNITA, a révélé cette affaire après que ses supérieurs eurent refusé d'ouvrir une enquête.

La vigueur de ces secousses est à la mesure de la ténacité des organisations d'opposition. Le Mouvement démocratique de masse a tenu sa conférence nationale sur le thème de la démocratie à la fin de l'année 1989. Cette réunion, interdite par les autorités en 1988, a marqué un nouveau tournant, à la fois par l'ampleur des forces qu'elle a regroupées autour du document d'Harare et par l'incapacité du régime à répondre à l'attente d'une telle mobilisation pour exiger l'établissement d'un Etat démocratique.

(1) Lire Harold Wolpe, *Race, Class and the Apartheid State*, James Currey, UNESCO, Londres, 1988.

(2) Cf. Victoria Britain, « L'ordre intérieur, priorité du gouvernement sud-africain », *Le Monde diplomatique*, février 1989.

(3) Cf. *The Times*, Londres, 27 octobre 1989.

(4) *Southon*, Londres, vol. IV, n° 48, 17 novembre 1989.

(5) Déclaration au Forum de l'économie mondiale, Davos, janvier 1989.

(6) Francis Wilson et Mampela Rampho, *Uprooting Poverty*, Norton, New-York, 1989.

(7) *Sowetan*, Johannesburg, 24 octobre 1989.

(8) *Weekly Mail*, Johannesburg, 20 octobre 1989 ; *Guardian*, Londres, 22 et 24 octobre 1989.

## « Quatre pas vers la démocratie »

**D**URANT les quatre années de confrontation qui ont suivi, le gouvernement de Pretoria n'a satisfait aucune de ces dispositions. Le démantèlement des structures des forces de sécurité en novembre 1989 montre cependant la volonté du président De Klerk de se dégager de l'emprise des militaires, et seul le temps dira s'il est réellement déterminé à continuer dans cette voie. Par contre, la réforme tant saluée du « petit apartheid » - ouverture des plages et de quelques zones résidentielles aux Noirs - entérine des faits accomplis : les lois étaient déjà systématiquement violées, et leur abolition n'entraîne pas d'innovation ; le Mouvement démocratique de masse (MDM), qui s'est substitué à l'UDF, soumis à de drastiques restrictions, avait déjà engagé avec succès, dès le mois d'août, une campagne de remise en cause de l'apartheid dans les hôpitaux, sur les plages et dans d'autres lieux publics. Le document d'Harare a permis de faire avaliser par la communauté internationale deux principes-clés : l'Afrique du Sud sera un Etat unifié et démocratique ; les négociations porteront sur la création d'un nouvel Etat et non sur une simple réforme de l'apartheid. Pour M. Joe Slovo, secrétaire général du Parti communiste, « la question n'est pas de savoir

\* Journaliste au *Guardian* de Londres.

ERNST WEISSFELD

## Quelle Allemagne pour la France ?

ARMAND COLIN

«... A lire pour mieux comprendre l'Allemagne telle qu'elle est, et non telle que l'on se l'imagina.»

Dominique Audibert  
LE POINT

1989  
248 pages  
99 F

كتاب في العلم



## PRUDENCE DE L'UNION SOVIÉTIQUE DANS UNE « CHASSE GARDÉE »

## Que peut attendre l'Amérique latine de la perestroïka ?

L'UNION soviétique a condamné, le mois dernier, l'inter-vention militaire des États-Unis au Panama. Déjà, au sommet de Malte, MM. Bush et Gorbatchev avaient exprimé leurs divergences sur les conflits en Amérique centrale. Face aux accusations américaines, les Soviétiques affirment qu'ils n'envoient plus d'armes dans cette région. Le message s'adresse à toute l'Amérique latine. L'Union soviétique veut, en effet, cesser d'être perçue comme une menace et multiplie les initiatives politiques dans un continent longtemps considéré par Washington comme sa « chasse gardée ».

Par FRANÇOISE BARTHÉLÉMY

« Le climat d'optimisme qui règne actuellement dans le monde doit sans doute beaucoup à M. Gorbatchev, dont le discours sur la dette devant les Nations unies a été un modèle. (...) Cette détente est très favorable aux pays en développement, et elle a facilité la conclusion de plusieurs conflits régionaux. Alors, pourquoi pas l'Amérique centrale ? » L'auteur de ces propos (1), M. Carlos Anzures Pérez, président du Venezuela et vice-président de l'Internationale socialiste, jouit à Moscou d'une bonne image. Ce n'était pas le cas dans les années 70.

M. Victor Volski, directeur de l'Institut d'Amérique latine, jugeait alors avec sévérité ce « social-démocrate » qui faisait le jeu de la bourgeoisie locale. « Voilà un homme remarquable, d'une étonnante souplesse. Il traverse en ce moment de graves difficultés. Je l'apprecie beaucoup », estime aujourd'hui M. Anatoli Belarevitch, vice-directeur de ce même institut sur lequel a soufflé le vent de la perestroïka. « Avec l'Amérique latine, nos relations sont trop modestes, bien qu'en plein essor. Nous partageons les mêmes vues sur des questions aussi essentielles que le nouvel ordre économique international, le désarmement, la démocratisation. Par ailleurs, les changements internes dans notre propre économie favorisent la création d'entreprises à capital mixte, avec l'Argentine et le Brésil notamment. (...) Il s'agit d'établir des relations mutuellement avantageuses, sans aucune intention de porter préjudice aux États-Unis, à d'autres pays ou groupes de pays. »

L'heure est bien au pragmatisme (2), et la presse n'est pas en reste. Saluant les performances économiques du Chili par rapport à celles de ses voisins, le journaliste Vladimir Tchirikov s'interroge sur les modèles de développement suivis lors de l'écroulement du pacte andin, en 1975 : « Qui donc avait raison ? Ceux qui s'effor-

çaient de limiter les activités des multinationales dans leur pays, ou ceux qui ouvraient grand la porte aux capitaux et aux produits étrangers ? (3) »

De tels jugements ne pourront que faciliter le rétablissement des liens diplomatiques, économiques et commerciaux avec Santiago — où l'entreprise panaméo-chilienne Lada-Chili a battu en 1988 les records de vente de voitures, faisant mieux que General Motors, Volkswagen et Nissan (4) — et, plus largement, les relations privilégiées avec les « nouveaux centres de pouvoir ». Ceux-ci répondent à l'appel. Après la visite à Moscou, en 1986, du ministre des affaires étrangères du Mexique, M. Bernardo Sepúlveda, on a assisté à un véritable défilé de chefs d'État : l'Argentin Raul Alfonsín, l'Uruguayen Julio Sanguinetti, le Brésilien Julio Sarney, lequel a signé avec M. Gorbatchev, le 19 octobre 1988, une importante « Déclaration sur les principes de l'interaction au nom de la paix et de la sécurité nationale » (5).

Ces voyages se sont soldés par la mise au point de nombreux accords commerciaux, scientifiques et culturels, mais, surtout, ils ont pris une valeur symbolique, tout comme la tournée, en septembre 1987, de M. Edouard Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, la première qu'un tel responsable soviétique ait jamais faite dans le sous-continent. Sachant par une école obligée à Cuba, son but essentiel était d'offrir à l'Argentine, au Brésil, à l'Uruguay et au Mexique la nouvelle image — charismatique et ouverte — d'un pays qui, lui aussi, à sa manière, renoue avec la démocratie et cherche des appuis sur sa politique de désarmement, condition de son propre développement (6). C'est essentiellement à l'Amérique latine — « où l'Union soviétique ne possède pas et n'a aucune intention d'installer des bases navales, aériennes et de missiles » — que s'adressait le discours rassurant prononcé par M. Gor-

batchev à La Havane, le 4 avril 1989, où l'on trouve tous les concepts d'une politique extérieure complètement renouée.

« Il existe une volonté politique de développer les échanges, et, en même temps, ces derniers se sont contractés sur le plan économique », souligne M. Sergueï Karavaev, chef de la rédaction pour le cône sud à l'agence Novosti. « Nous achetons des vivres et des matières premières, et nous vendons du pétrole et des dérivés, des fertilisants, des équipements mécaniques. Le gros problème est le solde commercial négatif qui nous a affectés jusqu'ici. En effet, jamais le commerce n'aura été aussi florissant (voir tableau ci-dessous) et les liens politiques n'auront été aussi discrets qu'au temps de la dictature militaire argentine — dont l'URSS était le premier client et qui déçut un jour de deuil national à la mort de Brejnev (7) — et qu'à l'époque des généraux brésiliens.

L'arrivée de M. Gorbatchev aux affaires en 1985 marque un nouveau départ. M. Ian Burilay, vice-ministre de la direction d'Amérique latine du ministère des affaires étrangères de l'URSS — naguère simple « département » — explique ce tournant : « Prévenir l'holocauste nucléaire, donner la priorité aux valeurs universelles sur la lutte des classes exige une communication créatrice entre tous les États et les peuples. Nous tissons des liens avec ces pays parce qu'ils ont un potentiel économique croissant, une plus grande indépendance en politique extérieure, une position plus constructive sur les questions concernant l'humanité tout entière et qu'ils mènent des actions coordonnées dans les problèmes régionaux et internationaux. »

En fait, les initiatives prises par Moscou ont coïncidé avec une dégradation des relations entre l'Amérique latine et les États-Unis. Outre le mécontentement dû au protectionnisme grandissant qui frappe les exportations latino-américaines, les divergences entre Washington et ses voisins du Sud se sont aggravées à propos d'un thème brûlant : la dette, facteur de déstabilisation et risque majeur pour les démocraties.

Les experts occidentaux ont considéré comme un « truc publicitaire » — qui ne coûterait rien à l'URSS et lui donnerait le beau rôle aux yeux du tiers-monde — les propositions formulées par M. Gorbatchev à l'ONU, en décembre 1988, et dont certaines recoupent celles des créanciers occidentaux : effacer la dette ou établir un moratoire de cent ans pour les pays les moins développés, et, pour les autres débiteurs, lier les remboursements aux capacités économiques réelles, allonger

les délais de paiement, créer une agence internationale qui rachèterait les dettes à un prix réduit.

Railleries injustes, pensent les participants à une table ronde organisée à ce sujet (8). Les pays en voie de développement doivent à l'URSS 40 milliards de dollars, soit l'équivalent de sa propre dette externe. La part des crédits alloués aux nations les plus pauvres — qui ne seront pas recouvrés — représente 15 % de cette somme : cela alourdit à 35 milliards de roubles pour 1989. Par ailleurs, l'écrasante majorité des prêts accordés l'ont été d'État à État, à des conditions favorables pour les emprunteurs. Mais les Soviétiques sont arrivés à la conclusion que leurs intérêts seraient infiniment plus affectés s'il se produisait une « apocalypse de la dette » qui ferait exploser tout le système des relations économiques mondiales.

Jovial et débordant de vitalité, M. Carlos Muniz Ortega, ministre conseiller commercial du Pérou à Moscou, considère comme « très avantageuse » la restructuration de la dette de son pays (800 millions de dollars) envers l'Union soviétique. « Nous faisons du remboursement de la dette un levier du développement : nous la payons en dollars, à condition que l'URSS nous achète en dollars des produits semi-finis et manufacturés :

ordinateurs, machines extractives, zinc, câbles en cuivre, articles de cuir et vêtements de coton. Nos polos ont ici un succès fou ! »

Professeur à l'Institut d'économie mondiale et des relations internationales, membre de l'Académie des sciences, M. Alexander Kislov rappelle que l'URSS s'est prononcée à maintes reprises contre toutes les théories et les doctrines qui justifient l'exportation de la révolution ou de la contre-révolution, contre toutes les formes d'ingérence étrangère dans les affaires des États souverains. D'où l'approche « invariable » du conflit centraméricain : appui aux efforts de paix menés par l'ONU et par l'Organisation des États américains (OEA), appui aux accords de Tela (août 1989) — démolition de la Contra et ouverture démocratique au Nicaragua —, pression pour un règlement négocié de la guerre au Salvador, soutien à une « solution panaméenne » de la crise du Panama, mais aussi appel aux États-Unis pour qu'ils cessent de « s'en tenir à la force ».

Selon des boursiers rencontrés à l'université Patrice-Lumumba — qui accueille 12 000 étudiants latino-américains — « la volonté de consolider la paix, c'est très bien. Mais si l'URSS ne soutient plus les mouvements de libération nationale, ni les pays libérés, qui le fera ? »

## Polémique sur les principes

Le plus nouveau est que, au cours des séances du Congrès du peuple, des députés ont clairement exprimé leurs fusions de voir différentes. Ceux dits « de gauche » — représentés par M. Kiva Maidan — prônent un approfondissement du socialisme et proclament leur attachement à Cuba, tout en estimant d'aide leur que M. Fidel Castro ne les aide pas en prêtant, par exemple, la décision d'interdire dans l'île la circulation de deux revues soviétiques (*les Nouvelles de Moscou* et *Spoutnik*) au lieu de choisir le débat d'idées. L'autre groupe — les « libéraux », dont l'économiste Nikolai Chmelev est l'un des porte-parole (9) — ne croit qu'à l'économie de marché et souhaite des mutations rapides chez les alliés socialistes du tiers-monde, trop lourds à porter.

La polémique n'épargne pas les collaborateurs de la revue *América Latina*, organe de l'Institut d'Amérique latine, édité en russe et en espagnol et dirigé par M. Sergueï Mikoyan. Celui-ci, à l'occasion du trentième anniversaire de la révolution cubaine, a chaudement loué son « souci permanent de l'homme, si rare dans d'autres révolutions (10) ». Pour M<sup>me</sup> Irina Zorina, « Cuba est un échec ». « Économiquement, le régime est incapable. Politiquement, il n'offre qu'une démocratie restreinte, pour ne pas dire aucune. » Cet avis, prononcé d'une voix douce et unie, provoque l'irritation contenue de M<sup>me</sup> Tatiana Vorozheikina, chercheuse à ce même institut : « On ne peut pas juger la situation cubaine « en soi », sans tenir compte du blocus des États-Unis, maintenu de façon aberrante à l'heure des retrouvailles entre La Havane et sa famille latino-américaine. » Cette opinion est partagée par M. Bekarevitch, l'un des meilleurs « cubanologues » de l'URSS (11). Bien que critique à l'égard de la « rectification » voulue par M. Fidel Castro (retour au centralisme planificateur), il se montre optimiste quant à l'avenir de ce petit pays, notamment à cause de ses acquis scientifiques et techniques.

« Pourquoi aidons-nous l'Amérique latine ? », s'interroge M. Karen Jachaturov, président du Comité de solidarité avec les peuples — « et désormais, dit-il, avec les gouvernements » — d'Amérique latine (12). Non sans ironie.

mie, il dénonce l'émergence d'une sorte de « syndrome latino-américain » à la suite des questions posées devant l'opinion publique sur le coût de cette aide. Certes, reconnaît-il, il faut réviser la politique à l'égard du tiers-monde, marquée pendant des dizaines d'années par trois erreurs : au nom de la bataille entre les « deux camps », l'URSS s'est retrouvée engagée directement en Afghanistan, ou indirectement au Cambodge, en Afrique du Sud-Ouest, dans la corne de l'Afrique, dans des conflits régionaux économiques ruinés et gros de conséquences politiques : jusqu'à présent, on n'a pas épuisé le montant des débours, probablement des milliards de dollars. En même temps, une aide matérielle généreuse a été accordée « avec une étonnante légèreté » aux régimes progressistes et aux États à orientation socialiste, avec les résultats décevants que l'on sait. Enfin, l'appui à chaque État s'est converti en une « gigantomanie » ruineuse : barages, combats métallurgiques colossaux, etc. En Amérique latine, de telles erreurs n'ont pas été commises. L'URSS aide deux États sur une trentaine : Cuba, membre du COMECON, et, partiellement, le Nicaragua, aux conditions généralement admises dans la pratique mondiale. Que les programmes d'aide deviennent transparents, publics, qu'ils soient placés sous le contrôle du pouvoir législatif, ainsi qu'il est prévu dans le cadre de la formation d'un État de droit, fort bien. « Mais de grâce, ajoutez-y, ayons une vision plus large. Que représente pour nous l'Amérique latine, outre ses immenses apports culturels ? Un continent de géants qui s'éveille, qui ont atteint un niveau élevé de développement industriel et après de qui nous avons des choses à apprendre. Si nous continuons à nous demander : combien nous coûte l'Amérique latine, celle-ci sera amenée à se demander, par dignité nationale : combien nous coûte l'URSS ? Dans ces cas-là, chacun suspecte l'autre... »

M. Jachaturov exprime les thèses officielles. À l'heure où l'Europe de l'Ouest se désintéresse de plus en plus de l'Amérique latine, les multiples outils de coopération qu'offre l'URSS représentent une carte non négligeable. Les principaux États de la région sont d'ailleurs en train de la saisir.

(1) Marcel Niedergang, entretien avec le président du Venezuela. « Pour survivre, l'Amérique latine doit parler d'une seule voix », *le Monde*, 17 février 1989.

(2) Cf. Alain Gresh, « L'Union soviétique face aux conflits régionaux : une diplomatie à l'épreuve du tiers-monde », *le Monde diplomatique*, décembre 1988.

(3) Vladimir Tchirikov, « De l'idée à l'idéal », *Temps nouveaux*, n° 24, 13 juin 1989.

(4) Alexandre Karmen, « Un coup d'œil vers l'avenir », *Temps nouveaux*, n° 25, 20 juin 1989.

(5) Pravda, 20 octobre 1988. Voir aussi Galina Kouznetsova, « URSS-Brazil : les perspectives de développement du commerce réciproque », *revue Commerce extérieur de l'URSS*, Moscou, janvier 1988.

(6) Jean-Pierre Bérès, « Le monde communiste et l'Amérique latine », *le PÉRESS* et l'Europe de l'Est, Notes et études documentaires, n° 17-18, La Documentation française, Paris, janvier 1988.

(7) Marc Edelman, « The other super power : the USSR and America latina », NACLA, New-York, volume XXI, n° 1, 1987.

(8) Table ronde de l'agence Novosti, « La dette externe des pays en voie de développement : la nécessité d'internationaliser les efforts », Moscou, 27 avril 1989.

(9) Nikolai Chmelev, « Les lois du marché sont parfois les mêmes », *Témoignage chrétien*, 10-16 juillet 1989.

(10) Sergueï Mikoyan, « Fidélité à la révolution », *América latina*, n° 6, éditions du Progrès, Moscou, 1989.

(11) Anatoli Bekarevitch et Lidmila Pozharova, *Cuba en el sistema del socialismo mundial. Crítica a las concepciones no marxistas*, éditions Nauka, Académie des sciences de l'URSS, Moscou, 1989.

(12) Karen Jachaturov, « Pourquoi nous aidons l'Amérique latine », *Argumenty i fakty*, Moscou, 19-25 août 1989.

## UN CONTINENT A VOCATION DE FOURNISSEUR DANS SA MAJORITÉ \*

(Echanges commerciaux avec l'URSS, en millions de dollars)

	Exportations soviétiques										Importations soviétiques									
	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988	1989
Argentine	2	40	47	42	38	35	31	75	76	64	39	31	440	1799	3289	1744	1731	1353	1473	234
Bénelux	3	30	34	22	247	144	117	84	43	72	20	23	244	390	748	573	796	456	336	390
Bolivie	0	8	8	14	4	1	1	0,2	—	—	—	—	16	26	18	3	0,8	—	—	—
Colombie	2	12	14	5	9	5	4	6	—	6	9	10	5	18	17	18	18	25	0	5
Mexique	1	1	18	5	11	4	2	5	6	10	4	0,3	6	3	26	29	12	18	19	11
Panama	0	16	23	30	11	12	11	12	13	12	0,3	0	0	0	0,1	0,1	0,2	0	0	0
Pérou	0,1	4	5	18	20	6	30	14	13	94	8	0,2	15	16	31	15	22	130	107	83
Uruguay	1	1	4	2	1	2	28	40	6	3	17	1	18	33	69	71	70	57	39	29
Venezuela	0	0	0,2	6	58	57	169	228	393	1438	485	0	0	0	0	7	13	0,6	0,4	11

Sources : Courrier des pays de l'Est, Paris, et ministère du commerce extérieur de l'URSS.

(\*) Les données en roubles sont converties au taux du dollar de l'année. Cuba, membre du COMECON dont les échanges avec l'URSS représentent 70 % de l'ensemble des échanges de l'URSS avec l'Amérique latine, ne figure pas dans ce tableau. Une dizaine d'autres pays latino-américains ont, eux, des échanges minimes avec l'Union soviétique.

## LA FIN DES DICTATURES AU PANAMA ET EN ROUMANIE

## Justes causes

(Suite de la première page.)

N'y a-t-il pas scandale à ce que des nations démocratiques assistent impuissantes à la souffrance de peuples soumis à la tyrannie de dictateurs sans scrupules ?

Si noble soit-il, le prétexte de « rétablir la démocratie » ne saurait autoriser, en matière de relations internationales, une intervention armée de la part d'un État étranger. Nulle puissance ne peut prétendre exercer une fonction de gendarme dans quelque région du monde que ce soit. Une telle démarche relève d'un raisonnement politique dépassé, celui qui caractérisait la guerre froide, dont chacun affirme que nous sommes sortis. Suez, Saint-Domingue, Prague, la Grenade et l'Afghanistan sont encore dans les mémoires, prouvant l'insanité politique

de telles interventions faites, il va sans dire, au nom de « justes causes ».

Les démocrates qui ne se résignent pas à l'impuissance face au gâchis des dictatures doivent considérer que le principe de non-ingérence suppose aussi l'absence de soutien politique, et surtout économique, à ces régimes. Combien d'entre eux se seraient maintenus durablement sans ces appuis ? Les banques occidentales n'ont-elles pas offert à pleines mains des crédits à ces États de l'Est et aux dictatures latino-américaines aujourd'hui exécutées ? Les hommes politiques ont-ils considéré autrement que comme des « marchés » ces pays soumis à des despotes ? N'ont-ils pas encouragé les entreprises à investir, à profiter d'une main-d'œuvre bon marché ? Ces ingérences sont aussi parfaitement intolérables.

Si le monde dessiné à Malte par les deux Grands pour les années 90 devait, au nom de « justes causes », faire fi du principe de non-ingérence, cela annoncerait une nouvelle ère d'injustices aussi grandes que celles que l'on chercherait à réparer et dont le Sud serait la principale victime. Imposée par l'épée et par le sang, la démocratie risquerait de perdre ses vertus et de devenir une hideuse caricature.

Si on admet que le « gros bâton » est légitime pour en finir avec le dictateur Noriega, ne faut-il pas s'attendre qu'il serve aussi au Nicaragua pour en finir avec le sandinisme ? En Libye, pour en finir avec le colonel Kadhafi ? En Iran, pour en finir avec la révolution islamique ? A Cuba, pour en finir avec M. Fidel Castro ? En Colombie, pour en finir avec la drogue ?

IGNACIO RAMONET

LA Grèce politique lution gouvernementale munistes et les socialistes saurait durer longtemps une crise destinée à se de son insertion dans le 6 décembre ont mécom-

Ce n'est sans doute pas la crise politique dans laquelle la Grèce depuis plusieurs mois résout par les deux comités électoraux qui viennent de se en un laps de temps record. tion d'un gouvernement « que » péniblement négociée élections législatives du 5 nov peut masquer l'impuissance partis en présence à élaborer tion politique viable.

Conservateurs de la Nouvelle cratie, socialistes du Mouvement liste panhellénique (PASOK), munistes de la Coalition pour et le progrès n'ont en effet s accord provisoire. Il s'agit sur les trois adversaires de mé- pause avant l'échéance du président de la République temps 1990, qui devrait déce- nouvelle bataille. En effet, d' actuel du rapport des forces taires, aucun candidat ne mesure de rassembler sur so- majorité de vote nécessaire, à quelque évolution inattendue.

Pourtant, les résultats des des 18 juin et 5 novembre 2 d'une majorité sans ambigü- forces progressistes : à eux PASOK socialistes et la coaliti- muniste ont obtenu, avec le- que alliés indépendants, près des voix. Mais c'est précisément cet aspect politique qui se- crise. Une crise profonde, d'identité et de représenta- révèle le conflit dévastateur sent aujourd'hui les deux com- de la gauche grecque.

Dans le camp des conserv- situation est net. L'échec de de la Nouvelle Démocratie,

\* Journaliste.

SANS attendre l'ins- du marché unique européen en libre circulation des marchés des capitaux fait déjà sentir dans l'économie grecque. L- cultés actuelles de financement- leur public et la dégradation- balance des paiements sont l- tangibles d'une crise profonde- pas enrayée, bien au contraire- du pays, en 1981, dans le COM- économique européen (CEE).

Déjà, à cette époque, la n'était guère satisfaisante. En les entreprises à un repli s- mêmes, la libéralisation des é- accentués les déséquilibres. Au- contribuer à moderniser l'app- ductif, de le « tirer par le haut- défendue aussi bien par les que par les partisans néoc- d'une intégration par le dévelo- — l'arrimage à l'Europe a al- compétitivité de l'industrie- celle des secteurs agricole et de- en particulier le tourisme.

Selon le dernier rapport con- du Fonds monétaire internatio- la productivité du capital, ay- baissé de 40 % dans la second- des années 70 (par rapport à la 1963-1972), a chuté de 60 % années 80.

Le recul concerne en pren- l'industrie. Pour la période 19- la valeur ajoutée des industrie- facturaires a diminué chaque- 0,2 %, alors que pour l'ensem- Communauté européenne elle- tait de 0,7 % (2). L'écart es- plus marqué en ce qui concer- ductivité : elle diminuait, pou- période, de 1,6 % par an alor- augmentait de 2,7 % pour l'e-

مكتبة من الأصل



## LES DÉSARROIS D'UNE GAUCHE POURTANT VIVACE

## Trêve « œcuménique » en Grèce

**L**A Grèce politique vit dans le provisoire car l'actuelle coalition gouvernementale — réunissant les conservateurs, les communistes et les socialistes — est fondée sur une alliance qui ne saurait durer longtemps. La Grèce économique, en revanche, vit une crise destinée à se prolonger : elle subit durement les effets de son insertion dans la CEE. Et les mesures d'austérité prises le 6 décembre ont mécontenté aussi bien les syndicats que le patronat.

Par FRANÇOISE ARVANITIS \*

Ce n'est sans doute pas un hasard si la crise politique dans laquelle se débat la Grèce depuis plusieurs mois n'a pu être résolue par les deux consultations électorales qui viennent de se succéder en un laps de temps record. La formation d'un gouvernement « œcuménique » péniblement négociée après les élections législatives du 5 novembre ne peut masquer l'impasse des trois partis en présence à élaborer une solution politique viable.

Conservateurs de la Nouvelle Démocratie, socialistes du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) et communistes de la Coalition pour la gauche et le progrès n'ont en effet signé qu'un accord provisoire. Il s'agit surtout pour les trois adversaires de ménager une pause avant l'échéance du mandat du président de la République au printemps 1990, qui devrait déclencher une nouvelle bataille. En effet, dans l'état actuel du rapport des forces parlementaires, aucun candidat ne sera en mesure de rassembler sur son nom la majorité de voix nécessaire, à moins de quelque évolution inattendue.

Pourtant, les résultats des élections des 18 juin et 5 novembre témoignent d'une majorité sans ambiguïté des forces progressistes : à eux deux, le PASOK et la Coalition communiste ont obtenu, avec leurs quelques alliés indépendants, près de 53 % des voix. Mais c'est précisément dans cet espace politique que se noue la crise. Une crise profonde, à la fois d'identité et de représentation, que révèle le conflit dévastateur où s'épuisent aujourd'hui les deux composantes de la gauche grecque.

Dans le camp des conservateurs, la situation est nette. L'échec total relatif de la Nouvelle Démocratie, qui a réa-

lisé des scores enviables mais insuffisants pour lui assurer la reconquête du pouvoir (46,2 % des voix au second tour), prouve que la droite atteignait là ses limites : si son électorat a renoncé devant l'effort supplémentaire qui lui était demandé, ce n'est pas faute d'encouragements de toutes sortes. Les largesses préélectorales habituelles — subventions, recrutements arbitraires de fonctionnaires et autres facilités — lui ont été prodiguées. L'adversaire socialiste s'est vu — comme il le pratiquait lui-même en son temps — éloigné autant que possible des scènes de télévision, et la tragique coïncidence de l'assassinat, par un groupe terroriste agissant pour son propre compte, d'un membre éminent de la famille néolibérale, le député Pavlos Bakoyannis, ne pouvait que jouer en faveur du « parti de l'ordre », la rassurante droite météore.

Pour la Nouvelle Démocratie, le problème tient surtout aux limites de ses effectifs potentiels et à l'inconsistance d'un programme sans imagination. Une droite d'ailleurs plus historiquement que socialement déterminée, héritière du parti monarchiste et, pour une moindre part, du courant extrémiste, autoritaire, qui devait en trente ans servir de support à deux dictatures. L'actuel parti conservateur, ébranlé jusqu'en ses fondements par la perte du pouvoir en 1981 — il le détenait depuis cinquante ans — a eu dans l'opposition le temps de se constituer en formation structurée. La voie qui doit le ramener à la tête des affaires se révèle sans doute plus longue que prévue, mais elle est bien balisée. Les scores de l'anti-communisme viscéral d'autrefois ont été « jetés » à la poubelle de l'histoire, la volonté d'intégration au camp libéral européen s'affirme cha-

que jour, les classes dirigeantes sont unies sous une seule et même bannière. En un mot, pour la Nouvelle Démocratie, il ne s'agit plus... que de gagner — sans partenaire, si possible.

La question posée par la permanence, malgré les scandales financiers, de l'influence du PASOK socialiste est politiquement plus complexe. La corruption, dénoncée à hauts cris, ne suffit pas, d'évidence, à éclairer les causes et les enjeux de la guerre implacable que lui livre la coalition communiste.

Entre les deux adversaires de la droite, les divergences sont inhérentes à l'histoire de chacun. Pour les communistes, le PASOK n'est qu'une sorte de nébuleuse sans ancrage social, au mieux située en quelque « centre » aux contours d'un flou douteux, embourbé, qui plus est, dans le « populisme ». Son idéologie s'écarte de l'éthique rigoureuse prônée par le PC. Ainsi la mauvaise conduite des uns devient-elle imputable à tous, marquant d'infamie le parti tout entier. Conclusion : la coalition communiste est légitimement seule habilitée à assumer la représentation des forces de gauche du pays.

Cette analyse développée par l'intelligentsia progressiste ne pêche que sur un point : tandis que le PASOK, puni certes en juin de ses déviances scandaleuses, se maintient à 39,5 % des suffrages, pour remonter ensuite aux élections de novembre à près de 41 %, la coalition communiste chutait au contraire de 13 % en juin à 11 % en novembre — sanction d'une expérience de co-gouvernement avec la droite décidée par les dirigeants du parti.

La fraction du peuple grec, numériquement considérable, sur laquelle le PASOK a fondé sa dynamique constitue de fait une réunion de forces dispersées : anciens partisans de la républicaine Union du centre (héritière du vénéralisme et fondée par Georges Papandréou, le père de l'actuel dirigeant du PASOK avant la dictature), paysans durement « encadrés » pendant des décennies par une droite répressive et « laissés-pour-compte » du développement, petits-bourgeois en marche vers les « bienfaits » de la consommation grâce souvent à une activité semi-parasitaire, travailleurs déçus par le sectarisme stérile des deux partis communistes fratricides, ou encore nouvelles classes moyennes issues du boom urbain de l'après-guerre, ont facilement trouvé asile dans le Mouvement socialiste panhellénique, qui apparaît pour la première fois sur la scène politique en septembre 1974, à

la chute de la dictature. La Grèce n'avait jamais eu de parti socialiste : nul Jaurès, nul Blum dans son histoire tourmentée.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer l'émergence du PASOK, son extraordinaire succès (il est resté au pouvoir pendant huit ans et a gagné trois élections), mais aussi l'autorité souveraine du « président-fondateur », M. Andréas Papandréou, sur les instances de son parti (un seul congrès en quinze ans) et sur les masses qu'il entraîne. « Mouvement », par ailleurs, et non « parti », le PASOK s'est longtemps distingué par un tiers-mondisme actif, refusant même jusqu'aux dernières années d'adhérer à l'Internationale socialiste, jugée insuffisamment radicale. Sa mobilité, confrontée aux rigidités communistes, bien exprimée à l'origine par le slogan « spontanéisme » qui fait alors fureur : « auto-organisez-vous ! », séduit les sympathisants « de gauche ». Parrainé par les amis tiers-mondistes de M. Papandréou — de M. Samir Amin à M. André Gunder Frank — le projet socialiste radical du PASOK double, par certains

aspects du moins, les efforts d'ouverture des rénovateurs communistes : ils ne le lui pardonneront jamais. De là, sans doute, l'anathème jeté sur l'« usurpateur », le « voleur » des voix de la gauche « légitime » grandie dans l'ombre des prisons et dont le long attachement au stalinisme s'est en quelque sorte racheté par un dur baptême du sang. Consacrée dès l'automne 1988, la réconciliation des communistes « orthodoxes » et rénovateurs donnera naissance à la coalition pour la gauche et le progrès d'aujourd'hui. Son objectif : « désenclaver » les masses populaires « prisonnières » du PASOK.

Ce dernier semble-il est vrai à bout de course. Épuisé idéologiquement par huit ans d'exercice d'un pouvoir de moins en moins « socialiste » et de plus en plus « réaliste », autant dans ses options économiques (politique d'austérité) que diplomatiques (maintien des bases américaines), il l'est aussi moralement, comme en témoignent les affaires toujours plus nombreuses de corruption, les abus notoires d'autorité, les scandales. L'icône Papandréou a perdu sa dorure.

## Trop longs attermoissements

**E**T pourtant, le PASOK fait preuve d'une réelle capacité de résistance. Tout se passe comme si la structure relayait la personnalité discréditée du chef. Le groupe parlementaire ne se disloque pas sous les rouages du véritable procès public qui lui est intenté pendant l'été 1989. Au contraire, quelques ralliements viennent consolider l'appareil. On constate dans tout le pays un regroupement des troupes autour des organisations locales. Et le résultat des élections confirme clairement la réalité de cette reprise.

Pourquoi ? L'environnement social spécifique de la Grèce avait fondé le succès du « premier » PASOK : exacerbation historique des susceptibilités nationales, prépondérance de la petite propriété agricole, attachement à des traditions anachroniques, développement anarchique d'une économie de services fortement atomisée, industrialisation manquée. Le terrain n'était pas plus conforme aux normes européennes que le « socialisme » qui s'y pratiquait. Le décalage de ce pays par rapport au reste de l'Europe ne tient pas seulement à la structure de sa production. Il s'explique aussi par l'histoire, car des retards se sont accumulés dans l'immédiat après-guerre en raison des

secousses de la guerre civile d'abord, puis des blocages de la dictature. Il est aussi d'ordre civique : la relation des citoyens à l'Etat est de dépendance et, en sens inverse, d'oppression, rarement de réciprocité.

La dérive des socialistes s'explique sans aucun doute par l'exploitation de plus en plus démagogique de ces traits socio-historiques, que le projet initial du PASOK visait au contraire à atténuer. De son côté, la gauche « traditionnelle » communiste s'est entêtée dans le refus d'un phénomène qu'elle se trouvait impuissante à maîtriser.

Quel rôle peut donc désormais jouer la gauche grecque, enfermée dans ses contradictions internes, pour faire face aux choix fondamentaux de société que l'Europe en marche va lui imposer ? Une chose semble en tout cas acquise : cette crise profonde n'a de chance d'être féconde que si, de part et d'autre, stratégie et tactique sont renversées dans la logique du réel et non plus en fonction d'équilibres sociaux dépassés ou de rapports de force uniquement partisans. Or, pour l'instant, il faut bien constater que le débat d'idées est à peine amorcé.

## Une économie sous le choc

Par PETROS LINARDOS

**S**ANS attendre l'instauration du marché unique européen en 1993, la libre circulation des marchandises et des capitaux fait déjà sentir ses effets dans l'économie grecque. Les difficultés actuelles de financement du secteur public et la dégradation de la balance des paiements sont les signes tangibles d'une crise profonde que n'a pas enrayée, bien au contraire, l'entrée du pays, en 1981, dans la Communauté économique européenne (CEE).

Déjà, à cette époque, la situation n'était guère satisfaisante. En poussant les entreprises à un repli sur elles-mêmes, la libéralisation des échanges a accentué les déséquilibres. Au lieu de contribuer à moderniser l'appareil productif, de le « tirer par le haut » — idée défendue aussi bien par les libéraux que par les partisans néokeynésiens d'une intégration par le développement — l'arrimage à l'Europe a affaibli la compétitivité de l'industrie comme celle des secteurs agricole et de service, en particulier le tourisme.

Selon le dernier rapport confidentiel du Fonds monétaire international (1), la productivité du capital, après avoir baissé de 40 % dans la seconde moitié des années 70 (par rapport à la période 1963-1972), a chuté de 60 % dans les années 80.

Le recul concerne en premier lieu l'industrie. Pour la période 1979-1987, la valeur ajoutée des industries manufacturières a diminué chaque année de 0,2 %, alors que pour l'ensemble de la Communauté européenne elle augmentait de 0,7 % (2). L'écart est encore plus marqué en ce qui concerne la productivité : elle diminuait, pour la même période, de 1,6 % par an alors qu'elle augmentait de 2,7 % pour l'ensemble

de la CEE. Le secteur le plus touché est celui des biens de consommation durables dont l'indice de production a chuté de 25 % entre 1981 et 1989.

Une analyse systématique révèle que, entre 1980 et 1986, les importations en provenance de la CEE sont passées de 27 % à 50 % du produit intérieur brut grec, les branches traditionnelles — alimentation, textiles, habillement, chaussures — étant les plus affectées par la concurrence (3).

Une étude commandée par la CEE et réalisée par un institut proche du patronat (4) explique la baisse de productivité par la sous-utilisation des équipements et la petite taille des entreprises ainsi que par les faibles dans la gestion et l'organisation du travail. Ainsi, contrairement aux dogmes libé-

raux, les réactions à la crise et à l'intensification de la concurrence, ne conduisent pas nécessairement à la modernisation : en Grèce, la tendance est à la reproduction des structures traditionnelles. Certes, dans certaines branches à haut degré d'automatisation, d'importants progrès technologiques sont accomplis ; mais ils s'accompagnent ailleurs de la fermeture d'entreprises, entraînant un accroissement de la parcellisation de l'emploi et du travail à domicile, comme dans le secteur de l'habillement. Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, la taille des unités de production a diminué : entre 1978 et 1988, le nombre de personnes employées par entreprise est tombé de 5,4 à 5 (de 6,7 à 5,4 pour la région d'Athènes) (5).

## De nouvelles mesures d'austérité

**L**ES politiques de subventions et de restrictions salariales ont permis aux entrepreneurs de maintenir des unités peu compétitives. Depuis 1982, le PASOK a instauré des aides généreuses à l'investissement — de 30 % à 35 % de la dépense, — renforcées par les « programmes intégrés méditerranéens » de la Communauté. Ce système n'a pas entraîné une réelle modernisation de l'appareil de production. Ainsi le programme d'austérité qui a suivi la dévaluation de la drachme de 15 % en 1985, et qui a conduit à une diminution des salaires réels de 12 % à 20 % selon les catégories, n'a pu enrayer ni la baisse de productivité ni l'accroissement du déficit commercial. A partir de 1987, le choix en faveur de taux d'intérêt élevés a permis d'attirer les capitaux de ressortissants grecs vivant à l'étranger ainsi que des capitaux sortis illégalement du pays. Mais, selon la Banque de Grèce, ce facteur de stabilisation de la balance des paiements est conjoncturel (6).

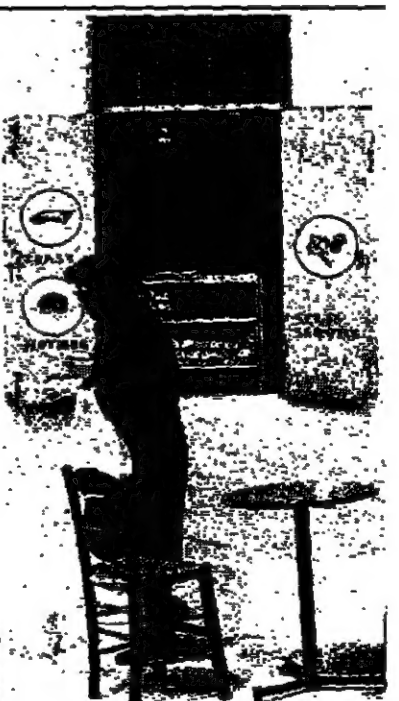
Deux autres problèmes inquiètent les responsables : l'augmentation du déficit public et l'alourdissement de la dette. La droite (mais, à gauche, on reprend volontiers les mêmes arguments) en rejette la responsabilité sur la gestion du parti socialiste. Il est vrai que le gouvernement de M. Papandréou a procédé au gonflement des dépenses sociales et des subventions sans qu'augmentent parallèlement les recettes de l'Etat, rongées par la faiblesse de l'imposition directe, la fraude fiscale et l'extension de l'économie souterraine non contrôlée. Enfin, les taux d'intérêt élevés ont alourdi le service de la dette du secteur public. En 1988, il représentait 70 % des besoins de financement du pays et le déficit budgétaire approchait cette année 20 % du produit intérieur brut (PIB).

Entre 1980 et 1987, les dépenses de sécurité sociale sont passées de 8 % à 13 % du PIB, celles des administrations publiques de 10 % à 13 % du PIB (7).

Or les recettes n'ont pas suivi. Entre 1980 et 1986, les seules catégories socio-professionnelles dont l'impôt a augmenté sont les salariés et les retraités, tandis que diminuait celui des commerçants, des industriels, des professions libérales, des rentiers et des agriculteurs (8).

En 1987, l'impôt sur le revenu représentait 4,6 % du PIB — la moyenne européenne étant de 11,2 % — et celui sur les sociétés 1,7 %, soit environ la moitié de la moyenne européenne. Non seulement la lutte contre la fraude fiscale a échoué, mais le développement des activités non déclarées menace les rentrées de l'Etat. En 1988, pour la première fois, les recettes de la TVA ont diminué en termes réels. Les conséquences sont dramatiques : menaces sur la sécurité sociale, déclin des systèmes de santé publique et d'enseignement, abandon des dépenses d'infrastructure remplacées par de « grands projets » de travaux publics offerts à des capitaux privés étrangers. Une situation à laquelle ne peut remédier l'augmentation des maigres crédits offerts par les fonds structurels de la CEE.

La politique des taux d'intérêt compétitifs, pas important vers la libre circulation des capitaux et l'intégration du système bancaire grec au marché unique européen, a surtout permis de canaliser une partie de l'argent provenant de l'économie souterraine et des profits réalisés grâce aux programmes d'austérité. L'épargne privée est passée de 12 % du PIB en 1986 à 15 % en 1988 ; si l'on ajoute les achats directs de titres publics, le pourcentage atteint 20 %. Ce financement de la dette publique, favorisé par la faible demande de crédits du secteur privé, semble avoir plafonné en 1989, et le gouvernement a annoncé le 6 décembre de nouvelles mesures d'austérité. La mise en valeur de l'argent se fait grâce à l'endettement du secteur public ou par une redistribution périodique des revenus



LA TRADITION BOUSCULÉE

en faveur du capital, non par l'investissement.

A défaut d'une politique nationale et communautaire prenant en compte les besoins prioritaires et les niveaux de développement, le marché unique risque d'accentuer les déséquilibres sociaux et économiques de la Grèce.

- (1) IMF Greece Staff Report, 21 mars 1989.
- (2) OCDE, Statistiques rétrospectives, 1989.
- (3) T. Giannitis, L'intégration à la Communauté européenne et les conséquences pour l'industrie et le commerce extérieur (en grec), Fondation des études méditerranéennes, Athènes, 1988.
- (4) The Competitiveness of the Greek Industry, Institut de la recherche économique et industrielle, Athènes, 1987.
- (5) Recensement du 30 septembre 1988.
- (6) Rapport du gouverneur de la Banque de Grèce pour l'année 1988, Athènes.
- (7) OCDE, Statistiques rétrospectives, 1989.
- (8) Etudes économiques : Grèce, OCDE, Paris, 1987.







## EN ATTENTE DE LA PAIX

## Retrouvailles villageoises en Amérique

On n'en parle plus ou alors très peu : le Liban du Sud semble tombé dans un trou de mémoire géopolitique. Mais pourquoi en parler, puisque, au fil des années de guerre, il s'est vidé de son potentiel humain ? Dans leur grande majorité les habitants sont partis, laissant derrière eux des maisons aux portes closes, et des champs dégraisés sous un soleil qui ne pardonne rien aux déserteurs. A quelques kilomètres de là, sous le même soleil, Israël est un éden terrestre. Les Libanais du Sud se sont éparpillés. Au petit bonheur la chance. Qui en Afrique, qui en Australie, qui en Amérique. Les privilégiés en Europe, bien entendu. Les villageois de Bint-Jbeil, eux, ont reconstitué leur communauté dans la région de Detroit.

Par HANA JABER

LS se sont regroupés, plus par nécessité que par patriotisme. Survie oblige. Certains établissements prennent parfois une forme originale de transplantation. A Sydney, en Australie, par exemple, se sont retrouvés la quasi-totalité des habitants d'Alitaroun, village frontalier d'Israël. Toutefois, l'Etat du Michigan, aux Etats-Unis, demeure le lieu de prédilection des immigrés du Liban du Sud. De nombreux bourgeois y sont « représentés » : Nabatyeh, Tebnine, etc. A Dearborn, ville à la lisière de Detroit, un chef-canton du Liban du Sud, Bint-Jbeil, y a transplanté l'essentiel de ses habitants. Bint-Jbeil transporte en Amérique ses espoirs, ses illusions, ses contradictions...

La colline de Maroun-el-Ras offre une vue imprenable sur Israël. A l'extrême sud du Liban, Bint-Jbeil était jadis un gros bourg de 30 000 âmes, lové au creux d'une vallée. Aujourd'hui, ce n'est qu'un mausolée, gardé par une poignée de fidèles (1). Les autres sont partis, fuyant la guerre, famille après famille. Ils ont mis le cap sur Beyrouth ; après deux longues heures de routes poussiéreuses et de paysages lunaires, ils ont posé le pied sur le trottoir défoncé de la capitale. Dans le quartier populaire de la Cola, où les taxis travaillent à la criée, ils ont répondu à l'appel de l'un d'eux, en partance pour l'aéroport. Pour quelques livres, serrés dans une grosse Mercedes, ils ont vécu les dernières minutes de leur vie libanaise, en pensant déjà à l'avenir.

Un avenir qui porte l'empreinte du passé, sans en avoir le goût ni la couleur : Bint-Jbeil là-bas, au Michigan.

Le sort n'est sans doute pas étranger à cet exode. L'aéroport de Detroit porte le nom d'un Libanais originaire de Tebnine, un village proche de Bint-Jbeil, venu chercher fortune sur la Côte est au début du siècle. A l'époque, qui aurait pu prévoir que le destin de Bint-Jbeil fourcherait, comme un cheveu malade ?

Hall de J-Berry Airport. Des familles entières de nouveaux immigrés au teint mat longent le panneau des arrivées. Dans l'attente d'un Yankee encore plus neutre, venu rejoindre la « communauté ». La communauté, ce sont les 100 000 Libano-Syriens établis dans l'agglomération de Detroit (2).

Près de la grande ville, à Dearborn, 15 000 Bint-Jbeillois (3) transposent les gestes appris de leurs pères, loin d'ici. De maisons en maisons, les derniers arrivants retrouvent avec joie Rashid avec son accent du Sud à couper au couteau, Oum Fouad toujours penchée sur ses gâteaux, Hanîyé, qui, enfin, a trouvé un mari.

D'autres ont rejoint leur époux après un divorce blanc. Curieuse formalité sans laquelle, souvent, les familles n'auraient pu s'installer sur le sol du Nouveau Monde. Pour Sukné, soixante-cinq ans, arrivée à Dearborn en 1986, la loi américaine d'immigration n'a pas de secret : « Mon fils, marié à une Bint-Jbeilloise d'Amérique, m'a « tiré » ici ; dès que j'ai eu le green card (4), j'ai fait les papiers de mes enfants collatéraux, car il faut être collatéraux ; ma fille aînée a dû divorcer pour que je puisse la « tirer » ; une fois titulaire de la carte verte, elle réprouve son ex-mari, a judicieusement démissionné, tout en détruisant formellement la famille, vient, paradoxalement, cautionner la structure consanguine locale de Bint-Jbeil.

## « Pour que survivent les gardiens du temple »

Le parfum des retrouvailles flotte donc sur les visites, toujours les mêmes et toujours renouvelées. Pour le souvenir, pour les larmes, comme celui qui glisse de la bouche d'Oum Fouad : « Te revoir, à Bint-Jbeil, après tant d'années... Comme le monde est petit. » Lapsus qui pourrait être celui de l'histoire : « Le monde est grand, ma bonne dame, mais nous sommes nombreux », soupire sa belle-fille.

Un nombre qui préserve de l'oubli. Le fil des conversations revient à rebours le parcours des routes tortueuses de Bint-Jbeil. Fil d'Ariane qui ramène aux mémoires de bourg, posé là-bas comme au creux d'une main désormais vide et que l'on remplit régulièrement de quelques poignées de dollars. 90 000 dollars (5) en 1988 « pour que survivent les gardiens du temple », précise Ibrahim.

Et pourtant, tous semblent pris dans le tourbillon d'une vie trop normale pour eux : dans quel pli de leur mémoire, dans quelle poche de leur quotidien s'est donc nichée la guerre ?

Certes, les palabres sont émaillées des derniers affrontements qui ne sont pas les derniers, des dernières victimes loin d'être les dernières. Mais ceux qui se tirent dessus il y a quelques années se taisent maintenant dans le dos. Remises, les épreuves politiques de temps déjà anciens, dans le back-yard (cour intérieure) où s'étaient les après-midi autour d'un thé.

Communistes, nationalistes syriens, Amal, Hizbollah, ou encore « collabos » pro-israéliens : ils n'étaient pas du même bord mais le sont devenus. De l'autre côté de l'Atlantique, tous sont des nouveaux immigrés, des Yankees en puissance. Et la guerre y est pour beaucoup. « Cette guerre était mienne ; mais tant d'années de tueries m'ont fait oublier le goût du pays, le pain et le sel », dit Abou Hassan.

« Nouveaux immigrés » : nouveau statut social, précieux acquis. Dans la stabilité relative qu'il procure, il se substitue au nomadisme de guerre qui était le lot des Libanais du Sud ; nomadisme qui les renvoyait, à bord des camions débâchés, du village à la capitale et vice versa, à la recherche du degré minimal de sécurité ; pour les éjecter, au bout du parcours, hors du pays lui-même : « On est en Amérique, à présent ; il faut faire avec. » De la bouche de Houssein, cette évidence sort comme une sentence du destin.

## Querelle des Anciens et des Modernes

CURIEUX destin d'une mémoire collective. Bint-Jbeil, version américaine, puise ses références dans les normes ancestrales. On remet au goût du jour les relations féodales des années 30. A cette époque, il n'y avait pas d'Israël, et à peine un Liban. Un demi-siècle d'histoire semble mis en veilleuse.

Dans les années 30, le pouvoir local était bicéphale (6) ; et les seigneurs qui se disputaient Bint-Jbeil s'appelaient Bazzi ou Baydoun. Les autres familles, dites al-mahnyat (protégées), n'avaient pas voix au chapitre, étant essentiellement composées de bergers et d'éleveurs.

La dépendance sociale et politique, les aînés des deux guerres mondiales, ont poussé ces mahnyat à mettre le cap sur l'Amérique. L'Oncle Sam recrutait alors des ouvriers à la chaîne : « En 1916, ce n'est pas dans un Boeing-747 que je suis arrivé, mais caché dans la cale d'un navire, parmi les cochons et le charbon », se souvient encore El Hadj Ali Torfa, octogénaire et doyen des immigrés. Pour trouver du travail, Mohammad Jour, lui, a dû écrire une lettre personnelle à Henry Ford : « Mon père avait travaillé dans les usines Ford en 1912... Si vous, Sir Ford, pouvez faire quelque chose pour que son fils, votre humble serviteur... J'ai porté la lettre à la réception ; il faisait froid et je n'avais pas de veste. Quelques minutes plus tard, Henry Ford en personne est venu me voir. »

L'immigration a donc ouvert les sentiers de la gloire aux anciens. Ils sont devenus hommes d'affaires, industriels, universitaires : « récompense de tant d'années passées à la chaîne de l'industrie automobile », précise El Hadj Mohammad Torfa. A Dearborn, les seigneurs de Bint-Jbeil ne sont plus les mêmes.

Les nouveaux venus font alors figure de détonnés. Les diplômés acquis au Liban jaunissent dans leurs poches. Ces milliers de Bazzi et de Baydoun, venus en masse depuis 1976 (7), sont arrivés trop tard. Trop nombreux pour se faire une place au soleil. Dur retour de bâton que Youssef, arrivé en 1980, n'est pas près d'admettre : « Les vieux immigrés étaient des binti-oui-oui au pays ; ils passent du wés au yes et veulent nous représenter ! Une blague... »

Yes : ou l'Américain modèle. Wés : onomatopée par laquelle, en dialecte libanais, un berger hâte son troupeau ; dure allusion aux origines sociales des anciens immigrés. Rime parfaite, qui donne la mesure du conflit de générations. Rime cinglante, qui fait éclater le conflit d'identité. Pour les « anciens », en voie d'intégration, les nouveaux venus jouent les trouble-fête : « Depuis 1976, les Libanais du Sud sont devenus porteurs d'une identité qui pose problème aux Américains », explique Talal Torfa, sociologue.

Problème d'autant plus grave que les Libanais du Sud forment 20 % de la population de Dearborn (8). Un parfum de xénophobie anti-arabe s'exhale lors des élections municipales. Les anciens s'inquiètent pour le label de l'immigré modèle. Les nouveaux, eux, ont un tout autre souci : reconquérir le Graal familial.

Cette reconquête ne va pas plus loin que le seuil des mosquées de la région de Detroit. A chaque génération son lieu saint. Aux premiers venus, l'ancienne mosquée construite en 1916 et régie par un « ancien » dignitaire religieux. Les nouveaux siègent dans une mosquée édifiée en 1980, et régie par un jeune cheikh. Dans cette querelle de minarets, la poussée chite au Liban et en Iran ne semble plus qu'un lointain écho. Une brèche paraît séparer le destin des immigrés chites du Liban du Sud de la communauté chite au Liban. Mais une brèche ouvre-t-elle sur une histoire parallèle ?



SUR LA PAIX DES VILLAGES, UNE TROP LONGUE MENACE  
« Tant d'années de tueries m'ont fait oublier le goût du pays... »

L'Amérique offre un avenir tracé comme une autoroute ; il suffit de croire au dollar. Bien sûr, Oum Jannal jure sur la tête de ses enfants et du Prophète qu'elle n'achèterait pas « toute l'Amérique pour un cent », mais déjà elle emploie la monnaie du pays.

A Dearborn, on empile les billets verts comme jadis, à Bint-Jbeil, on empilait, une à une, les feuilles de tabac, du petit matin jusqu'à la tombée du jour. Une Amérique qui fait peur à Abdallah : « Dans ce pays, on peut s'endormir riche et se réveiller sur la paille. »

Or l'Oncle Sam ne recrute plus de travailleurs à la chaîne. La débrouillardise devient une règle d'or qui rapporte son contenu de dollars ; les Libanais du Sud annexent toute une avenue de Dearborn, la 10<sup>e</sup> Avenue, à leur commerce de détail et détiennent l'essentiel des stations d'essence de la région de Detroit.

Abdallah donne la règle du jeu : « Tu as 1 dollar, tu veux 1 dollar. » Dollar qu'il faut souvent blanchir. Trafic de drogue et contournement des lois d'assurances. On ne crache pas dans la soupe de l'Etat, qui accorde des aides sociales aux sans-recours. Nabih Chavara, fonctionnaire chargée des dossiers arabes pour les allocations de welfare et elle-même originaire de Bint-Jbeil, raconte ce marché de dupes : « 80 % des familles de Bint-Jbeil vivent grâce au welfare. Ils viennent tous avec une arthrose ou une tension artérielle. C'est l'enfer pour les dossiers commençant par la lettre B : que des Bazzi, Baydoun, Berry... » B comme Bint-Jbeil.

Bien sûr, chez les universitaires et instituteurs convertis au commerce par la force des choses, l'argent a le parfum du regret. Regret d'une distinction sociale par le savoir.

Un âne, autrefois...  
Maintenant, les voitures

Le savoir devient savoir-vivre à l'américaine. Des maisons numérotées s'alignent dans un périmètre de rues parallèles et perpendiculaires. Toits en brique, portes closes, rideaux tirés. Le gazon tondue devant, le back-yard derrière, les poubelles à l'angle. Le garage : « Chacun de mes fils a une voiture ; dans ce pays, on n'a pas de jambes quand on n'a pas de voiture », fait remarquer Oum Ali. Elle oublie qu'à Bint-Jbeil on se contentait d'un âne et que l'on tirait beaucoup d'orgueil de la voiture du beau-frère gardé devant la maison.

On est comme résigné à ce luxe. Mais, pour Oum Fouad, cela ne fait pas le bonheur : « Tout leur confort ne vaut pas une gorgée de thé sous le figulier. » Pourtant, ce même figulier, à Bint-Jbeil, ombrageait ses plaintes : trop petite était la maison, entassée la famille, insistante la cuisine, mince le filat d'eau, loin le puits, rare le répit...

Oum Fouad est nostalgique, et pourtant... Avec un pleur à peine coupable, elle démonte les pièces de sa maison — la maison de son fils, s'entend, — ces intimités bien distinctes qui, à Bint-Jbeil, se mélangaient pâte-mêlé.

Après avoir passé le plumeau sur le mobilier et l'aspirateur sur la moquette, elle descend dans le sous-sol, l'endroit de ses soixante-dix ans qu'elle vient d'annuler à Dearborn. Le sous-sol (basement) est réservé par la loi à un usage très ponctuel en raison de son humidité. Il est aménagé par les Bint-Jbeillois en une véritable salle de séjour à usage quotidien. Comme là-bas, on y dort, dîne et reçoit les invités car il faut bien laisser les étages propres

pour les « visiteurs ». Tant pis pour les rhumatismes. Oum Fouad y a même installé un téléphone, baptisé ici « le médiant ». Oum Fouad décroche le médiant. Un « hello », prononcé tant bien que mal déclenche une avalanche de nouvelles cueillies au hasard des médisances ; au Dearborn Park, où l'on fait régulièrement des méchouis ; dans les mariages, où il est désormais de coutume de jeter sur les mariés non plus du riz ou des fleurs, mais des billets verts, cette bénédiction nommée dollar. Oum Fouad racroche le médiant, regarde autour d'elle avec satisfaction : « On dit que j'ai le plus beau bessonnet du village. »

Dernier soir dans le basement. Les conversations s'emmêlent comme une pelote de laine. L'habitat, le quotidien et les veillées de Bint-Jbeil semblent posés là, dans le sous-sol d'une mémoire. Le balad (pays), c'est désormais ici. Les autres font figure d'exilés. La pays lui-même semble en sold d'une population qui se tisse sa propre histoire. Une petite histoire au parfum d'Amérique, qui vient racrocher sur la grande, au parfum de diplomatie internationale. Pourtant, les yeux d'Oum Fouad se voilent en y pensant : « Dans mon testament, je voudrais être enterrée à Bint-Jbeil » ; et son fils, Fouad de renchérit : « Tu précéderas, mère, dans quel Bint-Jbeil, ici ou là-bas, que je puisse prévoir... »

(1) Il ne reste plus à Bint-Jbeil que 3 600 personnes environ (chiffre obtenu à partir des registres de l'Association des Bint-Jbeillois, fondée à Detroit en 1982). Il faudrait y ajouter nombre de villageois enterrés dans le banlieue sud de Beyrouth, et qui regagnent le Sud chaque fois que la situation se dégrade dans la capitale (chiffre non évalué).

(2) Cf. A. Gehret, *The Detroit News*, cité par Ahmad Karam, *The Arab American Family*, ACCESS, Detroit, 1988. On précise toutefois que l'écrasante majorité de cette communauté est formée de Libanais : les chrétiens habitent dans la banlieue est de Detroit, les musulmans, essentiellement chites, dans la banlieue ouest (ibid.).

(3) Chiffre approximatif : les services d'immigration ne rendent pas publiques toutes les statistiques. Cf. Anna Jaber, « La communauté libanaise aux Etats-Unis », in revue *Al Tariq*, Beyrouth, décembre 1984.

(4) « Carte verte ». Le green card ou alien card est un titre de résident permanent, valable cinq ans renouvelable. Elle donne à son titulaire les mêmes droits qu'un citoyen américain, sauf le droit de vote.

(5) Fonds récoltés par l'Association des Bint-Jbeillois.

(6) Ce conflit bicéphale tendait à disparaître dans les années 60 au profit de courants nationalistes ; dans les années 70, il était quasiment enterré avec la guerre.

(7) La guerre a rythmé les arrivées. Dans les années 70, il n'y avait guère plus d'une centaine de familles. En 1978, on évalue les effectifs à 7 000 personnes après le rattachement du Liban du Sud par l'armée israélienne. L'invasion israélienne en 1982 et la chute de la ligne libanaise en 1984 ont décuplé les arrivées aux Etats-Unis. Cf. Anna Jaber, op. cit.

(8) Chiffre obtenu de la mairie de Dearborn. Le maire, M. Michael Guida, se défend de toute accusation de racisme : « Je parlais juste des poubelles et du gazon non tondus... The Libanese... But I love them... Donnez-moi du kholz [pain] et du khoumra [poudre de pois chiche] et je suis un homme heureux. » Il faut préciser que les grandes questions américaines ne sont d'aucun intérêt pour les Libanais : lors de sa campagne électorale, M. James Jackson, candidat à la présidence, n'a recueilli que 500 dollars lors de son passage à la Grande Mosquée de Detroit. Somme dérisoire, surtout lorsqu'on sait que la communauté arabo-chaldéenne des environs de la ville se chiffre à 200 000 personnes. Cf. Barbara Amari, *The Greater Detroit Arab and Chaldean Community*, The Arab Festival Committee, Detroit, 1986.

150



# Un gés

Source : « Entwicklung des Ost...

هكذا من الأصل



## L'ARME DES ÉCHANGES INTERALLEMANDS

## Un géant commercial dans la « maison commune »

JUSQU'AU 9 novembre 1989, l'existence du mur de Berlin permettait de « comprendre » les aspirations du peuple allemand, explicitées à l'Ouest, refoulées à l'Est, sans risque de les voir se matérialiser. On pouvait parler de la réunification comme d'un processus à très long terme, voire la souhaiter objectivement : on savait bien, ou on pensait savoir, que l'inflexibilité politique sur ce point de la RDA et de l'URSS la rendait irréalisable.

Aujourd'hui, l'on évoque le futur d'un géant économique allemand au cœur de l'Europe, bouleversant les effets attendus de l'échéance 1993 du marché unique, soutenant une hégémonie politique. Sur le plan économique, la perspective de la réunification décuple les inquiétudes chroniques concernant la domination irrésistible de la RFA sur le marché est-européen tout entier.

Par MARIE LAVIGNE \*

L'Allemagne de l'Est n'a jamais cessé d'appartenir à l'espace économique allemand. Le signe le plus tangible en est le commerce interallemand. Il est d'usage, en France, de le considérer comme le fondement des positions dominantes de la RFA en RDA, et de s'indigner à l'occasion de la percée qu'elle permet à la RDA sur le marché communautaire.

On connaît les composantes de ce statut particulier. Les échanges entre la RFA et la RDA sont traités par la RFA comme un commerce régional, exactement comme des échanges entre deux Länder. Ils sont exemptés de droits de douane (mais les marchandises est-allemandes acquittent le tarif extérieur commun si elles sont réexportées par la RFA). Les règlements s'effectuent par voie de clearing en une unité de compte dont la valeur est identique à celle du mark ouest-allemand (Deutschmark) ; en cas de déséquilibre, les deux parties s'accrochent réciproquement un crédit (appelé *swing*, pour exprimer que le solde peut être négatif pour chacune des deux parties - il l'a pratiquement toujours été pour la RDA). Ce crédit ne comporte pas d'intérêts jusqu'à un certain plafond régulièrement renégocié. En fait, il s'agit d'un commerce étroitement contrôlé des deux côtés, notamment parce que le système de clearing implique pour les opérateurs

ouest-allemands l'obligation d'avoir une licence pour travailler avec l'Allemagne de l'Est (1).

Ces caractéristiques ont été partout rappelées depuis la chute du mur. On en a moins souligné l'extraordinaire ambiguïté politique. Ce statut particulier résulte de l'accord de Berlin du 20 septembre 1951 concernant le commerce entre les deux « zones » de l'Allemagne, qui pourtant étaient alors toutes deux des États distincts. La RFA a d'ailleurs employé l'expression de « commerce interzones » jusqu'en 1967, pour le désigner ensuite de commerce interallemand ; la RDA, de son côté, a usé de la périphrase « le commerce avec la RFA et l'entité politique particulière de Berlin-Ouest ». Pour la RFA, ce statut correspond à une logique de réunification. Il a été consacré par le traité de Rome en 1957, et s'est maintenu malgré la signature en 1972 du « traité fondamental » interallemand normalisant les rapports entre les deux États. La RDA, pour sa part, aurait dû dénoncer ce statut qui lui refuse implicitement la qualité d'État. Elle l'a accepté, sans doute, à cause des avantages économiques qu'il lui procurait. Force est aujourd'hui de constater que cela lui facilite objectivement l'évolution vers des formes politiques admissibles d'association avec l'Allemagne de l'Ouest.

## Les voies de l'intégration

POUR l'Allemagne fédérale, l'Allemagne de l'Est n'appartient pas à l'Europe de l'Est. On l'a découvert confusément à propos du traitement réservé aux émigrés. Les quelque 5 millions de réfugiés est-allemands en RFA arrivés depuis 1948 - les *Übersiedler* - bénéficient d'avantages plus importants que les *Aussiedler* ou Allemands ethniques d'Europe de l'Est, eux-mêmes favorisés par rapport aux autres catégories d'immigrés. Bien au-delà de l'argent de poche remis aux « visiteurs » d'après la chute du mur en cadeau de bienvenue, ces immigrés sont réintégrés dans la société allemande - dans leur société - qui leur fournit emploi, logement, sécurité sociale, dans des conditions bien supérieures à celles qui sont faites aux autres et même, dit-on en Allemagne, aux nationaux ouest-allemands. Mais ont-ils jamais cessé d'appartenir à cette nation, dont le passeport leur est rendu, plus que donné, instantanément ?

La vie quotidienne en RFA comme l'organisation institutionnelle imposent cette évidence. Dans les cabinets téléphoniques publics, les chiffres des centraux de RDA sont affichés séparément des indicatifs internationaux, et

juste après ceux des Länder. Les instituts scientifiques, comme celui où nous avons séjourné durant le premier semestre de 1989 (2), qui étudient l'Europe de l'Est n'ont pas la RDA dans leur champ d'analyse ; c'est un établissement particulier qui conduit à Bonn des recherches spécifiquement centrées sur la RDA, le *Gesamtdienstliche Institut* (Institut « pour toute l'Allemagne »).

Des manifestations comme la Journée de l'unité allemande du 17 juin sont hautement symboliques, même si ce jour, célébré en RFA en mémoire du soulèvement réprimé des ouvriers berlinois en 1953, tend à être vécu comme un jour férié ordinaire. En 1989, le discours prononcé à cette occasion à la session spéciale du Bundestag par l'ancien ministre fédéral Erhard Eppler rappelait la vocation (ouest-européenne) de la RFA et rejetait énergiquement le spectre d'un État national hégémonique « si redouté par nos voisins », mais n'excluait pas un processus à long terme de rapprochement, concomitant à celui des deux États : « Éviter que le rideau de fer, rouillement partout ailleurs, ne soit conservé qu'en Allemagne à l'abri de la corrosion (3) ». Et Dorothea Wilms, ministre des questions interallemandes, affirmait que « nous autres Allemands de l'Est et de l'Ouest devons avoir la conviction, aujourd'hui plus que

jamais, que mur et barrières n'existeront plus dans l'avenir ».

Le processus de « nouvelle unification » ne bouleversera pas à court terme l'équilibre économique interallemand. La partie immédiatement applicable du plan Kohl, antérieure à la tenue d'élections, s'inscrit directement dans la continuité.

L'aide immédiate ou accélérée de la RFA concerne essentiellement les procédures de communication entre les deux Allemagnes. Les fonds en devises prévus pour financer les voyages des Allemands de l'Est et à terme soutenir la convertibilité du mark est-allemand (*Ostmark*) remplacera le désormais fameux « argent de bienvenue » donné aux visiteurs, et sera soutenu par la RFA de manière à assurer un taux de change compris entre 3 et 5 marks est-allemands pour 1 mark ouest-allemand. Le Parti social-démocrate (SPD) propose d'aller plus loin en s'inspirant du système de changes fixes géré par coopération entre l'Allemagne fédérale et l'Autriche. La modernisation du téléphone et des chemins de fer améliorera les communications matérielles ; l'accès de la Lufthansa à Berlin, souhaité par les deux parties, risque d'être contrebalancé par les puissances alliées, dont la présence y prend des allures d'anachronisme.

Une assistance d'urgence aux services de santé, rendue nécessaire par l'émigration massive de 4 500 médecins ou infirmières, s'inscrit dans un accord déjà ancien (1974) en ce domaine. Les ministères de l'environnement sont également habitués à se parler ; il y aura fort à faire pour combattre la pollution due à la combustion dominante du lignite en RDA.

Les échanges interallemands sont en perte de vitesse depuis le début des années 80. Pour la RDA, ils sont tombés de plus de 60 % des échanges commerciaux avec l'Ouest en 1980 à 45 % en 1988 (voir les tableaux ci-dessous). Pour la RFA, la part de la RDA dans les échanges totaux demeure faible (moins de 1,5 %) et en baisse légère depuis 1980 (4). Plus que le niveau, c'est la structure de ce commerce qui demeure insatisfaisante, avec une proportion excessive de produits intermédiaires de part et d'autre. Si la RDA s'oriente désormais vers une économie de marché et introduit une législation sur les sociétés mixtes (joint-ventures), les industriels ouest-allemands seront en première ligne comme formateurs et partenaires.

Mais on aurait tort de surestimer l'avantage que doit tirer la RFA. La RDA souhaite normaliser ses relations avec la Communauté ; celle-ci a repris début décembre les négociations exploratoires et s'engage désormais dans la voie d'un accord commercial et de coopération économique avec la RDA. Inversement, la RFA détient certes actuellement une part importante du marché de la RDA, mais

l'URSS est pour elle un partenaire un peu plus important et surtout politique que plus décisif. La RFA devra choisir entre la RDA et l'URSS : quelle perestroïka financer ? Contrairement à une vue répandue, les échanges entre l'URSS et la RFA se portent plutôt mal. La part de l'URSS dans les échanges totaux de la RFA a baissé fortement depuis 1980 (de 2,3 % à 1,7 %) ; la part de la RFA sur le marché soviétique a légèrement augmenté, ce qui correspond surtout à un déclin de la France et du Royaume-Uni. Certes, les industriels allemands ont fondé plus de 150 sociétés mixtes avec l'URSS sur un total de 800 créées par l'Ouest à la date de début octobre 1989, mais les Italiens font preuve de plus de dynamisme et, lors de sa visite en Allemagne en juin 1989, M. Gorbatchev s'est plaint de la pusillanimité du patronat allemand. Les banques allemandes ne sont pas non plus les plus offensives dans l'octroi des crédits à l'URSS. Tandis que les banques françaises représentaient en décembre 1988 plus de 20 % des crédits ouverts à l'URSS en devises, les banques allemandes ne détenaient que moins de 15 % des créances. Le financement sur

l'URSS représentait à la même date plus de 50 % du financement accordé aux pays de l'Est par la France ; le pourcentage correspondant n'était que de 29 % pour la RFA (5).

Cela contraste fortement avec l'appui politique apporté par l'Allemagne fédérale à la perestroïka en URSS. Les dirigeants allemands sont en pointe pour proposer que l'Ouest accorde des financements plus importants à l'URSS et renonce aux contrôles sur les exportations de technologie avancée (6). De même, la RFA s'est déclarée prête, avant les autres pays occidentaux, à assister l'Union soviétique en accueillant des stagiaires soviétiques dans ses entreprises, mais ce programme s'est mis en place avec difficulté en 1989.

Les succès diplomatiques de l'Allemagne fédérale, tout récents qu'ils soient puisqu'ils remontent aux élections de janvier 1987, ont en quelque sorte déployé un voile de fumée sur les relations économiques (7). Celles-ci, imposantes par leur masse, sont loin de manifester le dynamisme des années 70. Quel pourrait être à cet égard l'impact des nouvelles relations entre les deux Allemagnes ?

## Méfiante soviétique

Sur le plan politique, les perspectives de réunification, quelle que soit la terminologie employée, ne peuvent que susciter la méfiance soviétique, affaiblissant l'aura de M. Kohl comme interlocuteur privilégié en Europe. Certes, pour reprendre les termes du communiqué de juin 1989 entre l'URSS et la RFA, l'on « renoue avec les traditions européennes historiques », et l'on contribue « à dépasser la séparation de l'Europe », mais sûrement pas dans le sens voulu par l'URSS. L'étape allemande dans la « maison commune » européenne risque d'occuper trop de place. Le renforcement de la CEE se fait aujourd'hui parallèlement à une désintégration du COMECON. La RDA, centralement planifiée, n'approuvait pas les projets au demeurant irréalisables d'un marché unique du COMECON. Conquise au marché, elle pourrait préférer s'associer à une zone de libre-échange en prise sur la Communauté plutôt que de porter à bout de bras une hypothétique renaissance du COMECON. Déjà, l'on repère d'un ensemble centroeuropéen comprenant la RDA nouvelle, la Tchécoslovaquie non communiste, la Hongrie, l'Autriche, peut-être la Slovaquie détachée d'une Yougoslavie à la dérive. Une telle évolution affaiblirait les liens entre l'URSS et la RDA et jetterait la première vers la partie sous-développée de l'Europe, en compagnie de la Pologne et de la Bulgarie.

On peut se demander alors s'il n'est pas plutôt de l'intérêt de l'URSS de favoriser une association claire et approfondie des deux Allemagnes, qui conjointement pourraient lui apporter ce qu'elle reçoit de mieux tant du COMECON que de la CEE. Ses partenaires préférés en RFA - Siemens, AEG, Hoechst, Veba et d'autres - pourraient à leur tour refaire leur unité avec les combinats issus de leur démantèlement en RDA, et ensuite essayer en URSS - où l'on évoque la possibilité de créer une zone économique spéciale dans la région de Kaliningrad, ex-Königsberg, capitale de la Prusse orientale, zone réservée en priorité aux investissements allemands. Méditons Lénine et ce qu'il écrivait en 1922, au début de cette NEP que d'aucuns considèrent comme la première perestroïka : « Nous avons besoin de machines... parce que l'industrie commence à revivre chez nous, et il nous est essentiel de développer chez nous l'industrie en la renforçant définitivement par des moyens de production allemands (8) ».

(1) Cf. l'article de René Lasserre dans le *Monde diplomatique* de novembre 1989. Lire aussi l'étude récente d'Anita Tiraspolky et Tatjana Globolova - Les relations économiques entre les deux Allemagnes », le *Courrier des pays de l'Est*, n° 287, septembre 1989.

(2) En tant que chercheur invité au Bundesinstitut für ostwissenschaftliche und internationale Studien (BIOSI) de Cologne, l'Institut fédéral de recherches est-européennes et internationales, qui est l'un des deux instituts spécialisés sur l'Est en RFA.

(3) Texte de l'allocation, *Bulletin* (de presse du gouvernement fédéral), Bonn, 20 juin 1989.

(4) « East German economy at the crossroads », *PlanEcon Report*, publication de l'Institut PlanEcon à Washington, 10 novembre 1989.

(5) « Who is financing the East bloc : sources of commercial bank funds loaned to Eastern Europe and the Soviet Union », *PlanEcon Report*, 11 août 1989, Washington.

(6) Heinrich Vogel, « The Gorbachev challenge : To help or not to help ? In Gorbache's agenda, Changes in Soviet domestic and foreign policy, sous la direction de Susan L. Clark, Westview Press, Boulder (Colorado), 1989, pp. 161-171.

(7) Paul-Marie de La Gorce, « Un rôle déterminant dans le rapprochement Est-Ouest : La diplomatie ouest-allemande à l'avant-garde de la détente », le *Monde diplomatique*, février 1989, pp. 20-21.

(8) V.I. Lénine, Lettre au Politburo du parti bolchevique de Russie, « Sur le contrat avec un consortium de firmes allemandes », 18 octobre 1922. Le chef de ce consortium s'appelait Otto Wolff. *Œuvres complètes*, en russe, tome 45 (mars 1922-mars 1923), cinquième édition, pp. 225-227, Moscou, Politizdat, 1964.

Königsberg, Prusse



DU TEMPS OU KALININGRAD, ALORS KONIGSBERG, ÉTAIT CAPITALE DE LA PRUSSE ORIENTALE

Histoire une zone réservée aux investissements en provenance de RFA ?

UN MARCHÉ QUI DEMEURE MARGINAL POUR LA RFA (Echanges commerciaux avec les pays de l'Est, en millions de marks) (1)

	1980		1985		1986		1987		1988	
	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.
RDA .....	5293	5388	7981	7636	7454	6844	7367	6647	7234	6789
Union soviétique .....	7943	7517	10527	13629	9374	9299	7846	7261	9424	6878
Sous-total .....	13236	12907	18508	21265	16828	16143	15213	13908	16658	13667
Bulgarie .....	872	324	1641	464	1669	399	1563	353	1565	322
Hongrie .....	2194	1819	3063	2241	2997	2082	2892	2154	2759	2263
Pologne .....	2661	2495	2834	3081	2449	2596	2390	2477	2889	2912
Roumanie .....	1623	1599	916	1594	744	1639	583	1430	572	1389
Tchécoslovaquie .....	1892	1901	2343	2597	2294	2197	2423	2188	2439	2280
Sous-total .....	9242	8138	10797	9887	10153	8933	9963	8522	10224	9066
TOTAL .....	22478	21045	29305	31152	26981	25076	25176	22430	26882	22733
En pourcentage du commerce total de la RFA .....	6,4 %	6,2 %	5,5 %	6,6 %	5,1 %	6 %	4,8 %	5,5 %	4,8 %	5,2 %

Source : « Entwicklung des Osthandels der Bundesrepublik Deutschland », *DIW Wochenbericht* (Berlin-Ouest), n° 16, 1989 (statistiques de la RFA).

(1) 1 mark ouest-allemand = 3,41 francs.

LA FRANCE BEAUCOUP MOINS BIEN PLACÉE QUE SA VOISINE (Evolution des exportations et des importations, en pourcentage)

	1980		1985		1986		1987		1988	
	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.	Exp.	Imp.
Part de la RFA dans le commerce de l'Est (RDA incluse) .....	26,5	16	17,2	28,1	21	28,7	21,2	17,5	21,6	16,5
- avec l'URSS .....	3,7	35,6	4,4	32,9	43,5	35,9	44,9	36,4	42,5	36,1
Part de la France dans le commerce de l'Est (RDA incluse) .....	11,4	12,1	9,1	10,6	7,4	13	8,5	11,1	7,9	11,9
- avec l'URSS .....	9,2	10,6	6,4	10,6	4,5	9	6,2	9,7	6	9,7

Source : Jan Stankowski, « East-West Trade 1989-90 : Favorable Conditions for Further Growth », *WITW Forschungsberichte*, n° 159, septembre 1989. Le WITW est l'Institut d'études internationales comparatives de Vienne.

Handwritten note in Arabic script: "المرحلة الأولى" (First Stage)



# Les alliances en mutation ont encore

**A**nimés d'une volonté de dialogue, soucieux de réduire leurs dépenses militaires, les deux Grands pourront-ils rapidement se passer des alliances qui, depuis près de quarante ans, leur servaient de glacis stratégiques ? Les bouleversements à l'Est annoncent une nouvelle ère de turbulences sur le continent européen. Aussi voit-on tout au plus se dessiner, pour l'OTAN et le pacte de Varsovie, une vocation plus politique. M. Bush ne souhaite-t-il pas faire de l'OTAN un instrument de sa nouvelle « architecture européenne » ?

Par DOMINIQUE DAVID \*

Les alliances font partie du paysage européen. Elles n'y sont pas une survivance historique, mais un mode complexe, sophistiqué, d'organisation de l'espace militaire et politique.

Formées comme concentrations militaires, les alliances d'Europe jouent d'abord un rôle de sécurité. Régulièrement dénoncées comme offensives par le vis-à-vis, en un temps et en un lieu où, pourtant, l'agression militaire aurait peu de sens stratégique, elles sont conçues pour assurer la sauvegarde d'un périmètre, et se distinguent des traditionnelles ententes du temps de paix par l'appareil militaire dont les traités se sont progressivement entourés.

Les alliances européennes organisent aussi un espace politique, déterminé par ce que les Français nomment l'« espace de sécurité ». Une superpuissance est en effet un acteur qui manifeste l'importance de ses moyens par une accumulation quantitative d'armements (et en particulier d'armes de destruction massive) ; qui affiche sa vocation stratégique mondiale en étant présent dans de nombreux espaces de conflits ; mais c'est encore et surtout un acteur présent en Europe, face à l'« autre », à son contact. L'Europe n'est pas le centre du monde, comme les Européens aiment à le penser ; mais elle est cet espace particulier — le seul sans doute, hors la mer, — où se font face directement les deux superpuissances. Hors même de strictes considérations de sécurité, toute manœuvre politique en Europe revêt une importance déterminante pour chacune de ces deux grandes puissances.

M. Bush et Gorbatchev ont, en rencontrant leurs alliés respectifs au lendemain de leur conférence à Malte, en décembre dernier, souligné que les alliances européennes demeurent pour eux un espace politique vital.

\* Secrétaire général de la Fondation pour les études de défense nationale.

manière inégale, à la sécurité des États-Unis et de l'Union soviétique. L'alliance de l'Ouest a autrefois permis à Washington de faire peser de très près une menace militaire sur l'URSS, tandis que l'alliance de l'Est dégageait un espace jugé nécessaire à la défense classique du territoire soviétique. Plus tard, l'Union soviétique pourra aussi indirectement mettre en cause les États-Unis en exerçant sa pression sur les Européens de l'Ouest. Les superpuissances ont donc développé, en avant de leurs territoires, en Europe centrale et de l'Ouest, ce qu'elles estiment être une zone de protection nécessaire. Pour l'Union soviétique de Staline, il fallait se protéger en effet de toute possibilité de pénétration de l'Occident. Qu'elle fût militaire, économique ou intellectuelle.

Plus essentiellement, le leadership d'une alliance européenne est, pour l'heure, un élément de définition de la superpuissance. Une superpuissance est en effet un acteur qui manifeste l'importance de ses moyens par une accumulation quantitative d'armements (et en particulier d'armes de destruction massive) ; qui affiche sa vocation stratégique mondiale en étant présent dans de nombreux espaces de conflits ; mais c'est encore et surtout un acteur présent en Europe, face à l'« autre », à son contact. L'Europe n'est pas le centre du monde, comme les Européens aiment à le penser ; mais elle est cet espace particulier — le seul sans doute, hors la mer, — où se font face directement les deux superpuissances. Hors même de strictes considérations de sécurité, toute manœuvre politique en Europe revêt une importance déterminante pour chacune de ces deux grandes puissances.

demain de leurs conversations à Malte, en décembre dernier, souligné que les alliances européennes demeurent pour eux un espace politique vital.

Ces remarques ne font qu'évoquer la complexité du problème posé par l'évolution des alliances en Europe. Les alliances organisent l'espace militaire, partagent l'espace politique, jouent un rôle générateur, de quasi-définition, de la superpuissance. C'est dire que toute évolution met inévitablement en cause l'organisation militaire, la division politique de l'Europe, et sans doute la notion même de superpuissance, telle qu'elle est reçue depuis près de quatre décennies.

On sait que les alliances vont être affectées par les mutations qui se manifestent à travers les changements politiques en URSS et dans d'autres pays, et par le processus de négociations sur le désarmement, débouqué par les deux superpuissances. Si les résultats de ces négociations se concrétisent — et ils sont déjà très concrètement ressentis en Europe depuis l'accord de Washington de décembre 1987, — s'ils sont, à Vienne, à Genève, à la hauteur des ouvertures actuelles, l'ensemble des dispositifs militaires et des stratégies en Europe sera remis en cause. On peut supposer que si l'URSS redéploie plus en arrière les troupes actuellement stationnées en Europe centrale, l'État-major soviétique sera, par la force des choses, contraint de modifier ses plans. Or les demandes du gouvernement tchécoslovaque et le mouvement général en RDA, en Pologne, imposent cette perspective. A l'Ouest, nul

n'ignore que la réduction de la présence nucléaire américaine, jointe à la réduction quantitative du dispositif classique, affecterait en des points essentiels la stratégie de la riposte graduée, alpha et omega de la sagesse atlantique depuis près de vingt-cinq années. Or les propositions américaines de réduction se font à la fois concrètes et pressantes.

Les changements politiques produisent des mutations sur la structure des équilibres militaires, et celles-ci rétroagissent sur la nature des liens politiques unissant les membres de chaque alliance. A l'est de l'Europe, la cohésion forcée du bloc soviétique, déjà largement fissurée, ne peut que se fissurer encore. A l'ouest, les rapports entre acteurs ouest-européens seront affectés par les changements éventuels dans l'engagement américain : l'espoir, l'attente de cet engagement constituant un élément fédérateur essentiel pour l'alliance atlantique.

Forçant un peu le trait, on pourrait dire que chaque alliance risque de souffrir par où elle pêche... La structure stratégique de l'OTAN est faible, simplement parce que l'avant et l'arrière de l'alliance sont séparés par 6 000 kilomètres d'océan. La structure politique du pacte de Varsovie est faible, parce qu'elle ne repose pas sur le consentement des peuples, mais sur un héritage historique. Le mode actuel d'existence du pacte est donc beaucoup plus concerné par les évolutions politiques de ses membres, que ne le fut jamais l'OTAN par telle ou telle prévision électorale.

## De nouveaux risques

**C**es changements prévisibles et attendus des postures militaires des blocs, et donc de leur cohésion politique, ne font pourtant pas disparaître l'ensemble des problèmes de sécurité en Europe. Il faut bien rappeler que la géographie héritée de l'après-guerre dessine sur ce continent une très grande puissance, entourée de pays, au mieux, moyens. L'URSS est, et demeure, une puissance lourde en Europe. Ses arsenaux sont longs à réduire, on ne révolutionne pas les appareils militaires et industriels du jour au lendemain, — et elle gardera longtemps la capacité d'une montée en puissance supérieure à celle des pays ouest-européens.

Cette remarque ne concerne pas la volonté des dirigeants, mais des données objectives. Il faut ici redire que, pour un Européen de l'Ouest, l'affaiblissement de la « menace » ne signifie pas la disparition du « risque ». On nous répondra que Moscou en extrayant des difficultés économiques de l'Est et de la puissance unie de l'Europe de 1993. Nul ne pense pourtant qu'en 1993 l'Europe de l'Ouest sera une grande puissance militaire ; alors que l'Union soviétique le sera sûrement (détenant, dans le meilleur des cas, plus de six fois les arsenaux nucléaires des deux puissances nucléaires européennes réunies).

Au risque d'un différentiel de puissance — risque, répétons-le, indépendant de la bonne volonté des dirigeants actuels du « bloc de l'Est », — s'ajoute un autre risque, plus partagé même s'il est différemment ressenti à l'Est et à l'Ouest : celui qui découle de la destruction de l'organisation politique orientale. La contestation des pouvoirs politiques des États, la résurgence d'oppositions interférentielles libérées de la chape de bloc, promettent le développement de risques que les concentrations idéologiques et la violence de l'après-guerre nous avaient trop vite fait oublier. L'Europe bout de volcans non éteints, et l'on a assez dénoncé le danger mortel de tout encheînement de violence sur un continent abritant quatre puissances nucléaires sur cinq pour ne pas mésestimer ce risque-là.

Un troisième type de demande liée à la sécurité doit enfin être souligné. Nul n'ignore que l'Europe ne représente qu'une petite partie du monde des conflits. L'essentiel, demain, se passera sans doute « ailleurs », dans un tiers-monde où les conflits ne peuvent être encadrés d'aucune institution de régulation, où des situations extrêmes ris-

quent de conduire à l'entrecroisement de stratégies peu rationnelles. Aucune des alliances européennes n'a été conçue pour intervenir hors d'Europe, et aucune n'a l'intention de se reconstruire plus « au sud ». Mais il existe des intérêts de sécurité proprement européens, hors d'Europe. Et aucune des nations européennes n'a le pouvoir, ni le talent, de gérer seule les problèmes qu'impose le système-Sud.

Pour les Européens de l'Ouest, l'actuel dégel ne supprime donc pas toute demande de sécurité en Europe et pour l'Europe. Mais aucune des alliances telles qu'elles sont définies par le droit, les rapports politiques actuels, et l'héritage historique, aucune de ces deux alliances n'est conçue pour traiter les demandes liées à ces facteurs : la décroissance de la menace sur l'axe Est-Ouest, le maintien d'un risque dû au différentiel de puissances en Europe, le développement de risques nouveaux dus à la destruction politique de l'est de l'Europe, la prévision de déstabilisations du tiers-monde pouvant avoir des effets sur notre continent.

Éléments complexes par leur nature même, les alliances présentes en Europe ne peuvent instantanément disparaître. Les feux de joie seraient de courte durée, laissant place à un désordre politique plus ou moins dangereux ou maltraitable, ou à une remise en ordre directement dictée par les Super-grands. Le lien symbolique de la dernière rencontre américano-soviétique est là pour rappeler aux Européens que la bipolarité n'entend pas disparaître si elle change d'apparence. Les alliances ne disparaîtront donc pas dans l'immédiat, puisque ce n'est ni possible ni souhaitable ; mais leur mutation est inévitable.

Une mutation qui a commencé par l'élément militaire. L'ensemble des membres des deux alliances est d'accord : il doit être miné et restructuré. Les alliances jouent évidemment ici un rôle important, puisqu'elles définissent les principaux concepts de la négociation et peuvent aider, chacune dans son camp, à la transition des appareils militaires. Transition posant des problèmes énormes, en particulier de reconversion, ainsi qu'on le sait — et commence à le dire — en Union soviétique.

Il s'agit tout d'abord d'abaisser le niveau global des arsenaux, afin de couper dans les capacités classiques offensives et le surarmement nucléaire, le tout à travers une transition stable. Stabilité garantie au premier chef, pour nous, par le maintien d'une capacité dissuasive fondée sur l'existence et le déploiement d'armes nucléaires. Le nombre de ces armes ne relève pas du dogme, et le président Mitterrand a précisé que nous pourrions participer le moment venu aux conversations sur les réductions des armements nucléaires. Mais la présence du nucléaire est et reste en Europe, et dans l'avenir prévisible, l'élément déterminant de la stabilité du système de sécurité. Cette présence est même sans doute l'une des conditions d'évolution des alliances : à l'Ouest, sa disparition pourrait en effet renvoyer des pays désarmés à l'existence du maintien de coalitions militaires de type classique. On peut d'ailleurs observer à l'heure actuelle un intéressant glissement dans les discours soviétiques : sous l'invocation rituelle du « monde débarrassé des armes nucléaires », des chercheurs, voire des politiques, laissent entendre de plus en plus souvent qu'ils ne méconnaissent pas le rôle stabilisateur des armes nucléaires en Europe.

## Un potentiel nucléaire minimal

**U**ne fois affirmée la nécessité du maintien d'un potentiel minimal de dissuasion, le problème nucléaire européen sera plus aisé à traiter : 1) si les superpuissances s'entendent sur des diminutions drastiques de leurs arsenaux centraux, manifestant ainsi concrètement leur volonté de changement ; 2) si les coupes classiques en Europe sont suffisamment importantes pour, par contrepoint, dévaluer tout scénario d'utilisation du nucléaire pour des opérations militaires. Un nucléaire minimal, flanqué de capacités classiques limitées, diminuant fortement l'hypothèse de manœuvres classiques massives, ce nucléaire-là ne saurait effrayer personne en Europe. Répétons-le : ce qui peut effrayer les Européens, ce n'est pas en soi l'existence de l'atome, mais le déploiement d'armes promettant, ou même permettant, un usage opérationnel.

Un système de sécurité fondé sur un nucléaire pensé exclusivement sur le mode dissuasif et des capacités classiques marginales peut être stable seulement s'il autorise des coupes dans les

coûts économiques de défense. Et ce n'est pas une évidence : le désarmement, dans un premier temps, coûte cher, et des armes en fin de course peuvent être remplacées par d'autres à technologies supérieures, au coût beaucoup plus élevé. Pourtant, un système ne permettant pas d'abaisser les coûts de la sécurité en Europe ne serait guère stable, ne répondant pas à l'une des demandes essentielles à l'origine — en particulier à l'est de l'Europe — des actuels changements.

Enfin, les alliances, appareils de stabilisation militaire, pourront d'autant plus changer que les ouvertures politiques en Europe de l'Est seront larges. L'irréversibilité du processus de démocratisation ne peut s'ancrer que dans son extension géographique, extension dévaluant toute hypothèse d'une remise en ordre de police armée. Plus le processus sera large, moins il pourra être traité par la force armée, et moins les Européens de l'Ouest se sentiront obligés de demeurer cristallisés sur leurs anciennes formes de coalitions militaires. L'enjeu du moyen terme est

## un rôle

ici la transformation d'alliances existantes pour la pour en ensemble sécurité nécessaires pour la sécurité militaire et politique du continent.

La modification du versant sud des alliances dépend donc de facteurs divers : une baisse globale des arsenaux ; le maintien d'un potentiel nucléaire minimal fondant le sens de sécurité à l'Ouest (sentiment l'absence duquel aucune détente possible) ; la révision en baisse des capacités classiques, révisée, par contrepoint, le nucléaire rôle exclusif de dissuasion politique perspective, au moins à terme coupe dans les coûts de la sécurité Europe ; la garantie d'évolutions que suffisamment larges pour tout mouvement militaire de l'Etat à l'Est en Europe. Si ces conditions sont remplies, alors les alliances militaires en Europe se démantèlent modifiées.

Les alliances étant à la fois des réalités militaires et des interprétations politiques de l'Europe, politique de chaque alliance dans deux domaines : l'organisation son propre espace et le dialogue avec l'autre alliance. Sur le premier point, les membres de l'axe Est-Ouest ont à répondre à une question déterminante : dans mesure le pacte peut-il passer logique d'imposition à une logique dialogue, dans quelle mesure arguer l'urgence d'une structure multiples, alors qu'il fut comme monolithique ? Au-delà l'unité de façade maintenue, il faut penser que les basculements en RDA, en Pologne, en Tchécoslovaquie posent des problèmes de forme politique et institutionnelle.

Ici ou là, le concept de « fiction » émerge, pour tenter de cadrer les capacités d'adaptation nouvelles à l'intérieur du pacte, autant qu'on s'en tienne à une notion technique, la « finlandisation » l'autonomie militaire, et politique isolée, d'un pays. Il est douteux que modèle puisse être durablement pour les pays de l'Europe de l'Ouest, car on ne saurait pas, il s'agit d'une condition de stabilité du mouvement dans son sens — et n'entend pas demeurer isolée, en particulier de l'Occident. Le terme de « sation » peut être provisoirement retenu comme témoignage d'une unité immédiate, mais il ne certifie pas un modèle terme.

A l'Ouest, le problème de l'union politique interne de l'Europe concerne d'abord les rapports États-Unis. Une modification brusque de leur type d'engagement dans l'alliance pourrait provoquer une réaction négative en Europe, débouchant sur un émiettement plus difficile, sinon impossible, l'échange entre Européens de

## Aujourd'hui

**A**LORS que les relations signent de la détente, le problème de la maîtrise des armements Deux Grands assumant la responsabilité et que l'objectif pour le général et complet que la stabilité repose la dissuasion réciproque les accords conclus au cours n'ont eu qu'une incidence négative technocratique, et, inversion de la tendance à l'écroulement des armements reste ouverte, de Washington du 8 décembre portée intermédiaire (FNI).

Dressant le bilan de quelque désarmement, un ouvrage récent que active de maîtrise des armements bien-fondé d'une approche équilibrée, en effet, que les chances et que seuls des accords parties la détente et d'asseoir la sécurité fondations moins fragiles que de son étude sur la limitation de la compétition et sur les aspects (conférences de Vienne sur la brèves des forces (MBFR) et d'confiance et de sécurité), elle vise d'améliorer les mécanismes prononce en faveur d'une dissuasion non offensive.

Le grand mérite de ce livre est que des négociations sur le nuancer l'écart entre les objectifs. Ainsi, le traité de Moscou de 1957, les accords de 1972 et 1979, les accords SALT I (1972) et SALT II (1979) ont limité les potentiels stratégiques mais

## LES CAHIERS DU CINÉMA SOVIÉTIQUE

Numéro vraiment spécial.

Smirnov, Guerman, Pichoul, Khamdamaov, Sokourov, Loungine, Lopouchanski...

Qui sont les cinéastes, les scénaristes et les responsables du cinéma soviétique ?

Qui détiennent le pouvoir aujourd'hui, après quatre ans de Pérestroïka ?

Qu'en est-il de la Censure ? Qui tourne ? Avec quels moyens et autour de quels thèmes ?

Point d'interrogation : retour en arrière ou grand bond en avant ?

Qu'en penser ? Qui découvrir ? Qui aimer ?

Le numéro spécial URSS : un long voyage dans les principaux lieux du cinéma, Moscou, Leningrad, Riga, Tbilissi, Tachkent... Les Cahiers du Cinéma. A lire et à conserver comme une pièce de collection !



Moscou : Les anciens racontent, les jeunes tournent.

Leningrad : La ville des artistes dont Alexei Guerman livre les clés.

Riga : A la pointe de la Glasnost, l'aventure des documentaristes franc-tireurs.

Transcaucasie : Travelling sur les cinémas des Républiques.

مكتبة من الأصل



## ET DIALOGUE POLITIQUE

## un rôle à jouer en Europe

ici la transformation d'alliances produites par la peur en ensembles de sécurité nécessaires pour la stabilité militaire et politique du continent.

La modification du versant militaire des alliances dépend donc de facteurs divers : une baisse globale des arsenaux ; le maintien d'un potentiel nucléaire minimal fondant le sentiment de sécurité à l'Ouest (sentiment en l'absence duquel aucune détente n'est possible) ; la révision en baisse des capacités classiques, révision qui renvoie, par contre-coup, le nucléaire à un rôle exclusif de dissuasion politique ; la perspective, au moins à terme, d'une coupe dans les colts de la sécurité en Europe ; la garantie d'évolutions politiques suffisamment larges pour exclure tout mouvement militaire de police d'Etat à Etat en Europe. Si ces conditions sont remplies, alors le rapport des alliances militaires en Europe sera fondamentalement modifié.

Les alliances étant à la fois des appareils militaires et des interprétations du partage politique de l'Europe, le rôle politique de chaque alliance s'entend dans deux domaines : l'organisation de son propre espace et le dialogue politique avec l'autre alliance. Sur le premier point, les membres du pacte de Varsovie ont à répondre à une interrogation déterminante : dans quelle mesure le pacte peut-il passer d'une logique d'imposition à une logique de dialogue, dans quelle mesure peut-il organiser l'émergence d'une structure à pôles multiples, alors qu'il fut conçu comme monolithique ? Au-delà d'une unité de façade maintenue, il faut bien penser que les basculements actuels en RDA, en Pologne, en Tchécoslovaquie posent des problèmes de fonctionnement politique et institutionnel.

Ici ou là, le concept de « finlandisation » émerge, pour tenter de définir et de cadrer les capacités d'autonomie nouvelles à l'intérieur du pacte. Pour autant qu'on s'en tienne à une définition technique, la « finlandisation » est l'autonomie militaire, et politiquement isolée, d'un pays. Il est douteux que ce modèle puisse être durablement utilisé pour les pays de l'Europe de l'Est, qui ne sont pas, ou ne seront pas, solitaires. Il s'agit d'une condition de crédibilité du mouvement dans son ensemble - et n'entend pas demeurer politiquement isolée, en particulier vis-à-vis de l'Occident. Le terme de « finlandisation » peut être provisoirement retenu comme témoignage d'une évolution immédiate, mais il ne constitue certainement pas un modèle de long terme.

A l'Ouest, le problème de l'organisation politique interne de l'alliance concerne d'abord les rapports avec les Etats-Unis. Une modification trop brusque de leur type d'engagement dans l'alliance pourrait produire une réaction négative en Europe, voire déboucher sur un émiettement rendant plus difficile, sinon impossible, l'échange entre Européens de l'Est et



LA CHARGE DES CUIRASSIERS FRANÇAIS A LA BATAILLE D'ENNA (1866)  
Quand la Révolution française bouleversait les équilibres militaires

Européens de l'Ouest. Et pourtant ces derniers ont besoin, pour que le dialogue se développe, d'autonomiser leur concept d'Europe. L'enjeu est clair. Le concept d'Europe est jusqu'à aujourd'hui intérieur à la logique atlantique. S'il le demeure, il risque de vaciller avec elle. Le paradoxe actuel est qu'il faut à la fois affirmer le maintien d'alliances nécessaires à la stabilité politique de l'Europe, et savoir qu'elles sont mortelles, donc faire avancer le concept d'Europe de manière indépendante.

ici comme ailleurs, sans doute, il n'existe pas de solution simple à ce problème extrêmement complexe : il faut donc miser sur plusieurs cartes. Le maintien du système d'alliance sécuritaire, moyennant une diminution du versant militaire, les Européens de l'Ouest. La modification du dispositif militaire soviétique et l'élargissement de l'indépendance politique à l'intérieur du pacte rendront crédible son maintien. Au-delà de ces espoirs, les problèmes posés par les structures juridiques des alliances ne relèvent pas d'un traitement juridique. Le droit n'est pas chargé de percer les impasses du droit : le politique doit prendre le relais. Seul le développement de rapports politiques nouveaux entre l'Ouest et l'Est de l'Europe permettra d'oublier, un temps, son partage.

Cela est clair pour l'Allemagne, qui a toujours été considérée, à juste titre,

comme symbole et résumé de la division européenne. L'exigence démocratique est simple et indivisible : les peuples, quels qu'ils soient, ont le privilège irréductible de choisir leur destin et leur forme d'organisation politique - le peuple allemand comme les autres. Mais il est sans doute possible d'inventer des formes de coopération politique intermédiaire, ne bouleversant pas dans l'immédiat des structures juridiques dont l'explosion poserait plus de problèmes qu'elle n'en résoudrait. La réunion culturelle, psychologique, économique, bref humaine, des deux Allemagnes est sans doute le seul moyen de faire passer au second plan le modèle d'une réunification juridique, que ne privilégient aucun des principaux acteurs européens. Cette remarque « allemande » pouvant être étendue à l'Europe dans son ensemble.

A court terme, le maintien des alliances est inévitable, et souhaitable, pour que ne se développe pas le danger d'espaces non structurés ; mais ce maintien n'est possible que s'il s'accompagne d'une modification en profondeur du dialogue entre les deux côtés. Ajoutons que le dialogue entre les membres européens des deux alliances est ici prioritaire. L'Union soviétique est et reste une puissance européenne, mais elle gère en Europe les intérêts de sa géographie et ceux de sa surpuissance. Elle doit donc accepter qu'en marge des dialogues entre

l'ensemble des pays européens, dont elle est partie intégrante, se développent les échanges politiques entre les membres ouest et est-européens des deux alliances sans elle.

Ces échanges seront d'autant plus crédibles, positifs, que l'Europe de l'Ouest constituera un pôle plus uni, avec une dynamique propre, débouchant au niveau politique. Pour l'URSS, l'attrait d'une Europe de l'Ouest élargie, morcelée, manœuvrant en ordre dispersé est une illusion à court terme. Dans une vision de long terme du paysage européen, la minoration de la composante militaire permettra à Moscou de ne pas craindre l'émergence d'une « troisième superpuissance » ; et seule l'émergence d'une Europe occidentale structurée politiquement autorisera la gestion du dialogue européen au-delà d'une « finlandisation » qui ne peut être qu'une ébauche. L'exigence présente est donc double : la diminution de l'espace du militaire en Europe implique le maintien d'alliances qui le réorganisent, tout en développant leur dimension politique ; le maintien politique des alliances dépend du développement d'un ensemble proprement européen qui aidera à les dépasser.

Les Soviétiques doivent savoir que la construction économique et politique de l'Europe n'est dirigée contre personne, mais qu'elle peut seule constituer l'embryon d'une logique organisa-

trice du futur espace européen. Quant aux Européens de l'Ouest, cette Europe-là peut seule les arracher à l'exclusivisme mental de l'axe Est-Ouest, américano-soviétique, qui leur impose une myopie stratégique dans d'autres domaines, parfois déterminants (la confluençité au Sud, par exemple).

La complexité des éléments en jeu impose à la fois la prudence des transitions et l'audace des novations. « Voici qu'un vent salubre se lève d'un bout à l'autre de l'Europe », disait de Gaulle, en 1968, devant les étudiants roumains. Le vent d'aujourd'hui est trop fort pour que nous puissions imaginer le regel, le renvoi à une confrontation dangereuse, coûteuse, et au total dépourvue de sens stratégique. L'Europe a peut-être une chance de cesser d'être cet échiquier bloqué, lieu exprimant la légitimité de l'affrontement Est-Ouest et, au même moment, sa radicale impossibilité.

Mais le vent est aussi trop neuf, mettant en cause tout un après-guerre, fait de décennies de cristallisations politiques et militaires, qui ont jusqu'ici empêché d'imaginer toute solution de substitution. Les risques n'ont pas disparu : d'autres naissent ; et les appareils politico-militaires ne peuvent se dissoudre d'un jour à l'autre dans l'oubli. Il est donc impossible et dangereux de cultiver, pour le court terme, l'illusion d'une disparition des alliances en Europe.

Par contre les « blocs », c'est-à-dire le blocage politique et psychologique qui entoure les appareils de sécurité eux-mêmes, ces blocs pourraient disparaître. D'une part, si les procédures de désarmement avancent, et si les responsables politiques et militaires font preuve d'audace dans la réorganisation des dispositifs et des structures militaires que cette avancée rendra inévitable ; d'autre part, si la reconstruction politique marche d'un bon pied. Cette reconstruction qui vise, à l'Est, à créer et élargir au plus vite, à l'intérieur du pacte, la marge d'indépendance de ses membres européens. Et, à l'Ouest, à l'émergence d'un pôle politique européen pouvant entretenir avec les pays d'Europe centrale un dialogue en tous domaines nécessaire à l'instauration d'un nouvel ordre de sécurité et de développement. Faut-il, au-delà des bilatéralismes, concevoir un espace, une structure propres aux échanges européens ? La question est ouverte.

Seul le développement d'un tel échange dans le chantier européen pourrait permettre d'envisager un avenir construit par nous. Pour nous autres, puissances petites, ou moyennes, d'Europe, ce montage est la chance de nous sauver de deux écueils : un délitement des ensembles politiques européens ouvrant la voie à un émiettement, à une « balkanisation » - mortelle et institutionnelle - incontrôlable ou une organisation de notre espace par l'extérieur.

DOMINIQUE DAVID

## TRENTÉ ANS DE NÉGOCIATIONS

## Aujourd'hui, les chances du désarmement

**A**LORS que les relations Est-Ouest sont placées sous le signe de la détente, le moment semble propice pour procéder à un examen sans complaisance des négociations qui se poursuivent depuis le début des années 80 en vue de la maîtrise des armements (arms control). On sait que les Deux Grands assument la responsabilité principale de cette entreprise et que l'objectif poursuivi est moins le désarmement général et complet que la stabilisation de l'équilibre sur lequel repose la dissuasion réciproque. Il n'est donc pas surprenant que les accords conclus au cours des trois dernières décennies n'aient eu qu'une incidence négligeable sur le rythme de la compétition technostatégique, et, aujourd'hui, la question d'une inversion de la tendance à l'accumulation et à la modernisation des armements reste ouverte, en dépit de la conclusion du traité de Washington du 8 décembre 1988 sur les forces nucléaires de portée intermédiaire (FNI).

Dressant le bilan de quelque trente ans de négociations sur le désarmement, un ouvrage récent plaide en faveur d'une politique active de maîtrise des armements et ne conteste pas le bien-fondé d'une approche sélective en la matière. April Carter estime, en effet, que les chances du désarmement sont minces et que seuls des accords partiels sont susceptibles de consolider la détente et d'asseoir la sécurité des Etats et du monde sur des fondations moins fragiles que l'équilibre de la terreur. Au terme de son étude sur la limitation des armes nucléaires des deux protagonistes et sur les aspects militaires de la sécurité en Europe (conférences de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces (MBFR) et de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité), elle formule des recommandations en vue d'améliorer les mécanismes de négociation existants et se prononce en faveur d'une discussion minimale et d'une défense non offensive.

La grande méfiance de ce livre est de présenter une vue synthétique des négociations sur la maîtrise des armements et de souligner l'écart entre les objectifs visés et les résultats obtenus. Ainsi, le traité de Moscou de 1983 n'a pas freiné la course qualitative aux armements, et l'interdiction totale des essais nucléaires se heurte à des obstacles de taille aussi longtemps que la discussion régit les relations entre les Deux Grands. Les accords SALT I (1972) et SALT II (1979) (limitation des armements stratégiques) ont limité quelque peu la croissance des potentiels stratégiques mais force est de constater que le nom-

bre des charges nucléaires susceptibles d'être appliquées avec une grande précision sur des objectifs situés à des distances intercontinentales s'est considérablement accru. Il en résulte que la réduction de moitié des armements stratégiques telle qu'elle est envisagée dans le cadre des START (entretiens sur les réductions des armements stratégiques) ne ferait que rétablir la situation qui prévalait au milieu des années 70. Quant au traité de Washington sur les FNI, il risque de n'avoir qu'une valeur symbolique s'il n'est pas suivi d'autres mesures visant aussi bien la réduction des armes nucléaires de courte portée que celle des forces armées et des armements de type classique.

Il est probable qu'à l'avenir les grandes puissances continueront d'améliorer les performances de leurs armements et que la dynamique de la recherche et du développement militaires compliquera la tâche des négociateurs. Toutefois, des considérations économiques et budgétaires militent en faveur d'une réduction des dépenses militaires et il semble que les dirigeants américains et soviétiques aient pris conscience de la vanité de la course à la supériorité à l'âge nucléaire. Aussi le dialogue soviéto-américain en vue de la maîtrise des armements se poursuit-il, et l'on conçoit qu'April Carter fasse des recommandations pour qu'il produise des résultats notables. On regrettera seulement qu'elle n'ait pas toujours correctement présenté le point de vue des petites et moyennes puissances ni tiré les leçons de l'échec des MBFR quant à l'avenir des pourparlers sur les forces conventionnelles dites « CFE » (conventional forces in Europe). Mais tel n'était manifestement pas son propos et, en définitive, le dialogue « de bloc à bloc » lui paraît préférable au débat multilatéral sur les aspects militaires de la sécurité européenne. Ce parti pris marque les limites de l'exercice auquel elle s'est livrée et ne manquera pas de susciter des réserves exprimées en France.

JEAN KLEIN  
directeur de recherche au CNRS

(1) April Carter, *Success and Failure in Arms Control Negotiations*, Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), Oxford University Press, Oxford, 1989, 308 pages, 27,50 livres.

**Arabies**

LA FRANCE PROFONDE ET L'ISLAM SONT-ILS COMPATIBLES

FRANQUES FRANÇAISES DANS LE MONDE ARABE : LES RECHERCHES MUSCLES

Le numéro de Janvier d'Arabes, le mensuel du monde arabe et de la francophonie. En vente en kiosques et en librairies. Abonnement : 300 FF + 250 FF étudiant. 78, rue Jomfrø, 75017 Paris. Tél : 46 22 44 14, Télex : 290 708, Fax : 43 80 73 62







## LA MONTÉE DU RACISME DANS LA FRANCE DES LIBERTÉS

## Noces perverses

Par  
PHILIPPE  
VIDELIER \*

Il était une fois un homme qui voulait que la mésange vive avec le pinson et le pinson avec la mésange. Il y a autour de nous, disait-il, par centaines de milliers, des problèmes aussi simples à résoudre que l'œuf de Christophe Colomb, mais ce sont précisément les hommes du genre de Colomb qu'on rencontre assez rarement. Aux maux qui tourmentaient son esprit, il trouvait une solution simple, qu'il puisait généralement dans sa perception très sommaire de la nature, et les gens qui, en grand nombre, l'écoutaient, trouvaient cela de bon sens. Ainsi en allait-il du problème de la race, qui l'obsédait, lui et ses compatriotes.

L'observation la plus superficielle, annonçait-il, suffit à montrer comment les formes innombrables que prend la volonté de vivre de la nature sont soumises à une loi fondamentale et quasi inviolable que leur impose le processus éternel de la reproduction et de la multiplication. Tout animal se reproduit avec un congénère de la même espèce : la mésange avec la mésange, le pinson avec le pinson, la cigogne avec la cigogne, le campagnol avec le campagnol, la souris avec la souris, le loup avec le loup, etc. (1). Et l'on s'élevait ainsi de degré en degré jusqu'aux êtres supérieurs que lui et ses semblables avaient conscience d'être.

Ces propos soulevaient l'enthousiasme des foules, et c'était une chose tout à fait étonnante pour ceux qui avaient été élevés dans la tradition de culture de ce pays. Avec sa mèche hultreuse qui, lorsqu'il faisait de tels prêches, lui tombait sur le visage, il ressemblait à un escroc au mariage qui, avant de passer à l'action, raconte comment il va s'y prendre pour gruger des cuisinières en mal d'amour, notait dans son Journal un vieil aristocrate. Au-delà des frontières, sur les écrans, une sublime parodie de Charlie Chaplin provoquait l'hilarité. Mais la réalité ne faisait plus rire personne. « Nous n'étions nullement amusés :

nous éprouvions le sentiment pénible que l'on peut avoir lorsque le seul compagnon de voyage avec qui on a partagé son compartiment s'est révélé être un déséquilibré (2). »

Il se trouvait toutefois en France, et même assez communément, des hommes pour admirer la théorie du pinson et du campagnol et souhaiter, en se revendiquant d'un prétendu « bon sens » national, l'avènement d'un « racisme français ». Untel, qui préférait les discours d'Adolf Hitler, donnait à méditer ces fortes sentences : « La liberté pour un Allemand, c'est d'être allemand. La liberté pour un Français, c'est d'être libre, c'est-à-dire français », et là résidait la « vraie » démocratie (3). Tel autre publiait chez un grand éditeur, en 1939, le programme « scientifique » du racisme à venir, considéré comme « un aspect de la défense nationale » : « Possédant des colonies, une minorité juive, recevant des étrangers, la France plus que toute autre nation doit veiller à protéger son sang (4). »

Il fallait, pour commencer, contenir l'immigration et organiser sa sélection raciale, exclure d'emblée les gens de couleur et les métis, prohiber les unions mixtes. On pourrait accueillir des Espagnols « à condition d'en limiter la dose », garder quelques Polonais, bien que ceux-ci ne soient pas « du type habituel des Sub-Nordiques français » (« mais l'on ne saurait pousser l'intransigeance jusqu'à exiger une identité parfaite des sous-races et des types locaux »). Il faudrait se méfier des Arméniens, trop profondément marqués par le milieu oriental ; il faudrait enfin élaborer un statut particulier à l'usage des juifs et leur retirer la citoyenneté : « En leur qualité de Blancs mélangés de sang nègre et jaune, le mélange des juifs avec les Français est à réprimer », sans compter cette façon « de rattacher sans fin » qui corrompt le « bon sens français ». Voilà en résumé les mesures qu'un gouvernement éclairé par ces théories était sommé de prendre pour préserver la « substance française » : « Si la France n'adopte pas un régime raciste sage, j'estime que la génie de notre peuple est gravement menacé (5). »

## Dès le début, le crime tout entier

On sait que, depuis quelque temps, des gens bien peu recommandables ont entrepris de faire accroître que dans l'Allemagne des années 30 il ne s'était rien passé de si grave, et qu'à Auschwitz « on n'avait gazé que des poux ». Assez tragiquement, leur logorrhée n'est pas sans effet. Déjà, ils sont considérés comme un « courant », ils sont discutés. Or accepter leur questionnement, c'est déjà perdre de vue l'essentiel.

Le crime tout entier, en effet, était déjà contenu dans les images qui, dès les premiers temps, parvenaient aux salles de rédaction : celle, par exemple, des autodafés de mai 1933, de ces visages illuminés et fous contemplant,

radieux, la destruction de la culture ; et ce cliché Keystone présentant des retires à croix gammée encadrant un couple avec des pancartes au cou : elle, traitée de « plus grande salope du quartier » qui couche avec un juif, et lui, accusé d'attirer dans sa chambre les femmes allemandes. Tout était dit : des fantasmes et du sadisme. Le reste n'arriva que dans un enchaînement naturel. L'heure était venue des gens qui voulaient que le pinson aille avec le pinson, la mésange avec la mésange et Christophe Colomb avec son œuf.

La question n'est pas, au fond, de répéter ce qu'il y a d'analogie entre un passé infernal et ce discours insensé qui s'affirme, s'accroche, se déploie chaque jour plus librement dans la France contemporaine, aux fins de faire la

leçon à ceux qui le portent : ils n'en seront pas émus le moins du monde. Elle est plutôt de comprendre, pour ceux qui refusent décidément la barbarie, que la diablerie a été humaine, que les bourreaux et les tortionnaires d'hier ont surgi du sein d'un peuple comme les autres, agité par des pousse-crime dans des circonstances particulières. Il importe donc avant tout de refuser aux nouveaux Barbares les brevets de respectabilité qu'ils escomptent, quel que soit le nombre de suffrages qu'ils s'attachent : que l'infamie soit plébiscitée ne change rien à sa nature. Le reflux ne peut venir que d'une opération radicale de désignation de leur discours. Car Albert Camus nous a assez rappelé que le bacille de la peste ne meurt ni ne disparaît jamais : il attend patiemment l'heure de détruire les cités heureuses, et même celles qui le sont moins (6).

Il reste une ville, Dreux, dont près de la moitié du corps électoral s'est détournée des urnes malgré l'enjeu, et dont l'autre moitié s'est finalement prononcée à 61 % pour une abomination (7). Il est possible, comme l'a dit le premier ministre, que cela ne change

pas une législature. Mais on sait, au moins depuis Freud, que rien n'est insurmontable. Les tabous ont définitivement sauté. On peut désormais en France être raciste et le manifester. Les calembours succèdent aux écarts de langage, et cela ne gêne en rien un électeur ébahi. Et l'on voit, comme cinq ans auparavant, les chefs de file de l'opposition courir derrière cet électeur, le flatter à nouveau pour les « bonnes questions » qu'il pose par son vote baptisé « protestataire » ; et l'on voit les têtes de la majorité se perdre dans un discours qui n'est ni chair ni poisson. Il faudra bien convenir que ces atermoiements sont aussi inefficaces que détestables.

En une vingtaine de pages mémorables, un très grand écrivain allemand, prix Nobel de littérature, que rien ne prédestinait à l'engagement et à l'exil, Thomas Mann, lançait en 1937 un solennel avertissement à l'Europe devant le spectacle déprimant du pouvoir de la déraison. « Le petit-bourgeois venait d'apprendre que la raison avait été abolie, que l'on était libre de l'insulter. Quand il crut en

ouïre que la raison, ce croquemitaine qui tenait du socialisme, de l'internationalisme, et même de l'esprit juif, était responsable de sa détresse, il s'attribua une faculté supérieure qui lui permit de bafouer la raison. Il apprit le mot « irrationalisme », si difficile à prononcer, mais qui correspond bien à son instinct profond. » Et Thomas Mann poursuivait : « Ces misérables primaires excités étalent leur fausse science, leurs théorèmes pervers, leur galimatias mystagogique, leur prétention insolente d'asseoir leur domination pour mille ans. La science intimidée, ou honteusement ralliée, ose à peine élever une voix tremblante (8). »

Comme d'autres cherchent aujourd'hui quelques circonstances atténuantes à l'expression électorale de bas instincts, Thomas Mann posait cette question qui effleurait l'intellect : « N'y a-t-il pas quelque chose de touchant dans cette insurrection des pauvres d'esprit ? dans ce fait que le goût et le jugement des petites gens, des publicains et des pêcheurs font échec à la science, à la culture et à l'intelligence ? » Mais sa réponse était dénuée d'ambiguïté : la transgression des valeurs de la civilisation n'a rien de particulièrement remarquable : « Il faudrait pouvoir appeler héroïque un crime crapuleux pour que ce mot puisse s'appliquer aux masses modernes. On ne peut en tout cas voir de l'héroïsme dans le style nouveau d'une politique d'assassins qui n'est que la création du fanatisme. »

Pour tenir en échec les forces des ténèbres, Thomas Mann appelait à une mobilisation déterminée de la démocratie, exempte de concessions. Il constatait que tout humanisme recèle un élément de faiblesse qui tient à son horreur du fanatisme et à ce scepticisme indulgent qui lui est consubstantiel. Mais cela, disait-il, peut lui être fatal. Il plaçait pour un humanisme militant, « qui serait convaincu que le principe de la liberté, de la tolérance et du libre examen n'a pas le droit de se laisser exploiter par le fanatisme sans vergogne de ses ennemis ». Hors de cette perspective, concluait-il, l'Europe s'effondrerait. « Et il ne nous restera plus qu'à chercher dès maintenant un refuge hors du temps et de l'espace (9). »

- (1) Adolf Hitler, *Mein Kampf*, Nouvelles Éditions latines, Paris, a.d., p. 283.
- (2) Jean-Michel Palmier, *Weimar en exil*, Fayot, Paris, 1968, vol. 1, p. 69.
- (3) Adolf Hitler, *Le Discours de l'Allemagne*, préface d'une étude de Y.-M. Sicard, Fernand Sorlot, Paris, 1936, p. 8.
- (4) René Guéhenne, *Vers un racisme français*, Denoël, Paris, p. 205.
- (5) *Ibid.*, pp. 208-209, 236, 239, 215.
- (6) Albert Camus, *La Peste*, Le livre de poche-Gallimard, Paris, 1966, p. 247.
- (7) Au second tour de l'élection législative partielle à Dreux, le 3 décembre 1989, 61 % des votants ont soutenu la candidate du Front national de M. Jean-Marie Le Pen. Cf. Paul Moreira, « Frayeurs françaises et ghettos immigrés », *Le Monde diplomatique*, décembre 1989.
- (8) Thomas Mann, *Avertissement à l'Europe*, préface d'André Gide, N.R.F.-Gallimard, Paris, 1937, pp. 39-40.
- (9) *Ibid.*, pp. 39-41, 45.

AFFICHE FRANÇAISE, CAMPAGNE ÉLECTORALE DE 1936  
Certains pensent déjà les « bonnes questions »...

## Dans la presse étrangère

## Inquiétudes polonaises

L'hebdomadaire catholique *Tygodnik Powszechny* du 26 novembre, évoque un autre aspect de la question : « Beaucoup de Polonais ont peur que ce qui se passe en Allemagne ne détourne l'attention du monde de la Pologne, que le monde de nouveau ne nous oublie. » Effet secondaire, sans doute, mais à ne pas ignorer dans l'état actuel des relations polono-allemandes.

Il n'en demeure pas moins que c'est avant tout l'avenir de la frontière Oder-Neisse qui préoccupe les Polonais, et que ce souci n'a pas été pris en considération par le chancelier Kohl dans le projet de dix points sur la réunification de l'Allemagne qu'il a présenté au Bundestag le 28 novembre dernier. Le porte-parole du gouvernement le signale dans un article publié le 4 décembre dans *Gazeta Wyborcza* intitulé « Il manque quelque chose dans le plan Kohl » : « Je ne peux que m'étonner pour le moment que le chancelier n'ait pas évoqué l'inviolabilité des frontières. Il aurait suffi à la Pologne qu'il rappelle le traité de décembre 1970. »

Ce silence est d'autant plus gênant qu'en RDA un climat d'hostilité ouverte à l'égard des Polonais s'est instauré à la suite des mesures prises par le gouvernement allemand en vue de protéger le marché intérieur. Cela s'est traduit pour eux par de très grandes difficultés à faire des emplettes en Allemagne de l'Est. Adam Michnik, rédacteur en chef de *Gazeta Wyborcza*, a réagi vigoureusement dans un article publié le 6 décembre où il s'adresse

aux forces démocratiques de RDA : « *Gazeta Wyborcza* a été le premier journal polonais à proclamer ouvertement le droit des Allemands à vivre dans leur pays, à admettre que la réunification est avant tout l'affaire des seuls Allemands. Alors pourquoi gardez-vous le silence devant l'hostilité déclarée à l'encontre des Polonais dans la presse, à la télévision, dans la vie quotidienne, au lieu de prendre publiquement vos distances ? Chaque Polonais attend de vous que vous affirmiez ouvertement la pérennité et l'inviolabilité de la frontière polono-allemande sur la ligne Oder-Neisse. Vous avez droit à un Etat démocratique, nous, à des frontières sûres. Il n'est pas trop tard : l'hostilité engendra l'hostilité. Le nationalisme allemand en Pologne des réactions et des émotions qui ne présagent rien de bon. Notre avenir dépend de nous seuls, sous le signe de l'hostilité ou de la réconciliation. » La ton se fait ici presque menaçant, voire pessimiste.

*Gazeta Wyborcza* a publié le 11 décembre la réponse de Nouveau Forum, qui regroupe l'essentiel des forces démocratiques de RDA : « Nous avons critiqué la campagne de haine orchestrée contre les Polonais et nous condamnons les mesures prises par le gouvernement allemand, qui ne servent qu'à masquer les vraies causes des déficiences de l'approvisionnement du marché, qui ne sont pas le fait des achats des Polonais mais celui de la politique désastreuse du gouvernement. » Réponse encourageante, mais la question de la réunification allemande est délicate. Il semblerait que, depuis l'écroulement du mur, elle soit devenue grave. D'une part, parce que la RFA fait la sourde oreille sur la frontière Oder-Neisse ; d'autre part, parce que l'état des relations polono-allemandes est de plus en plus marqué par la montée du nationalisme, aujourd'hui en RDA, et demain, inévitablement, en Pologne.

ANNE DURUFLÉ.

TYCIE WARSZAWY

Tygodnik  
Solidarnośćgazeta  
WYBORCZA

TYGODNIK POWSZECHNY



# L'EUROPE AU RISQUE DES PASSIONS ET D'ALERTES : nationalis

(Suite de la première page.)

Le débat sur ce point se poursuit en RFA comme en RDA, suscitant de part et d'autre des réactions diverses, mais aussi dans les pays voisins, ce qui irrite nombre d'Allemands. Pourquoi cette susceptibilité à vif ? En quoi la même confrontation d'idées serait-elle légitime ou frappée d'interdit selon qu'elle se déroule au-delà ou en deçà du Rhin ? Des Allemands de l'Ouest pensent et écrivent que « toutes les discussions sur l'unité allemande sont prématurées. Pis : elles sont nocives (7) ». Formulées hors d'Allemagne, la même opinion est reçue outre-Rhin comme une offense à la dignité nationale, comme le signe d'un ne sait quel antigermanisme.

Serait-ce manquer à l'amitié franco-allemande que de s'interroger sur la « réunification » ? Ce terme est « mal choisi », estime pourtant le grand romancier Günter Grass (8), qui marque une nette préférence pour « une confédération des deux États allemands ». Une telle appréciation n'a évidemment rien de sacrilège — à moins d'admettre, avec M. Günter Grass (9), qui fut représentant de la RFA en RDA entre 1974 et 1981, que « les nationalistes sont devenus plus nombreux au sein de la maison européenne ».

Divers commentateurs ouest-allemands invitent au contraire leurs compatriotes de l'Est à se prononcer « en faveur de l'unité d'État », car, ajoutent-ils, seul « un État commun [est] capable de défendre leurs intérêts » et d'assurer leur prospérité (10). Comme bien d'autres, ce point de vue se prête à un débat raisonnable, en RFA mais aussi dans les pays voisins.

Parce que la RFA s'en offusque, le climat des relations franco-allemandes s'est détérioré, et parfois envenimé. Comme par crainte de créer l'irréparable, la tentation est forte, en France, notamment dans la presse, de se voiler la face. L'amitié, s'il s'agit bien de cela, a d'autres exigences. Seule la plus grande franchise peut fonder la confiance sur des bases durables. Ce principe vaut d'abord pour le caractère intangible des frontières actuelles.

solennellement affirmé dans plusieurs traités (11) et dans l'acte final d'Helsinki (1975). Le point crucial concerne bien entendu la frontière germano-polonaise. Le communiqué final du récent sommet européen de Strasbourg ne la mentionne pas explicitement et croit bon de tourner la difficulté en se référant à l'accord d'Helsinki. Artifice de style qui dévoile des arrière-pensées.

Après l'insaisissable de la « réconciliation » franco-allemande, Alfred Grosser exprimait son inquiétude en écrivant, voilà plus de deux mois : « L'attitude allemande est stupéfiante : on reproche aux Français de dire ce que l'on dit soi-même (12) ». Il évoquait le discours particulièrement « nuisible » prononcé le 1<sup>er</sup> septembre 1989 devant le Bundestag par M. Alfred Dregger, président du groupe parlementaire CDU-CSU, le parti du chancelier, M. Richard von Weizsäcker, président de la République fédérale, venait d'adresser au général Jaruzelski une lettre dans laquelle il réaffirmait que la frontière germano-polonaise est définitive. Or M. Dregger proclamait que la « politique de réconciliation » avec la Pologne et avec l'URSS supposait que fut « mis en ordre (...) tout ce qui concerne le présent et l'avenir ». Il ajoutait : « Cela vaut pour les frontières ». D'où la vive réaction d'Alfred Grosser. Chaque fois que l'on a jeté un doute sur leur tracé, ajoutait-il, « on a donné un coup de poignard dans le dos de la Communauté européenne ».

Le respect des frontières de 1945 et la poursuite de la construction européenne constituent les deux tests de l'ancrage de la RFA dans la Communauté. Les mots ne suffisent pas, surtout lorsqu'ils sont obscurcis et parfois démentis par d'autres propos officiels nettement marqués de nationalisme.

Au printemps dernier, M. Theodor Waigel, président du parti conservateur bavarois CSU, ministre des finances dans le gouvernement de M. Kohl, avait déjà provoqué un certain émoi en déclarant, comme on le rappelle ici même le mois dernier, que l'Allemagne devait être considérée dans ses frontières de 1937. Or voici

qu'il récidive. Dans un entretien accordé à l'hebdomadaire *Bunte* (13), M. Theodor Waigel prétend trouver des bases juridiques aux frontières de 1937, et il affirme que les frontières de l'Allemagne « ne pourront être définitivement fixées » que par le traité de paix qui, un jour, sera signé entre l'Allemagne réunifiée et les puissances victorieuses de la seconde guerre mondiale.

Espère-t-il que les vainqueurs de 1945 pourraient enlever à la Pologne et à l'URSS des territoires qui étaient allemands en 1937 ? Evidemment non. Mais il joue de la surenchère nationaliste en cultivant le rêve d'un Grand Reich. M. Kohl fait preuve à son égard d'une coupable indulgence. Et cela pour une seule raison : il savait qu'il affronterait les élections législatives de décembre 1990 dans des conditions très difficiles ; l'effondrement du mur de Berlin et les perspectives de réunification lui donnaient une nouvelle chance. Mais à la condition de « ratisser large », de ne pas se couper de sa droite. A cette fin, il caresse, lui aussi, la fibre nationaliste, moins grossièrement que ne le fait M. Waigel, mais enfin il le garde dans son équipe. Les débats pré-électoraux ne peuvent que faire monter la fièvre nationaliste et, à supposer qu'ils se calment au cours des prochains mois, ils prendront inéluctablement une nouvelle vigueur à l'approche de l'échéance. Les sociaux-démocrates l'ont bien compris, qui reprochent à la droite ses « dérives nationalistes » et à M. Kohl son « attitude irresponsable » (14). Les traités par lesquels la RFA reconnaît la frontière germano-polonaise ne peuvent en aucun cas devenir, pour le gouvernement d'une Allemagne réunifiée, de simples « chiffons de papier ». Quel incendie voudrait-on ainsi allumer ?

UNE éventuelle déstabilisation de l'Europe de l'Est déclencherait des ondes de choc qui ne manqueraient pas d'ébranler tout le continent. Pour l'éviter, il ne suffit pas d'assurer la permanence des frontières actuelles. Une seconde condition est requise.



ERNEST PIGNON-ERNEST. — PEINTURE MURALE A BELFORT, 1988. De gauche à droite : Victor Hugo, Stefan Zweig, Dante, Jean-Paul Sartre, René Char, Erich von Stroheim dans la Grande Illusion, Rosa Luxemburg, Picasso, Arthur Rimbaud (assis), Albert Einstein, Mozart, Käthe Kollwitz, Bertolt Brecht, Molière, Schiller, Thomas Mann, M<sup>me</sup> de Staël, Rainer Maria Rilke.

MM. Kohl et Genscher insistent bien souvent sur le lien qu'ils établissent entre l'unification allemande et l'unification européenne ; la première ne pouvant se réaliser que dans le cadre de la seconde. De fait, l'une et l'autre doivent cheminer à la même cadence. Or, constate-t-on à Bonn, « nous pressions que le train allemand se mette en route à rouler plus vite que le train européen (15) ». Parmi les pays de l'Est, la RDA se trouve dans une situation bien particulière. En raison de ses accords commerciaux avec la République fédérale, « elle a déjà des rapports privilégiés avec la Communauté européenne, et elle doit les conserver », dit M. Genscher (16).

Dans son discours du 28 novembre devant le Bundestag, le chancelier Kohl a présenté un ensemble de mesures qui, intensifiant et élargissant les liens déjà noués par les deux Allemagnes, sont en mesure de renforcer ces « rapports privilégiés » entre la RDA et la Communauté européenne. Les propositions du chancelier concernent les échanges économiques, les liaisons téléphoniques et ferroviaires, la création de multiples organes communs tendant à instaurer des « structures confédératives », etc. Si, comme le dit M. Kohl, « l'architecture future de l'Allemagne doit intégrer dans l'architecture future de toute l'Europe », il convient de faire avancer à peu près à la même allure le « train »

allemand et les « trains » des autres pays de l'Est. Faute de quoi, une « architecture européenne » déséquilibrée serait à brève échéance ébranlée par cette déstabilisation que chacun dit vouloir éviter.

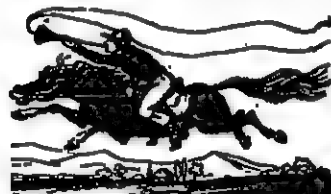
Pour limiter les risques de chaos, la Communauté européenne peut — ou plutôt doit — prendre une série d'initiatives nouvelles traduisant dans les faits sa solidarité avec les démocraties qui émergent à l'Est. Ruinées par des décennies d'inefficacité et de gâchis, les économies de l'Est ne vont pas, comme par miracle, se redresser à court terme. Il faut au contraire prévoir que leur situation « sera encore plus critique au cours des prochains

- (7) *Westdeutsche Allgemeine Zeitung*, 16 novembre 1989.
- (8) Cité par *Kölnischer Stadt-Anzeiger*, 10 novembre 1989.
- (9) *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 9 novembre 1989.
- (10) *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15 novembre 1989.
- (11) Traités conclus par Bonn avec l'URSS, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la RDA.
- (12) Alfred Grosser, *Die Zeit*, 20 octobre 1989.
- (13) *Bunte*, 20 décembre 1989.
- (14) *Le Monde*, 20 décembre 1989, et *International Herald Tribune*, 19 décembre 1989.
- (15) *Rheinischer Merkur*, 10 novembre 1989.
- (16) Ambassade de RFA à Paris, *Bulletin* n° 74, 29 novembre 1989.

années (17) ». L'aggravation des conditions de vie quotidiennes ne peut que conduire à des déceptions, faire naître une exaspération désormais libre de s'exprimer au grand jour. Verra-t-on les ouvriers polonais se mettre en grève contre le gouvernement de Solidarnosc ?

« Les privations économiques constituent un danger pour toute grande expérience démocratique », déclarait le président Bush lors de sa visite à Budapest en juillet dernier (18). C'est bien cette démocratie naissante qu'il faut pourtant préserver. Vaccinés par quarante ans d'un dirigisme étouffant, des Européens de l'Est sont naturellement tentés d'attendre d'un libéralisme échoué des miracles que celui-ci ne peut accomplir. A l'occasion du même voyage, M. Bush les mettait en garde devant le Parlement polonais, il rappelait avec raison que « même dans une économie aussi productive que la nôtre », le gouvernement intervient dans la marche des affaires pour « réglementer le secteur privé » et « s'assurer que les « besoins des ouvriers » sont convenablement satisfaits (19). Car les thèses néolibérales n'ont rien d'une panacée.

Elles sont pourtant prônées par M. Michel Camdessus, directeur général du Fonds monétaire international. Se rendant à Varsovie, il affirmait à la mi-décembre que, pour les pays de



## La transparence et le brouillard

Le révérend Sun Myung Moon, fondateur de l'Eglise de l'unification, a de bonnes raisons d'être heureux. De Séoul, où il réside à nouveau après un séjour — pour fraude fiscale — dans une prison américaine, il proclame sa divine surprise : le communisme est enfin terrassé, la libre entreprise (la sienne en particulier, qui s'intéresse notamment à la fabrication des armes) va pouvoir s'épanouir, et sa belle-fille Julie — elle danse — se produira sur la scène du Kirov de Leningrad. Le révérend jubile, non plus dans les feuilles d'extrême droite, mais dans les colonnes de l'hebdomadaire moscovite *Za Rubezhom* (numéro du 17-23 novembre), à qui il a accordé son premier entretien à un journal depuis treize ans. Et, comme il en a les moyens, il le fait savoir en diffusant, sous forme publicitaire, son texte inspiré — à preuve cette page achetée, le 14 décembre 1989, à l'*International Herald Tribune* (1).

Admirateur inconditionnel de M. Gorbatchev, le révérend Moon, aimable mecène qui a créé la troupe de danse les Petits Anges (« plus de trois cents passages à la télévision »), affirme que l'URSS est sur le bon chemin. Elle doit seulement faire encore quelques efforts sur les plans religieux et économique en découvrant « le secret du succès du système de la libre entreprise ». Elle a eu tort, autrefois, de s'enticher du marxisme, encore que Marx, après tout... « Il avait raison de déplorer la souffrance de l'homme et son exploitation ».

L'Amérique ? Le révérend pourrait « la haïr » (elle l'empoisonne après tout, tant contribué au succès de M. Reagan), mais comment un homme de Dieu se laisserait-il envahir par de tels sentiments ? Le révérend n'a qu'un but : promouvoir l'amour planétaire. Et de relancer cette idée,

qu'il eut dès 1981, de construire une « autoroute internationale de la paix ». « Quand ce projet sera réalisé, il sera possible de conduire sa famille en automobile de Tokyo à Londres. » Pour ce faire, il propose que soit creusé un tunnel reliant le Japon et la Corée. Autre plan, « crucial pour la future paix mondiale » : la création dans le sud de la Chine d'une ville consacrée à la production de voitures. Ainsi se moderniser la Chine, elle exportera et, de la sorte, « sera assurée le bien-être de plus d'un milliard d'êtres humains ».

Le journaliste soviétique qui a rencontré le chef de secte-homme d'affaires écrit que les paroles du révérend témoignent, en un sens, de la portée de la pensée régnant à Moscou, qui ouvre « de nouveaux horizons à la coopération au sein de l'humanité ». Il estime que « la quête religieuse a aidé ceux qui cherchent un sens à la vie dans un monde en proie aux plus vives contradictions morales ».

Au moment où, à plus d'un million d'exemplaires, l'hebdomadaire de Moscou répandait ces écrits de haute tenue, le Vatican mettait en garde les chrétiens contre certains modes de pensée ou de recherche spirituelle venus de l'Orient. Non le moonisme, mais des méthodes d'inspiration ou de méditation qui ont pourtant pu être assimilées à une quête de la sagesse. Après le communisme, le zen et le yoga seraient-ils intrinsèquement pervers ?

JACQUES DECORNOY.

- (1) Sur l'idéologie et l'empire financier de Moon, lire « Une puissance au service de l'anticommunisme : l'Internationale Moon », par Jean-François Boyer et Alexandre Alem, *Le Monde diplomatique*, février 1985.

Par  
BERNARD  
CASSEN

LA présidence française de la Communauté européenne aura été richement servie par l'Histoire : sommet de l'Allemagne doit d'intégrer dans l'architecture future de toute l'Europe, il convient de faire avancer à peu près à la même allure le « train »

économique et monétaire (UEM). Celle-ci entraînera nécessairement la rédaction d'un nouveau traité, le troisième après celui de Rome de 1957 et l'Acte unique, entré en vigueur en juillet 1987.

Une course de vitesse est ainsi engagée entre les forces centrifuges, contribuant à la cohésion de l'ensemble communautaire par des politiques communes, et les forces centrifuges menant à une dilution de la CEE dans une zone qui ne serait pratiquement que de libre-échange : rapprochement en cours avec les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELÉ) ; demandes officielles d'adhésion de l'Autriche et de la Turquie (la requête turque a été renvoyée au-delà de 1993 par la Commission, dans son avis du 17 décembre dernier), qui en annoncent d'autres ; statut privilégié de la RDA dans la CEE, qui ne pourra que prendre de l'importance (2) ; appels pressants de certaines des anciennes « démocraties populaires », qui souhaitent se voir réserver une place particulière par la Communauté, éventuellement dans son sein, afin d'améliorer le niveau de vie de leurs populations et de consolider, ce faisant, leurs nouveaux régimes politiques.

Dans cette course de vitesse, l'attitude de la RFA est un élément décisif : à Strasbourg, le ralliement de dernière minute du chancelier Kohl à l'UEM a pu apparaître comme une victoire de la cohésion des Douze (ou plus exactement des Onze, puisque le gouvernement de Mme Thatcher est resté à l'écart), mais beaucoup trop d'ambiguïtés subsistent quant aux intentions réelles du gouverne-

ment de Bonn — par exemple à propos du statut de la future banque centrale européenne — pour que l'on puisse considérer la cause comme entendue.

Mais, au-delà des congratulations d'usage sur la « succès » de la présidence française, qui ressemblent plutôt à des soubres de soulagement, il ne reste plus grand-chose des espoirs du début de l'année 1989. « L'Europe sera sociale ou ne sera pas », avait affirmé M. François Mitterrand. Avec l'adoption à Strasbourg de la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs, on est très loin du compte. Déclaration solennelle, sans aucune valeur contraignante même si elle demande à la Commission de proposer des mesures concrètes en 1990, cette charte relève davantage du verbe que de l'action, et tant on comprend que les organisations syndicales et le Parlement européen manifestent leur déception, tant l'on ne comprend pas pourquoi Mme Thatcher a refusé de signer un texte aussi inoffensif.

Si le volet social reste le parent pauvre de la construction européenne, il n'en va pas de même pour le volet financier. Après avoir signé en juillet 1988, sans aucune contrepartie, la directive sur la libération des mouvements de capitaux, Bérézgovoy, sur instructions du président de la République, vient même d'en avancer la mise en vigueur : les détenteurs de titres de 1<sup>er</sup> juillet 1990, date initialement prévue, pour rechercher les places plan de la fiscalité. Cette latitude leur est offerte depuis le 1<sup>er</sup> janvier (3). Et cela sans que le gouvernement de M. Michel Rocard ait obtenu la moindre garantie sur l'harmonisation de la fiscalité des revenus levée du secret bancaire pour lutter contre la fraude. Cette véritable capitula-

## inter-livres

LA CULTURE FRANÇAISE... PARTOUT DANS LE MONDE

Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les éditeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles.

● DÉTAIX DE 5,50 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les livres (DOM : 2,10 %)  
● REMISE DE 10 % sur les disques et cassettes  
● Frais de port en recommandé (livres) AVION ou SURFACE.

**VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE**

14, Place de Rungis - 75013 PARIS      Téléphone : 45-88-44-45

مكتبة الأصل



## ES PASSIONS ET DES AMBITIONS

## nationalismes



ERNEST-LUDWIG, DUC DE SAXE-COBURG ET GOTHES (1988)

Char. Erich-Schroeder dans la Grande Illusion, Rose Luxembourg, citation d'une peinture de Caspar David Friedrich, Erich-Schroeder, Schiller, Thomas Mann, M. de Stael, Kaiser Maria Thérèse, Heinrich Heine, Romuald Rolland.

des uns  
qui en  
débatt  
le thème  
chacun

de chose  
deuil  
d'une  
l'union  
par la  
de plus  
redresse  
l'union  
l'union

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

de chose

et principal) de la Pologne et de la Hongrie. « La transition politique, écrit-il, ne requiert pas l'adoption immédiate d'une économie de marché comme nous l'entendons à l'Ouest. » Il préconise un système d'économie mixte qui tendrait, à échéance de dix ans, vers un « marché commun de l'Europe de l'Est » ; plus tard, celui-ci serait en mesure de négocier avec la Communauté européenne.

**C**HARGÉE de coordonner l'aide aux pays de l'Est, la Communauté a déjà pris une série de mesures impressionnantes. L'octroi d'une bonne partie des crédits ainsi prévus est cependant suspendu à la conclusion d'un accord entre chaque pays bénéficiaire et le FMI (22). Rien ne permet de penser qu'un tel accord serait plus satisfaisant que les divers « plans d'ajustement structurel » imposés aux pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine. Si, quel que soit leur retard économique, les pays de l'Est ont leur pleine place dans l'Europe libre, et si l'objectif prioritaire des Douze est non pas la conquête de marchés mais l'élargissement de l'aire de la démocratie à tout le continent, alors il appartient à la Communauté de prendre des initiatives d'un caractère exceptionnel. Dans quel sens ?

Aucun gouvernement occidental ne peut accepter que les libertés fraîchement conquises soient compromises par le lourd fardeau de la dette. En 1989, la Hongrie, par exemple, a déboursé à ce titre 1 300 millions de dollars. Dans la situation présente, si l'on voulait respecter les règles en vigueur, une trop grosse part de l'aide occidentale se contenterait de transiter par Budapest pour aboutir dans les coffres des banques créditrices, interdisant ainsi tout progrès social tangible. Une inévitable agitation populaire, éventuellement exploitée par des forces d'extrême droite, affaiblirait alors un gouvernement qui cherche encore sa voie ; une coalition de tous les mécontents mettrait la démocratie en péril.

Soudaine d'atténuer ce risque, la Commission de Bruxelles a saisi le Parlement européen d'une proposition : la Banque européenne d'investissement (BEI) ouvrirait à la Pologne et à la Hongrie des crédits de 600 à 1 000 millions d'écus, qui seraient garantis par la Communauté elle-même. A l'unanimité, la commission compétente du Parlement européen a approuvé et précisé cette démarche (23).

Dans le même esprit, trois autres types d'action peuvent consolider la démocratie :

• Au stade actuel, l'admission de la Pologne et de la Hongrie au sein du marché unique européen est évidemment impensable, car leurs économies

ne résisteraient pas à ce choc brutal. Mais les Douze peuvent manifester la solidarité de tous les Européens en envoyant des représentants de la Communauté aux côtés des délégations de Varsovie et de Budapest pour les appuyer dans leurs négociations avec le FMI. Les membres de la Communauté disposent dans cette institution d'un poids de vote déterminant. Ils feraient entendre que, d'une manière ou d'une autre, ils cautionnent les dettes polonaises et hongroises ; ils demanderaient leur gel non seulement pour trois ans, comme le suggère M. Felix Rohatyn, mais pour une période — dix ans ? — adaptée aux besoins du redressement économique.

• Avec la participation d'autres pays (membres de l'OCDE, URSS, ex-démocraties populaires), la Communauté prépare la création d'une Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), au capital de 15 milliards d'écus (105 milliards de francs), qui peut devenir opérationnelle au cours de l'année 1990. La BERD sera ainsi en mesure d'épargner aux pays de l'Est les inutiles et souvent désastreuses rigueurs qu'impose habituellement le FMI. Elle moderniserait ou créerait les infrastructures (ferroviaires, routières, téléphoniques) indispensables au décollage économique, et soutiendrait les investissements lourds. Gérée par tous les participants, de l'Est comme de l'Ouest, elle développerait les liens nécessaires entre les deux moitiés d'une Europe qui n'accepte plus d'être divisée.

• De même que le plan Marshall donna naissance à l'Organisation européenne de coopération économique (OECE, l'ancêtre de l'actuelle OCDE), l'action communautaire tissait d'étroites relations entre pays de l'Est eux-mêmes, en prévision de leur adhésion à la Communauté. Ce type de coopération atténuerait les rivalités nationales qui, occultées par quatre décennies de stalinisme, n'en sont pas moins vivaces.

**D**ES projets en ce sens, encore entourés d'une certaine discrétion, sont à l'étude entre les gouvernements concernés. Bien plus que les querelles médiocres qui occupent l'opinion et les partis, ces projets méritent de retenir l'attention du public, des formations politiques, des syndicats, des associations. Car de leur réussite dépendent la stabilité et le rayonnement de l'Europe tout entière.

Un certain nombre de difficultés sautent pourtant aux yeux. Il est parfaitement naturel, souhaitable, que le gouvernement et les entreprises de la RFA accomplissent un effort particulier en direction de la RDA. Mais la Communauté, en tant que telle, doit

maintenir un équilibre approximatif entre la RDA, relativement plus industrialisée, et les autres pays de l'Est. En outre, ceux-ci doivent recevoir un soutien collectif et non pas devenir le terrain d'une compétition nationaliste entre les Douze, chacun d'eux s'efforçant de conquérir des positions sur ces marchés, de placer ses propres pions. L'ambition démocratique a-t-elle une chance de l'emporter, pendant un temps, sur l'avidité marchande ?

Il faut reconnaître à certains Allemands, même s'ils ne sont guère écoutés, le mérite de poser clairement un problème particulièrement délicat. Ainsi Peter Bender, qui écrit (24) : « Lorsqu'ils ressentent l'arrogance allemande, les jeunes Polonais se souviennent de ce qu'on leur a raconté sur l'occupation allemande. » Jamais Hitler n'aurait pu accomplir ses crimes s'il avait disposé uniquement du concours des nazis convaincus ; il bénéficia aussi, hélas ! du soutien actif d'Allemands souvent méprisants à l'égard des nazis, mais aveuglés par leur nationalisme. En quelque pays que ce soit, les formes modernes du nationalisme portent en germe les conflits de demain, les épreuves de force — militaires ou économiques — et les désastres.

Le chemin vers l'union économique et monétaire, vers une Europe politique soumise à un vigoureux contrôle parlementaire, est souvent considéré comme jalonné d'abdications de souveraineté nationale. Que chacun des partenaires joue loyalement le jeu, et cette route conduira au contraire à un surcroît de souveraineté pour une Europe unie, pour les membres actuels de la Communauté comme pour ceux qui ne peuvent trop tarder à la rejoindre.

CLAUDE JULIEN.

(17) Heinrich Vogel, dans *The World Today*, publié par le Royal Institute of International Affairs, août-septembre 1989.

(18) Cité par *International Herald Tribune*, 26 juillet 1989.

(19) *Ibid.*

(20) *Le Monde*, 15 décembre 1989.

(21) De la Banque Lazard Frères à New York. Voir son article dans *International Herald Tribune*, 21 novembre 1989.

(22) Pour le détail de ces aides, voir *Le Monde*, 28 novembre 1989.

(23) Parlement européen, documents de séance, série A, n° A3-93/89, 6 décembre 1989.

(24) Dans la *Süddeutsche Zeitung*, 8 novembre 1989.

• « LA NOUVELLE PLANÈTE ». — Le tableau de Constantin Youon, *la Nouvelle Planète*, reproduit dans l'article de Claude Julien « Le sphinx allemand » paru le mois dernier (pages 16 et 17), date de 1921, non de 1821.

## Communauté dans la spirale néolibérale

ment de Bonn — par exemple à propos du statut de la future banque centrale européenne — pour que l'on puisse considérer la cause comme entendue.

Mais, au-delà des congratulations d'usage sur le « succès » de la présidence française, qui ressemblent plutôt à des soubres de soulagement, il ne reste plus grand-chose des espoirs du début de l'année 1989. « L'Europe sera sociale ou ne sera pas », avait affirmé M. François Mitterrand. Avec l'adoption à Strasbourg de la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs, on est très loin du compte. Déclaration solennelle, sans aucune valeur contraignante même si elle demande à la Commission de proposer des mesures concrètes en 1990, cette charte relève davantage du verbe que de l'action, et autant l'on comprend que les organisations syndicales et le Parlement européen aient manifesté leur déception, autant l'on ne comprend pas pourquoi Mme Thatcher a refusé de signer un texte aussi inoffensif.

Si le volet social reste le parent pauvre de la construction européenne, il n'en va pas de même pour le volet financier. Après avoir signé en juin 1988, sans aucune contrepartie, la directive sur la libération des mouvements de capitaux, le grand argentier français, M. Pierre Bérégovoy, sur instructions du président de la République, vient même d'en avancer la mise en vigueur : les détenteurs de capitaux de l'Hexagone n'auront pas à attendre le 1<sup>er</sup> juillet 1990, date initialement prévue, pour rechercher les places européennes les plus avantageuses sur le plan de la fiscalité. Cette latitude leur est offerte depuis le 1<sup>er</sup> janvier (3). Et cela sans que le gouvernement de M. Michel Rocard ait obtenu la moindre garantie sur l'harmonisation de la fiscalité des revenus du capital en Europe, ni même sur la levée du secret bancaire pour lutter contre la fraude. Cette véritable capitula-

tion en rase campagne est l'un des tributs acquittés par Paris pour faire figure de meilleur élève de la classe de l'Europe. Mais de quelle Europe ? Celle, franchise néolibérale, de Mme Thatcher, qui gagne toutes les vraies batailles en fait semblant de perdre celles qui n'ont d'autre dimension que symbolique.

Même spirale néolibérale dans le domaine audiovisuel, où la directive « Télévision sans frontières », adoptée en octobre dernier (4), n'est guère plus contraignante que la charte sociale puisqu'elle n'est que « chaque fois que cela est possible » que les télévisions devront programmer une proportion majoritaire d'œuvres européennes.

Les reculs sont encore plus marqués dans trois domaines-clés de l'industrie et des services : les télécommunications, les transports aériens et l'automobile, où l'ouverture des frontières, avec pour seule politique celle de la concurrence en outre, va permettre sans aucune compensation aux entreprises américaines et japonaises de pénétrer dans le marché français dans des secteurs considérés comme stratégiques du temps où Paris avait une stratégie. On connaît les effets de la déréglementation des transports aériens aux États-Unis : surcoûts pour les dessertes non rentables, retards, manquement aux règles de sécurité et, finalement, reconstitution de monopoles. Cette voie, déjà remise en question à Washington, devient le modèle que Bruxelles impose à Paris et aux autres capitales. Il en va de même pour les télécommunications où la loi de la jungle, fatale aux nécessités d'un service public, va devenir la règle faite d'un organisme européen de contrôle.

La quasi-liberté d'accès promise aux constructeurs automobiles japonais, là aussi sans réciprocité, va de pair avec l'exigence faite à Renault de diminuer ses capacités de production. Cet ensemble

de mesures comporte des risques industriels majeurs : « La libéralisation profite plus aux firmes étrangères qu'européennes, plus à IBM qu'à France Télécom », à Toyota qu'à Renault. Sous la pression des plus libéraux, Bruxelles a exclu la définition d'une politique industrielle par secteur. Même les programmes comme ESPRIT ou BRUTE ne doivent concerner exclusivement que la recherche en amont des produits. De sorte qu'on lève les barrières dans l'incohérence (5).

De reculade en reculade, se met ainsi en place une Europe dont la seule politique consiste à ne pas en avoir, même si des progrès ont été accomplis dans des domaines, certes très importants en eux-mêmes, mais marginaux en termes financiers : augmentation du budget du prochain programme-cadre de recherche ; développement des échanges d'étudiants et de chercheurs, etc. On aura reconnu dans ce tableau d'ensemble, non pas ce que l'on appelle une « communauté », mais bien la préfiguration d'une zone de libre-échange, dans la perspective d'un élargissement qui ne dira pas son nom, et qui prendra d'abord la forme de l'« Espace économique européen » (EEE) né d'un rapprochement avec l'AELE et, ultérieurement, avec les pays de l'Est.

Le déficit des politiques communes, conséquence du déficit démocratique qui caractérise le fonctionnement actuel de la CEE — pratiquement aucune de ces mesures n'a fait l'objet du moindre débat préalable dans les parlements nationaux — se traduit par un déficit politique.

(3) Voir « L'enseignement de la libéralisation », *Le Monde*, 16 décembre 1989.

(4) Serge Regourd, « Télévision sans frontières : une grande bataille pour l'Europe de l'audiovisuel », *Le Monde diplomatique*, août 1989.

(5) Eric Le Boucher, « Trois concessions à l'Europe », *Le Monde*, 15 décembre 1989.

encore plus sensible. Si une volonté politique, un réel projet politique, ne trouvent pas à se concrétiser à douze, qu'en sera-t-il à dix-huit ou à vingt-cinq ? La question doit être posée, au moment où une Allemagne sûre d'elle-même affirme ses ambitions, où le Japon se transforme en principal financier de la planète, où

M. George Bush souhaite ouvertement disposer d'un droit de regard, voire de veto, sur les affaires de l'Europe. Tandis que les pays du Sud, continuant de croire en une certaine Europe, attendent d'elle sinon un modèle du moins une référence et un pôle de coopération plus équitable.

BERNARD CASSEN.





## UNE RELIGION TOTALE

## L'Europe sous la

**P**RÉSENTES partout dans le monde, les puissantes agences internationales de publicité (Saatchi et Saatchi, Dentsu, Young and Rubicam, McCann-Erickson, Walter Thompson, HDM, Publicis...) constituent de formidables réseaux qui bouleversent les circuits politiques, économiques et culturels. Leur logique envahit à présent le Vieux Continent. La privatisation et la dérégulation de l'audiovisuel européen ont permis à la publicité de s'installer au cœur des nouveaux systèmes de communication. En peu de temps, elle est ainsi devenue un partenaire essentiel de la télévision et un interlocuteur de poids dans les instances communautaires où se définissent les formes de l'audiovisuel de demain. La publicité aspire, de surcroît, à devenir le creuset culturel du futur eurocitoyen...

Par ARMAND MATTELART et MICHAËL PALMER \*

Slogan-chose des années 80, un concept fascine les publicitaires : celui de globalisation. Il a été forgé aux États-Unis, « inventé par les multinationales américaines pour essayer de justifier » posteriori des pratiques de marketing banalisées et appauvries, les grandes agences étant incapables de comprendre la culture des différents pays européens (1). « Quo signifie-t-il ? A peu près ceci : la clé du succès pour l'exploitation de marchés mondiaux réside dans le lancement de produits globaux : produits identiques, diffusés à l'aide de moyens publicitaires et de mercatique standardisés. Bref, vendre, avec un même slogan et une même image, un même produit dans un même emballage à travers le monde entier. Ce qui revient à appliquer à l'ensemble des produits et des marchés l'expérience, souvent très ancienne, d'entreprises transnationales comme Coca-Cola, Marlboro, Kodak, Esso, McDonald's... Le concept s'est affirmé à mesure que se développaient les mégagroupes publicitaires. Sa paternité revient à un professeur de l'université Harvard, M. Theodor Levitt, mais son succès dans les milieux publicitaires est dû à l'agence britannique des deux frères Saatchi qui en ont fait le pilier de leur stratégie planétaire, ce qui leur a permis de racheter en cascade leurs principaux concurrents jusqu'à devenir le premier groupe mondial.

La stratégie globale permet de franchir les obstacles de tous ordres qui empêchent la circulation transfrontière des produits et des services. Ces obstacles sont essentiellement d'ordre politique, comme le constate M. Eger, ancien conseiller du président Richard Nixon et ancien vice-président de la chaîne CBS : « La grande barrière, aujourd'hui, ce n'est pas l'argent ni les programmes, encore moins la technolo-

gie. La grande barrière est réellement celle de la loi et de la politique. Ces lois qui sont comme des piquets de clôture tendus entre les nations, empêchant le libre flux de l'information. Il faut que les publicitaires du monde entier et les entreprises désireuses de développer les médias fassent alliance pour les communications mondiales. Les partisans du mégamarché mondial doivent faire usage des instruments de pouvoir, des relations publiques et de la politique pour renverser ces barrières (2). » Nouvelle croisade, donc, la publicité libère le monde.

Les adversaires de la globalisation insistent sur l'existence d'autres logiques qui produisent un éclatement des marchés mondiaux ; la démassification généralisée de la consommation exige une approche différenciée parce que les goûts des consommateurs se diversifient. Tout au moins dans le cadre des pays développés. Pour ces pays, un employé japonais de la firme américaine McKinsey a élaboré, en 1984, le concept de « pouvoir triadique » (3). Il s'agit, tout simplement, d'imaginer des stratégies publicitaires pour cette entité à trois têtes : Europe, Amérique du Nord et Japon. Une zone où se concentrent 80 % des dépenses mondiales des particuliers. Selon l'auteur de *Triad Power*, une entreprise n'est « mondiale » que si elle est présente sur ces trois marchés. Ce qui est d'ailleurs une condition indispensable à sa survie. Pour favoriser la pénétration des entreprises dans ces trois zones, les publicitaires leur fournissent une arme stratégique capitale. Ils doivent définir les ressemblances et les différences parmi les consommateurs de la « triade » ; ils doivent mettre au point des messages qui, bien que dissemblables, unissent tous les citoyens dans la consommation d'un même produit.

## A la recherche de l'euroconsommateur

**D**EUX stratégies publicitaires coexistent donc actuellement : celle, « globale », qui vise à l'internationalisation simultanée des marchés de produits de grande consommation ; et celle, « triade », qui favorise l'éclatement de micro-marchés demandant des produits différenciés, personnalisés. Les deux doivent tenir compte des styles de vie différents des multitudes de groupes humains qui habitent le monde dit développé. Les publicitaires s'intéressent donc plus particulièrement à l'« homme triadique », dont ils tentent de dessiner le profil.

En Europe, par exemple, les spécialistes des études de marché annoncent

qu'ils sont en passe de trouver les dénominateurs communs unissant les diverses réalités et modes de vie nationaux et régionaux ; ils se proposent de définir le nouveau type ethnique du grand marché unique : l'euroconsommateur.

Les spécialistes du Centre de communication avancée (CCA) du groupe Eurocom-Havas, à Paris, ont fait connaître en mars 1989 les premiers résultats d'une étude monumentale qui, pendant deux ans, leur a permis de rassembler une énorme documentation sur les modes de vie, la politique, les modes de consommation, les médias, etc., dans 23 pays européens et d'interroger 24 000 personnes. Présenté par ses auteurs comme « un message stratégique pour les entreprises », leur rapport compte trois mille pages. L'Europe des styles de vie y est traitée comme un parc zoologique. Selon ces publi-

itaires, en effet, le Vieux Continent est peuplé de « chats de gouttière », de « hérons », de « colombes », d'« éléphants », de « renards », d'« écureuils », de « hiboux », de « requins », de « mouettes », d'« albatros », de « loups », de « blaireaux » et d'« otaries ». Les « chats de gouttière » vivent au-dessus de leurs moyens ; s'offrent des produits de beauté, des sorties et des loisirs au détriment de l'alimentation de tous les jours ; ils aiment la publicité de type « hollywoodien », en couleurs, brillante... Les « blaireaux » aiment les écrans publicitaires et le sponsoring ainsi que les séries de type Dallas... Les « éléphants » sont très attirés par les petites boutiques spécialisées offrant des services personnalisés ; ils paient avant tout le service et le décor du magasin et lisent surtout des magazines hebdomadaires d'information.

Ces études ont donné lieu à de nombreuses variantes. Ainsi, pour le prix de cent mille livres, les Britanniques pourront apprendre qu'ils sont les plus euro-rockies (xénophobes, heureux de vivre dans une société de jungle, faisant preuve de peu de sens de responsabilité sociale), les Espagnols sauront qu'ils sont des eurocitoyens et des euro-pionniers, et ainsi de suite avec les euro-dandys, les euro-scouts, les eurocontatitaires, les euro-moralistes, les euro-oviduels, les eurovigilantes, les euroromantiques, les euro-austères, les eurogentries jusqu'à atteindre seize typologies. Au Royaume-Uni, on n'a pas attendu longtemps pour riposter à cette vision de l'Europe venue de Paris.

## Le casse-tête des statistiques

**C**OLLECTER et analyser les données publicitaires n'est pas chose évidente ; et la situation italienne illustre bien les difficultés que l'on rencontre à l'échelle européenne. Certains publicitaires soutiennent que l'Italie, de par l'importance de ses régions rassemblées artificiellement dans une entité nationale, est à l'image de la mosaïque européenne. Or l'Italie est l'un des pays dont le marché publicitaire connaît le taux d'expansion le plus rapide. Beaucoup en déduisent que la Communauté européenne, après 1992, va donc permettre la constitution d'un gigantesque électorat publicitaire. Rien n'est moins sûr. Car, à y regarder de plus près, les études qui mesurent le marché italien sont loin d'aboutir à des résultats cohérents. Y compris celles élaborées par les principales sociétés privées de recherche d'envergure internationale.

Théoriquement, les dépenses publicitaires auraient triplé en Italie entre 1980 et 1985, en raison notamment de la multiplication des radios et des télévisions dites locales. Mais cela ne tient pas compte du fait que les télévisions, désormais nombreuses et concurrentes, se livrent à une « guerre des rabais » et consentent d'énormes réductions à leurs annonceurs. En 1985, selon l'Association italienne des agences de publicité (ASSAP), les deux tiers des spots à la télévision étaient bradés. Cette politique de rabais rend peu fiables les études portant sur le volume des dépenses publicitaires.

Comment, devant une telle confusion, les agences pourraient-elles conseiller sérieusement leurs clients, les annonceurs, alors qu'elles ne disposent pas d'outils de recherche et de mesure aussi perfectionnés que ceux disponibles au Royaume-Uni et aux États-Unis lesquels, pourtant, souffrent aussi de grosses lacunes ? A Rome, en décembre 1986, M. Giulio Chiodarelli, responsable de Publitalia (agence qui vend les espaces publicitaires des télévisions privées du groupe Fininvest de M. Silvio Berlusconi), le reconnaissait : « Nous sommes responsables de l'écari - nous avons les 60 % - entre les chiffres colportés sur les dépenses publicitaires à la télévision et les recettes réelles de la télévision commerciale. » En 1988, la politique des ristournes s'est poursuivie de plus belle, au point que celles-ci auraient été de l'ordre de 70 %.

Les incertitudes et les incompatibilités entre données nationales sont telles en Europe que, depuis 1985, pour arriver à une meilleure grille d'analyse, les instances professionnelles ont tenté d'assainir la base statistique. Chaque année, l'EAT et l'AA publient les données les plus crédibles sur les investissements publicitaires européens dans un rapport intitulé *Pan-European Advertising and Media Forecast*, édité à Londres (6).

« La Commission européenne a passé beaucoup de temps à essayer

Commentaire d'un responsable d'un centre de prévisions : « Une typologie n'a de sens que relativisée par le contexte culturel... Quand vous allez au pub pour y boire seul, vous éprouvez d'autres besoins que si vous y allez avec vingt autres personnes... Ces typologies sont bien distrayantes à la lecture si elles sont faites convenablement. Mais c'est la croix et la bannière pour les appliquer à des situations réelles (4). »

On estime qu'aujourd'hui quelque 5 milliards de dollars à travers le monde sont consacrés à l'étude de la publicité, des marchés et de l'opinion publique (5).

Or la constitution de bases de données fiables portant sur les investissements publicitaires se révèle semée d'embûches. Elle l'était déjà sur le plan national : cela devient un véritable casse-tête chinois à l'échelle européenne. Et tous, d'ailleurs, en conviennent.

A Rome, en décembre 1986, une cinquantaine d'experts, venus de seize pays, ont participé précisément à un symposium sur la collecte et le traitement des statistiques de la publicité en Europe. Parmi les parrains du symposium : des agences, des médias et des annonceurs (McCann-Erickson, Publitalia, Musio Box, Super Channel, Sky Channel, Reader's Digest, The Wall Street Journal, Nestlé, Philips...). Maître d'œuvre de ces journées : l'Advertising Association (AA), britannique, et l'European Advertising Tripartite (EAT) (voir ci-dessous : « Le gâteau et les souris »).

d'harmoniser les législations commerciales dans la CEE. Mais jusqu'à maintenant elle a fait peu de choses pour encourager la production de statistiques industrielles qui répondent à un schéma commun (7). » Ces propos du directeur des recherches de l'Advertising Association datent de 1986. Trois ans après, les débats s'engagent et des décisions se prennent sur la base de données statistiques que seul un acteur aux dimensions transfrontières comme le réseau publicitaire est capable de produire.

Ces statistiques nous apprennent précisément que l'Europe est devenue la région du monde où le taux de croissance des dépenses publicitaires est le plus élevé (8). Le Vieux Continent constitue le deuxième marché publicitaire de la planète (environ 28 % des recettes mondiales), après les États-Unis (50 % des recettes), mais bien avant le Japon (15 %).

Il est généralement admis que la croissance des investissements publi-

itaires dans un pays développé est supérieure à celle du produit intérieur brut (PIB). Aux États-Unis, les prévisions pour 1989 laissent prévoir que pour la première fois depuis quinze ans - la croissance des investissements publicitaires serait inférieure à celle du PIB. En revanche, en Italie et en Espagne, les investissements publicitaires ont littéralement flambé ces cinq dernières années, croissant de 15 % à 25 % par an (le PIB de l'Italie et de l'Espagne ayant seulement augmenté de 1988, respectivement, de 3,5 % et de 7 %). Ce sont évidemment des cas extrêmes ; la France, par exemple, a enregistré un taux moyen de croissance publicitaire de 10 % (15 % en 1987, devant le Japon, 12 %, les Pays-Bas, 11 %, et le Royaume-Uni, 10 %). Au bas de l'échelle, l'Allemagne de l'Ouest a un taux d'environ 3 à 4 %. En 1988, les dépenses publicitaires en Europe auraient crû de 8 %, le Royaume-Uni représentant 22 % des dépenses totales, la RFA 21 % et la France 14 % (9).

Le paradoxe de cette croissance accélérée dans les deux pays du sud de l'Europe réside dans la nature contradictoire de leurs deux systèmes télévisuels. L'Italie vit depuis dix ans dans une déregulation qui a permis l'explosion des réseaux privés qui contrôlent M. Silvio Berlusconi. L'Espagne, en revanche, vient à peine d'attribuer à des groupes privés trois nouvelles chaînes de télévision non encore opérationnelles ; mais le service public et les chaînes régionales y ont depuis longtemps engagé dans la surenchère commerciale.

La fièvre publicitaire gagne partout en Europe, et de plus en plus d'États lâchent du lest. En témoignage, par exemple, l'introduction de la publicité dans les télévisions belge et danoise en 1988 ; et son entrée massive, en 1989, sur les écrans des Pays-Bas, où elle était limitée à 5 % du temps d'antenne et interdite le dimanche. En 1988, seules la Norvège et la Suède n'avaient toujours pas autorisé la publicité à la télévision ; et l'Allemagne de l'Ouest et

- (1) Déclaration d'un stratège français de la mercatique, *le Monde*, 23 mars 1987.
- (2) *Advertising Age* (organe de publicitaires américains), 14 décembre 1987.
- (3) Kenneth Olmstead, *Triad Power*, Free Press, New York, 1983.
- (4) *The Economist*, 22 avril 1989.
- (5) *The Sunday Times*, 17 septembre 1989.
- (6) *International Advertising Expenditure Trends & Forecasts to 1992*, NTC Publications Ltd, Londres, 1988.
- (7) *Focus*, juin 1986.
- (8) Les estimations sur les parts de marché des pays - sauf exception - ainsi que les taux de croissance des investissements publicitaires sont tirés de la revue *Advertising Age*.
- (9) *A Media Map of Europe*, Londres, octobre 1989.

## Le gâteau et les souris

« CERTAINS, parmi les plus faibles d'entre nous, croient qu'il leur faut s'excuser, presque, du rôle que joue la publicité dans l'économie et la société. Telle n'est pas notre attitude. Les attaques contre la libre entreprise peuvent être ouvertement d'inspiration marxiste, ou de nature plus subtile : c'est-à-dire qu'il s'agit alors de tentatives sournoises d'exploiter les préoccupations légitimes des consommateurs, ou d'exploiter des thèmes sensibles tels que la publicité destinée aux enfants, afin de s'attaquer au ventre mou de notre économie de marché. Quelle que soit la forme, toute attaque contre la libre entreprise constitue une attaque contre la liberté de parole et la liberté de choix. Perdre une bataille peut représenter pour nous la perte de tout un marché. Nous soutenons et préconisons la publicité, qu'elle soit faite par le gouvernement, par les municipalités, par ceux qui vendent au détail (« retailers »), par les professions. Tous contribuent à élargir le gâteau publicitaire, que grignotent les souris marxistes. »

Ces propos sont tenus par des responsables de l'European Association of Advertising Agencies (EAAA). Les agences de publicité ont compris rapidement qu'il leur fallait constituer un front commun contre la « menace réglementaire » venue des Communautés européennes et du Conseil de l'Europe. D'où le zèle accru de l'EAAA, fondée en 1959.

Partout dans le monde, depuis sa fondation, l'industrie publicitaire moderne n'a eu de cesse de revendiquer le principe de l'autorégulation. Son désir de « moins d'État » - devise qui lui est viscérale - lui a imposé un principe de conduite : discipline du marché plus autodiscipline des agences.

En 1980, l'EAAA a été un des artisans principaux de la création de l'European Advertising Tripartite (EAT), qui est un véritable groupe de pression. Il organise la défense des intérêts des trois branches de l'industrie publicitaire : annonceurs, agences de publicité et supports de publicité, dont les médias. A l'origine de l'EAT se trouvent deux institutions représentatives des acteurs principaux du marché publicitaire : les annonceurs regroupés au sein de l'International Union of Advertisers Associations, devenue par la suite la World Federation of Advertisers, et les agences rassemblées dans l'EAAA.

Hors des frontières européennes, une seule organisation réunit de hauts responsables de la publicité, de la mercatique et des médias à l'échelle mondiale : l'International Advertising Association (IAA). Son siège est à New-York, mais les trois quarts de ses membres ne sont pas américains.

En 1979 et en 1983, l'IAA organise à Bruxelles deux grandes conférences sur la « publicité d'intérêt public » (*public service advertising*). Le succès fut tel que la Communauté européenne engagea l'IAA pour la conseiller sur sa publicité : tâche qu'elle remplit aujourd'hui.

Être choisi comme consultant en communication par une institution politique dont la fonction est de réglementer la publicité... quelle belle leçon de relations publiques !

A. M. et M. P.

## QUI DICTE SA pression

la Suisse demeurent hostiles à la suppression des contraintes imposées à la diffusion de spots publicitaires.

Entre 1980 et 1987, d'après le rapport EAT-AA, l'ensemble des investissements publicitaires en Europe a augmenté de 103 % en valeur réelle (le total des recettes publicitaires de la seule télévision s'accroissant de 181 %). Dans quatre pays (Turquie, Portugal, Grèce, Italie), le petit écran draine la moitié ou plus des recettes publicitaires totales. Dans quatre autres (Irlande, Royaume-Uni, Espagne, Autriche), environ un tiers. En Finlande, aux Pays-Bas, en RFA et en Suisse, à peine 10 %. La France se situe dans la moyenne européenne, la télévision réalisant environ le quart des recettes publicitaires totales. En 1988, d'après une autre source, 22 % des dépenses publicitaires étaient captées par la télévision et 66 % par la presse écrite (quotidienne et périodique) (10).

En décembre 1988, l'ancien vice-président du premier groupe publicitaire français, Eurocom, était nommé vice-président de la filiale française de McCann-Erickson. Cette agence américaine installait à la même époque son quartier général européen à Paris. En 1989, une autre personnalité la publicité française accédait à la présidence des opérations internationales d'un autre grand groupe américain, DDB Needham Worldwide. Ces nominations, ces transferts, parmi d'autres, confirment que, depuis 1980, l'industrie publicitaire européenne est en pleine restructuration. Les récentes transformations du paysage audiovisuel ont précipité les créations de filiales, Europe, multiplié les accords, les fusions, les associations ; et intensifié les mutations des présidents, des cadres et des propriétaires.

Quatre acteurs dominent le territoire publicitaire : les groupes américains britanniques, français et japonais ; redéployés à commencer au début des années 80 par une forte offensive britannique. A la pointe de l'attaque, groupe Saatchi et Saatchi aujourd'hui premier groupe mondial, s'est d'abord emparé de grands réseaux d'agences américains, puis a détrôné le groupe Interpublic, propriétaire, ent-

## Des supercentres

En 1987, le premier groupe français, la première agence japonaise et la plus grande agence américaine s'associent pour créer une agence de publicité à vocation mondiale : HDM (H pour Havas-Eurocom, M pour japonaise Dentsu et M pour Marsteller, filiale de l'américaine Young et Rubicam).

En 1988, la firme française Publicis s'associe à l'agence américaine FC (Foot, Cote et Belding Communication). Résultat : Publicis est devenu premier réseau européen et se place à l'octobre 1989, septième rang mondial. En 1989, le groupe Roux-Séguela Cayzac-Goudard (RSCG), quatrième agence française, a acheté des parts d'une importante agence américaine, MVBCS, qui avait organisé la campagne présidentielle en 1988, du candidat à la présidence des États-Unis, M. George Bush. En octobre 1988, Havas-Eurocom prenait une participation majoritaire dans la branche publicitaire du groupe britannique WCRS. Ces quatre exemples, qui sont loin d'être les seuls, montrent le dynamisme des groupes publicitaires français. Ils cachent aussi à l'opinion un fait majeur : dans la plupart des pays européens, la publicité est aux mains de groupes étrangers.

A l'exception de la Finlande et de la Suisse, tous les marchés publicitaires d'Europe occidentale sont contrôlés par des groupes américains, britanniques et japonais. En Allemagne fédérale, les quatorze premières agences étaient, en 1988, britanniques ou américaines. En France, une seule agence locale figure parmi les dix premières.

A l'échelle mondiale, parmi les huit premiers mégagroupes, quatre sont britanniques, un est français et

UN TERRAIN DE CHASSE PRIVILÉGIÉ  
(Activité en Europe des principaux groupes)

Rang	Réseaux (Selon la nationalité du groupe ou de l'agence)	Marge brute (En millions de dollars)	Chiffre d'affaires (En millions de dollars)	% du CA en Europe sur total mondial
1	Publicis-FCB (France-Europe)	327	2 234	51,3
2	Saatchi et Saatchi Worldwide (Royaume-Uni) *	289	2 093	41,6
3	Young and Rubicam (Etats-Unis)	268	1 784	34,0
4	McCann-Erickson Worldwide (Etats-Unis) ***	264	1 762	40,2
5	Baker Spielvogel Bates (Royaume-Uni) *	263	1 664	35,6
6	Ogilvy & Mather (Royaume-Uni) **	249	1 565	38,1
7	Linus Worldwide (Etats-Unis) ***	214	1 430	39,9
8	J. Walter Thompson (Royaume-Uni) **	195	1 438	37,3
9	HDM (Havas-Dentsu-Marsteller) (Fr.-Jap.-E.-U.)	186	1 266	65,3
10	D'Arcy Masius Benton and Bowles (Etats-Unis)	170	1 232	36,7

Source : *Advertising Age*, 1989.

NB. - La position de chaque groupe est attribuée en fonction de la marge brute annuelle (MB) réalisée par le réseau en Europe et non selon son chiffre d'affaires (CA).

\* Réseau du groupe Saatchi.

\*\* Réseau du groupe Wire and Plastic Products (WPP).

\*\*\* Réseaux du groupe américain Interpublic.



QUI DICTE SA LOI

## pression publicitaire

la Suisse demeurent hostiles à la suppression des contraintes imposées à la diffusion de spots publicitaires.

Entre 1980 et 1987, d'après le rapport EAT-AA, l'ensemble des investissements publicitaires en Europe a augmenté de 103 % en valeur réelle (le total des recettes publicitaires de la seule télévision s'accroissant de 181 %). Dans quatre pays (Turquie, Portugal, Grèce, Italie), le petit écran draine la moitié ou plus des recettes publicitaires totales. Dans quatre autres (Irlande, Royaume-Uni, Espagne, Autriche), environ un tiers. En Finlande, aux Pays-Bas, en RFA et en Suisse, à peine 10 %. La France se situe dans la moyenne européenne, la télévision réalisant environ le quart des recettes publicitaires totales. En 1988, d'après une autre source, 22 % des dépenses publicitaires étaient captées par la télévision et 66 % par la presse écrite (quotidienne et périodique) (10).

En décembre 1988, l'ancien vice-président du premier groupe publicitaire français, Eurocom, était nommé vice-président de la filiale française de McCann-Erickson. Cette agence américaine installait à la même époque son quartier général européen à Paris. En janvier 1989, une autre personnalité de la publicité française accédait à la présidence des opérations internationales d'un autre grand groupe américain, DDB Needham Worldwide. Ces nominations, ces transferts, parmi mille autres, confirment que, depuis 1985, l'industrie publicitaire européenne est en pleine restructuration. Les récentes transformations du paysage audiovisuel et les perspectives du marché unique ont précipité les créations de filiales en Europe, multiplié les accords, les fusions, les associations ; et intensifié les mutations des présidents, des cadres et des propriétaires.

Quatre acteurs dominent le territoire publicitaire : les groupes américains, britanniques, français et japonais. Le redéploiement a commencé au début des années 80 par une forte offensive britannique. À la pointe de l'attaque, le groupe Saatchi et Saatchi - aujourd'hui premier groupe mondial - s'est d'abord emparé de grands réseaux d'agences américaines, puis a détrôné le groupe Interpublic, propriétaire, entre



autres, de McCann-Erickson. Un autre britannique, Martin Sorrell - ancien directeur financier chez Saatchi et Saatchi - a racheté, en 1987, un des plus vieux réseaux internationaux, propriété de l'agence américaine J. Walter Thompson, et, en 1989, a également acquis le cinquième groupe mondial, Ogilvy et Mather. De telle sorte que les deux premiers mégagroupes publicitaires mondiaux sont aujourd'hui britanniques. Mais ces mégagroupes-champignons, construits à coups d'OPA dans la seconde moitié des années 80, sont aussi très vulnérables. Dans un contexte de spéculation financière effrénée, le prédateur devient rapidement une proie. C'est ce qui est arrivé à Saatchi et Saatchi au cours de 1989, à la suite d'une chute vertigineuse de ses profits. Les rumeurs d'OPA ont flambé et la valse des actions a redoublé. Le groupe Fininvest de M. Silvio Berlusconi en a profité pour prendre des parts. En octobre, les frères Saatchi ont annoncé la nomination au poste de directeur général d'un Français. Sa mission : restructurer le groupe.

capital de TMD, la principale centrale britannique (avant l'arrivée de Zenith-Saatchi). Dix mois plus tard, Carat Espace était repris par la branche « centrale d'achat » du groupe WCRS qui lui ouvrait son capital ainsi que à Havas-Eurocom. Dans cette stratégie de concentration, la France mène la danse : 83 % des achats y passent par des centrales contre 16 % au Royaume-Uni, 45 % en Espagne et 60 % en Belgique (11).

Le regroupement de grandes agences au sein d'alliances transnationales pose des problèmes. À commencer par celui de la confidentialité. Les clients annonceurs s'inquiètent de ces croisements entre agences qui souvent gèrent des budgets concurrents, susceptibles d'entrer en conflit. Deuxième problème : celui de la transparence des tarifs. Dans un univers où la ristourne reste le principe de fonctionnement, rien n'est moins évident. À preuve, les conclusions du rapport des experts du Conseil de la concurrence, partiellement publié en France en 1987, qui décrit par le menu comment ces centrales d'achat exercent une pression sur les médias et les menacent, au cas où ils refuseraient leurs exigences commerciales, de les priver de ressources publicitaires.

La fonction de ces nouveaux intermédiaires transnationaux ne se limite évidemment pas au seul acte d'achat-vente d'espace publicitaire.

D'une part, dans un contexte hyper-concurrentiel de développement de l'offre, les centrales d'achat doivent aussi conseiller les annonceurs sur la justesse de leur placement. D'où la place stratégique de la recherche. « L'objectif, selon un responsable de Publicis, est de constituer la plus importante force en matière de recherches-médias en Europe (12). » Les instituts de recherches - études de marché, sondages, mesures d'audience, conseil - font d'ailleurs l'admiration de l'ensemble du monde médiatique, et chaque segment de l'industrie de la communication et de l'information veut se doter de ces réservoirs de matière grise. Exemple : leachat en 1988 par le britannique Robert Maxwell de la firme AGB - elle aussi britannique, - seconde entreprise mondiale de mesure d'audience derrière l'américain Nielsen, lui-même repris, quatre ans auparavant, par l'un des piliers de l'industrie de l'information aux États-Unis, Dun et Bradstreet. Cette firme contrôle aujourd'hui le premier et le troisième instituts de recherches commerciales au monde ; et il a fallu une intervention spéciale de la Federal Trade Commission (FTC) pour l'empêcher d'acquiescer également le cinquième (Information Resources).

D'autre part, les grandes agences et centrales sont devenues de nouveaux partenaires de la production audiovisuelle. En avril 1989, les grands acheteurs d'espace publicitaire ont débarrassé en force sur le marché international de la télévision à Cannes. Aboutissement logique des nouvelles formes de financement de la production audiovisuelle, qui situe les grands réseaux et grandes centrales d'achat à

en pourparlers avec des chaînes de télévision du continent en vue de produire un soap opera pour l'audience européenne.

Le redéploiement des grandes agences et des mégacentrales d'achat en direction de la recherche et de la production traduit un phénomène plus général : le débordement du champ d'activité traditionnel de l'industrie publicitaire. Il devient de moins en moins pertinent de limiter les dépenses publicitaires à ce qui s'investit dans les grands médias : presse (quotidienne et périodique), télévision, affichage, radio et cinéma. L'activité « hors médias » prend de plus en plus de poids : relations publiques, mécénat, promotions, publicité sur le lieu de vente, recherche directe, mercatique, etc. Les grands groupes, dans leur projet d'« entreprise de communication intégrée », tentent de contrôler le plus de chaînes possibles dans les services de communication. En 1988, le taux de croissance des recettes publicitaires classiques des dix premiers grands groupes mondiaux a été de 18 %, tandis que celui des services « hors médias » atteignait 102 % (13).

La publicité quitte ainsi la stricte clôture publicitaire et déborde sur de multiples aspects de la vie quotidienne : elle surprend le citoyen là où elle n'est pas attendue ; se glisse dans l'art, le sport ou la cuisine ; orchestre le rituel social, la liturgie politique et le cérémonial affectif ; s'impose comme carburant médiatique et comme stimulant de l'imaginaire. Mine de rien, elle dicte la norme, détermine la loi ; par tout, elle s'établit de la sorte comme religion totale de ce nouvel âge du libéralisme.

ARMAND MATTELART  
et MICHAËL PALMER.

- (10) Ibidem.  
(11) *Sunday Times*, 7 mai 1989.  
(12) *Le Nouvel Economiste*, 24 mars 1989.  
(13) *Advertising Age*, 29 mars 1989.

## Des supercentrales d'achat d'espaces

EN 1987, le premier groupe français, la première agence japonaise et la plus grande agence américaine s'associaient pour créer une agence de publicité à vocation mondiale : HDM (H pour Havas-Eurocom, D pour la japonaise Dentsu et M pour Marsteller, filiale de l'américaine Young et Rubicam).

En 1988, la firme française Publicis s'associait à l'agence américaine FCB (Foote, Cote et Belding Communication). Résultat : Publicis est devenu le premier réseau européen et se place au sixième ou septième rang mondial. En 1989, le groupe Roux-Séguela-Cayzot-Goudard (RSCG), quatrième agence française, a acheté des parts d'une importante agence américaine, MVBSC, qui avait organisé la campagne télévisée, en 1988, du candidat à la présidence des États-Unis, M. George Bush. En octobre 1988, Havas-Eurocom prenait une participation majoritaire dans la branche publicité du groupe britannique WCRS. Ces quatre exemples, qui sont loin d'être les seuls, montrent le dynamisme des groupes publicitaires français. Ils cachent aussi à l'opinion un fait majeur : dans la plupart des pays européens, la publicité est aux mains de groupes étrangers.

À l'exception de la Finlande et de la Suisse, tous les marchés publicitaires d'Europe occidentale sont contrôlés par des groupes américains, britanniques et, dans une moindre mesure, français. Ainsi, en Allemagne fédérale, les quatorze premières agences étaient, en 1988, britanniques ou américaines. En Italie, une seule agence locale figure parmi les dix premières.

À l'échelle mondiale, parmi les huit premiers mégagroupes, quatre sont britanniques, un est français et

seulement trois sont américains. Au classement par agences, la japonaise Dentsu arrive en tête, et parmi les dix premières on trouve cinq agences britanniques et une française. Il y a une dizaine d'années, la domination américaine était totale.

La concentration va à la concentration. La peur du concurrent pousse aux rapprochements. Cela a favorisé la constitution des supercentrales d'achat d'espaces publicitaires. Les pionniers en ont été les Britanniques et les Français qui, dans les années 70, ont créé pour leur territoire national cette nouvelle fonction de grossistes intermédiaires. Aujourd'hui, la fonction s'internationalise.

En février 1989, deux groupes américains Omnicom et Ogilvy, créaient la plus importante centrale mondiale d'achat d'espaces. Premier marché visé : l'Europe. Il s'agissait d'une réponse à la concentration des groupes multimédias et d'une riposte également aux mégagroupes publicitaires comme Zenith, créé en 1988 par les frères Saatchi pour regrouper la totalité des achats d'espace de toutes les filiales de leur groupe.

La recomposition du paysage publicitaire, là aussi, s'est accélérée. Témoins, les mouvements enregistrés en France. Trois grandes groupes - Carat Espace, Publicis, Eurocom - contrôlent à eux seuls plus de 60 % de l'achat d'espaces publicitaires de l'Hexagone (le reste étant réparti entre près de 70 autres sociétés...). Carat Espace, c'est 9 milliards de francs en volume d'achats traités.

En janvier 1989, Carat Espace a acheté 49 % de la première centrale d'achat de la RFA (Hiemstra Media Service) et a acquis près de 30 % du

l'interface des annonceurs, des médias et des producteurs à l'échelle internationale. Au premier chef, le sponsoring (ou parrainage) et le bartering (ou système de troc). Le principe de ce troc est simple : une émission est fournie « clés en main » par un annonceur ou une agence à une chaîne de télévision en échange d'écrans publicitaires. L'agence de publicité utilisera cet espace pour ses clients. La plupart des grandes formules américaines de jeux, (importées en France sous les noms de « La roue de la fortune », « Le juste prix », etc.) se sont internationalisées grâce à cette modalité de cession. Mais aujourd'hui on va plus loin. On plonge on tente de suivre les traces du pionnier, le savonnier Procter et Gamble, inventeur du soap opera à la radio, puis à la télévision. Ainsi apprend-on à Cannes que le groupe Interpublic était

## GEORGES DUHAMEL, 1934

## Extravagantes surenchères

Lors d'un séjour aux États-Unis, au début des années 30, l'écrivain Georges Duhamel constatait combien la publicité - encore discrète en Europe - était déjà prédominante, envahissant la ville et polluant la vie des gens. Il mettait en garde contre « la besogne d'endormissement et d'assourissement » :

Voici les éléphants et les hippopotames, les grands pachydermes de la publicité, qui dominent, sans conteste, par leur masse. Voici les brutes vigoureuses : lions et tigres. Voici les regards de la fable, les maigres et les fourbes. Les singes enfin, ceux qui ne savent quelle acrobatie inventer pour attirer sur eux l'œil effaré du passant (...)

Le moment me semble venu de fonder, aux États-Unis d'abord, puis dans le monde entier, une ligue de protestation contre les publicités indisciplinées. Je suis en possession de mon bon sens et vous avez bien entendu. La grande loi de la réaction, qui joue dans tous les ordres de phénomènes, demeurera-t-elle muette devant cette prodigieuse entreprise de contraintes et d'abrutissement ? Jetons les bases de notre ligue, cher docteur, pendant que je foule encore le libre sol américain. Un suprême effort, je vous prie, pour défendre les choses sacrées, mais en perdition, en décadence : la nuit, le ciel, l'horizon, le silence, la rêverie, la courtoisie, l'élégance ; le sourire, le libre arbitre, la merveille vierge, le papier blanc. Que diable ! le domaine de la publicité commence seulement où finissent ma patience, mon plaisir, mon bon vouloir. Ne tolérons pas d'empiétements.

Vous qui me cachez le paysage avec vos panneaux bariolés, vous n'aurez pas ma clientèle. Vous qui souillez le silence comme s'il n'était à personne, en quarantaine ! Vous qui trompez ma confiance en me poussant à lire vingt lignes qui se terminent par un plige, indemnes-moi tout de suite, faites-moi rire, ou craignez ma rancune. Vous qui salissez les vitres de l'autobus, n'imaginiez pas vous en tirer à trop bon compte. Vous êtes marqués sur ma liste : je vous dénonce et pour votre impudence et pour votre maladresse (...)

Un fléau nous réprime à satiété qu'il vend la meilleure savonnerie du monde, et nous n'avons rien inventé pour le réduire au silence et le repousser dans le rang. Nous supportons tout de ces trafiquants effrontés qui prétendent forcer notre assentiment, nous faire travailler à leur fortune et qui, pour atteindre ce mirifique résultat, souillent tout ce qui se peut encore souiller sur la planète, nous traitent comme un troupeau stupide, démoralisent les pauvres gens, les poussent à de sombres dépenses et dilapident en niaiseries coûteuses une bonne part de notre richesse commune.

Sans doute, à l'origine, ceux qui, les premiers, mirent en œuvre les artifices de la publicité tiraient-ils avantage sur les autres. Mais, aujourd'hui que le monde entier sacrifie au nouveau culte, l'effet même de la publicité décroît, se neutralise. Comme toutes les excitations habituelles, celles-ci ne manquent pas d'engendrer la passivité. D'où ces extravagantes surenchères. Et nous payons tous, en définitive, cette nouvelle folie de l'homme. Nous payons ces bruits hâleables, ces lumières dévergondées, ces propositions insolentes, ces injonctions cyniques, ces manques d'égards, ces intrusions, ces obsessions, ces indélicatesses, ces importunités, ces insultes (...)

La publicité moderne marque, pour le public, un injurieux mépris. Elle traite l'homme comme le plus obtus des animaux inférieurs. Elle donne de l'homme une idée par trop grossière, par trop méprisable aussi. Je refuse énergiquement une telle honte et vous propose de former une ligue. Honnis soient ces mercantis qui pensent nous amadouer et nous obtenir en nous considérant comme des imbéciles !

(Scènes de la vie future, Fayard, Paris, 1934.)



# Au-delà de la crise

**Revendiquées ou fraîchement conquises par tant de peuples à travers le monde, libertés et démocratie semblent frappées d'atonie au cœur même des nations occidentales qui font figure de modèle de référence. Pour s'exercer, il ne suffit pas que le gouvernement du peuple soit proclamé (1). Entre le citoyen et les pouvoirs - et le militaire n'est-il pas un citoyen ? - les relais traditionnels - partis, syndicats, associations, - catalyseurs des forces sociales, ont d'autres causes à promouvoir que la défense d'intérêts corporatistes et la permanence des appareils.**

**A**NNONCÉE et dénoncée depuis des décennies, la crise du militantisme - dans les partis, les syndicats, les associations - s'expliquerait par l'influence croissante des « médias de communication directe » au détriment des « médias de représentation » (2). Mais les a-t-ils de la vie politique et sociale ont prouvé les limites de l'argumentation. Tout d'abord, force est de constater l'absence en France d'une tradition associative et militante comparable à celle qui existe aussi bien dans l'Europe scandinave et anglo-saxonne qu'en Italie ou en Espagne. Depuis l'effondrement du mouvement communiste dans les années 70, cette faiblesse ancienne est désormais patente. Le syndicalisme hexagonal est toujours demeuré anémique, surtout dans le secteur privé. Le taux de syndicalisation oscille entre 10 % et 15 % de la population salariée. Ces fragilités vont de pair avec la quasi-disparition de la presse politique et de l'opinion et la faible diffusion de la presse d'information.

La réalité de cette crise du militantisme mérite d'être, dès le départ, nuancée. Certaines organisations laissent purement et simplement. C'est en particulier le cas, pour Force ouvrière, de M. Yves Simon, secrétaire général de la fédération des employés et cadres. A l'en croire, jamais le nombre des syndiqués (environ quatre millions) n'a été aussi élevé, à l'exception de deux périodes - en 1937 et en 1946 où un record de cinq millions de syndiqués a été établi. Même la comparaison régulièrement établie avec les démocraties voisines serait erronée, car les formes de syndicalisme sont par trop distinctes. Alors qu'en France l'adhérent ne s'engage que sur une option idéologique, dans la plupart des pays comparables l'accès aux crèches, aux coopératives, aux centres de vacances est fonction de l'engagement syndical. De manière plus nuancée, M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, constate lui aussi qu'avec 200 000 adhérents le PS se situe historiquement en période de hautes eaux, même s'il est vrai que ce niveau d'adhésions est extraordinairement faible par rapport au nombre de suffrages que le Parti socialiste parvient à rassembler.

La situation actuelle doit être analysée, en fonction de telles données. La

démocratie française a toujours privilégié la délégation. La participation ne compte guère au nombre des vertus nationales. L'enquête sur l'évolution du monde associatif de 1978 à 1986, publiée en décembre 1988 par le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) (3), révèle toutefois l'ampleur du mouvement de désaffection qui touche aussi bien les organisations syndicales et religieuses que les mouvements socio-culturels.

Si les politiques s'en tirent mieux, c'est simplement parce que leurs organisations sont tellement squelettiques et résiduelles qu'il leur est presque impossible de reculer. Le déclin le plus spectaculaire se situe bien dans l'ordre social. Entre 1978 et 1986, le taux d'adhésion à des syndicats est passé de 10,5 % à 6,3 %. Certes, un léger redressement a été enregistré depuis lors, mais le déficit demeure impressionnant. Le nombre de sections syndicales d'entreprise tend à diminuer. Même lorsqu'elles s'inscrivent dans des mouvements ascendants de l'opinion, les associations n'échappent pas à cette tendance au repli, qu'elles se réclament de l'écologie (recrutement estimé à 50 %) ou du féminisme. Les mouvements prestataires de services, comme les associations de consommateurs ou de locataires, résistent mieux et maintiennent, pour l'essentiel, des positions il est vrai marginales, alors que les associations de parents d'élèves s'effondrent.

Faut-il pour autant parler de crise du militantisme ou de militantisme de crise ? Avec la permanence d'un fort chômage et le développement des emplois précaires, une nouvelle culture s'est progressivement imposée depuis quinze ans. Elle privilégie le culte de l'individualisme au détriment des solidarités collectives. En conséquence, les ressorts qui fondent le militantisme ne se trouvent plus valorisés. « Le militant, explique M. Pierre Mauroy, est celui qui porte en lui le combat de l'impossible. Il n'y a pas de militants sans une cause à défendre. Le problème de la crise actuelle porte moins sur les moyens que sur la fin. L'univers associatif des salariés a d'ailleurs moins échappé à la contagion idéologique que le recul des industries traditionnelles a marginalisé la culture de

masse qu'elles engendraient. L'individualisme magnifié par le libéralisme justifie et renforce l'individualisation du travail. Le développement des activités tertiaires, la féminisation, l'immigration ont également contribué à rompre l'homogénéité du monde salarial.

Les conséquences sont particulièrement visibles au sein du monde syndical. Alors que le métier apparaît à nouveau comme un élément privilégié de reconnaissance sociale, les centrales n'ont pas su transcender ce néo-corporatisme. En partie en raison de leur refus de la politique d'austérité, en partie du fait de leurs propres rivalités et réticences, elles n'ont pas su établir de négociations nationales stables et sont demeurées extérieures aux grandes décisions économiques et industrielles. Comme, dans le même temps, l'évolution de la législation officialisait leur présence dans l'entreprise, il en est résulté un morcellement de leur action, une tendance au corporatisme qui brouille encore une image déjà peu claire pour l'opinion. En effet, un goût immodéré de la prééminence institutionnelle, l'obsession des postes acquis ne rendent pas toujours limpides les prises de position.

La mise en œuvre de la nouvelle législation sociale, en légalisant la présence syndicale, a institutionnalisé encore un peu plus les centrales. Elles tendent à exister plus par leurs scores électoraux lors des consultations professionnelles que par leurs capacités militantes, se transformant ainsi, progressivement, en une nouvelle variété d'organisation politique. Le taux de participation aux élections professionnelles est au demeurant de quatre à cinq fois supérieur au taux de syndicalisation. Cette évolution contribue à faire apparaître, parfois non sans raison, les militants syndicaux comme trop engagés dans des tractations juridiques et techniques avec les directions d'entreprise, appartenant au moins autant au monde du « pouvoir » qu'à celui des salariés (4). Progressivement, le statut d'électeur devient ainsi, dans tous les corps intermédiaires, le seul véritable mode de participation de masse. C'est donc sur les conditions de son exercice que devrait porter l'essentiel des réflexions tendant à revivifier la démocratie française.

## Primaires à la française

A partir du moment où les structures militantes tendent à se transformer en institution et leurs animateurs en notables, il est nécessaire de définir un statut de l'individu associatif comme de l'État politique. Il s'agit en effet de favoriser des engagements militants, contraignants pour la vie privée et professionnelle, sans que soient mis en danger l'avenir d'une famille et l'éducation des enfants. Faute de pouvoir espérer faire renaître *in abstracto* le militantisme, il doit être possible de jeter les bases d'une citoyenneté plus active en ouvrant les responsabilités civiques à des catégories de Français qui, en pratique, n'y ont pas accès.

Pour prendre l'exemple du politique, un tel objectif exige que tous les citoyens aient accès à la candidature, et pour cela le financement de la vie politique ne doit pas être conçu en fonction des partis, des courants d'opinion existants, mais fondé sur le seul critère indiscutable : le suffrage universel. Les remboursements devraient être versés aux candidats en fonction de leur score. Les grandes formations ne se trouveraient pas pénalisées, puisqu'elles recevraient, en pratique, l'essentiel de la manne, mais le jeu demeurerait ouvert et permettrait à

toute nouvelle force ou à tout citoyen de se lancer dans l'arène.

Le citoyen d'aujourd'hui est tiraillé entre des pôles militants multiples et parfois contradictoires : l'entreprise, le logement, les transports, la « école », le quartier, le sentiment d'appartenance minoritaire (ethnique, confessionnelle, sexuelle...). Menacé de devoir « diviser ses loyautés », il se trouve d'autant plus tenté de quitter la scène politique. « Les institutions intermédiaires ne sont plus un réservoir de citoyenneté mais un mécanisme qui la vide de son sens (5) ».

Bien peu de réponses sont avancées, même lorsque la question est officiellement posée. Si l'on se réfère aux contributions élaborées en vue du congrès socialiste qui s'ouvrira à Rennes le 15 au 18 mars 1990, une seule tente d'apporter des éléments originaux. Comme par hasard, il s'agit d'un texte marginal déposé par M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, députée de l'Essonne, qui peut se permettre de s'extraire des enjeux de pouvoir liés au contrôle d'un appareil. Elle suggère notamment, afin d'associer les sympathisants socialistes au fonctionnement du parti, d'organiser « des primaires » pour la désignation des candidats.

Cette revendication fait en quelque sorte écho à une suggestion analogue de M. Charles Pasqua au sein de l'opposition. Dans une charte de vingt articles, il propose en effet que la désignation du candidat unique de l'opposition à l'élection présidentielle résulte du vote des élus des familles politiques concernées, mais aussi de ceux des citoyens qui souhaitent participer à ces « primaires ». Durant douze semaines, à raison de deux régions votant lors de chaque scrutin, les candidats à la candidature totaliseraient un certain nombre de points en fonction de leur score et du nombre d'habitants des départements concernés. A l'arrivée, bien sûr, la personnalité ayant obtenu le plus grand nombre de points serait proclamée candidat unique, ses rivaux malheureux n'ayant plus qu'à appuyer sa campagne officielle.

## Ni passivité ni professionnalisme

SI l'on peut comprendre qu'une organisation politique réserve à ses seuls adhérents la désignation de ses dirigeants et le choix de ses options, il n'en va pas de même de candidats qui doivent exprimer une fraction plus large de l'opinion et bénéficier d'une légitimité au-delà de la couche des militants. A supposer que l'on veuille sérieusement rendre aux citoyens un pouvoir sur la vie politique, il serait possible à chacune des principales familles de pensée de chercher à faire participer ses électeurs les plus actifs à la sélection de ses candidats. Le poids excessif pris par les logiques internes et les jeux d'appareil s'en trouverait en partie rééquilibré. Entre le citoyen passif et le militant professionnelisé, une nouvelle participation à la vie publique pourrait s'épanouir.

Les autres réponses apportées jusqu'à présent à la crise du militantisme ont consisté à parer au plus pressé - la caisse des partis politiques - en faisant appel aux contribuables. « L'unique réponse fournie, note, déabusé, Hugues Portelli (7), a été l'élitisme. » Faisant allusion aux lois sur la transparence de la vie politique et introduisant le financement public des partis, il ajoute : « Pour pallier le peu d'adhérence, des partis à la société civile, la seule solution trouvée a été de les faire dépendre de la manne publique ».

Avec l'institutionnalisation des structures et le recours à l'élection comme mode de participation, l'ensemble du monde militant, du syndicalisme au parent d'élève, finit par se trouver affecté des travers de la vie politique. Le premier de ces travers résulte du cumul par un même individu de divers terrains d'action. Le CREDOC a calculé que 32 % des adhérents sont membres d'au moins deux associations, 24 % de trois et 24 % de quatre et plus. Voilà qui rétrécit singulièrement un univers déjà réduit. Voilà, surtout, qui peut contribuer à mêler les plans et à brouiller les enjeux. A travers le maillage associatif, des carrières se tissent et, pour les meilleurs ou les plus habiles, trouvent leur débouché en politique. C'est vrai du syndicalisme comme de la lutte antiraciste ou du sport. Il n'y a pas, à cet égard, de différence de nature entre le cas des dirigeants de SOS-Racisme assurant leur promotion au travers du Parti socialiste et celui des présidents de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) siégeant dans des gouvernements de droite. Comment oublier que, prenant la présidence des clubs de football professionnels de Lens, Strasbourg et Marseille, MM. Delelis,

Un sondage (6) consacré à l'accueil des électeurs de l'opposition au projet de « primaires » fait apparaître que 47 % d'entre eux sont favorables à une formule de ce type. Mais 45 % des Français et 48 % des sympathisants du PS estiment qu'une telle procédure serait également souhaitable pour désigner le candidat socialiste. L'adhésion maximale s'observe, à droite comme à gauche, au sein des couches où le militantisme ne s'est pas effacé, mais d'une part intellectuelle mais d'autre part d'adhésion décevante, expliquant du fait qu'une « discussion » n'est pas une « décision ». Aussi, jusqu'à réclamer « le droit de voter » pour ceux qui ne voudraient entrer dans le moule actuel limité plus en plus le recrutement des candidats aux candidatures à une candidature à une fonction de pouvoir (8).

Cette piste est d'autant plus intéressante que, dans la plupart des nations, les courants minoritaires s'efforcent sur les modalités de vote. Ils tentent de faire passer leur message après il est vrai une longue d'échecs retentissants, d'introduire, cautionsnement, la représentation minoritaire dans leur fonctionnement partisan. A croire qu'ils ont lu Louis Bourlanges (9), qui voit « la condamnation mythologique du régime des partis » par l'homme 18 juin le péché originel de la vie politique ».

Il en va de cet aspect de la vie civique comme des consultations nationales : aucun mode de scrutin n'est fait. L'idéal consisterait sans doute à alterner tous les dix ou quinze les contraintes et les déviations édictées par les systèmes majoritaires compensés par celles de la proportionnelle, et réciproquement.

Reste le point, toujours délicat, quant à l'appréciation de la démocratie interne des associations, de savoir vote. La revendication « un homme - une voix », destinée à garantir seuls les présents votent lors des élections, paraît frappée au coin

des élus et les permanents. Ce professionnalisme militant, ces cumuls abouissent non seulement à des dysfonctionnements au sein des appareils, mais aussi à une évolution dans la perception par le citoyen des outils associatifs. Il les assimile à des institutions qui, conformément à la tradition nationale, échappent à son contrôle. De fait, qu'il s'agisse de M. Edmond Maire à la CFDT ou de M. Georges Marchais au PCF, et pour ne s'en tenir qu'à ces deux exemples, force est de constater que nos grandes associations, quelle que soit par ailleurs leur culture démocratique, peuvent

(1) Précédents articles : Claude Jellien, « Le citoyen à la conquête du pouvoir » (octobre 1989) ; Christian de Brie, « Rendre aux élus du peuple la capacité de faire la loi » (novembre 1989) ; Jean-Louis Kailash, « Les forums de la culture » et Jean-Luc Pouthier, « La presse et les paradoxes de la liberté » (décembre 1989).

(2) Voir la contribution déposée par M. Laurent Fabius en vue du prochain congrès du Parti socialiste.

(3) Evolution du monde associatif, CREDOC, Paris, 1988.

(4) Sur ce point, voir notamment l'étude de Maria A. Schain, « Le pouvoir des syndicats et leur résistance aux réformes en Grande-Bretagne et en France », dans *Idéologies, partis politiques et groupes sociaux*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), Paris, 1989.

(5) Selon une formule de Jean Leclerc dans « Réflexions sur la participation politique des citoyens en France », Presses de la FNSP, op. cit.

(6) Sondage SOFRES réalisé du 10 au 15 juin 1989 pour l'Association pour les primaires à la française aux élections présidentielles, sur un échantillon national de 2 000 personnes et selon la méthode des quotas. Les principaux résultats ont été publiés dans le *Figaro* du 22 juin 1989.

(7) Hugues Portelli, « La crise des corps intermédiaires », dans *l'Etat de la France 1989*, La Découverte, Paris, 1989.

(8) Voir la contribution déposée par M. Laurent Fabius en vue du prochain congrès du Parti socialiste.

(9) Louis Bourlanges, *Le pouvoir des syndicats et leur résistance aux réformes en Grande-Bretagne et en France*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), Paris, 1989.

**LE MONDE**  
diplomatique

**COMPRENDRE  
L'ENVIRONNEMENT  
INTERNATIONAL  
ANTICIPER L'ÉVÉNEMENT**

• Deux types d'abonnement  
au Monde diplomatique sont  
proposés à nos lecteurs :

Tarif normal, avec possibilité de bénéficier  
d'un tarif dégressif pour abonnements  
en nombre (envoi groupé : même desti-  
nataire, même adresse). Les prix indi-  
qués s'entendent à l'unité.

⇒ Tarif étudiant (joindre la photocopie de la  
carte).

**ABONNEZ-VOUS**

TARIF ABONNEMENTS	PRIX DE L'ABONNEMENT (à l'unité)		
	1 AN 12 num.	6 à 10 6 num.	20 ANS 20 num.
FRANCE, ANDORRE, MONACO, postes militaires navales...	180 F	162 F	145 F
ÉTUDIANTS (joindre photocopie de la carte).	135 F		
ÉTRANGER VOIE NORMALE (autres destinations)	240 F	222 F	205 F
VOIE AÉRIENNE • Europe, pays du Maghreb • Afrique, Proche- Orient, Moyen-Orient, St-Pierre-et-Miquelon SPRISOD, Dom • Amérique du Nord/ Sud, Corée, Madagascar, Yon • Asie, Australie, Océanie	257 F	239 F	222 F
	300 F	282 F	265 F
	340 F	322 F	305 F
	340 F	322 F	305 F

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Je m'abonne  
au MONDE DIPLOMATIQUE pour :

☐ 1 AN  
☐ ABONNEMENTS EN NOMBRE

Nombre d'abonnements :  x Prix à l'unité :  F  
= prix total :  F

NOM :   
PRÉNOM :   
ADRESSE :   
CODE POSTAL :

PAYS :

Bulletin et règlement à retourner à :  
**LE MONDE**  
diplomatique 7, rue des Italiens  
75427 Paris Cedex 08

## collection MANIÈRE DE VOIR

N° 3 LA COMMUNICATION VICTIME DES MARCHANDS.

N° 4 LA PAIX DES GRANDS L'ESPOIR DES PAUVRES.

N° 5 LE TRIOMPHE DES INÉGALITÉS.

N° 6 (bon de commande p. 2) REGARDS D'ÉCRIVAINS SUR UN MONDE CONVULSÉ.

CHACQUE VOLUME 98 PAGES - 38 F

## CONQUÊTE D du mili

modifier constamment leur orientation sans changer leurs dirigeants.

Pour tenter de remédier à cette situation, Jacques Juillard propose d'exercer sur sa base en séparant l'exercice de la fonction de réflexion et de pouvoir. Il constate, en effet, que la « fonction programmatrice » des organisations politiques n'est pas le dire autant des syndicats et de la fonction d'associations importantes - la disparition parce que les structures militantes ne sont pas des lieux d'adhésion intellectuelle mais d'adhésion intellectuelle décevante, expliquant du fait qu'une « discussion » n'est pas une « décision ». Aussi, jusqu'à réclamer « le droit de voter » pour ceux qui ne voudraient entrer dans le moule actuel limité plus en plus le recrutement des candidats aux candidatures à une candidature à une fonction de pouvoir (8).

Cette piste est d'autant plus intéressante que, dans la plupart des nations, les courants minoritaires s'efforcent sur les modalités de vote. Ils tentent de faire passer leur message après il est vrai une longue d'échecs retentissants, d'introduire, cautionsnement, la représentation minoritaire dans leur fonctionnement partisan. A croire qu'ils ont lu Louis Bourlanges (9), qui voit « la condamnation mythologique du régime des partis » par l'homme 18 juin le péché originel de la vie politique ».

Il en va de cet aspect de la vie civique comme des consultations nationales : aucun mode de scrutin n'est fait. L'idéal consisterait sans doute à alterner tous les dix ou quinze les contraintes et les déviations édictées par les systèmes majoritaires compensés par celles de la proportionnelle, et réciproquement.

Reste le point, toujours délicat, quant à l'appréciation de la démocratie interne des associations, de savoir vote. La revendication « un homme - une voix », destinée à garantir seuls les présents votent lors des élections, paraît frappée au coin

## L'ANTO SANGUINET

L'É malaise de la gendarmerie l'été dernier a prouvé une fois de plus qu'il est très difficile, en France, de n'est impossible, de franchir les murailles de la gendarmerie. Le conditionnement de l'opinion a été tel, depuis un siècle, qu'une idée fautive du « de réserve » des militaires s'est inscrite. Le public comme les médias persuadés qu'il est interdit à ceux-ci s'exprimer sans autorisation sur les bêtises de leur métier.

Or il n'en est rien. Pendant la préparation du statut des militaires, qui fait l'objet d'une loi en juillet 1977, le mythe de la « grande muette », a dénoncé publiquement par le général Beaufre (1). Écrivain militaire renommé international, il rappelle qu'il ne s'agissait nullement d'une « grande muette », mais d'une « grande muette » pour s'en convaincre de se reporter à la carrière militaire de Charles de Gaulle, ponctuée, depuis le grade de capitaine de conférences publiques - y compris dans des cercles politiques - d'articles et de livres. Et personne n'y trouva jamais à redire, jusqu'en mai 1968 quand le général Gamelin, chef suprême des armées qu'allait imposer le proche désastre de 1940, créa précédemment en interdisant toute communication écrite ou orale sans une autorisation formelle de l'état-major.

Il n'y eut ni loi ni même décision gouvernementale : une simple circulaire du général Gamelin pour faire un subordonné lucide, de son génie. Décision malheureuse, qui lui fit la paralysie intellectuelle l'armée et qui, pour le général Beaufre fut « incontestablement l'une des causes principales de notre défaite 1940 ».

Le général Beaufre fut entendu par le président Pompidou et par le législateur. Le statut des militaires limite le devoir de réserve à « ne pas évoquer publiquement, sans autorisation, des questions politiques ou militaires causant une puissance étrangère ou une organisation internationale » (art. 7).

On peut y ajouter les jurisprudences américaines du Conseil d'État : « ne pas faire de la fonction exercée (il s'agit pas du grade) un instrument d'action ou de propagande », et « ne pas donner à douter de leur neutralité ».

• Vice-amiral d'escadre (CR).

هكذا من الأصل



## CONQUÊTE DES POUVOIRS (IV)

## du militantisme

modifier constamment leur orientation sans changer leurs dirigeants.

Pour tenter de remédier à cette situation, Jacques Julliard propose de déconnecter le contrôle que le sommet exerce sur sa base en séparant clairement la fonction de réflexion et celle de pouvoir. Il constate, en effet, que la « fonction programmatique » des organisations politiques — mais on peut en dire autant des syndicats et de nombre d'associations importantes — tend à disparaître parce que les structures militantes ne sont pas des lieux d'élaboration intellectuelle mais d'action. Cette défaillance découle, explique-t-il, du fait qu'« une discussion intellectuelle ne peut progresser sur la base de règles numériques ». Aussi va-t-il jusqu'à réclamer « le droit de ne pas voter » pour ceux qui ne voudraient pas entrer dans le moule actuel limitant de plus en plus le recrutement des militants aux candidats à une candidature, à une fonction de pouvoir (8).

Cette piste est d'autant plus originale que, dans la plupart des associations, les courants minoritaires se battent sur les modalités de vote. Même les héritiers du gaullisme s'efforcent, après il est vrai une longue série d'échecs retentissants, d'introduire précautionneusement la représentation des minorités dans leur fonctionnement partisan. A croire qu'ils ont lu Jean-Louis Bourlanges (9), qui voit dans « la condamnation mythologique du régime des partis » par l'homme du 19 juin le péché originel de la V<sup>e</sup> République.

Il en va de cet aspect de la vie associative comme des consultations nationales : aucun mode de scrutin n'est parfait. L'idéal consisterait sans doute à les alterner tous les dix ou quinze ans, les contraintes et les déviations engendrées par les systèmes majoritaires étant compensées par celles de la proportionnelle, et réciproquement.

Reste le point, toujours litigieux quant à l'appréciation de la démocratie interne des associations, de savoir qui vote. La revendication « un homme = une voix », destinée à garantir que seuls les présents votent lors des réunions, paraît frappée au coin d'une



CIMETIÈRE DU PÈRE-LACHAISE, 1936 : MANIFESTATION DEVANT LE MUR DES FÉDÉRÉS  
Le peuple se mobilise pour défendre l'héritage républicain

saine démocratie. Elle peut, en réalité, se révéler fort périlleuse puisqu'elle permettrait aux plus activistes de conquérir le pouvoir à l'usure. Or le militantisme se pratique déjà de moins en moins sur le temps de loisir. Qu'il soit politique, syndical ou autre, il exige une grande disponibilité professionnelle. S'en trouvent dès lors exclues de nombreuses catégories de citoyens qui n'ont pas les libertés de temps nécessaires. D'où aussi le décalage croissant qui se constate entre la sociologie électorale et la sociologie militante.

De véritables forçats ont d'ailleurs été mis en œuvre pour tenter de remé-

dier à ces distorsions. C'est notamment le cas des quotas de représentation de certaines catégories dans les candidatures ou les instances de direction. Ils fonctionnent actuellement en faveur des femmes et, pour artificiel que soit le procédé, il paraît seul capable de rééquilibrer la sociologie. La méthode des quotas est, au demeurant, plus satisfaisante que la mise en place d'organisations spécialisées, comme ce fut longtemps le cas. Cette forme de ghetto où étaient parqués les figurants (jeunes, femmes) à le plus souvent débouché sur la reproduction, sur le mode de la caricature, des déviations de l'organisation de référence.

Comment s'étonner face à cette situation de voir apparaître de nouvelles réponses ? Les coordinations, si fugitives et incomplètes soient-elles, constituent au bout du compte une tentative de renouveau. Elles s'inscrivent dans la lignée des comités de grève des années 70. Mais cette réponse demeure parcellaire et souvent viciée dès le départ. Comme l'explique à juste titre M. Jean-François Troglie, secrétaire national de la CFDT : « La coordination n'exprime que du particulier là où le syndicat a vocation à exprimer de l'universel ». Le caractère catégoriel des « collectifs » est à rapprocher du fait que la syndicalisation la plus forte

se constate chez les non-salariés, c'est-à-dire dans des secteurs comme les professions libérales, les agriculteurs, les commerçants, où elle présente un aspect corporatiste évident.

La crise du militantisme est le reflet d'une crise de la démocratie. De plus en plus confisquée par une technocratie essentiellement administrative, elle ne se résout pas à court terme de restituer aux citoyens une part de pouvoir. Et chaque « micro-république » qui compose l'univers associatif a tendance, plus ou moins volontairement, à reproduire le modèle national de pouvoir qu'elle voit fonctionner. L'un des risques de cette évolution serait que se développe un simple clientélisme au profit d'une multitude de groupes de pression, au détriment d'une prise de conscience plus globale de la société et de ses enjeux.

Comme le note fort justement Jean Leca (10), « la communauté globale devient de moins en moins objet de loyalisme parce qu'elle devient de moins en moins intelligible, d'où la transformation des élections générales en drames médiatiques où le citoyen se décide sur la base de pulsions esthétiques déclenchées par de grands communicateurs ».

Cette modification de la culture civique, si elle n'est pas sans effets pervers, traduit toutefois une interiorisation des valeurs et des procédures de la démocratie. Reste donc à faire évoluer la culture civique héritée de l'époque héroïque de la III<sup>e</sup> République pour définir des formes de participation correspondant à l'état présent de la société.

THIERRY PFISTER.

(8) Lors d'un colloque organisé à Paris, le 21 septembre 1989, par Socialisme au 2000 sur le thème « Militier aujourd'hui ».

(9) Jean-Louis Bourlanges, *Droite, années zéro*, Flammarion, Paris, 1988.

(10) Jean Leca, op. cit.

Le mois prochain :  
V. Le pouvoir local  
par Christian de Brie

## L'armée, un monde tenu à part

Par  
ANTOINETTE  
SANGUINETTI \*

Le malaise de la gendarmerie l'été dernier a prouvé une fois de plus qu'il est très difficile, en France, si ce n'est impossible, de franchir le mur des idées reçues. Le conditionnement de l'opinion a été tel, depuis un demi-siècle, qu'une idée fautive du « devoir de réserve » des militaires s'est imposée. Le public comme les médias sont persuadés qu'il est interdit à ceux-ci de s'exprimer sans autorisation sur les problèmes de leur métier.

Or il n'en est rien. Pendant la préparation du statut des militaires, qui a fait l'objet d'une loi en juillet 1972, le mythe de la « grande muette » a été dénoncé publiquement par le général Beaufre (1). Ecrivain militaire de renommée internationale, il rappelait qu'il ne s'agissait nullement d'une tradition des armées françaises. Il suffit pour s'en convaincre de se reporter à la carrière militaire de Charles de Gaulle, ponctuée, depuis le grade de capitaine, de conférences publiques — y compris dans des cercles politiques — d'articles et de livres. Et personne n'y trouva jamais à redire, jusqu'en mai 1936, quand le général Gamelin, chef suprême des armées qu'allait immortaliser le proche désastre de 1940, créa le précédent en interdisant toute communication écrite ou orale sans une autorisation formelle de l'état-major.

Il n'y eut ni loi ni même décision gouvernementale : une simple circulaire du général Gamelin pour faire taire un subordonné lucide, donc gênant. Décision malheureuse, qui institua la paralysie intellectuelle de l'armée et qui, pour le général Beaufre, fut « incontestablement l'une des causes principales de notre défaite de 1940 ».

Le général Beaufre fut entendu par le président Pompidou et par le législateur. Le statut des militaires limite leur devoir de réserve à « ne pas évoquer publiquement, sans autorisation, des questions politiques ou mettant en cause une puissance étrangère ou une organisation internationale » (art. 7). On peut y ajouter les jurisprudences antérieures du Conseil d'Etat : « Ne pas faire de la fonction exercée (il ne s'agit pas du grade) un instrument d'action ou de propagande », et « ne pas donner à douter de leur neutralité ».

\* Vice-amiral d'escadre (CR).

ni de leur loyalisme envers les institutions ».

La loi, comme le rappelle son instruction d'application signée de M. Michel Debré, ministre de la défense peu suspect de laxisme (2), pose au contraire « le principe que les militaires peuvent, en règle générale, s'exprimer librement et publiquement, sans autorisation préalable et par tous les moyens écrits ou oraux, sur les problèmes militaires non couverts par les exigences du secret » (art. 7) définies un peu plus loin (art. 18).

Dans les années 1972 et 1973, la liberté retrouvée s'exerça de façon parfois pittoresque ou fracassante, sans qu'il y ait jamais eu rappel à l'ordre ni sanction. Ainsi du célèbre « Messieurs les curés, mêlez-vous de vos oignons ! » de l'amiral de Joybert, chef d'état-major de la marine, lancé à la télévision depuis l'Élysée le 14 juillet 1973 ; ou de sa définition d'être « le chef syndicaliste de la marine » (3).

## Nul droit d'association

L'ACTUEL ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, reconnaissait lui-même, le 17 septembre dernier à l'émission télévisée « 7 sur 7 », que les militaires ont le droit de s'exprimer sans devoir recourir à l'anonymat. D'aut acte, mais pourquoi venait-il alors de sanctionner un officier de marine qui s'était contenté de rappeler, justement à visage découvert, que l'article 10 du statut militaire charge les chefs des armées de veiller aux intérêts de leurs subordonnés et de signaler éventuellement leurs problèmes ?

Le ministre oubliait surtout que les braves qui oseraient parler à découvert et échapperaient à la rigueur ministérielle s'exposeraient sans moyen de défense à l'arbitraire de divers échelons de commandement.

C'est pour pouvoir lutter contre cet arbitraire de la hiérarchie politique et militaire, qui se manifeste au demeurant dans bien d'autres domaines professionnels ou sociaux à la faveur de ce silence forcé, que la Ligue des droits de l'homme, en liaison avec une partie des intéressés, préconise depuis longtemps une association spécifique de défense de leurs intérêts. Ils l'ont eux-mêmes réclamée directement en 1988 (6), en

il fallut la disparition de Georges Pompidou pour qu'une réaction brutale vienne restaurer une pratique contraignante qui n'a toujours pas de fondement légal.

Des officiers d'active de divers grades ont été sanctionnés ou contraints de quitter l'armée pour avoir exprimé, sur le seul plan militaire, des évidences gênantes, des opinions non conformistes, des appréciations défavorables sur leur matériel, ou de simples rappels de leur statut. Même des généraux du cadre de réserve qui pourtant, comme tous autres officiers de réserve, « n'ont pas à se munir d'une autorisation pour publier... ou pour évoquer publiquement des questions politiques », et à qui « l'interdiction d'adhérer à des associations, y compris politiques, n'est pas applicable » (4), ont été rayés des cadres de Bollardière et Binoche), blâmés officiellement, ou fustigés indirectement comme « plus militants que militaires » (5), sans avoir en fait outrepassé leur droit.

Le chef de l'Etat demandait récemment que « l'adaptation de la condition militaire à son temps entre sans délais dans les préoccupations de chacun et, par là, dans les mœurs » (10). Cela comporte une harmonisation avec le reste de l'Europe. C'est un fait que le malaise latent qui filtre périodiquement chez les militaires français, et qui sème leur attachement à leur métier, vient d'abord des pratiques qui les tiennent à l'écart de la nation. Au premier rang de ces pratiques, on trouve le refus obstiné de leur reconnaître l'exercice des deux libertés fondamentales

d'expression et d'association, dévolues par la Constitution à tous les citoyens sans exception.

Le chef de l'Etat demandait récemment que « l'adaptation de la condition militaire à son temps entre sans délais dans les préoccupations de chacun et, par là, dans les mœurs » (10). Cela comporte une harmonisation avec le reste de l'Europe. C'est un fait que le malaise latent qui filtre périodiquement chez les militaires français, et qui sème leur attachement à leur métier, vient d'abord des pratiques qui les tiennent à l'écart de la nation. Au premier rang de ces pratiques, on trouve le refus obstiné de leur reconnaître l'exercice des deux libertés fondamentales

d'expression et d'association, dévolues par la Constitution à tous les citoyens sans exception.

d'expression et d'association, dévolues par la Constitution à tous les citoyens sans exception.

- (1) Dans le *Figaro* du 3 mai 1972.
- (2) Instruction n° 50475 DN/CC du 29 septembre 1972.
- (3) Rappelé dans le *Monde* daté 17-18 septembre 1989.
- (4) Notice à l'usage des officiers généraux du cadre de réserve, bureaux des officiers généraux, paragraphe 12, 1, p. 5.
- (5) Appel des « 45 », le *Monde* des 4-5 mai 1988.
- (6) Le *Monde*, du 28 mai 1988.
- (7) Résolutions du 30 juin 1988 (903) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et du 12 avril 1984 du Parlement européen.
- (8) Loi du 21 novembre 1969.
- (9) Le *Service militaire*, Face à face Chevènement-Messmer, éditions Balland, 1977, p. 107.
- (10) Discours de Valmy, le 17 septembre 1989.

Et alors  
ça  
recommence ?

Olivier Milza

LES FRANÇAIS  
DEVANT L'IMMIGRATION

QUESTIONS AU XX<sup>e</sup>S

EDITIONS COMPLEXE

218 pages - 53 FF.



## COURBÉ SOUS L'ORAGE

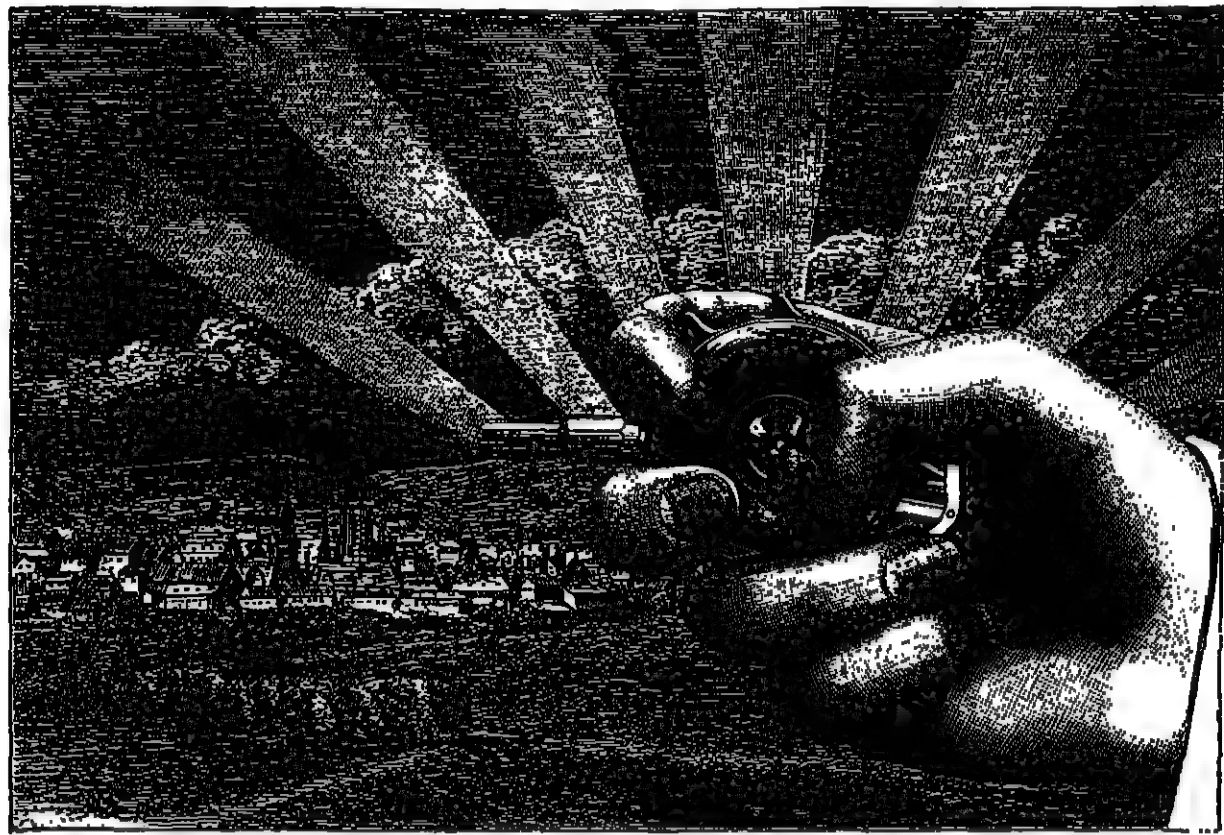
Depuis quelques années, on assiste à une véritable ruée vers l'art, devenu l'une des plus solides valeurs-refuges qui soient (1). Face à cette marchandisation-banalisation de l'œuvre créatrice, les artistes s'étaient jusqu'ici, sauf rares exceptions, cantonnés dans un cruel silence. C'est pour sonder leurs reins et leurs cœurs qu'Yves Hélias et Alain Jouffroy avaient entrepris une enquête sous forme de questionnaire (2). Ils sont aujourd'hui en mesure de rendre compte des réponses qu'une cinquantaine d'entre eux leur ont adressées, souvent de manière très détaillée.

Le voyage ainsi entrepris au sein de la communauté des peintres, sculpteurs, artistes multimédias et écrivains balaisera bien des illusions : pas plus que les autres composantes de la société, les créateurs n'échappent aux contraintes et aux mirages d'un néolibéralisme où quelques-uns trouvent néanmoins leur compte. Pen de traces - pour l'instant ? - dans leurs propos des révoltes de leurs aînés, des authentiques audaces des avant-gardes qui fondèrent l'art moderne. Après les proclamations successives de la « fin des idéologies » et de la « fin de l'histoire » faudrait-il conclure à la « fin de l'art » comme question dérangeante ? L'orage se lève un peu partout sur une Terre menacée dans sa survie (3). Les créateurs sauront-ils, mieux que les politiques, anticiper les choix radicaux dont personne ne pourra durablement faire l'économie ? - B. C.

(1) Henri Coaco, « Art et argent : la peinture dernière valeur-refuge ? », *Le Monde diplomatique*, juin 1989.

(2) Yves Hélias et Alain Jouffroy, « Cruel silence des artistes », *Le Monde diplomatique*, juillet 1989.

(3) Voir la série d'articles « Inventer un avenir pour la planète » dans *Le Monde diplomatique* de juillet à novembre 1989.



MAX ERNST. - « La Femme 100 têtes » (1929)

### Ceux qui se sont exprimés

Au long questionnaire qu'ils avaient adressé à cent cinquante artistes, Yves Hélias et Alain Jouffroy ont reçu une cinquantaine de réponses. Voici la liste de ceux qui ont ainsi accepté de prendre la parole :

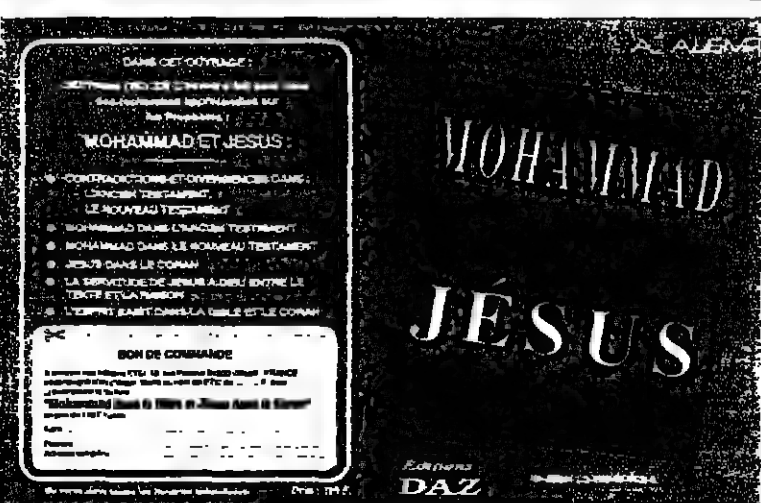
Peintres : Ramon Alejandro, Carole Benzaken, Christian Bouillé, Herman Braun-Vega, Louis Cane, Florent Chopin, Leonardo Cremonini, Colette Deblé, Bernard Dufour, Bruno Eliss, Anthony Freestone, Gérard Fromanger, Hervé Girardin, Olivier le Bars, Michaël Lechner, Bruno Mathon, Jacques Monory, Olivier Mosset, Charles Pascarel, Michel Potage, Denis Rivière, Cristina Rubalcava, Milos Sobac, Gérard Titus-Carmel, Jan Voss, Yoshiko.

Sculpteurs : Philippe Hiquity, Piotr Kowalski, Daniel Pommereulle, Jean Tinguely.

Artistes « multimédias » : Gianfranco Baruchello, Didier Bay, Jean Berthet, Jacqueline Dauriac, Ruth Francken, Groupe Gasmé (Jean Maffioletti et Michel Gasse), photomonteurs : Jochen Gerz, Jacques Gré, Christian Jaccard, Joël Hubaut, Anne Rousseau, Jean Sabrier, Jacques de la Villeglé, Franz Ehrard Walther, Wolman.

Peintre-écrivain : Serge Rezvani.  
Sculpteur-écrivain : Jean-Paul Guibbert.  
Écrivains : Henri-Alexis Baatsch, Kenneth White.

Dans l'article ci-contre, nos deux collaborateurs ont dû se contenter de citer brièvement des réponses parfois fort argumentées et toujours riches d'enseignements. Pour rendre justice à la qualité et à la densité de ces réflexions, des extraits plus importants des textes reçus seront prochainement publiés, avec le concours du *Monde diplomatique*, dans les *Cahiers du Renard*, revue de l'Association nationale pour la formation et l'information artistique et culturelle (ANFIAC).



## Portrait idéologique

Par YVES HÉLIAS  
et ALAIN JOUFFROY

LES artistes d'aujourd'hui se sentent-ils encore les héritiers des fondateurs de la modernité du vingtième siècle : cubistes français, futuristes italiens, constructivistes russes, dadaïstes, expressionnistes allemands, surréalistes de divers pays, qui, de 1910 aux années 50, ont affronté une hostilité continue ? La majorité d'entre eux semblent avoir oublié les énormes défis, les risques historiques et la capacité de résistance à la misère de leurs aînés. De ces derniers, l'image qui leur est donnée maintenant, détachée de tout contexte, est celle d'un ensemble d'œuvres glorieuses, fruits de l'invention et de l'audace, mais financièrement et médiatiquement considérées comme le pilier inébranlable d'un nouvel empire : le marché international de l'art.

La « ruée vers l'art » est aussi une « ruée vers l'or » où la valeur artistique est identifiée à la valeur marchande.

se nourrit, se fortifie, s'exacerbe (Christian Jaccard) comme à une cause mystique, même si, secrètement, ils la jugent très compromise. Invités à y réfléchir, ils ne parlent pas du sens inhérent à leurs propres œuvres, comme s'ils n'osaient avouer qu'ils ont abandonné ce soin à d'autres. Ceux qui, comme Joël Hubaut et Fromanger, pensent que le sens est le produit de la « volonté » et du « combat » de l'artiste, d'une recherche systématique de « sens nouveaux », sont des exceptions. Un seul espoir naît chez les jeunes peintres : « Que prennent fin les philosophies de la fin du sens » (Carole Benzaken), comme s'ils attendaient passivement que la mode change pour s'y consacrer pleinement, alors que la perte du sens des œuvres est, à leurs yeux, subordonnée aux « guerres économiques » (Christian Jaccard) qui ont permis aux marchands de devenir, à leur place, les maîtres absolus du jeu.

Cette passivité masque-t-elle un réel cynisme, transformé en vertu artistique ? C'est « la vertu fondamentale des artistes », dit même Bernard Dufour. Tout se passe, en effet, comme si le cynisme était la seule arme qui leur reste des révoltes exemplaires des fondateurs de la modernité. Quand ils rejettent le cynisme - les plus jeunes, les moins connus d'entre eux surtout, comme Carole Benzaken, Florent Chopin, Anthony Freestone, Olivier le Bars, Anne Rousseau - c'est qu'ils espèrent que le monde peut encore changer, que le *status quo* et le consensus ne sont que des étapes provisoires de l'histoire. Mais cela ne va guère plus loin qu'un vœu. Les signes d'un désir de renouvellement des critères éthiques - à partir desquels on pourrait juger un art futur - viennent, le plus souvent, de ceux que le marché n'a pas encore compromis (et ne réussira peut-être pas à compromettre).

L'esprit du temps, le *Zeitgeist*, les tarabuste à tel point qu'ils ne réussissent que très rarement à le surplomber intellectuellement. Certains émettent le regret d'une époque où la modernité était liée à l'invention, à des « choix sensibles », et ils constatent avec tristesse, comme Olivier le Bars, que les « formes que nous abîmons sont devenues désertes ». La contemporanéité,

dans le sens établi par les spécialistes de la mode et de la mercatique, est subie comme une règle à laquelle il est pratiquement impossible de se soustraire, et que nul n'envisage de subvertir. L'art que les « gourous marchands, institutionnels et médiatiques » (Denis Rivière) considèrent aujourd'hui comme « contemporain », et qui leur paraît « nettement jemenfouiste, sans amour » (Ruth Francken), « sériel et éphémère comme notre époque » (Leonardo Cremonini), les ennuie plus qu'il ne les révolte, en particulier parce qu'il leur semble imitatif ou parodique, « submergé par des travaux d'épaves » (Jean-Paul Guibbert). Le groupe de photomonteurs Gasmé est à peu près le seul à formuler une idée plus positive, quand il affirme que « le travail sur le sens (et non l'affirmation d'un sens) est devenu « le vrai critère » d'une œuvre qui serait, elle, vraiment représentative de notre temps.

Aussi ne peut-on s'étonner que la plupart des artistes doutent aujourd'hui de la durabilité de leurs œuvres : « Il n'y a pas d'œuvre durable en soi » (Bernard Dufour), « la durabilité est périssable » (Ruth Francken). Jubilant dans sa résignation, Jean Tinguely s'écrit : « Il n'y a pas de durabilité, rien que du temporaire, alors vive la vie ! ». De toute manière, « aucun critère objectif de durabilité » ne peut être défini par personne. Quelques-uns revendiquent d'ailleurs le caractère éphémère d'œuvres qu'ils réalisent volontairement avec des matériaux précaires (Jan Voss). A quel bon se préoccuper de la postérité ? « Adviennent que pour et comprennent qui pourra ! » (Bernard Dufour). Leur plus grand rêve serait que leurs œuvres posant des « questions » (Piotr Kowalski, Christian Bouillé) demeurent actuelles tant que nul n'y aura apporté de réponse. Notre temps étant aujourd'hui morcelé en « moments », qu'aucune nécessité historique ne leur paraît relier, rien n'empêche qu'« un jour », une « mémorisation rassemblera ces moments et leur donnera un sens » (Jean Berthet). Toutes les œuvres d'art qui se vendent encore mal - tous jours les plus nombreuses - sont devenues des chèques en blanc sur l'avenir.

### Gagner sa vie

LE néolibéralisme nous a dévasté le champ de l'art comme le reste, et les artistes ne définissent aucune stratégie pour y remédier. Cela ne les empêche pas de chercher à régénérer leur travail selon des paradigmes anciens, à se trouver des exemples à peu près d'importance dans ce « musée imaginaire » qui est devenu si naturellement le leur qu'ils ne prennent plus la peine de citer Malraux. Fresques de Lascaux, menhirs, odalisques de Matisse, et surtout les *Demotelles d'Avignon* (que plusieurs d'entre eux jugent significativement « plus importantes » que *Guernica*), Klee, Kandinsky, les fondateurs des nouveaux systèmes sémantiques du début du vingtième siècle sont appelés pêle-mêle à la rescousse, quand ce ne sont pas « les artistes qui furent congédiés par leur époque », tel Gauguin. Le musée imaginaire est devenu une sorte d'Arche de Noé, où ils tentent de « traverser, à la Conrad, le typhon financier sans trop de dégâts » (Jacques de la Villeglé). Mais impossible d'entrevoir, dans ces références, quel nouveau profil du passé ils sont en train de sculpter. Ils ne se réfèrent clairement qu'à notre présent.

Ils continuent cependant de se croire « indépendants » du fait même que leur légitimité d'« artisans » ou de « chercheurs », de spécialistes du « silence et du vide », en dehors desquels « il n'est que parole vaine » (Gérard Titus-Carmel), se confond maintenant avec une profession libérale aussi honorable qu'une autre. « L'indépendance intellectuelle de l'artiste ne dépend pas de la vente ou de la non-vente de son œuvre », dit Hermann Braun-Vega, « mais de son intégrité ». Il leur semble donc incongru, sinon même un peu scandaleux, de leur demander s'ils jugent obligatoire de tirer leurs ressources de leurs œuvres.

Avec Didier Bay, qui évoque un « art existentiel et non matériel, pour lequel il n'y a pas de rétribution », Gianfranco Baruchello est l'un des rares à dire que l'artiste « peut » mais « ne doit pas gagner sa vie avec l'art » ; et il cite les « estimables métiers comme enseignants, graphistes, etc., qui peuvent permettre aux artistes de ne pas produire ce qu'un marchand ou le marché lui demandent ». En posant comme principe que « tout est mieux que leur dire oui », il ferait presque figure, aujourd'hui, de provocateur. En

effet, « pourquoi l'artiste serait-il le seul travailleur à ne pas gagner sa vie avec son travail ? » (Colette Deblé). C'est seulement s'il gagne « énormément » que cela peut le lier « à d'énormes obligations » (Jacques Monory), ou même révéler la portée de son travail à un « sens cynique et marchand » (Gérard Fromanger). En fait, ils jugent que, malgré le marché et ses contraintes, leur « autonomie » est restée intacte. Leur discours tend, en tout cas, à le faire croire.

Du fait que, depuis 1981, la politique culturelle de l'Etat, en France, est devenue moins averse, « plus polie à l'égard des artistes » (Jacques Monory), on pourrait conclure que les artistes, ne serait-ce que pour échapper un peu aux contraintes marchandes, sont aujourd'hui plus désireux de collaborer avec lui. Non : ils dénoncent dans l'Etat un « allié de l'argent » (Jacques Monory), ou même un « Etat-marchand » (Olivier le Bars). « Le commerce entre grands marchands et Etat fonctionne à merveille, surtout pour rattraper le retard du marché international » (Christian Bouillé). Ils lui reprochent de « financer un académisme new look qui sert de cote au marché » (Gasmé) et d'« aligner sa position sur celle du marché international » (Carole Benzaken). Seul Cremonini, qui vit en France, considère que « l'Etat peut soutenir la qualité de l'individu rayonnant », ce qui n'est évidemment pas le cas de l'Italie ou de l'Allemagne, où Franz Ehrard Walther rappelle qu'il n'existe « aucune possibilité de collaboration entre un artiste et l'Etat ».

Paradoxalement, les artistes qui vivent en France restent, en majorité, favorables à une dépendance à l'égard du secteur privé : « L'Etat ne peut remplacer, dit Gérard Fromanger, le coup au cœur du collectionneur privé ». Aussi leurs attaques contre l'Etat sont-elles plus dures que celles, indirectes, qu'ils adressent aux marchands, comme si, pour eux, il jouait le rôle de bouc émissaire. Ils veulent bien d'une « aide en amour » (ateliers, écoles assurant la formation du public) « pour éviter des générations incultes, insensibles » (Michaël Lechner), mais, pour le reste, « que l'Etat nous fiche une paix totale ! » (Gérard Fromanger). Henri-Alexis Baatsch anticipe-t-il quand il leur conseille d'acquiescer « le sens de l'Etat, c'est-à-dire de leur responsabilité » ? La plu-

## de l'art

part des réponses montrent que les artistes ne semblent pas prêts à écarter ce genre de semence.

C'est clair : ils ont, en majorité, accepté d'être devenus des « entrepreneurs privés » et « doivent », comme l'écrit certains (telle Jacqueline Dauriac), « Personne ne peut mon propre entrepôt me consacrer ». C'est un véritable conseil de dégoût à ce sujet, qui tend à se dégaier à ce sujet, d'un notaire dans une position sociale équivalente à celle d'un médecin, d'un notaire d'un P-DG d'une petite-moyenne entreprise, plutôt qu'à celle d'un prétre ou d'un pape d'une quelconque religion, selon la formule de Jacques de la Villeglé.

Cela ne les innocente pas : autant : « On ne saurait être artiste », dit Wolman, et « inévitablement », dit Colette Deblé, « faut être aussi un artiste ». C'est moderne pour penser qu'un artiste n'est pas responsable de sa posture (Colette Deblé). On voit ainsi qu'ils sont devenus cyniques, en ce sens original et littéral - qu'ils se laissent tirer, sauf exceptions notables, de la charrette du marché. Ce laissez-faire ne les incite évidemment pas à peindre qu'ils pourraient exercer la même influence pour modifier les conditions du marché actuel de l'art. Le choix qui leur reste à cet égard, celui, comme dit Charles Pascarel, « d'attendre ou le fric est le moins sûr. Quelle autre direction, éthique sociale, pourraient-ils prendre demain ? C'est la première fois, des débuts de la modernité, que les artistes ne dessinent aucune espèce de perspective d'avenir. Cela peut paraître, mais ce constat résulte de toutes les réponses à l'enquête : le de l'art est un trou noir.

En démocratie, quel usage faire de la liberté artistique ? « Aucun », répondent de Jochen Gerz est d'une voix éclairante. En effet, la communauté artistique ne semble guère d'opinion plus ferme en la matière, liberté étant comme banalisée, vidée de toute substance réelle. L'exaltation consensus aboutit-elle au fait que démocratie, justement, cette question « ne se pose pas » ? Les réponses hissent un certain embarras. Les artistes participent massivement à la légitimation du modèle démocratique existant, au motif que l'art ne « s'épanouit qu'en son sein ». La liberté artistique est alors de « faire pour défendre la démocratie » thème de sa « fragilité » accrédité. Cette conception d'une liberté dérisive, résignée aux horizons du présent. Captive de la tautologie démocratique, la liberté artistique devient « floue ». Certains en nient la réalité : « Ça n'existe pas », « Je ne vois pas », « Quel vous parle ? » (Olivier Mosset). D'autres affirment son « indétermination », la plaçant dans une perspective individuelle. Ils opposent ainsi, à la vigueur, un principe d'autonomie à l'éthéromonie perçue comme une menace. L'idée d'une possible énonciation collective de la liberté ayant, par eux, un caractère réducteur. Dans le même logique, la liberté artistique devient par essence « totale », selon la formule de Gianfranco Baruchello, souligne son aboutissement radical, l'empire de Schwarzkogler, qui « fait de l'art en se coupant des maux de tissu musculaire ». Rien de tout à la fois, circulation totale l'autonomie créatrice dans l'espace.

### L'esthétique.

CEPENDANT cette transcendance apolitique de l'esthétique n'est-elle pas une aporie à l'usage des belles âmes impuissantes si l'on constate avec Fromanger, que « tout art national et/ou contemporain est politiquement efficient, que l'artiste veuille ou non » ? Aussi sont-quelques-uns à vouloir renouer le sillage que l'efficiencence politique s'échappe pas définitivement, en dépit, mais vaguement soupçonnées d'atténuer à la dignité de l'art. Mais ceux-ci désirent « élargir » la compréhension et dépasser la réduction du politique à la « répression stérilisante ou l'apaisement mensonger », en y incluant un lien humain social » (Carole Benzaken). C'est là qu'ils entendent aggraver, hors de toute « théorie » ou systématisation, par le moyen de micro-stratégies autonomes fondées sur « doute », la « précarité », le « déracinement », la « terreur ». Ils se tournent vers le terrain des « multiples conflits sains et vivaces » où Michaël Lechner retrouve la figure de l'« anarchie ».

Le principe d'un art politiquement efficient subsiste donc sporadiquement, mais subordonné à l'exigence

مكتبة الأصل



# de l'artiste fin de siècle

part des réponses montrent que les artistes ne semblent pas prêts à écouter ce genre de sermon.

C'est clair : ils ont, en majorité, accepté d'être devenus des « entrepreneurs privés » et « doivent » même l'être, selon certains (telle Jacqueline Dauriac). « Personnellement, je suis mon propre entrepreneur », dit Milos Forman, cette situation me convient parfaitement. « Un véritable consensus se dégage à ce sujet, qui tend à ancrer l'autonomie intellectuelle de l'artiste dans une position sociale équivalente à celle d'un médecin, d'un notaire ou d'un P-DG d'une petite-moyenne entreprise », plutôt qu'à celle d'un prêtre ou d'un pape d'une quelconque religion », selon la formule de Jacques de la Villeglé.

Cela ne les innocente pas pour autant : « On ne saurait être artiste innocemment », dit Wolman, et il faut être aussi con qu'un artiste post-moderne pour penser qu'un artiste n'est pas responsable de sa postérité (Colette Debile). On voit ainsi qu'ils sont devenus cyniques, en ce sens - original et littéral - qu'ils se laissent tirer, sauf exceptions notables, derrière la charrette du marché. Ce laissez-faire ne les incite évidemment pas à penser qu'ils pourraient exercer la moindre influence pour modifier les conditions du marché actuel de l'art. Le seul choix qui leur reste à cet égard est celui, comme dit Charles Pascaud, de l'endroit où la frite est le moins sale. Quelle autre direction, éthique et sociale, pourraient-ils prendre demain ? C'est la première fois, depuis les débuts de la modernité, que les artistes ne dessinent aucune espèce de perspective d'avenir. Cela peut surprendre, mais ce constat résulte de toutes les réponses à l'enquête : le futur de l'art est un trou noir.

En démocratie, quel usage faire de la liberté artistique ? « Aucun », la réponse de Jochen Gerz est d'une brièveté éclairante. En effet, la communauté artistique ne semble guère avoir d'opinion plus fermée sur la matière, la liberté étant comme banalisée, vidée de toute substance réelle. L'exaltation du consensus aboutit-elle au fait qu'en démocratie, justement, cette question « ne se pose pas » ? Les réponses trahissent un certain embarras. Les artistes participent massivement à la légitimation du modèle démocratique existant, au motif que l'art ne peut « s'épanouir qu'en son sein ». La liberté artistique est alors de « tout faire pour défendre la démocratie », le thème de sa « fragilité » accréditant cette conception d'une liberté défensive, réagissant aux horizons du présent.

Captive de la tautologie démocratique, la liberté artistique devient « floue ». Certains en nient la réalité : « Ça n'existe pas », « Je ne vois pas de quoi vous parlez » (Olivier Mosset). D'autres affirment son « indétermination », la plaçant dans une perspective individuelle. Ils opposent ainsi, avec vigueur, un principe d'autonomie à une hétéronomie perçue comme une menace. L'idée d'une possible énonciation collective de la liberté ayant, pour eux, un caractère réducteur. Dans la même logique, la liberté artistique devient par essence « totale », selon la formule de Gianfranco Baruchello, qui souligne son aboutissement radical par l'exemple de Schwarkogler, qui « faisait de l'art en se coupant des morceaux de tissu musculaire ». Rien et tout à la fois, circulation totale de l'autonomie créatrice dans l'espace



JACQUES MONORY. - « Hommage à Caspar David Friedrich n° 1 » (1975)

politique libéral, la liberté artistique est simultanément déréalisée et hyper-réalisée. L'un des rares à se poser une question sur cette liberté indéterminée, errant sans finalité spécifique ni projet extra-subjectif, déclare : « Je ne me sens pas libre de faire n'importe quoi » (Jean Sabrier). Gérard Fromanger a quelques raisons d'être soucieux de la faire « coller au réel ».

Beaucoup d'artistes affirment vouloir faire usage de leur liberté artistique pour défendre la démocratie. Sont-ils armés pour cela ? Une question brutale leur était posée : « Y a-t-il des raisons de renoncer à un art politiquement efficace ? » Une majorité des refus catégoriques (« Y a-t-il des raisons de renoncer à la vie ? », renvoie en écho Wolman), mais une forte minorité se prononce pour ce renoncement.

Les uns et les autres se rejoignent dans le procès de l'art politiquement engagé. Le doute est assez général quant à la réalité de son efficacité. L'exemple des aînés (Picasso est souvent cité) sert à le discréditer ; on évoque leurs « fourvoiements », leurs « impasses ». La thèse académique d'un art « étranger » à la politique se reconstruit, justifiée par l'idée d'une schizophrénie artistique où les engagements idéologiques et politiques n'ont aucun rapport avec la production artistique (Dufour). La théorie de l'art comme « reflet » permet souvent d'atténuer cette « schizophrénie inhérente à tout créateur ». « Inséparable de la société dans laquelle elle existe », le témoignage d'individus socialement situés, l'esthétique redescend sur terre, mais sous forme de platitudes sociologiques où l'« efficacité politique » ne se distingue pas d'un constat passif de l'ordre des choses. En ce sens, l'art est « toujours politique ». Ces conceptions expriment le souci de la plupart des artistes : que la politique ne change rien à leur pratique, que celle-ci demeure éloignée des inforts du conflit.

leurs choix esthétiques en se maintenant à la périphérie du désastre envahissant. D'autres répondent que oui, tout serait modifié. Mais, symptomatiquement, ils ne disent ni pourquoi ni comment. Gianfranco Baruchello rappelle seulement la situation dangereuse des intellectuels italiens des années 70, et évoque le séisme d'une « crise de conscience » qui pourrait ravager ce sanctuaire.

On constate parallèlement la débâcle d'une « communauté artistique » parfaitement illusoire. Son adhésion unanime au régime d'épanouissement des arts ne la cimente nullement en une détermination à le défendre par le moyen de l'art lui-même. Exil, suicide, retrait du monde, désespoir, continuation de l'œuvre, abandon de l'art, lutte armée, sans oublier ceux qui « ne

savent pas » et notamment ignorent s'ils « résisteraient aux sirènes » et aux honneurs de ces temps nouveaux... les artistes réagissent en ordre dispersé et disparaissent en tant que force spécifique. De cette multiplicité contradictoire, la pratique artistique n'émerge plus comme subjectivité collective : elle est à la dérive des événements, même si quelques consciences isolées, comme le groupe Gasmà, affirment une volonté « interventionniste ».

« Une âme vraiment belle agit et vit dans le réel », disait Hegel (Introduction à l'Esthétique). Quid de sa crédibilité devant tant de flottements ? Quid de son sérieux lorsque, s'agissant de savoir si « de nouvelles attitudes réalistes et critiques sont envisageables », se manifeste un refus massif de les entendre ?

## « La censure par le profit »

EN suggérant que « les nouvelles attitudes critiques n'apparaîtront pas nécessairement dans l'art », Piotr Kowalski se distingue de ceux pour qui « en dehors de cette recherche-là, l'art n'est que savoir-faire, savoir-vivre et quête de nouveau ». Cette consubstantialité de l'art et de la critique paraît cependant sans actualité pressante. Les artistes se bercent d'une attitude attentive, gommant sur les rivages imprévisibles du monde présent le surgissement cyclique mais « imprévisible » de la critique nouvelle. Beaucoup estiment, certes, être personnellement engagés dans une œuvre critique, mais cet activisme isolé, et pour certains « quotidien », est vécu comme l'expectative d'un courant d'idées qui, de l'extérieur, viendrait les saisir par surprise. Que pourrait-il être ? Comment le présenterait-il ? Sur ce point, l'imagination semble tarie, bien que, çà et là, fuse l'idée d'un renouvellement de la lucidité, comme cette « trinité enthousiaste » que propose Serge Rezvani.

L'ampleur des bouleversements en cours est perçue, mais l'atmosphère de « brassage » des démocraties post-industrielles est interprétée comme une inconnue où la critique n'est pas identifiable à une forme historique. Elle y survit en l'état primitif d'une « singularité terreuse », « écart plus absolu que jamais » (Olivier Le Bars), travail semi-clandestin de taupes trop séparées les unes des autres pour se défaire des « chaînes qui empêchent les hommes de faire un art heureux, mais heureux dans un monde sans Dieu » (Henri-Alexis Baetsch).

En réalité, le bel unanimisme en faveur de la critique est un consensus à la mesure de sa banalisation : une référence obligée, détachée de toute nécessité réelle. En témoigne le silence quasi général au sujet de la radicalité. Le thème de la permanence de la critique (les nouvelles attitudes ? « elles existent déjà »), comme celui de sa consubstantialité à l'opération artistique (« chaque œuvre est radicale et critique »), révèle le désir de se rassurer par des universaux qu'il faut « défendre », mais guère une énergie pour risquer, dans les circonstances présentes, une liberté artistique réellement anticipatrice et audacieuse.

Sans considération pour la discontinuité, un mythe de la « critique éternelle » s'installe tranquillement, signe

fice ? « Plus tard » ou « toujours » sont les deux formules sur lesquelles glisse le présent, et où se volatilise l'actualité de la critique.

« On n'échappe pas au capitalisme », tel est le constat que dressent même ceux qui ne veulent pas se rallier à son écrasante domination. Ainsi, le groupe Gasmà analyse les pièges redoutables où il attire les arts en séduisant ceux qui veulent jouer le rôle d'artistes.

La perversité du capital brouille les repères. Qui collabore ? Qui ne collabore pas ? Ne sont-ils pas tous « des collaborateurs innocents, même après leur mort » (Jean Berthet) ? Dans cette jungle, mieux vaut donc pactiser avec le diable, conclure avec le capital un « mariage de raison », digne mais « méfiant », car on ne saurait déchoir en « embellisseurs privés qui collaborent à innocenter le capital » (Serge Rezvani).

Cette résistance résiduelle de l'artiste ne traduit plus de réel besoin de rupture avec l'ordre existant. Feignent-ils de méconnaître la volonté de dépassement de l'art des fondateurs de la modernité, ce refus de l'embellissement qui détermina leur gloire ? L'art ayant repris sa figure d'entité, de sphère transcendante, l'ambition des artistes contemporains est moindre : ils s'accoutument à devenir de simples vendeurs de leur propre transcendance.

« Solitude », « singularité » (mot si souvent répété), « indépendance à l'égard de tous les pouvoirs », ces devises redessinent une morale de l'unique et sa propriété semblable à celle de cette gauche hégémonique qui aspire à l'anarchie. Mais ils n'ont d'autre projet que celui induit par le libéralisme marchand, et ne cherchent pas les moyens théoriques et pratiques pour sortir des voies de garage ainsi réservées à l'art. L'heure est à un micro-anarchisme « soft » et pragmatique, pour survivre sous la chape des conditions présentes.

« Vive Bakounine ! » lance Jean Tinguely. Bakounine conseillait aux militants révolutionnaires de « unir au monde aventureux des brigands ». Sans le savoir, les artistes suivraient-ils ce conseil, mais en le retournant politiquement ? Grands marchands et grands spéculateurs, managers et barons de la gloire médiatique, tous les protagonistes du western culturel mondial ne se sont-ils pas imposés à eux comme les « nouveaux brigands » du capitalisme avec lesquels il est fascinant de s'entendre, surtout en secret ? Depuis le romantisme, les artistes ont toujours su apprécier l'irremplaçable compagnie des voyous.

YVES HELIAS  
et ALAIN JOUFFROY.

« Les problématiques explorées par Yves Helias et Alain Jouffroy dans cet article seront approfondies lors d'un colloque organisé par le conseil général de Vaucluse à Apt, les 24 et 25 février, avec le concours du Monde diplomatique. (Renseignements et inscriptions : Yolande Padilla et Isabel Ferrando, conseil général Vaucluse, place Viala, 84000 Avignon. Tél. : 90-86-33-33.)

## L'esthétique, sanctuaire inviolable

Cependant cette transcendance apolitique de l'esthétique n'est-elle pas une aporie à l'usage des belles âmes impuissantes si l'on constate, avec Fromanger, que « tout art international et/ou contemporain est politiquement efficace, que l'artiste le veuille ou non » ? Aussi sont-ils quelques-uns à vouloir renouer le fil pour que l'efficacité politique ne s'échappe pas définitivement en des mains vaguement soupçonnées d'attenter à la dignité de l'art. Mais ceux-là désirent « élargir » la compréhension et dépasser la réduction du politique à la « répression stérilisante ou l'apaisement mensonger », en y incluant une dimension « civile », plus « proche du lien humain social » (Carole Benzenken). C'est là qu'ils entendent agir, mais hors de toute « théorie » ou systématisation, par le moyen de micro-stratégies autonomes fondées sur le « doute », la « précarité », le « dérangement », la « véridité ». Ils se tournent vers le terrain des « multiples conflits sains et vivaces » où Michael Lechner retrouve la figure de l'« anarchie ».

Le principe d'un art politiquement efficace subsiste donc sporadiquement, mais subordonné à l'exigence

générale et consensuelle d'une subjectivité fluide, d'une « liberté hors de la loi ». Comment mesurer les éventuels résultats concrets d'un art politique aussi refoulé ? Ne se réduisent-ils pas d'avance aux satisfactions de la « solitude majeure et exemplaire » (Gérard Titus-Carmel), et à ses succès médiatiques apparents ?

Cette efficacité politique sur fond de schizophrénie tourne en déconfort artistique en cas de « coup bas » de l'histoire. Plus brutale encore était la question : « Si la situation politique évoluait gravement, au point de menacer la démocratie, cela pourrait-il bouleverser vos choix esthétiques et modifier la nature de vos projets ? Cela pourrait-il aller jusqu'à l'abandon de l'art lui-même ? » La diversité des réponses illustre à nouveau toute l'efficacité idéologique des thèses qui autonomisent l'art, le constituent comme séparé du monde et soustrait aux vicissitudes de l'événement.

L'esthétique est le plus souvent présentée comme un sanctuaire, aussi inviolable que la conscience morale, que ne saurait affecter le bouleversement des conditions politiques. Ils sont donc nombreux, arguments à l'appui, à annoncer qu'ils persévéreraient dans

**MEDIASPOUVOIRS**  
POLITIQUES, ECONOMIES ET STRATEGIES DES MEDIAS

**Sommaire du n° 17**  
JANVIER - FÉVRIER - MARS 1990

**DOSSIER :**  
**Médias : Questions de formation**

Pascal DUFORESTEL  
Le temple des savoir-faire face à l'ère du vide  
Michael PALMER, Muriel PIVETTE  
Le rocher de Sisyphe  
Jean-Paul LAFRANCE  
L'enseignement de la communication au Québec : 20 ans déjà !  
José V. IDOYAGA  
Communication sociale et enseignement universitaire en Espagne  
Jean-Marie CHARON  
Quelle formation pour quels journalistes ?  
Elodie DENOME  
RSCG joue son image dans « Campus »  
François DONZEL  
Correcteur - Comprendre son rôle pour s'inventer un avenir  
Yves EVRARD  
La formation des managers culturels  
Viviane LEFournier  
Nouveaux médias - Inventer les métiers et leur formation  
Et les rubriques régulières : Analyses, Rapports, Baromètre, Bibliothèque  
En vente dans les librairies et directement au (1) 47 23 61 88, 100 F l'ex.

السلامة  
في العمل







Supplément

# Quelles langues pour la science ?

**Universelles dans leur démarche, les sciences et les techniques trouvent cependant leur ancrage et leurs domaines d'application dans chaque réalité nationale. Et, donc, nécessairement, dans chaque langue. A l'ignorer, chercheurs et ingénieurs se couperaient aussi bien de la richesse de leur propre fonds culturel, inépuisable source de créativité, que de la capacité de diffuser les nouveaux savoirs auprès de leurs concitoyens. Ces problèmes seront au cœur du Forum de la communication scientifique et technique — Quelles langues pour la science ? — organisé à Paris, à la Cité des sciences et de l'industrie, les 9 et 10 janvier, à l'initiative du ministère de la francophonie.**

## Enrayer la dynamique de la résignation

Quel aujourd'hui n'a pas rencontré de bons esprits allant partout répéter que la défense de la langue française comme moyen de communication scientifique est un combat inutile et dépassé ? Les mêmes vont plus loin et, en affectant quelque tristesse, expliquent que l'utilisation du français aboutirait à marginaliser les chercheurs francophones par rapport à une communauté scientifique soumise, en fait, à l'hégémonie américaine.

Ceux qui parlent ainsi sont des résignés. Il faut compter aussi avec les intégristes : ils n'hésitent pas à préconiser, au nom de l'efficacité et du pragmatisme, l'anglicisation résolue de l'Europe, « seule voie de salut », et à faire du recours systématique à l'anglais le signe évident d'une nécessaire distinction. Tout au plus est-on prêt à concéder au français une primauté historique dans le domaine des lettres et des arts, mais c'est pour mieux réserver à l'anglais le privilège exclusif d'exprimer la modernité technologique. J'ai accoutumé de la répéter : rien ne serait plus dangereux pour l'avenir de la francophonie qu'un tel Yalta linguistique dont on voit bien qu'il porte des germes de mort certaine.

Au vrai, il importe de s'attacher à une autre dynamique que celle de la résignation. Il faut mener un combat incessant non contre l'anglais (qu'il ne faut pas confondre avec le sabir anglo-américain dont on use dans certaines enceintes internationales et qui ne ressemble que de fort loin à la langue de Shakespeare, de Dickens et de James Joyce), mais d'abord contre ceux qui, par lassitude ou défaitisme, se refusent à faire l'effort de s'exprimer en français ou de mettre en place dans les congrès et les colloques scientifiques internationaux des systèmes de traduction simultanée, permettant à chacun de parler dans une langue de grande communication, et à chaque francophone d'exprimer sa pensée dans sa propre langue.

L'enjeu n'est pas seulement d'ordre politique et linguistique. Il est aussi d'ordre scientifique. Dans la mesure même où chaque langue découpe la réalité de

manière spécifique et la reflète à sa façon, il devient évident qu'elle joue un rôle important dans les phases de création, d'invention et d'innovation. La vision mécaniste qui ramène les langues à des systèmes susceptibles de se substituer les uns aux autres est, à l'évidence, réductrice. Peut-on penser sérieusement que la communication scientifique n'est que la transmission d'unités d'informations dans des codes totalement neutres et interchangeables ?

Les scientifiques connaissent bien la difficulté que chacun peut éprouver à traduire avec exactitude sa pensée dans une autre langue : les mots sont loin de recouvrir les mêmes concepts, tout simplement parce

Par ALAIN DECAUX \*

que la pensée a appréhendé et exprimé différemment tel ou tel aspect de la réalité. Le professeur Jean Hamburger me le faisait remarquer à propos du domaine médical : « Pathologie n'a pas la même connotation que pathologie, ni infectieux qu'infectious, les distinctions entre diseases, sickness et malady n'ont pas d'équivalent français, de même que le verbe français évoluer, en parlant d'une maladie, ne trouve que des périphrases comme équivalent anglais. » Ces exemples montrent bien qu'il ne s'agit absolument pas de prouver la supériorité du français sur d'autres langues et formes de pensée. Il s'agit simplement de souligner les inconvénients que représente, pour chacun, l'abandon de sa langue et le danger que constituerait, pour la science, l'adoption d'un moule conceptuel et linguistique unique. La communauté scientifique se doit donc de refuser cet appauvrissement intellectuel qui résulterait du monopole de l'anglais-américain. Elle doit prendre conscience du scandale qui naîtrait de l'obligation, pour des francophones, d'exprimer leur pensée par le truchement d'une langue étrangère.

La pénible affaire des *Annales de l'Institut Pasteur*, qui vont enfin disparaître — en français ! — sous une

forme nouvelle, a mis en évidence la nécessité d'organiser une riposte collective de la communauté francophone à l'hégémonie croissante de l'anglo-américain et de combattre l'esprit de démission de ceux qui, pour des raisons plus ou moins fondées, sont prêts à accepter que l'anglo-américain ait au vingtième siècle le rôle que jouait au Moyen Âge le latin (dans un contexte au demeurant très différent), et que les instances de légitimation scientifique internationale se situent exclusivement aux Etats-Unis.

Quel que soit le succès des efforts qu'il s'imposent pour modifier les comportements linguistiques et amener les chercheurs francophones à s'exprimer

prioritairement en français, il faut bien prendre en considération les exigences de communication qui constituent le pivot de la recherche. Cette communication passe par les colloques et congrès internationaux. Elle passe aussi et d'abord par les publications dans des revues spécialisées. Or, faute de public suffisant, et parce que la conservation internationale se situe hors de l'espace francophone, les revues scientifiques francophones ont beaucoup de mal à survivre et finissent, comme cela a failli être le cas pour les *Annales de l'Institut Pasteur*, par s'angliciser totalement.

Si, dans les pays du Nord, cette situation prévaut, que dire des pays du Sud dont les faibles moyens ne permettent guère d'assurer la viabilité des publications de leurs centres de recherche ou de leurs universités ? C'est pourquoi il a paru urgent de concevoir une revue de qualité qui accueille les produits de la recherche de tous les pays de la communauté francophone et leur assure la nécessaire audience internationale qu'ils attendent. Tel est le sens du projet

\* De l'Académie française, ministre délégué, chargé de la francophonie.

de *Cahiers de la recherche francophone* que le gouvernement français a présenté à ses partenaires lors du dernier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, et qui devrait prochainement enrichir le programme UREF (1) confié à l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF). L'expérience, couronnée de succès, de la revue franco-québécoise *Médecine/Sciences* (2), dont beaucoup doutaient cependant au départ, démontre la faisabilité d'une telle entreprise tant au plan économique (on approche aujourd'hui avec un tirage de 4 600 exemplaires du seuil d'autofinancement), qu'au plan scientifique (la revue est désormais indexée dans les *Current Contents*).

Parallèlement, pour renforcer la présence de francophones dans les colloques et congrès scientifiques, qui constituent des lieux d'échange privilégiés, et pour encourager chacun à communiquer dans sa langue les fruits de ses recherches, la France a également annoncé au sommet de Dakar l'ouverture d'un fonds d'aide à la traduction et à l'interprétation. Ce fonds, placé auprès de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) (3), est d'ores et déjà disponible. Nous espérons que d'autres contributions viendront prochainement l'abonder, faisant ainsi définitivement pièce à ceux qui se retranchent derrière l'aillet économique pour justifier le maintien du « tout-anglais ».

(Lire la suite page 27.)

(1) L'Université des réseaux d'expression française (UREF), à laquelle la France attribue, en 1990, un crédit de 24 millions de francs, a pour but de mettre en relation des équipes de chercheurs du Nord et du Sud, de faciliter des réseaux, de constituer un espace scientifique francophone solidaire.

(2) Editions John Libbey — Eurotext, 6, rue Blanche, 92120 Montrouge.

(3) ACCT, 13, quai André-Citroën, 75015 Paris.

## Une recherche qui se fait comme elle se parle...

On représente communément la science comme une activité dominée par l'écrit — celui des articles et livres qui seraient la forme achevée des connaissances produites.

La sociologie des sciences contemporaines a fort bien mis en évidence l'utilité, la nécessité même, de prendre en compte la dimension de la parole pour comprendre le fonctionnement réel de la recherche. L'écoute attentive et l'analyse précise des échanges de mots entre chercheurs dans un laboratoire montrent l'impossibilité d'y séparer les aspects « techniques » (circulation d'informations, transmission de connaissances) et les aspects « politiques » (enjeux de pouvoir, rapports de forces) (1). Et certes, si la science est activité sociale, comment se passerait-elle de ce qui fonde le rapport social, c'est-à-dire l'échange de paroles ?

### Le miroir de l'autre

La difficulté de la recherche scientifique, l'obstacle à la mise au jour de connaissances nouvelles, tiennent moins de l'opacité des choses qu'à celle de l'esprit. La nature ne nous cache rien, au contraire : elle montre tout, en vain. C'est nous qui, devant cet étalage, avons le plus grand mal à y distinguer l'essentiel de l'accessoire, à y choisir les objets ou événements significatifs, à y découvrir ordre et sens. Le chercheur — a-t-on assez dit dans quel état de frustration permanente il travaille ? — se heurte donc sans trêve à ses propres

limites. Rien de plus naturel alors que le miroir de l'autre.

Il ne s'agit pas seulement de l'émergence de connaissances nouvelles, mais tout aussi bien du dévoilement des failles oubliées ou cachées du savoir. Quel enseignant n'a pas eu l'expérience, en s'entendant faire cours, même sur un sujet traditionnel, de sentir soudain briser un hiatus occulté de sa propre compréhension ? C'est en ce sens qu'on ne connaît (à peu près) bien que ce qu'on a enseigné.

L'enseignement oral est un élément capital de la formation scientifique professionnelle : faire cours, c'est d'abord se faire cours — et, si vous ne comprenez pas vraiment ce que vous dites, vous ne pourrez pas manquer de lire votre insuffisance dans les yeux de vos étudiants. C'est bien pourquoi la séparation des activités d'enseignement et de recherche est préjudiciable à chacune d'entre elles : chaque scientifique devrait être à la fois chercheur et enseignant.

Mais il y a plus. A la différence de la formulation écrite, par nature contrôlée et figée, l'expression parlée donne à la pensée la spontanéité nécessaire à l'invention. Le parler permet l'expression d'une

\* Professeur de physique théorique à l'université de Nice, directeur de la revue *Alliage*.

Pour une exploration plus systématique des rapports entre parole et recherche, voir les actes du colloque : « Langue, sciences, culture », tenu en décembre 1988 à Strasbourg et à paraître prochainement (GERSULP, université Louis Pasteur, 4, rue Blaise-Pascal, 67070 Strasbourg Cedex).

Par JEAN-MARC LÉVY-LEBLOND \*

créativité bien supérieure à l'écrit (noter d'ailleurs, la différence entre l'actif infini de l'un et le participe achevé de l'autre). Il n'est pas rare, en science... comme ailleurs, de dire avant de penser ; encore faut-il s'entendre soi-même !

Ce savoir nouveau ainsi apparu, reste à le faire circuler : il n'y a de connaissance scientifique que collective, et donc partagée. Le chercheur heureux est celui qui convie les autres et les engage sur la voie qu'il a ouverte (il ne peut y avoir de plagiat en science, seulement du suivi...). Mais l'écrit, ici encore, est très insuffisant, car il fixe trop aisément en formules canoniques et mortes la pensée vive. La rhétorique orale reste donc, depuis plus de deux mille ans, une forme majeure de la « communication » scientifique, comme on dit aujourd'hui.

Les correspondances privées, la publication de revues, la circulation des prétrages et aujourd'hui la messagerie électronique (fax, réseau Bitnet, etc.) n'ont jamais supplanté cet irrépressible besoin de parler. Les congrès et colloques (et plus encore leurs échanges de couloir que les communications en séance), les séminaires, les visites et le téléphone restent les lieux et

moyens essentiels non seulement de la circulation des informations, mais surtout de l'établissement des consensus.

La science possède enfin un trait majeur qui achève d'y faire de la parole le moyen de communication essentiel : le caractère conditionnel de toute connaissance qui puisse être dite scientifique. L'énonciation des conditions de sa validité, ou du moins la reconnaissance de leur existence, est une caractéristique nécessaire de toute assertion scientifique.

C'est bien parce qu'elles sont placées sous l'empire universel de la restriction que les sciences peuvent être dites strictes (plutôt qu'exactes). Or l'expression écrite de ces conditions est lourde, maladroite, voire impossible... à expliciter : elles sont trop nombreuses, et, d'ailleurs, loin d'être toujours toutes connues. L'écriture conduit alors la science à s'habiller d'une certitude et d'une assurance qui ne lui appartiennent guère en propre — et qui, paradoxalement, affaiblissent sa portée, s'il est vrai que la force d'une connaissance scientifique vient justement de notre capacité à contrôler ses conditions de validité.

La parole, par contre, peut rendre pleinement justice à la positivité relative de la science — entre autres, parce qu'elle ne se limite pas aux mots... Posses de voix, gestes, mimiques, accents deviennent des éléments rhétoriques essentiels et prennent une valeur épistémologique fondamentale, car ils permettent, et avec quelle souplesse, l'expression de la réserve indispensable qui, seule, donne valeur et sens aux énoncés de la science. Tel est le privilège de la parole sur l'écrit : il est plus facile d'entendre entre les mots que de lire entre les lignes...

En définitive, le débat sur l'objectivité de la science, qu'on se félicite de cette vertu unique ou qu'on se lamente de cette limitation rigide, se voit ainsi quelque peu relativisé. Pour qui ne se contente pas de prendre la science à sa lecture (écrite), mais entend (ce qui, en bon français, veut juste-ment dire aussi « comprendre ») sa voix, la subjectivité ne peut en être éliminée.

Les scientifiques parlent donc. Mais dans quelle langue ? Nous touchons ici, bien entendu, au problème de la domination de l'anglais. Que ce soit avec satisfaction ou avec résignation, nombreux sont les chercheurs à le considérer comme langue universelle — quoiqu'il s'agisse moins de la langue anglaise ou même américaine, que d'un *pidgin* yankee. Mais cette domination n'est pas si établie qu'il y paraît, ni en fait ni en droit. Même dans les disciplines les plus dures (pardon, *hard*), telle la physique de pointe, si la grande majorité des chercheurs publie en « anglais », ils parlent encore leur

langue — même dans leurs laboratoires. On peut donc tranquillement affirmer que la science, en France, est faite de beaucoup plus de mots français (parlés) qu'anglais (écrits). Qu'il soit nécessaire de rappeler cette évidence montre à quel point le débat est faussé par une grave erreur de conception sur la nature de la recherche scientifique, identifiée à son produit final (les publications) plutôt qu'à son activité réelle.

### Clarifier les savoirs nouveaux

Or cette vitalité de la langue naturelle dans la science est utile et féconde. La science se fait comme elle se parle. A s'énoncer, donc à se penser, dans une langue autre que la langue ambiante, elle perdrait son enracinement dans le terreau culturel commun et serait *ipso facto* privée d'une source essentielle, même si elle est souvent invisible, de sa dynamique. Les mots ne sont pas de neutres habits pour les idées : c'est souvent par leur jeu libre et inattendu que se fait l'émergence des idées nouvelles. L'emploi d'une langue étrangère ne peut évidemment que brider les associations, voire les lapsus, source de créativité.

Et cela est plus vrai encore si l'on considère l'autre versant de la recherche scientifique, celui non de la création novatrice, mais de la réflexion critique.

(Lire la suite page 26.)

(1) Voir Bruno Latour et Steve Woolgar, *Le Vie de Laboratoire*, La Découverte, Paris, 1968.

### Lire pages suivantes

- PAGE 26 : La créativité, victime des jargons, par André-Yves Portnoy. — Suite de l'article de Jean-Marc Lévy-Leblond.
- PAGE 27 : « To be » ou ne pas être ? par Philippe Lazar. — Suite de l'article d'Alain Decaux.



## Une recherche qui se fait comme elle se parle...

(Suite de la page 25.)

Tout est indispensable (quoique aujourd'hui peu favorisé et valorisé) travail de tri, de refonte, de remodelage qui doit en permanence séparer l'essentiel de l'accessoire, dégager les constructions solides des échafaudages auxiliaires, clarifier les savoirs nouveaux pour qu'ils soient compris et transmis — ce travail est peut-être encore davantage tributaire d'une langue riche et maîtrisée. Écrire en anglais des articles de physique de pointe pour revues professionnelles, le plupart des physiciens s'en débrouillent. Écrire des textes de recension critique, d'analyse conceptuelle, de rénovation pédagogique ou de diffusion publique, trop peu le font, même en français, et à fortiori en anglais.

C'est qu'ici le contexte social, éducatif, culturel, joue un rôle majeur et inhibe considérablement la pertinence d'une traduction médiocre. On pense, par exemple, à la difficulté pour qui est nourri, même sans le savoir, d'une tradition fondée sur Descartes, Comte, Bachelard, etc., à exprimer sa pensée en anglais... Ainsi donc, pour qui ne se résume pas à la production en série de résultats scientifiques interchangeables et éphémères, pour qui la science doit garder la vitalité d'une activité culturelle, la nécessaire pluralité de la pensée exige celle de la langue.

### Un plurilinguisme de l'écrite

Il nous faut donc accepter, revendiquer et promouvoir, dans la science, la multiplicité des langues parlées, même si nous nous accommodons d'une relative unification de la langue écrite. Et cette langue qui est la nôtre, il n'est pas vrai que nous devrions l'abandonner pour parler — de science — à d'autres. Il n'est rien de plus ridicule — et même de plus humiliant — pour un francophone que de se voir contraint de parler physique en anglais avec des collègues italiens ou espagnols. Au sein de l'aire linguistique romane en tout cas, il suffit d'un minimum

d'attention et d'effort pour pouvoir entendre l'autre — qui n'est qu'à peine étranger (Pierre Achard a proposé l'idée, finalement très raisonnable, de considérer toutes les langues romanes comme des formes dialectales d'une même langue — virtuelle, certes ; le latin moderne).

Bien au-delà du problème de la science, ne serait-il pas temps de promouvoir un plurilinguisme minimal — celui de l'écrite ? S'il est difficile de (bien) parler une autre langue, il est beaucoup plus facile de la comprendre, surtout si elle est voisine : chacun sa langue — et l'oreille ouverte à celle des autres... L'idée qui avait été émise il y a quelques années d'inciter (non pas d'obliger, certes) les chercheurs français à parler leur langue dans les colloques internationaux — qu'il faut bien distinguer du problème de la langue écrite des publications, — cette idée ne mériterait sans doute pas l'indignation ou le dédain qu'elle a rencontrés.

Nombre de ces remarques vaudraient pour la communication, entre interlocuteurs qui « parlent science », mais dont tous ne sont pas des scientifiques. On conviendrait que ce n'est pas une situation moins importante au vu de l'impact social de la science contemporaine...

Mais peut-être le problème est-il alors moins celui de la qualité de parole des scientifiques, que celui de la capacité d'écouter des non-scientifiques. Si la vulgarisation traditionnelle ou la médiatisation actuelle des sciences ont en général une si faible efficacité, ne serait-ce pas qu'elles répondent à des interrogations qui n'ont jamais été formulées par le public et qu'elles ne perçoivent pas ses questionnements réels — certes peu explicites et souvent confus ? Mais comment, faute de cet effort d'écoute préalable, le discours scientifique pourrait-il être entendu ? A plus longtemps négliger cette exigence, la science, qui pratique tant d'expériences en double aveugle, finit par travailler en triple sourde.

JEAN-MARC LÉVY-LEBLOND

## La créativité, victime des jargons

Par ANDRÉ-YVES PORTNOFF \*

L'y a peu de temps, dans une réunion de pédagogues, un participant déplorait la médiocre aptitude de beaucoup d'ingénieurs et de chercheurs à s'exprimer clairement. « Mais ce n'est pas cela qu'on attend d'eux ! », ne put s'empêcher d'objecter le directeur de l'une des meilleures grandes écoles françaises. Or le cœur spontané, qui révèle la solidité du mur séparant encore techniciens et « littéraires », or la maîtrise de l'expression écrite ou verbale est désormais un élément majeur pour la compétitivité des entreprises, voire des nations.

Si nous sommes en train de passer de la logique de l'obésité à celle de la responsabilité, selon l'expression de M. François Guizot, président de l'Institut de l'entreprise, cela veut dire que chaque responsable ne peut plus se contenter de commander : il doit persuader. Certes, pour le commandement, à la limite, le sifflet ou quelques aboiements gutturaux peuvent suffire. En revanche, la persuasion passe par l'explication et une communication bien plus fine supposant la maîtrise des richesses de la langue. De fait, chacun, dans les entreprises comme dans toutes les structures sociales, est de plus en plus amené à négocier constamment avec ses pairs, ses subordonnés, ses supérieurs hiérarchiques, ses fournisseurs et ses clients qu'il est particulièrement crucial de convaincre.

### Pour la maîtrise d'une langue commune

Dans un environnement où les techniques, les marchés, les comportements humains, les concurrents changent rapidement, la survie d'un organisme, et d'une entreprise en particulier, dépend de sa rapidité de réaction. Aussi peut-on affirmer que l'efficacité et la viabilité d'une structure peuvent se mesurer à la vitesse, l'intensité et la qualité de ses communications extérieures et internes. La première est essentielle à la détection des opportunités ou des dangers de l'environnement, la seconde conditionne l'organisation de la réponse.

La maîtrise d'une véritable langue commune, au-delà des jargons professionnels, est cruciale dans les deux cas. Aussi bien pour repérer l'importance de changements

provenant de domaines d'activité connexes — chose de plus en plus fréquente en technologie — que pour organiser le travail interne, nécessairement collectif. Aucun problème de quelque importance ne relève plus d'un seul métier. Concevoir une aile de voiture était jadis à la portée de tout mécanicien familial des aciéries. Aujourd'hui, il s'agit d'associer les compétences de métallurgistes, de spécialistes des matériaux composites, de mécaniciens, d'informaticiens, d'hommes des méthodes, de marketeurs, de designers, de financiers.

Or, a priori, tous ces spécialistes ne parlent pas le même jargon et risquent fort de ne pas se comprendre. C'est notamment ce qui rend difficile la généralisation des groupes de créativité associant différents métiers et fonctions, en particulier les groupes d'analyse de la valeur. Cette méthode, encore méconnue par les constructeurs automobiles européens, permet souvent de 30 % à 50 % d'économies, comme on le sait bien, par contre, à l'Aérospatiale. D'ailleurs, les Japonais l'exploitent à fond depuis plus de vingt ans !

### Nécessaire dimension culturelle

En matière de recherche, tout cela est encore plus vrai : les progrès majeurs se réalisent quand deux ou plusieurs disciplines s'épousent et se complètent : informatique et télécommunications créent la télématique ; optique et électronique conduisent à l'opto-électronique, chimie et physique du solide, rencontrant l'informaticien et la biologie, nous promettent des protéines aux propriétés sur mesure. Quant à la linguistique et la neurologie, elles passionnent les concepteurs des ordinateurs neuronaux. Mais

\* Directeur-délégué de Science et Technologie.

quelles difficultés, au départ, à mettre en communication électroniciens, mathématiciens, linguistes et médecins ! Quatre cultures différentes !

Culture, voilà bien le mot-clé. S'il n'y avait une dimension culturelle évidente à toute création, il serait tentant de proposer d'améliorer encore la communication par la généralisation d'une langue commune. L'anglais naturellement. Mais quel anglais ? Un idiome basique, appauvri, malmené, le plus souvent coupé, chez ceux qui l'utilisent, de toutes racines culturelles, alors que celles-ci sont justement essentielles dans la créativité et l'innovation ! L'historien américain David Landes (1), qui étudie actuellement les processus de développement et du sous-développement, déplorait récemment que beaucoup de responsables du tiers-monde cultivent l'illusion de moderniser leur pays en faisant table rase de leur héritage historique. Or, précisait-il devant nous, « il y a un siècle, le progrès technologique n'a pu s'emporter au Japon qu'en se légitimant par un appel au passé, en liant la modernité au prestige antique de l'empereur, alors depuis longtemps mis à l'écart par les shoguns ».

Aujourd'hui, la créativité technologique et industrielle, comme la créativité artistique, fait appel à l'imaginaire. Chaque langue, dans toute son épaisseur historique, avec toutes ses strates de mémoire collective, constitue un instrument d'une richesse indéniable. S'il constitue un bon outil d'échanges, l'anglais ne saurait pour autant revendiquer une exclusivité privant chaque peuple d'une fraction de son patrimoine et d'une partie importante de ses facultés d'expression.

(1) Auteur de *L'Europe technicienne*, Gallimard, Paris, 1967, et de *L'Heure qu'il est*, Gallimard, 1987.

# Ministère de la Francophonie

Mardi 9 janvier

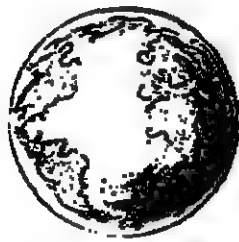
la cité

9 et 10 janvier 1990

**Comité scientifique :**  
Jean-Marie Lehn, président, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, prix Nobel de chimie 1987 ;  
Monique Augé-Lafon, Jean Audouze, Michel Beaud, Christian Bacle, Pierre Bourdieu, Bernard Cerquiglini, Jean-Pierre Changeux, Bernard Decomps, Michèle Gendreau-Massaloux, Pierre Joliot, Claude Julien, Jean-Pierre Kahane, François Kourilsky, Philippe Lazar, Emmanuel Le Roy Ladurie, Jean-Marie Luton, Edgar Morin, Alassane N'Diaye, Riccardo Petrella, Jacques Robin, Michel Serres, José Vidal-Beneyto.

Accès libre sur inscription

Secrétariat général :  
Claude Doumet-Pincet  
(1) 40 05 76 36  
Réservations  
(1) 47 59 45 05



9 h 30

### Séance d'ouverture

■ Amphithéâtre Gaston-Berger  
Alain Decaux, ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, chargé de la Francophonie.  
Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie, Jean-Marie Lehn, prix Nobel de chimie 1987, président du comité scientifique du Forum.

10h30-12h30

### Table ronde

■ Amphithéâtre Gaston-Berger  
Chercheur, inventer, innover dans sa langue.  
Président : Jean-Marc Lévy-Leblond, professeur à l'université de Nice, directeur de la revue *Alliage*.  
Intervenants : Alistair Crombie, professeur à l'université d'Oxford ; Baudouin Jurdant, directeur du Groupe d'études et de recherche sur la science, université Louis-Pasteur, Strasbourg ; Jean-Pierre Kahane, professeur à l'université de Paris-sud (Orsay) ; Dominique Pestre, chargé de recherche au CNRS (Centre de recherche historique, EHES) ; Riccardo Petrella, directeur du programme FAST, Commission des Communautés européennes.

14h30-16h30

### Table ronde

■ Amphithéâtre Gaston-Berger  
Dans quelle langue livrer les résultats de la recherche ?  
Président : Philippe Lazar, directeur général de l'INSERM.  
Intervenants : Maurice Gross, professeur à l'université de Paris VII ; Patrick Jon-Lambert, président d'honneur du Syndicat de la presse médicale ; Pierre Joliot, professeur au Collège de France ; Jacques Michel, vice-président de l'Office européen des brevets ; Philippe Ricalens, ancien délégué à l'information scientifique et technique du ministère de la Recherche et de la Technologie ; Jürgen Viteczek, éditeur, directeur de Springer Verlag, Paris.

### Ateliers

Les langues de la communication scientifique

17h - 18h

### Première session

■ Salle Louis Armand I  
Trois ateliers transversaux sur la dimension linguistique de l'information scientifique et technique :

Banques de données-bibliothèques.  
Président : Jacques Brunepère, délégué général du GFL (Groupement des fournisseurs d'informations en ligne).  
Rapporteurs : Philippe Amiel, directeur de Médiateurs ; Maurice Ronat, chef de travaux à l'École des hautes études en sciences sociales.

■ Salle Louis Armand II  
Terminologie  
Président : Bernard Cerquiglini, professeur à l'université de Paris VII, délégué général à la langue française.  
Rapporteurs : Jean-Michel Clément, président de la commission de terminologie du ministère de l'Agriculture.

■ Amphithéâtre Gaston-Berger  
Industries de la langue  
Président : René Carré, directeur de recherche au CNRS.  
Rapporteurs : Daniel Conland, chef du département Information spécialisée à la délégation à l'information scientifique et technique du ministère de la Recherche et de la Technologie ; Jean-François Degremont, ingénieur au CNRS.

18h - 19h

### Seconde session

Sept ateliers spécialisés sur la place des différentes langues dans la production des résultats de la recherche, en regard du potentiel scientifique des grands pays ou aires linguistiques

■ Amphithéâtre Gaston-Berger  
Physique nucléaire et corpusculaire  
Président : Jean Audouze, conseiller technique à la Présidence de la République, directeur de l'Institut d'astrophysique.

Rapporteur : Pierre Lehmann, directeur scientifique du département Physique nucléaire et corpusculaire au CNRS.

■ Salle Louis Armand I

Mathématiques et physique de base  
Président : Paul Germain, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.  
Rapporteur : Jean-Pierre Ferrier, directeur scientifique adjoint du département Mathématiques et physique de base au CNRS.

■ Salle I

Sciences physiques pour l'ingénieur  
Président : Jean-Louis Rigalet, président de l'Union internationale des informaticiens francophones, professeur à l'université de Paris-Dauphine.  
Rapporteur : Jean-Claude Charpentier, directeur scientifique du département Sciences physiques pour l'ingénieur au CNRS.

■ Salle 2

Chimie  
Président : Jean-Baptiste Donnet, président de la Société française de chimie.  
Rapporteur : Michel Fayard, directeur scientifique du département Chimie au CNRS.

■ Salle 3

Terre, océan, atmosphère, espace  
Président : Lucien Laubier, haut conseiller scientifique de l'IREMER.  
Rapporteur : André Berron, directeur scientifique du département Terre, Océan, Atmosphère, Espace au CNRS.

■ Salle 4

Sciences de la vie-médecine  
Président : Charles Plet, directeur de l'Institut d'immunologie animale et comparée, membre de l'Académie de médecine.  
Rapporteur : Claude Paolletti, directeur scientifique du département Sciences de la vie au CNRS.

■ Salle Louis Armand II

Sciences de l'homme et de la société  
Président : Emmanuel Le Roy Ladurie, professeur au Collège de France, administrateur général de la Bibliothèque nationale.  
Rapporteur : Jacques Lautman, directeur scientifique du département Sciences de l'homme et de la société au CNRS.

مركز من الأصل

## La hantise

La science est universelle. Lui faut-il pour autant une langue véhiculaire qui ait le même statut ? Ceux qui traitent de cette question sont, en France, rarement dépourvus de passion. Pour les uns, attachés aux valeurs traditionnelles de la culture, l'utilisation systématique de l'anglais est une transgression des intérêts nationaux et prend, de surcroît les allures d'une provocation délibérée lorsqu'elle concerne des manifestations orales ou écrites, directement financées par les pouvoirs publics. Pour les autres, le réalisme impose, au-delà de toute idéologie, la connaissance et l'emploi préférentiel de la seule langue qui, aujourd'hui, puisse être commune à tous les scientifiques. Les plus irréductibles parmi les premiers révoient, parfois tout haut, des mesures coercitives qui raient jusqu'à priver de soutien de l'Etat les savants coupables de ne pas s'exprimer en français. Les seconds interprètent en version originale le fameux « publish or perish » et en viennent quelquefois à (se) demander s'il ne serait pas plus efficace de se mettre systématiquement à parler anglais dans nos propres laboratoires...

Ces excès symétriques n'ont rien de surprenant. Ils témoignent simplement de l'acuité du problème de la communication scientifique, de l'intensité de ses enjeux de savoir et aussi de pouvoir. Personne ne saurait nier l'intérêt de disposer d'une langue permettant des échanges directs entre scientifiques de toutes nationalités. L'anglais joue désormais ce rôle — si toutefois on peut continuer à dénommer ainsi ce jargon international que les Britanniques feignent parfois d'avoir du mal à comprendre. Les francophones de naissance peuvent éprouver quelque nostalgie en pensant au rôle historique de leur propre langue, mais ils ne peuvent nier l'universalité désormais acquise par sa concurrence directe. Le fair-play en la matière est plus une nécessité qu'une élégance, et il serait sans doute judicieux de se débarrasser d'apprendre sérieusement l'anglais à tous nos enfants à l'âge où ils

Que  
lang  
pour  
scien

Forum de



## La hantise des laboratoires : « To be » ou ne pas être ?

La science est universelle. Lui faut-il pour autant une langue véhiculaire qui ait le même statut ? Ceux qui traitent de cette question sont, en France, rarement dépourvus de passion. Pour les uns, attachés aux valeurs traditionnelles de la culture, l'utilisation systématique de l'anglais est une trahison des intérêts nationaux et prend, de surcroît, les allures d'une provocation délibérée lorsqu'elle concerne des manifestations, orales ou écrites, directement financées par les pouvoirs publics. Pour les autres, le réalisme impose, au-delà de toute idéologie, la connaissance et l'emploi préférentiel de la seule langue qui, aujourd'hui, puisse être commune à tous les scientifiques. Les plus irréductibles parmi les premiers révoltés, parfois tout hautes, de mesures coercitives qui risquent de priver du soutien de l'Etat les savants coupables de ne pas s'exprimer en français. Les seconds interprètent en version originale le fameux « publish or perish » et en viennent quelquefois à (se) demander s'il ne serait pas plus efficace de se mettre systématiquement à parler anglais dans nos propres laboratoires...

Ces excès symétriques n'ont rien de surprenant. Ils témoignent simplement de l'acuité du problème de la communication scientifique, de l'intensité de ses enjeux de savoir et aussi de pouvoir. Personne ne saurait nier l'intérêt de disposer d'une langue permettant des échanges directs entre scientifiques de toutes nationalités. L'anglais joue désormais ce rôle — si toutefois on peut continuer à dénommer ainsi ce jargon international que les Britanniques feignent parfois d'avoir du mal à comprendre. Les francophones de naissance peuvent éprouver quelque nostalgie en pensant au rôle historique de leur propre langue, mais ils ne peuvent nier l'universalité désormais acquise par sa concurrente directe. Le jeu-play en la matière est plus une nécessité qu'une élégance, et il serait sans doute judicieux de se dépêcher d'apprendre sérieusement l'anglais à tous nos enfants à l'âge où ils

peuvent sans difficulté en assimiler l'essence.

Cependant, l'intérêt de disposer d'une langue commune déborde le simple cadre de l'amélioration de la communication entre scientifiques. Ce serait en effet une erreur d'oublier que les fonctions des publications et des colloques ne se réduisent en aucune manière à des échanges d'informations. La préoccupation d'évaluation est toujours présente en arrière-plan, et elle a même quelque tendance, aujourd'hui, à prendre le pas sur toutes les autres. Publier, c'est faire connaître, mais c'est aussi, et peut-être surtout, se faire reconnaître par ses pairs ; c'est entrer par la grande porte dans la très dure compétition mondiale qui gouverne l'évolution de la science.

L'existence d'une langue privilégiée de communication scientifique favorise indubitablement ce processus sélectif : toutes les équipes concurrentes peuvent se mesurer les unes aux autres dans le même champ clos, avec, en principe, les mêmes armes et donc les mêmes chances. Que le meilleur gagne ! On ne peut a priori que se réjouir de la saine confrontation ainsi engagée, qui nous permet de porter des jugements de valeur aussi objectifs que possible sur nos propres équipes et d'orienter nos choix avec l'incomparable label de garantie que leur confère ce jugement international.

### Les Etats-Unis maîtres du jeu

Mais c'est là, pourtant, que le bât blesse. Quelle que puisse être la compétence en anglais d'un Français ou d'un Espagnol, il ne peut avoir la même aisance qu'un anglophone pour le lire, l'écrire ou simplement le comprendre en finesse. Il est donc placé d'emblée en situation d'infériorité relative. Si cette situation devient la règle, on ne peut en négliger les effets globalement négatifs sur la production scientifique et ses orientations. La main passe inévitablement à ceux qui maîtrisent le mieux le jeu. On le constate

aisément dès aujourd'hui en parcourant la liste des revues scientifiques les plus cotées. A de remarquables exceptions près, elles sont sous contrôle effectif des Etats-Unis. Il est certes loisible de s'interroger sur les causes réelles de cet état de fait : dominance de la langue ou qualité propre de la science nord-américaine ? En réalité, peu importe l'ordre de ces facteurs. Les deux s'encheîment et agissent de façon synergique. Ainsi les jeunes chercheurs du monde entier sont-ils incités à effectuer de préférence leurs stages post-doctoraux aux Etats-Unis, et ce pays est ainsi en mesure de sélectionner les plus brillants d'entre eux et de renforcer par là même régulièrement et de façon quasi inexorable son attrait, sa puissance et sa pression linguistique.

Face à une situation apparemment aussi compromise, est-il de notre intérêt de tenter de résister, et en est-il encore temps ? On ne saurait répondre à cette question sur des bases purement idéologiques. Mais, si l'on fait effort pour échapper à la subjectivité, on doit pouvoir prendre en compte deux faits majeurs pouvant aider à poser des jalons vers le futur. L'un d'entre eux est la réalité de la construction européenne, l'autre le caractère explosif de l'acquisition des connaissances scientifiques.

L'Europe d'abord. Sera-t-elle fondamentalement anglophone ? Ce serait un paradoxe, vu qu'on le sait même que le Royaume-Uni continuera de boudier son entrée active dans la Communauté — voire renoncera d'une certaine façon à en faire vraiment partie, — que sa langue devienne le vecteur exclusif des échanges entre les Orzes ! Une façon subtile d'assurer quand même une présence et un contrôle... Plus sérieusement, continuera-t-on longtemps

Directeur général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), auteur des *Explorateurs de la santé* (Odile Jacob, Paris, 1989).

d'occuper que l'Europe possède en son sein quatre langues véhiculaires parmi les plus parlées au monde — l'anglais certes, mais aussi le français, l'espagnol et le portugais — et que le cinquième — l'arabe — est à sa portée immédiate ? N'y aurait-il pas une carte extraordinaire à jouer — à échéance d'une ou deux décennies — en décidant de faire de l'apprentissage par les jeunes Européens de plusieurs langues l'une des spécificités essentielles du continent ? Bien sûr, dans un premier temps, la raison commande de lutter en anglais contre le risque d'hégémonie de l'anglo-américain, mais ce serait une grave erreur que de se placer exclusivement sur ce terrain où nous souffrons, au départ, d'un trop sérieux handicap.

L'explosion des connaissances ensuite. Aucun chercheur, aucun universitaire ne peut plus, aujourd'hui, suivre de façon régulière la littérature scientifique susceptible de l'intéresser au-delà du champ strict de sa propre recherche. La multiplication impression-

nante du nombre des journaux scientifiques s'accompagne d'une réduction parallèle de la portée réelle de chacun d'eux. On écrit beaucoup, on lit de moins en moins. Au risque de choquer (ou de me tromper), je me demande même parfois qui a véritablement le temps de jeter un regard approfondi sur les plus prestigieuses des revues. Pour demain, il est clair en tout cas qu'il faudra inventer d'autres formes de communication.

### L'avenir des messageries

En réalité, cet avenir est déjà présent dans les laboratoires. Les messageries informatisées jouent un rôle de plus en plus intense dans la communication entre scientifiques. Le fait n'a pas encore été fait (en tout cas pas de façon notable) de transformer ces messageries en modalités nouvelles d'expression critique de l'évolution de la pensée scientifique. Mais tout est prêt pour qu'il en soit ainsi dès demain. L'entrée des informations pertinentes sur un mode conversationnel, leur contrôle immédiat par des logiciels « intelligents », leur traduction

automatique en n'importe quelle langue (dès lors que leur mode d'entrée aurait supprimé leurs éventuelles ambiguïtés), leur transmission instantanée aux destinataires les plus concernés, leur évaluation a posteriori en fonction de leur portée réelle, en lieu et place du jugement arbitraire des quelques referees (membres des comités de lecture) qui, aujourd'hui, ont droit de vie et de mort sur un projet d'article, tout cela est d'ores et déjà concevable et susceptible d'être mis en œuvre avant la fin du siècle.

Si tel était le cas, il resterait de la place pour un tout petit nombre de revues mondiales de très haut niveau (révisées en anglais, pour quoi pas ?) et pour une large collection de revues nationales de réflexion, de synthèses et de prospective, nécessairement rédigées dans la langue des pays auxquels elles seraient destinées. Elles serviraient de bases à un enseignement supérieur renoué et qui, du même coup, trouverait en elles le support naturel des procédures originales d'évaluation dont il cherche, apparemment sans réelle conviction, à se doter, faute de disposer de cet outil spécifique. *Ere and not only to be ? Réver, peut-être...*

## Enrayer la dynamique de la résignation

(Suite de la page 25.)

On le voit : entre le purisme des uns et le laxisme de ceux qui s'accommodent aisément de la dégradation de la situation — quand ils ne la favorisent pas — il y a place pour des mesures concrètes et réalistes qui tiennent compte des légitimes exigences des chercheurs en matière de communication internationale, et qui viennent s'ajouter aux efforts que nous déployons par ailleurs pour maintenir la langue française au rang qu'elle doit occuper : nous n'avons pas le droit d'oublier qu'elle est historiquement porteuse d'une culture dans laquelle se reconnaissent, partiellement ou totalement, plus de quarante peu-

ples et communautés dans le monde.

Dans cet esprit, j'ai décidé, en accord avec mes collègues ministres chargés de la santé et de la recherche, de confier une mission au professeur Jean-Charles Soumireu, en vue d'établir des recommandations susceptibles de renforcer rapidement l'usage du français dans le monde médical et dans les sciences de la vie, en attendant une étude portant sur les autres domaines scientifiques. Le professeur Soumireu a fait, en l'espace de quelques mois, un travail remarquable, consultant, interrogeant académiciens, universitaires, cliniciens, chercheurs, éditeurs, linguistes et, bien entendu, agents des diverses

administrations. Son rapport vient de m'être remis. Il va falloir en tirer très vite les conclusions utiles, en France comme dans l'ensemble du monde francophone.

J'attends beaucoup du vaste Forum de la communication scientifique et technique organisé les 9 et 10 janvier à la Cité des sciences et de l'industrie. Peut-être, à l'issue de ces réflexions, osera-t-on parler de science francophone ? Si la science est, par définition, de l'ordre de l'universel et du quantifiable, elle ne peut exister ni se développer en dehors des références culturelles dans lesquelles elle s'inscrit ni des schémas de pensée dont la langue est le vecteur, la mémoire historique et le terme gardien.

ALAIN DECAUX.



Mercredi 10 janvier

10 h - 12 h 30

### Table ronde 1

Langues, appropriation des savoirs et activités de production  
M. Amphithéâtre Gaston-Berger  
Présidente : Michèle Gendreau-Massaloux, recteur de l'Académie de Paris.  
Intervenants : Jean-Jacques Duby, directeur scientifique d'IBM Europe ; Serge Eyrolles, président du département des Editeurs de sciences, techniques, médecine du Syndicat national de l'édition ; Georges Laforest, doyen de l'inspection générale au ministère de l'Éducation nationale ; Jacques Laurent, directeur des Produits, Services et Prestations de l'AFNOR, président du comité pour l'information de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) ; Georges Lespérard, président de l'Institut national polytechnique de Grenoble ; Guy Pouzard, délégué à l'information scientifique et technique au ministère de la Recherche et de la Technologie.

10 h - 12 h 30

### Table ronde 2

Vulgariser dans sa langue.  
M. Salle Louis Armand  
Président : Roger Lespérard, président de la Cité des Sciences et de l'Industrie.  
Intervenants : Robert Clarke, journaliste et écrivain scientifique ; Étienne Guyon, directeur général du Palais de la découverte ; Marie-Jeanne Husset, présidente de l'Association des journalistes scientifiques de la presse d'information ; François Gize, éditeur, président directeur-général des éditions La Découverte ; Bernard Maître, directeur du Centre de culture scientifique et technique - ALIAS - Lille ; André-Yves Portnoï, directeur-délégué de Science et technologie ; Jean-Louis Rollet, secrétaire général de la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente.

### Séance de clôture

Science et conscience linguistique  
M. Amphithéâtre Gaston-Berger

14 h 30

### Communication

15 h 15

La responsabilité sociale des universitaires, chercheurs et ingénieurs dans le maintien de la langue en bon état de marche  
Jacques Ruffié, professeur au Collège de France, membre de l'Académie de médecine.

15 h 15

### Table ronde

Pourquoi croyons-nous à la pluralité des langues de la science et de la technique ?  
Président : Claude Julien, directeur du Monde diplomatique.  
Participants : Alassane N'Diaye, ministre de la Recherche scientifique et de la Culture de Côte-d'Ivoire ; Mohammed Bouguerra, professeur à l'université de Tunis ; Pierre Marot, président du Conseil de la langue française du Québec ; Magoroh Manyama, professeur à l'université Aoyama Gakuin, Tokyo ; Jakov Raplin, professeur d'histoire des sciences à l'université de Montréal.

17 h 30

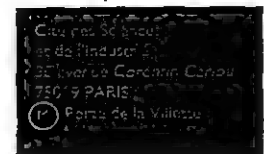
Synthèse générale du colloque  
Bernard Cassen, professeur à l'université de Paris VII, ancien chef de la Mission interministérielle de l'information scientifique et technique.

17 h 30

Quelles langues pour la science ?  
Alain Decaux, ministre délégué auprès du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, chargé de la Francophonie.

### Exposition

Centre national de recherche en imagerie médicale (CNRI)  
Vidéodisques médicaux  
Systran SA groupe Gachot  
Traduction assistée par ordinateur  
APM International  
Naissance de la première agence de presse médicale  
Syndicat national de l'édition-Librairie Flammarion  
Reflet de l'édition scientifique et technique  
TDFI-Olympus  
Les satellites de diffusion directe au service de la culture et de la communication scientifique et technique en Europe  
Centre national d'études des télécommunications (CNET)  
Les nouveaux réseaux : recherche et réalisation  
Laboratoire d'information pour la mécanique et les sciences de l'ingénieur (LIMS)-CNRS  
Traitement informatisé de la parole et du texte  
Démonstration  
La télévision haute définition  
International HD  
Présentation de films européens.



Forum de la communication scientifique et technique





**AUPELF**  
ASSOCIATION DES UNIVERSITÉS  
PARTIELLEMENT OU ENTIÈREMENT  
DE LANGUE FRANÇAISE

UNIVERSITÉ DE LA FRANCOPHONIE

# Le multilatéral francophone, la chance du français langue scientifique.



**UREF**  
UNIVERSITÉ DES RÉSEAUX  
D'EXPRESSION FRANÇAISE

## PUBLICATIONS

### MANUELS

Manuels d'études universitaires dans des disciplines prioritaires de l'UREF destinés à une diffusion internationale.

### ECONOMIE / DROIT / GESTION

- Droit commercial et des sociétés en Afrique. Équipe HSD. Ed. EDICEF.
- Droit du travail en Afrique francophone. R. LEMESLE. Ed. EDICEF.
- La Marché des changes et la zone franc. D. TANG, D. MARTEAU, X. BRUCKERT. Ed. EDICEF.
- Principes de politique économique. X. GREFFE. Ed. ECONOMICA.
- Comptabilité Privée. G. CASTELLINO, P. ROMELAER. Ed. EDICEF.
- Principes d'économie internationale. J.L. MUCCHIELLI. Ed. ERESA (Suisse).

### A PARAÎTRE

- Le Marketing dans les pays africains. R. DE MARICOURT, et A. OLLIER. Ed. EDICEF.

### MEDICINE

- Néphrologie. G. RICHEL. Ed. ELIPSES.
- Pédiatrie. Y. AUJARD, A. BOURILLON, J. GAUDELLUS, et collectif. Ed. ELIPSES.
- SIDA Infection à V.H.I. M. ROSENHEIM et collectif. Ed. ELIPSES.
- Pneumologie. M. LEBEAU. Ed. ELIPSES.
- Manuel de techniques virologiques. M. TRUDEL et P. PAYMENT. Ed. PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC.

### A PARAÎTRE

- Sociétés, santé et développement. D. FASSIN et Y. JAFFRE. Ed. ELIPSES.
- La paludisme. M. DAVIS et collectif. Ed. ELIPSES.

### SCIENCES DE L'INGÉNIEUR

- Prédiction de la télédétection. F. BONIN. Ed. PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC.

## OUVRAGES DE REFERENCE

- Guide pratique des techniques documentaires. C. GUINCHAT, Y. SKOURI. Ed. EDICEF.
- Inventaire des particularités lexicales du français en Afrique noire. EQUIPE IFA. Ed. EDICEF.

## ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

Actes de colloques et de journées scientifiques tenus notamment dans le cadre des réseaux thématiques de recherche de l'UREF.

- Cérécles en régions chaudes : conservation et transformation. M. PARMENTIER, K. FOUA-BI et collectif. Ed. JOHN LIBBEY.
- Les maladies tropicales transmissibles. M. GENTILINI, P. VIEUX et collectif. Ed. JOHN LIBBEY.
- Amélioration des plantes et protection des plantes vivrières tropicales. Y. DEMARLY, C.A. SAINT-PIERRE et collectif. Ed. JOHN LIBBEY.
- Télédétection en francophonie. Bilans régionaux et thématiques. J.M. DUBOIS, P. LAFRANCE et collectif. Ed. JOHN LIBBEY.

## A PARAÎTRE

- Financement, développement et culture de l'entrepreneur. Actes des journées scientifiques de Casablanca. Ed. JOHN LIBBEY.

## SCIENCES EN MARCHÉ

Ouvrages scientifiques (monographies) faisant le point des recherches actuelles dans les domaines d'activité prioritaire de l'UREF.

- Amélioration des plantes et biotechnologies. Y. DEMARLY, M. SIBI et collectif. Ed. JOHN LIBBEY.

## A PARAÎTRE

- L'économie tunisienne. M. LELART et collectif. Ed. JOHN LIBBEY.

## PROSPECTIVES FRANCOPHONES

- Francophonie scientifique. Le tournant, Paris et Dakar 1987-1989. Ed. JOHN LIBBEY.

## VIDÉODISQUES

Édités sous le label Universités Francophones.

- IMAGES ET SANTÉ
- MST ET INFECTION A VIH
- MST ET 17 QUESTIONS SUR LE SIDA
- LA CIRCULATION CÉRÉBRALE
- LE SEIN NORMAL ET PATHOLOGIQUE

## A PARAÎTRE (janvier 1990)

- PATHOLOGIE TROPICALE HUMAINE, BIOMÉDIA / CNRI.

## DISQUES COMPACTS (DC MEI)

- SESAME, référentiel bibliographique francophone, sur la recherche agricole et le développement rural, CIRAD.

## CARTE À MÉMOIRE

- Carte fournie par l'UREF qui permet l'accès aux bases de données de langue française par le système Videotex.

## REVUES

- SÈCHESSE SCIENCES. Journal d'information scientifique francophone, dont les domaines d'intérêt couvrent la recherche, les sciences appliquées, le développement technique et organisationnel dans toutes les zones affectées par la sécheresse. Coédition AUPELF, UREF et Ed. JOHN LIBBEY.

## EN PRÉPARATION

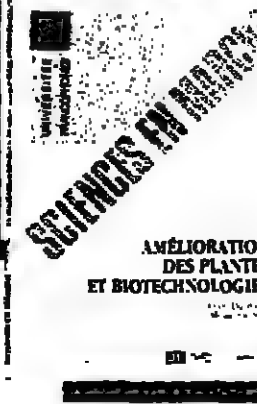
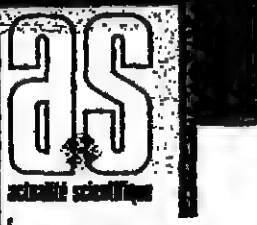
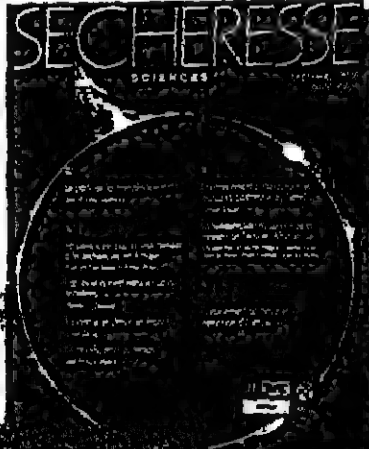
- LES CAHIER DE LA RECHERCHE FRANCOPHONIE. Une grande revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.

L'espoir que le français soit demain une grande langue des sciences et des techniques suppose l'aménagement et la consolidation de l'espace scientifique d'expression française dans une perspective de solidarité, de modernité et d'excellence.

C'est à cette ambition que travaille l'UREF, créée par le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français, dont la mise en œuvre a été confiée à l'AUPELF (Association des universités partiellement ou entièrement de langue française), opérateur privilégié des Sommets en matière d'enseignement supérieur et de recherche (Québec, 1987 ; Dakar, 1989).

Pour contribuer au rayonnement international de la science en français, pour mobiliser les enseignants et les chercheurs francophones, l'Université des réseaux d'expression française développe quatre axes prioritaires d'intervention :

- création et diffusion de l'information scientifique et technique en français (collection Universités francophones d'ouvrages de revues, de vidéodisques et disques compacts (DC-MEI) ; carte à mémoire pour l'interrogation des banques de données francophones ; diffusion ciblée aux bibliothèques et étudiants d'ouvrages et de revues scientifiques : vaticque, un livre par étudiant, bibliothèque minimale) ;
- mise en réseaux des chercheurs francophones sur des thématiques ciblées et des responsables des établissements universitaires de formation et de recherche ;
- formations inter-francophones (bourses post-doctorales, programme CIME d'échanges francophones pour le 2<sup>e</sup> cycle, gestion multilatérale des activités universitaires (GEMEAU) et filières francophones, université par satellite UNISAT) ;
- participation des chercheurs francophiles des pays non francophones dans le cadre de la « francophonie de l'extérieur ».



## EUROPE

192, boulevard Saint-Germain  
75007 PARIS (France)  
Tél. 42.22.96.38

## AMÉRIQUE DU NORD

Université de Montréal  
BP 6128 CANADA H3C3J7  
MONTREAL (Canada)  
Tél. 514.343.6630

## AFRIQUE

BP 10017  
Liberté, DAKAR (Sénégal)  
Tél. 24.29.27

## CARAÏBES

B.P. 15185  
PETION-VILLE (Haïti)  
Tél. 5.44.08

هكذا من الأصل

MATIERE A PENSER  
La promenade  
d'un biologiste

JEAN-PIERRE  
ALBERT

C'est le biologiste qui m'a permis de m'inscrire dans le monde de la recherche. C'est lui qui m'a permis de m'inscrire dans le monde de la recherche. C'est lui qui m'a permis de m'inscrire dans le monde de la recherche.

Cependant, la recherche n'est pas une simple affaire de technique. C'est une affaire de pensée. C'est une affaire de pensée. C'est une affaire de pensée.

Professeur à l'université de Paris.

LES CAHIER DE LA RECHERCHE FRANCOPHONIE. Une grande revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.

PROBLEMES ECONOMIQUES. Une revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.

THE MIDDLE EAST JOURNAL. Une revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.

PROBLEMES ECONOMIQUES. Une revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.

AGORA. Une revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES. Une revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.

ELEMENTS. Une revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.

BIBLIOGRAPHIE. Une revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales.

Bank International pour la reconstruction et le développement.

WORLD DEBT TABLE. Une revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.

THE WORLD BANK. Une revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.

PERSPECTIVES ECONOMIQUES. Une revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.

OCDE. Une revue internationale de langue française pour valoriser la recherche dans les pays francophones, et lui assurer une large diffusion.



« MATIÈRE A PENSÉE », de Jean-Pierre Changeux et Alain Connes

## La promenade philosophique d'un biologiste et d'un mathématicien

Par  
JEAN-PIERRE  
KAHANE \*

C E livre est un régal. Changeux le biologiste et Connes le mathématicien s'entrevoient devant le lecteur de la matière, de la pensée, du cerveau, des objets mathématiques (1). Ils se promènent et nous promènent à travers la neurologie, la mécanique quantique, la topologie. A l'occasion, ils s'expliquent et nous expliquent ce qu'il faut savoir des réseaux de neurones, de l'évolution par épigénèse, de la géométrie hyperbolique ou du théorème d'incomplétude de Gödel ; c'est de la belle et haute vulgarisation - surtout si l'on s'en tient au texte et si l'on ne fait pas trop attention aux tableaux explicatifs.

Cependant, la promenade est avant tout philosophique, et elle évoque, irrésistiblement le *Théétète* de Platon, le dialogue dit « de la science », sauf qu'ici Socrate l'accoucheur est biologiste et matérialiste, et que le mathématicien prodige a pris de l'assurance et qu'il est platonicien. Changeux-Socrate cherche à découvrir dans les objets mathématiques décrits par Connes-Théétète le produit d'une activité humaine et d'un processus historique, tandis que Connes le considère comme constituant d'une réalité plus stable que la réalité matérielle qui nous entoure. La « matière à pensée » qu'évoque le titre est-elle le cerveau humain, avec la richesse et la variabilité de son organisation, ou un monde de nombres et de formes préexistant à toute humanité ? Le mathématicien est-il un créateur ou un explorateur ? Le débat traverse tout le livre, sans conclusion, et le lecteur peut pencher à son gré du côté de Connes ou de Changeux.

Heureusement, chemin faisant, on découvre des paysages fascinants : l'évolution « darwinienne » (par variabilité et sélection) des concepts

mathématiques selon Changeux, la physique et ce que Wigner appelle « l'efficacité déraisonnable des mathématiques », les niveaux hiérarchisés de la pratique intellectuelle de Kant, selon Connes, l'organisation des assemblées de neurones, les fonctions et les structures en biologie, la contemplation et l'illumination en mathématiques, l'art, les machines qu'il faudrait faire souffrir pour les rendre pensantes, et enfin les bases naturelles de l'éthique.

### Vibrant humanisme

La encore, Changeux prend un point de vue évolutionniste, avec l'hypothèse d'un « générateur de variabilité » à l'un des niveaux supérieurs de l'organisation cérébrale, qui interviendrait aussi bien pour produire des représentations mentales de prescriptions morales que pour créer des objets mathématiques. Il faut lire les pages de vibrant humanisme que lui inspire cette hypothèse. Connes le rejoint dans le refus d'une éthique universelle et déductive, et partant de l'exemple de la cryptographie, il lance pour conclure un appel à la vigilance des mathématiciens quant aux applications de leur discipline.

Si le lecteur se trouve être à la fois matérialiste et mathématicien, il partagera les émerveillements de Connes dans sa recherche du vrai caché, tout en donnant raison à Changeux sur l'évolution et la nature même des objets mathématiques. Les définitions des objets qui nous paraissent aujourd'hui les plus simples et les plus

fondamentaux - les groupes, par exemple - sont le produit d'une longue histoire, la quintessence de méthodes et de théories progressivement élaborées, et, comme l'observe finement José Luis Massera, la trace de la dialectique à l'œuvre dans la construction des mathématiques. Ainsi notre univers mathématique est à la fois mouvant dans l'Histoire, et à chaque instant solide comme un roc, dans sa face connue comme dans son immensité cachée.

Mais il n'est pas besoin d'être matérialiste ni mathématicien pour être sensible à l'importance des questions posées, pour apprécier l'étendue et la profondeur des vues des auteurs, et pour applaudir à leur collaboration. Alors que la science paraît parfois s'émietter, un tel livre témoigne de sa profonde cohérence et de sa valeur pour tous les hommes.

(1) Jean-Pierre Changeux et Alain Connes, *Matière à penser*, Odile Jacob, Paris, 1989, 272 pages, 120 F.

« L'ÉCONOMISTE ET LE MANAGEUR », de Philippe Lorino

## L'aveugle et le paralytique

Par  
JEAN-LOUP  
MOTCHANE \*

O N peut juger des théories économiques et des méthodes de gestion à leurs succès comme à leurs échecs. C'est parce que les échecs lui semblent plus nombreux que Philippe Lorino (1) propose, dans son nouveau livre, de renouveler à la fois les concepts théoriques et les outils de gestion classiques.

Réduire la micro-économie à l'établissement de lois mathématiques gouvernant la production et le marché, représenter l'entreprise par un modèle cybernétique conduisant la pensée et l'action dans une impasse. Il faut se résoudre à des révisions déshabillantes : la plus importante consiste probablement à abandonner les fantasmes commodes qui travestissent la réalité. Philippe Lorino montre pourquoi les instruments classiques de gestion et les hypothèses des théories micro-économiques actuelles tiennent peu compte du monde tel qu'il est. Dans l'entreprise, par exemple, l'analyse des coûts et de la rentabilité des investissements laisse échapper l'essentiel : les coûts indirects et les investissements immatériels.

L'univers de la micro-économie apparaît tout aussi artificiel. Il suppose une rationalité absolue, une connaissance parfaite, une information instantanée, ainsi que la possibilité de connaître le futur à partir du présent, grâce à des lois universelles. La discontinuité et l'irréversibilité des phénomènes écono-

miques réels ne sont pas pris en compte. Si l'on ajoute que le théoricien considère l'entreprise comme une boîte noire, dont le fonctionnement ne l'intéresse guère, tandis que, symétriquement, le gestionnaire se soucie peu des thèmes économiques, on comprendra que ces deux personnages, s'étant une fois pour toutes partagé le travail (à l'un le marché et les prix, à l'autre l'organisation et les coûts), ont peu de chances de se rencontrer à nouveau.

Mais, au-delà du dialogue entre l'économiste et le manager, entre l'aveugle et le paralytique, Philippe Lorino offre d'autres perspectives : l'entreprise ne peut se réduire à une machine ; son environnement ne peut être décrit par un algorithme, aussi sophistiqué soit-il. Au rationalisme fermé, issu de la pensée du dix-neuvième siècle, doit succéder un rationalisme ouvert et critique, capable de décrire un univers turbulent, chaotique, imprévisible.

*L'Economiste et le Manager* est beaucoup plus qu'une brillante critique de la micro-économie et des méthodes de gestion ; ce livre conduit le lecteur sur les voies peu fréquentées prolongeant l'intuition des premiers théoriciens du déséquilibre et de la rupture que furent Schumpeter et Keynes. Ce dernier écrivait : « Après avoir longtemps eu tort avec précision, il est temps d'avoir vaguement raison. » C'est à cette modeste mais fructueuse conclusion que nous convie un auteur dont on reconnaît le talent et la rigueur particulière aux éclaircisseurs du futur.

(1) Philippe Lorino, *L'Economiste et le Manager*, La Découverte, Paris, 1989, 215 pages, 120 F.

## Dans les revues...

■ LES CAHIERS DE L'IFRI. Une livraison consacrée à la « finance internationale soviétique : quelques éléments de réflexion », par Pascal Lorent. (N° 3, septembre, 1989, 25 pages, 150 F. - Les Cahiers de l'IFRI, 10 rue de Valenciennes, 75014 Paris.)

■ PROBLÈMES ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX. Un intéressant recueil d'articles soviétiques intitulé « Environnement et politique en URSS ». (N° 621, 15 décembre, 24 F. La Documentation française, Paris.)

■ THE MIDDLE EAST JOURNAL. Un numéro entièrement consacré à l'état soviétique, de l'Ouzbékistan au Tadjikistan. (Vol. 43, N° 4, trimestre, automne, abonnement annuel : 25 dollars. Indiana University Press, 10th and Morris Streets, Bloomington, IN 47405, États-Unis.)

■ PROBLÈMES ÉCONOMIQUES. La RFA, ses échanges avec les pays de l'Est, ses investissements à l'étranger, ses cent premières entreprises, etc. (N° 2153, 13 décembre, hebdomadaire, 10 F. La Documentation française, Paris.)

■ AGORA. Un volumineux dossier sur l'Europe de la santé et de la protection sociale : systèmes de soins, politiques de santé, internement psychiatrique, sida, médicaments, sont les principaux thèmes analysés. (N° 12, novembre, trimestre, 60 F. CREMSS, 3, rue de Sévigné, 75004 Paris.)

■ ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES. A signaler en particulier : les risques de la chute sociale européenne ; la modernisation et l'intégration de l'Europe dans le marché européen, l'impact du socialisme ; une enquête sur l'économie souterraine et le travail au noir. (N° 72, décembre, mensuel, 17 F. 12, rue du Châtelet, 21000 Dijon.)

■ ÉLÉMENTS. Sous le titre : « La revanche des peuples », les bouleversements en Europe de l'Est et en Union soviétique vu par

la nouvelle droite. (N° 67, hiver, trimestre, 35 F. - 41, rue Barre, 75013 Paris.)

■ LE TRIMESTRE DU MONDE. Il faut « répondre l'Europe centrale », estime Charles Zorobin. Un dossier sur les ventes d'armes, le commerce et la diplomatie. (Quatrième trimestre, 70 F. - 30, cours Albert I, 75008 Paris.)

■ DAMOCLES. Le complexe militaro-industriel et le véritable budget de défense de la France : un dossier qui permet d'apprécier l'ampleur de la « militarisation à la française ». (N° 41, novembre-décembre, bimestriel, 20 F. - BP 1077, 69201, Lyon Cedex 01.)

■ ÉTUDES INTERNATIONALES. Les crises boursières et la théorie des « bulles ». Les modalités du transfert de technologies par les firmes multinationales. (Vol. XX, N° 4, décembre, 15 dollars canadiens. - Centre québécois des relations internationales, université Laval, Québec, Canada G1K 7S4.)

■ VIVANT UNIVER. « Le Sud et l'Europe des Douze » : pour une réelle solidarité, et non un rôle de « pompier social ». (N° 384, novembre-décembre, bimestriel, 140 francs belges. - 150, rue de Lathéus, 1040 Bruxelles.)

■ FOREIGN POLICY. De nouvelles règles pour le Vieux Monde (l'Europe et les superpuissances), et des analyses sur la place de la drogue dans la vie politique en Colombie et au Brézet. (N° 77, hiver 1989-90, trimestre, 6,25 dollars. - P.O. Box 594, Farmingdale, NY 11737-5684, États-Unis.)

■ CONFLICTO. Une revue chilienne confrontant les règles du droit à la situation des couches sociales opprimées, de l'environnement, de la dette, de la femme, etc. Une pédagogie pour le retour à la démocratie. (N° 2, septembre, trimestre, 2 dollars. - Imprimería El Cauce de Nos, Cautín 380 Nos, San-Bernardo, Chili.)

■ JOURNAL OF PALESTINE STUDIES. Lire, notamment, des études sur les droits sur l'eau dans les territoires occupés et le changement dans les attitudes politiques de réfugiés de Gaza. (Vol. XIX-1, N° 73, automne, trimestre, 6 dollars. - University of California Press, 2229 Berkeley Way, Berkeley CA 94704-9904.)

■ REGARDS. L'excellent revue juive de Belgique publie un dossier sur Freud et un article sur la rencontre israélo-palestinoise de Milan. (N° 240, 7 décembre, bimestriel, 90 francs belges. - 52, rue Hôtel-des-Moines, B-1000, Belgique.)

■ NOUVELLES DU LIBAN. Un dossier sur l'élection présidentielle et « la paix de tous les dangers ». (N° 3, novembre, mensuel, abonnement en an : 150 F. - 8, passage Victor-Hugo, 92100 Boulogne-Billancourt.)

■ BULLETIN DE LA SOCIÉTÉ DES AMIS DE HASSAN HAMDANI. Un texte de philosophie libérale sur la confessionnalisme au Liban. (N° 4, non daté, prix non indiqué. - BP 55, 69340 Francheville.)

■ CHRONIQUES VIETNAMIENNES. La revue trilingue analyse la crise au sein des organisations vietnamiennes à l'étranger. (Automne-hiver, trimestre, 25 F. - BP 746, 75332 Paris Cedex 02.)

■ LA LETTRE DE SOLAGRAI. La dynamique des échanges commerciaux internationaux en Afrique de l'Ouest et le problème de l'harmonisation des politiques nationales de développement. (N° 87, décembre, mensuel, 16 F. - 13, bd Saint-Martin, 75003 Paris.)

■ GREENPUNK DRETT WELT. Le périodique d'Action Solidarité tiers-monde du Luxembourg s'interroge sur les échecs des « modèles » de développement, et analyse le trafic de la Féroé. (N° 92-93, novembre

1989, 100 francs luxembourgeois, 39, rue de Fort Nelping, L-2230 Luxembourg.)

■ POLITIQUE AFRICAINE. Plusieurs études sont consacrées à la Guinée après Sékou Touré. Lire aussi : « Révolution verte et autoconsommation alimentaire au Togo ». (N° 36, décembre, trimestre, 75 F. Karthala, Paris.)

■ CAHIERS MARXISTES. La Zaire : la situation des intellectuels, leur responsabilité dans l'histoire. La Hongrie : de 1956 aux réformes. (N° 170, octobre-novembre, bimestriel, 150 francs belges. 20, avenue de Stalingrad, 1000 Bruxelles.)

■ PROJET. « Réinventer le service public » : un dossier très élaboré qui, partant de la remise en cause de la légitimité du service public, s'articule sur deux axes : responsabilité des acteurs et introduction plus de démocratie. (N° 220, décembre, trimestre, 58 F. 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ FUTURIBLES. Une livraison autour du thème de l'entreprise - son identité, sa prospective, sa stratégie - avec des contributions de Marc Gilet, Michel Godet et Hervé Scrovo. (N° 137, novembre, mensuel, 50 F. 55, rue de Valenciennes, 75341 Paris Cedex 07.)

■ HAUTE FINANCE. La nouvelle illustration de l'AGEFI, dirigée par Jean-Michel Quatrepoint, publie une série de portraits de financiers et un palmarès des banques européennes où les Latins se taillent la part d'honneur. (N° 5, hiver, trimestre, 150 F. 25, rue Leblanc, 75015 Paris.)

■ COMMUNISME. Un dossier sur « Révolution française et communisme » et d'intéressantes articles sur les évolutions des PC en RFA, en Israël, en Suède, etc. (N° 20-21, quatrième trimestre 1988 - premier trimestre 1989, trimestre, 95 F. - L'Age d'Homme, 5, rue Féroé, 75006 Paris.)

■ JUSTICE. Etudes et réflexions sur la crise du fonctionnement de la justice en France. Confrontée à celles d'autres pays, une analyse des rapports entre justice et démocratie. (N° 125-126, novembre, 5 numéros par an, 50 F. - B.P. 155, 75323 Paris Cedex 11.)

■ LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL. Le terrible problème des exilés politiques extrajuridiques : plusieurs dizaines de milliers de cas en deux ans. (N° 37, décembre, mensuel, 14 F. - 4, rue de la Pierre-Lévy, 75353 Paris Cedex 02.)

■ LE COURRIER DE L'ACAT. L'action des chrétiens pour l'abolition de la torture fait le point sur les réseaux internationaux mis en place pour lutter contre un des fléaux de l'époque. (N° 100-101, décembre, mensuel, 20 F. - 252, rue Saint-Jacques, 75005 Paris.)

■ EXTRA ! Un numéro spécial sur les droits de l'homme et la manière sélective dont les médias les traitent. (Vol. 2, N° 7-8, été 1989, bimestriel, 9 dollars. - 130 West 25th Street, New York, NY 10006.)

■ E.H. La revue d'Economie et Humanisme étudie la question des réfugiés : migrations, asile, crise du statut, situation en Europe. (N° 310, bimestriel, novembre-décembre, 55 F. - 14, rue Antoine-Dumas, 69072 Lyon Cedex 08.)

■ POUVOIRS. Un numéro consacré à la « télévision : ses rapports avec le pouvoir, ses hiérarchies, sa dimension locale et internationale, etc. (N° 51, trimestre, 88 F. - P.O.E., 14, avenue de Bois-de-Féolles, B.P. 90, 91003 Evry Cedex.)

■ MOTS. Une livraison consacrée aux « langues de bois », et d'abord à l'origine de l'expression. Le discours politique, journalistique et publicitaire passé au crible. (N° 21,

décembre, trimestre, 70 F. - Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 27, rue Saint-Guilhem, 75431 Paris Cedex 07.)

■ CPE BULLETIN. Des notes et des synthèses sur les PME et la nouvelle politique technologique en RFA, la pénurie de chercheurs dans les entreprises japonaises et les projets de télédiffusion directe par satellite aux États-Unis. (N° 62, novembre, dix numéros par an, 6 décembre, 45 F. - 926 F. - Aditech, 96, boulevard Auguste-Blanqui, 75013 Paris.)

■ DEVIANCE ET SOCIÉTÉ. Deux études remarquables dans ce numéro : Quels sont les facteurs socio-économiques qui favorisent le développement du travail au noir ? L'architecture carcérale confrontée aux situations de surpopulation et d'insécurité chroniques. (Vol. XIII, N° 4, décembre, trimestre, 30 F. - 78, avenue de la Roseraie, Case 456, CEJ-1211, Genève 4.)

■ ÉTUDES. Au sommaire, des contributions sur le rôle des Églises évangéliques en RDA, sur la précarité et la flexibilité du travail, sur l'impact d'Euro Disneyland en Seine-et-Marne. (N° 6, décembre, 45 F. - 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

■ LA LETTRE DE L'IDEE. Un numéro de la revue de l'Institut de l'enfance consacré à la convention sur les droits de l'enfant, avec les commentaires et réactions de 71 personnes. (N° 39, novembre, mensuel, abonnement annuel : 120 F. - 3, rue Coq-Héron, 75001 Paris.)

■ CROISSANCE DES JEUNES NATIONS. « Ces enfants vont à l'école » : un numéro spécial sur l'adoption des enfants du tiers-monde : témoignages, conseils pratiques, adresses d'organismes. (Hors série N° 4, décembre, 50 F. - 163, bd Malesherbes, 75018 Paris Cedex 17.)

■ JÉSUS, LES CAHIERS DU LIBRE AVENIR. Une série de réflexions sur la démocratie dans l'Eglise. Charles Antoine étudie la nouvelle offensive du *Pieter Margarine* contre le christianisme social. (N° 63, décembre, trimestre, 30 F. - 27240 Damville.)

■ REVUE JURIDIQUE DE L'ENVIRONNEMENT. Un numéro hors série sur ce problème capital : les pollutions transfrontalières en droit comparé. (1989, 150 F. 38, rue Turgot, 87000 Limoges.)

### Les éditions étrangères du « Monde diplomatique »

Le nouveau numéro du *Monde diplomatique* en arabe est paru. Comme le *Monde diplomatique* en espagnol, cette publication reprend en traduction la plupart des articles de notre édition française. Elle comprend aussi une section spéciale consacrée aux problèmes du monde arabe (ce mois-ci un dossier sur les immigrés maghrébins en France, entre les nécessités d'une intégration et le souci de préservation de leur identité).

Le *Monde diplomatique*, édition arabe, 5, rue de Fribourg, 1201 Genève, Suisse. Tél. : (4122) 32-25-31. Téléc. : 28-576. - Prix de l'abonnement : Maghreb, Égypte, Soudan, Syrie, Liban : 45 francs suisses ; autres pays arabes : 60 francs suisses ; Europe : 60 francs suisses.

Le *Monde diplomatique* en espagnol. 25 de Mayo 386, 5° piso, 1002 Buenos Aires. Abonnement annuel : 40 dollars pour les pays hispanophones de l'Amérique, 60 dollars pour les autres pays.

### Colloques et congrès

■ AVANTAGE COMPÉTITIF DES NATIONS ET DES FIRMES. Séminaire d'économie internationale le vendredi 26 janvier à l'université de Rennes. (7, place Hoche, 35000 Rennes. Tél. : 99-25-55-45.)

■ AVEC LES YEUX DU SUD. Cycle de conférences d'ingénieurs sans frontières durant le mois de janvier (à partir du 18) à Paris. (ISF, Ecole nationale supérieure des techniques avancées, 32, boulevard Victor, 75015 Paris.)

■ LES SYSTÈMES COMMUNISTES, QUEL AVENIR ? Cycle hebdomadaire de neuf conférences de l'Institut d'études politiques à Paris à partir du 15 janvier. (213, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 45-49-50-90.)

■ L'EUROPE PEUT-ELLE AVOIR UNE POLITIQUE EXTERIEURE ? Colloque les 8 et 9 février 1990 à Bruxelles à l'initiative de la Fondation Europe et Société (14, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris. Tél. : 45-01-55-47.)

■ MIGRATION EUROPE : QUELLES FORMATIONS ? Colloque organisé par les universités Paris-VII et Paris-Nord les 15 et 16 février à Paris (Anne May, université Paris-VII, UFR GHSS, 2, place Jussieu, 75231 Paris Cedex 05. Tél. : 43-36-25-25, poste 6355.)

■ LA MOBILITÉ. Rencontres européennes « Éducation, formation, recherche et technologie » à Toulouse du 21 au 24 février organisées par la Maison de l'Europe. (24, rue des Frères-Lion, 31000 Toulouse. Tél. : 61-63-81-99.)

## La nouvelle donne européenne.

Renata Fritsch-Bournezal

L'ALLEMAGNE  
UN ENJEU  
POUR L'EUROPE

Précédé d'un dossier



QUESTIONS AU XXES

ÉDITIONS COMPLEXE

Texte révisé

254 pages - 53 FF



# les livres

## UN DESTIN ESTONIEN

### Conservier l'honneur

LE FOU DU TZAR, de Jean Kross, roman traduit de l'estonien par Jean-Luc Moreau, Laffont, Paris, 1989, 401 pages, 115 F.

Au moment où l'Estonie fait à nouveau entendre sa voix dans l'arène internationale, voilà présentée au public français une œuvre majeure, *Le Fou du tzar*, roman de Jean Kross, la grande figure de la littérature estonienne contemporaine.

Son matériau c'est l'histoire, l'histoire réelle, l'histoire du véritable Timothée von Bock, aristocrate allemand de Livonie, proche du jeune tsar Alexandre I<sup>er</sup>, qui reste fidèle à ses idéaux dans son activité politique tout comme dans sa vie privée : bravant les préjugés de sa caste, il tiendra jusqu'au bout son engagement envers l'empereur et lui dira sans complaisance la vérité. Cela lui vaudra la prison pour cause de « folie ». Libéré par Nicolas, Timo finira sa vie assigné à résidence, soumis à une étroite surveillance policière. Ce ne sont là bien sûr que les grandes lignes du roman, qui se présente sous la forme d'un journal, celui que tient Jacob, le frère de la femme de Timo.

Dans un cadre général plutôt statique, événements, péripéties, souvenirs, narrations s'enchaînent, le passé va se dévoilant pendant que le présent se déroule, et pas un moment l'attention du lecteur ne se relâche. Dans une écriture presque filmique, les personnages ne cessent de nous révéler des facettes inattendues : Timo, avec son activité politique, sa vie au cachot, ses relations terriblement complexes avec le tsar, si douloureuses avec son fils ; sa femme, Eva, indifféremment « debout, les deux mains sur les épaules de son mari » : son combat pour sa libération, ses relations avec un environnement hostile et méprisant, et puis la surveillance policière omniprésente, les diverses réponses aux contraintes qui leur sont imposées... Et tout cela vu par Jacob, un Estonien, un roturier, un déclassé, qui observe, enregistre, enquête, commente, vit sa propre vie et celle de son entourage ; son regard, auquel le lecteur ne peut guère s'identifier, introduit une distanciation qui alimente une attitude critique.

Que de questions en effet dans ce roman ! Elles sont certes datées et situées, mais acquièrent une dimension universelle : Timo est-il fou ? Son action politique était-elle vraiment un acte de folie ? Autrement dit : est-il raisonnable de respecter jusqu'au bout ses convictions ? Jusqu'où un compromis est-il acceptable ? Les personnages du roman apportent des réponses diverses. Quelle est la meilleure façon de servir son pays ? C'est le dilemme d'Eva l'épouse et d'Eva la mère, résumé ainsi : « Je pense aux voies complètement divergentes qu'ils empruntent l'un et l'autre (...) À l'idéal de Timo, être un clou planté dans le corps de l'empire. Et à celui de Jüri (son fils), être un officier au service de l'empire... Pour Timo, il n'y a qu'un moyen de conserver son honneur au nom des Bock. Pour Jüri, il n'y a qu'un moyen de le lui rendre... » Rester sur place, tel un « clou planté dans le corps de l'empire », ou émigrer ? Tous ne répondent pas de manière identique à l'éternel problème du choix d'émigration...

QUESTIONS universelles : cette caméra braquée sur le manoir de Voisaku révèle toute une richesse de cultures : celle d'une région où les paysans, les Estoniens, n'ont encore jamais eu le droit à la parole, voire à une identité d'êtres humains, où Eva et Jacob, précurseurs d'un monde nouveau, houleusement par leur existence même la société de leur époque. Une région depuis des siècles dominée par les barons allemands, par cette chevalerie teutonique dont Timo est issu et dont il déracine avec lucidité les perspectives historiques limitées. Une région, enfin, dont le destin se décide ailleurs, non point à cette diète de Livonie pour laquelle Timo rédige son mémoire, mais en Russie, à la cour des tsars : une Russie à laquelle Timo dédie son action, et dont il dresse, dans son mémoire, et malgré les souffrances qu'elle lui inflige, un portrait admiratif. Dimension estonienne, allemande, russe : est-ce un hasard si Timo a comme ami fidèle le grand poète Jüri Kõrvi ? S'il a rencontré Goethe ? S'il a été élevé par le professeur Lehberg, et par ce doyen Manning auquel l'Estonie doit, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'affirmation de son identité culturelle ?

Lois de faire appel à une curiosité complaisante envers des particularismes exotiques, ce roman venu d'une « petite » nation nous conduit à un carrefour de l'histoire de l'Europe aux multiples embranchements.

EVA TOULOUZE.

## FRANCOPHONIE

1989. VERS UNE RÉVOLUTION FRANCO-PHONIE. — Robert Chaudenson  
\* L'Harmattan, Paris, 1989, 224 pages, 120 F.

Une douche froide mais aussi un projet cohérent : le livre de Robert Chaudenson, professeur à l'université Aix-Marseille-1, est d'abord le constat d'une francophonie qui s'éloigne en Afrique : « L'Afrique brève tandis que chantent nos Nègres francophones ». Si la langue française risque, à ses yeux, de disparaître dans un continent par ailleurs à la dérive, c'est qu'elle n'a jamais été sérieusement promue comme outil du développement.

La dégradation générale des systèmes éducatifs sur le continent noir et la baisse constante du niveau des élites et des enseignants entraînent l'affaiblissement des compétences dans une langue qui, par ailleurs, constitue un atout majeur pour l'éducation, la formation et la vulgarisation, tout particulièrement dans le domaine agricole. A condition, cependant, d'imaginer des systèmes d'articulation souples avec les principales langues vernaculaires, les seules réellement connues de la masse des populations. En somme, la francophonie doit savoir s'intégrer dans une position intelligente de multilinguisme africain.

BERNARD CASSEN.

## ÉCOLOGIE

ECOLOGY AND POLITICS. Environmental stress and security in Africa. — Sous la direction d'Anders Hjørst et de M.A. Mohamed Salih  
\* Scandinavian Institute of African Studies, 1989, 235 pages.

Comment les conflits politiques locaux ou inter-étatiques peuvent-ils jouer sur la dégradation de l'environnement ? Et inversement, comment un déséquilibre écologique entraîne-t-il une déstabilisation politique ?

Cette série d'études de cas concerne des situations géopolitiques diverses en particulier en Afrique de l'Est. Elles aboutissent toutes à un constat : l'appauvrissement des ressources naturelles est étroitement lié à l'insécurité des personnes, des groupes ou des États. Les analyses régionales révèlent l'importance économique et politique du phénomène et l'importance chronique des gouvernements et des organismes internationaux à prendre en charge la dégradation de l'environnement. Mais parmi ces études, seules celles qui font une approche à l'échelle micro-régionale apportent les informations ou les clés nécessaires pour saisir la logique de comportements d'êtres humains mis en situation de prédateurs sur un continent à la dérive.

R.A. BRAC DE LA PERIERE.

## AMÉRIQUES

LE LIBRE-ÉCHANGE PAR DÉFAUT. — D. Brunelle et C. Deblock  
\* Ed. VLB, Montréal, 1989, 304 pages.

Le propos du livre : « Montrer que l'accord de libre-échange canado-américain consacre l'insubordination d'un nouveau bloc économique ». Les auteurs adoptent ici, par la force des choses — c'est le cas de le dire — le mot « américain » où il faudrait entendre « états-unien ». Cet impérialisme linguistique adopté à tort par tout le monde, illustre ce que les auteurs traduisent par la volonté de « créer ce qu'on appelle pudiquement une relation privilégiée ». Expression très juste d'ailleurs, dans le sens : « qui se soumet au privilège de l'autre ». D'un mot : les arguments économiques avancés ne « servent qu'à valoriser cette apparente indissolubilité de l'intégration de l'économie canadienne à une économie continentale dominée par les Américains, au détriment d'une approche en vue d'une entente d'égal à égal » entre deux partenaires souverains.

Y. F.

ALTERNATIVAS DO BRASIL. — Heli Jaguaribe  
\* José Olympio, Rio-de-Janeiro, 1989, 146 pages, 70 F.

Le livre fait grand bruit au Brésil. Ancien professeur des universités de Mayence, Harvard et Stanford, Heli Jaguaribe dresse un tableau cruel de son pays : d'un côté, le Brésil « moderne », dont la classe moyenne, avec un revenu annuel par capita de 3 700 dollars, a un niveau de vie égal ou supérieur à celui des pays industrialisés ; de l'autre, le Brésil « primitif », représenté par 60 % de sa population, dont le revenu annuel ne dépasse pas 440 dollars. Si le nouveau président de la République, élu au suffrage universel le 17 décembre, ne parvient pas à mettre fin à cette dichotomie, le Brésil sera voué à la catastrophe. Loin d'être gauchiste, Heli Jaguaribe s'appuie sur des chiffres et des faits pour évaluer sa thèse. Elle est terrifiante.

EDOUARD BAILLY.

## ASIE

THE PHILIPPINES. Fire on the Rim. — Joseph Collins  
\* The Institute for Food and Development Policy, San Francisco, 1989, 320 pages, 9,95 dollars.

Spécialiste des questions de développement, Joseph Collins présente cinquante entretiens, illustrés de nombreuses photos, avec des Philippines : prêtres, planteurs, travailleurs des plantations, syndicalistes agricoles, guérilleros, enseignants, professeurs, etc. Des documents bruts... et souvent brutaux, à l'image de la réalité de l'archipel sorti d'une dictature de droite (Marcos) pour entrer dans une ère démocratique fort chaotique. Les promesses n'ont pas été tenues, la société est de plus en plus indisciplinée. Les Philippines disposent d'un potentiel humain d'une grande richesse, mais les groupes possédants, outre qu'ils sont divisés, sont d'abord résolus à défendre leurs privilèges.

JACQUES DECORNOY.

## OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

THE TAURIS SOVIET DIRECTORY. — The Elite of the USSR Today  
\* LB. Tauris, Londres, 1989, 713 pages.

Cette somme est divisée en deux parties. La première dresse pour les principales institutions de l'URSS (PC, pouvoir, forces armées, économie, médias, éducation, culture...) la liste des responsables — en raison de la rapidité de la rotation des cadres sous la perestroïka, certaines données sont déjà dépassées. La seconde établit la biographie de deux mille personnalités du pays.

ALAIN GRESH.

THE EUROPA WORLD YEARBOOK 1989.

\* Europa Publications, Londres, 1989, deux volumes, 3037 pages, 200 livres.

Une première partie de cet ouvrage, continuellement mise à jour, présente l'ensemble des organisations internationales. La seconde donne, pour chaque pays, les informations de base : système politique, statistiques, liste du gouvernement, des organisations politiques, des ambassades, des principaux journaux, etc.

A. G.

AFRICA SOUTH OF THE SAHARA 1990.

\* Europa Publications, Londres, 1989, 1 125 pages, 100 livres.

Cette dix-neuvième édition de l'annuaire africain présente d'abord une vue générale du continent (histoire, économie, religions, langues, rapports avec la CEE) ; ensuite un survol des principales organisations régionales (de la zone franc à la Banque africaine de développement) ; enfin une étude par pays enrichie de données statistiques et une bibliographie détaillée.

A. G.

## AFRIQUE

VIVRE ET MOURIR EN AFRIQUE. — Philippe Engelhard, Moussa Sack, Tsoufik Ben Abdallah  
\* Éditions Ende, Dakar, 1989, 309 pages, 200 F.

Face à l'échec des politiques africaines de santé, au pitoyable état sanitaire du continent — « les indicateurs de santé les plus médiocres de développement y sont les plus médiocres de la planète » — un « diagnostic de la santé en Afrique » s'impose. Après avoir fait le bilan des disparités régionales, nationales, ethniques et urbaines, les auteurs étudient les relations entre le milieu nutritionnel et la dégradation de l'environnement, puis constatent l'insuffisance des appareils de santé, trop coûteux et copiés sur l'Occident. En fait, l'éducation des femmes, l'accès à l'eau potable (selon l'OMS, 80 % des maladies seraient d'origine hydrique), et le développement de la prévention (hygiène, services de santé de base, préservation du milieu et planning familial) se révèlent déterminants pour le développement sanitaire, mais également économique, de l'Afrique.

ODILE FELCINE.

LE SOUDAN CONTEMPORAIN. — Marc Laverge (sous la direction de)  
\* Karthala-CERMOC, Paris, 1989, 638 pages, 180 F.

Situé à la charnière de l'Afrique noire et du monde arabo-islamique, le Soudan a connu en trente ans deux dictatures militaires et deux guerres civiles, qui ont creusé davantage le fossé entre le nord musulman et le sud chrétien ou animiste. Le retour des civils au pouvoir en 1985 a la suite d'un soulèvement populaire exemplaire n'a été qu'éphémère, et le 30 juin dernier, un troisième coup d'État de l'armée — d'inspiration franchement islamiste — a mis fin au régime parlementaire et relancé une guerre civile.

Le pays est-il donc condamné à l'instabilité politique et au sous-développement chronique ?

que ? Le Soudan contemporain, un ouvrage collectif auquel ont participé onze chercheurs français et deux universitaires soudanais de renom, ne prétend pas répondre à cette question. Mais il expose d'une manière exhaustive et cohérente les différentes facettes de la réalité soudanaise : le milieu et les hommes ; l'ère des conquêtes et l'histoire coloniale du pays ; le point de l'islam et l'éclatement des forces politiques (avec des articles sur le PC et les Frères musulmans) ; l'échec du développement ; l'environnement régional (avec notamment un article sur le douloureux problème des réfugiés).

JEAN GUEYRAS.

LE SAHEL AU XXI<sup>e</sup> SIÈCLE. Un essai de réflexion prospective sur les sociétés sahéliennes. — Jacques Géri

\* Karthala, Paris, 1989, 348 pages, 130 F.

« Les forces président les peuples, les déserts les suivent », disait Chateaubriand. Paysages de désolation, populations en transit, communautés villageoises éclatées, le Sahel, aujourd'hui encore, est marqué du sceau de la vulnérabilité. Quel peut être le futur de cette région dont la situation est alarmante, en dépit des efforts de l'aide internationale et des Sahéliens eux-mêmes ?

En se livrant à une étude prospective, à une « exploration des futurs » des sociétés sahéliennes, l'auteur invite à prendre conscience de la nécessité d'une « nouvelle donne » pour la région. Face aux aléas climatiques, à la croissance de l'endettement extérieur, à la dépendance à l'égard de l'aide internationale, à une croissance démographique supérieure aux capacités d'intégration de la région, les communautés sahéliennes sont-elles condamnées à lentement disparaître ? Des enjeux dont cet ouvrage, tourné vers l'avenir, nous démontre l'importance et l'urgence.

CAROLE DANY.

## LE MAROC DES CACHOTS

A L'OMBRE DE LALLA CHAFIA, de Driss Bouisséf Rekab, préface de Gilles Perrault, L'Harmattan, Paris, 1989, 298 pages, 98 F.

LES mémoires de prison, ou de bague, ou de camp, constituent un genre littéraire assez particulier. L'écrivain y montre ses émotions à vif. Certes, du monde carcéral et de ses lois, lui ne sort indemne, mais l'écrivain, confronté à cette noirceur et à cette logique de contre-vie, semble particulièrement affecté par ce qui lui apparaît comme une machine d'inhumainisation.

Les hommes y révèlent leur caractère véritable, soudain mis à nu par le choc de l'effroi, de la solitude, de l'oubli. Lieu privilégié des solidarités et de la camaraderie, la prison est surtout le territoire de la peur et de toutes les lâchetés. Dans cet anti-monde, le temps se transforme en échantillon, il devient une part de vie amputée à chacun. Ce « temps perdu » ne s'est pas pour l'écrivain. Combien de textes majeurs n'auraient sans doute jamais été écrits sans la paradoxale disponibilité que procure l'incarcération, sans cette ardente motivation, cette rage que suscite la vision constante de l'injustice, de la souffrance et des abus ?

Ni Benvenuto Cellini ni Casanova n'auraient écrit leurs passionnantes Mémoires, ni Cervantes le *Quichotte*, ni Sade les *Cent Vingt Journaux*, ni Silvio Pellico *Mes prisons*, ni Dostoïevski ses *Souvenirs de la maison des morts*, ni Jean Genet *Journal du voleur*, ni Soljenitsyne *Une journée d'Ivan Denisovitch*, ni Graciliano Ramos ses *Mémoires de prison*... Prison fertile...

Dans les régimes démocratiques, fort heureusement, les écrivains ne sont (pratiquement) plus incarcérés, c'est pourquoi ce genre littéraire ne fleurit aujourd'hui que dans des pays où la liberté d'opinion demeure sanctionnée, et où l'on continue à vouloir embastiller l'esprit. L'un d'eux se distingue par son acharnement, depuis plus de vingt ans, à bâillonner les écrivains et les artistes : le Maroc, ce royaume de l'arbitraire. Le grand poète Abdellatif Laabi a magistralement raconté son expérience de huit années d'incarcération et de tortures dans son roman *Le Chemin des ordalles* (Denoël, Paris, 1982) ainsi que dans ses *Chroniques de la citadelle d'axi* (Denoël, 1983) (1).

Driss Bouisséf Rekab, né en 1947, à Tétouan, a passé plus de treize ans (janvier 1976 - mai 1989) en prison pour un simple droit d'opinion. Il connaît d'ailleurs, dans la tristesse éternelle de Kenitra, Abdellatif Laabi, Abraham Serfaty (qui s'y trouve encore) et tant d'autres militants politiques arrêtés et condamnés pour avoir osé simplement, à propos du Sahara occidental, un point de vue différent de celui de la monarchie.

Des trois parties qui composent son étonnant récit, seules les deux dernières évoquent le monde carcéral marocain. La deuxième, intitulée « Au noir dans le Derb Moulay Chérif », est proprement hallucinante et constitue l'un des rares témoignages d'un « disparu » qui, pendant des mois, sans que sa détention soit admise par les autorités, va être systématiquement torturé, dans un centre secret de la police, par des bourreaux qui cherchent à le casser physiquement et à le désintégrer psychologiquement. Et ils y parviennent ; l'auteur admet avoir parlé sous la torture et avoir été obligé de désigner, couvert d'une cageule, le domicile de plusieurs militants...

La première partie possède un caractère plutôt autobiographique. C'est un témoignage ethnologique d'importance. Car l'auteur n'a pas eu une enfance banale. Fils d'une mère espagnole et d'un père marocain, ayant participé comme soldat des troupes coloniales à la guerre d'Espagne, il a connu la très grande pauvreté des petits paysans marocains du Nord. Hérité par sa mère, il sera d'abord berger d'un maigre troupeau de chèvres, puis chifonnier dans une décharge publique... Dans un style vivant et très personnel, il décrit ce qu'était la vie quotidienne à Tétouan durant les dernières années de la colonie espagnole. Le brassage des cultures et des confessions, ses années à l'école française, puis au lycée de l'Alliance israélite... Son goût furieux d'apprendre, de savoir, jusqu'à devenir professeur. Sa générosité, son humanisme vont le mener à l'action politique. Or, au Maroc, lorsque l'engagement est sincère, il conduit presque inévitablement au cachot...

IGNACIO RAMONET

(1) Lire aussi le nouveau roman d'Abdellatif Laabi, *Les Rides du lion* (Messidor, Paris, 1989), sorte de journal intime d'un homme malade de lui-même.

A. G.

EN VENTE  
A PARTIR  
DU 1<sup>er</sup> JANVIER  
28 FRANCS

**Le Monde**  
NUMÉRO HORS SÉRIE

**SPÉCIAL ALLEMAGNE**  
« Les Allemands entre l'Est et l'Ouest »

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من الأصل

# du

## NORD-SUD

QUELLE COOPÉRATION ? Un bilan de la coopération au développement. — Claude Fieut  
\* Karthala, Paris, 1989, 270 pages, 130 F.

Contribution au débat, peu médiatique, sur la coopération française, cet ouvrage mérite un large accueil. L'auteur, ancien responsable au ministère français de la coopération, est bien informé. Son propos, mesure, est équilibré.

Dans une utile introduction, l'auteur rappelle que les revenus extérieurs de l'Afrique noire provenaient de l'exportation d'exportations surpaysées par l'acheteur d'exportations françaises jusqu'à la fin de 1967, consécutives à l'intégration de la Communauté européenne. Dans une première partie, il traite des « acteurs de l'aide », institutions officielles (l'Agence française pour le développement technique, l'Agence française pour le développement industriel, l'Agence française pour le développement agricole, l'Agence française pour le développement culturel), les ONG (qui tiennent une place de plus en plus importante dans la coopération internationale), les ONG (qui tiennent une place de plus en plus importante dans la coopération internationale), les ONG (qui tiennent une place de plus en plus importante dans la coopération internationale).

GEORGES BENSAL.

## LES BONNES AFFAIRES DE LA CHARITÉ

Fabienne Messica  
\* Plon, Paris, 1989, 210 pages, 95 F.

Un pavé dans la mare du bazar de la charité, des SAMU de toutes les misères, des associations apparemment sans fin, un respect plein de servilité sans la moindre conscience ou l'auréole d'une charité blanche ou plus pâle. Mais ce pamphlet n'est pas une simple question de charité. Il fait en effet lever le voile de l'incertitude (encore !) qui recouvre les enjeux sociaux des concerts, marches, courses, etc., contre la faim... Comment fonder un universisme qui ne soit pas notre monogamie ? Comment faire des convergences vers une universalité ? n'est pas toute donnée sans donner la parole aux cultures ? Comment redéfinir les ports entre l'éthique et le politique sans du stalinisme, du maoïsme, etc. L'abus de dépolitisation ? Comment faire des convergences vers une universalité ? L'homme une utopie toujours concrète ? ce divorce entre nous et le tiers-monde ?

CLAUDE LIAUZ.

## HISTOIRE

LA GUERRE DES ALGÉRIENS — Ecrits 1953-1963. — Jean-François Lyotard

\* Éditions Grail, Paris, 1989, 283 pages, 145 F.

De 1956 à 1963, Jean-François Lyotard publie dans la revue *Socialisme et Démocratie* un petit groupe de dix-neuf textes, une série d'articles résolument anticolonialistes, mais sans indulgence pour les rattachés du FLN. A la lumière de l'événement de l'automne 1989, ces textes révèlent souvent prémoniteurs, et leur lecture, associée d'une introduction par un algérien, Mohammed Ramdani, se présente comme un exercice de démythification de la « révolution algérienne ». Ce que Jean-François Lyotard reprochait peut-être au FLN, c'est de ne pas avoir donné à l'Algérie « un contenu de classe marxiste » et d'avoir sombré dans la bureaucratie algérienne créée par M. Ben Bella, dit-il, par les bourgeois et les paysans. C'est pourquoi, dit-il, comme le souligne Mohammed Ramdani, l'Algérie indépendante n'a pas échappé au militarisme, ce « fléau du tiers-monde ». Ainsi, « au nom du nationalisme la démocratie et le socialisme y ont perdu leurs chances ».

CLAUDE VALTHIER.

# ES

## JAVU

Souffrance psychique avec Edouard Zarifian.

Olivier

Pierre Pachet, Salman Rushdie, Claude Cadart, Jean-Philippe Domecq, Le docteur Henri Favre, Le Sentier

Liban : phase terminale - La réunification ill

Le numéro

Abonnement 1 an (10 numéros) 212, rue Saint-Martin, 75002 PARIS

Étranger



# du mois

## NORD-SUD

**QUELLE COOPÉRATION ?** Un bilan de l'aide au développement. — Claude Fraid.

★ Karthala, Paris, 1989, 270 pages, 130 F.

Contribution au débat, peu médiatisé, sur la coopération française, cet ouvrage mériterait un large accueil. L'auteur, ancien responsable au ministère français de la coopération, est bien informé. Son propos, mesuré, est souvent décapant.

Dans une utile introduction historique, il rappelle que les revenus extérieurs des pays d'Afrique noire provenaient de recettes d'exportations surpayées par l'acheteur français (avec contreparties en importations de biens manufacturés français) jusqu'à la « rupture » de 1967, consécutive à l'intégration à la Communauté européenne. Dans une première partie, il traite des « acteurs de l'aide » : les institutions officielles (l'Incofin, l'Agence française pour le développement, l'Assistance technique (le porteur de la majorité des opérations est point au sein de la coopération française), les ONG (qu'il démythifie). Dans la deuxième, il étudie l'« aide-projet », à partir des expériences relatives à l'arachide, au coton et au riz, un peu à l'industrialisation. Une troisième partie analyse l'« aide hors-projet », montrant à quel point la coopération française est à la remorque des politiques du FMI et de la Banque mondiale. Un regret, la faible attention accordée à une aide (utopique ?), qui favoriserait les échanges entre voisins africains, en vue de réaliser des économies d'échelle.

GEORGES BENSARD.

## LES BONNES AFFAIRES DE LA CHARITÉ.

Fabienne Messica

★ Pion, Paris, 1989, 210 pages, 96 F.

Un pavé dans la mare du bazar de la charité, des SAMU de toutes les misères et de l'humanitarisme apparemment sans frontières. Un irrespect plein de verve contre la bienfaisance qui lave plus blanc (les bonnes consciences) ou l'antichristisme qui rend plus blanc ou plus gaulois. Mais ce pamphlet va plus loin : jusqu'aux vraies questions.

Il faut en effet lever le voile de lin blanc (encore !) qui recouvre les enjeux idéologiques des concours, marches, courses, danses du stalinisme, du maoïsme, etc., l'alibi d'une dépolitisation ? Comment faire des droits de l'homme une utopie toujours concrète, éviter ce divorce entre nous et le tiers-monde ?

CLAUDE LAUZU.

## HISTOIRE

### LA GUERRE DES ALGÉRIENS

— Ecrits 1956-1963. — Jean-François Lyotard

★ Editions Gallimard, Paris, 1989, 283 pages, 146 F.

De 1956 à 1963, Jean-François Lyotard a publié dans la revue *Socialisme et barbarie*, organe d'un petit groupe de dissidents trotskistes, une série d'articles résolument anticolonialistes, mais sans indulgence pour les apparatchiks du FLN. A la lumière des événements de l'automne 1988, ces textes se révèlent souvent prémoniteurs, et leur rédaction, assurée d'une introduction par un Algérien, Mohammed Ramdani, se présente comme un exercice de démythification de la « révolution algérienne ». Ce que Jean-François Lyotard reprochait peut-être le plus au FLN, c'est de ne pas avoir donné à la lutte algérienne « un contenu de classe manifeste » et d'avoir sombré dans la bureaucratie. L'Etat algérien créé par M. Ben Bella, dit-il, n'était ni bourgeois ni paysan. C'est pourquoi, sans doute, comme le souligne Mohammed Ramdani, l'Algérie indépendante n'a pas échappé au militarisme, ce « fléau du tiers-monde ». Ainsi, « au nom du nationalisme, la démocratie et le socialisme y ont perdu leurs chances ».

CLAUDE VAUTHIER.

## STRATÉGIE

**CONVENTIONAL ARMS CONTROL : CONSIDERING NEW DIRECTIONS.** — Anthony Sivers

★ Faraday Discussion Paper n° 13, The Council for Arms Control, Londres, 1989, 98 pages, 4,50 livres.

Alors que les négociations de Vienne sur la réduction des forces classiques en Europe sont entrées dans une phase décisive et que les contours d'un éventuel accord se précisent, cette étude constitue une bonne introduction à la problématique et un exposé pertinent des conceptions occidentales en la matière. Selon l'auteur, il s'agit avant tout de prévenir les attaques par surprise en ramenant à quinze le nombre des divisions soviétiques stationnées en Europe centrale et de renforcer la stabilité de la balance militaire par l'adoption de mesures de confiance dans une zone qui engloberait à la fois la partie asiatique de l'URSS et l'espace atlantique. Sa thèse, solidement argumentée, reflète les préoccupations de ceux qui souhaitent perpétuer le statu quo stratégique par l'aménagement des relations entre les deux alliances ; elle ne saurait satisfaire les Européens qui aspirent à surmonter la division du continent en sphères d'influence et à mettre le désarmement au service d'un nouvel ordre de sécurité.

JEAN KLEIN.

## POLITIQUE

**DÉFENSE DU CONSENSUS.** — Thomas Ferenczi

★ Flammarion, Paris, 1989, 260 pages, 96 F.

Vérité héritée de la III<sup>e</sup> République radicale, jadis prônée par les positivistes, le « consensus » — cette volonté de gérer pacifiquement les conflits, dans le respect de principes et l'acceptation de délimitations communes — revient au goût du jour, après une longue éclipse, dominée en particulier par la logique d'affrontement gauche-droite. Les expériences des années 80, celles de l'Allemagne et de la République fédérale, ont préparé son retour, la gestion concertée des affaires lui confère actualité et crédibilité.

Thomas Ferenczi n'ignore ni l'occulte somme des critiques, voire des lazzi, que l'idée même de « consensus » ne manque pas de provoquer. S'il n'en est pas ébranlé outre mesure, c'est qu'il voit dans l'évolution du comportement des trois principaux relais de l'opinion — médias, institutions culturelles et partis politiques — la meilleure défense et illustration de son plaidoyer pour un « consensus ».

CHRISTIAN DE BRIE.

## SOCIÉTÉ

**NOUS ET LES AUTRES.** La réflexion française sur la diversité humaine. — Tzvetan Todorov

★ Le Seuil, coll. « La couleur des idées », Paris, 1989, 483 pages, 140 F.

Cet inventaire fruit de la pensée française et de ses oscillations entre l'universalisme et le relativisme, des lignes conduisant de Montaigne à Lévi-Strauss, des *Deviations* de Lévi-Strauss à l'expérience caennaise de Segalen, du racisme à l'antisémitisme, fournit des repères précieux dans les débats actuels et dans le paysage intellectuel.

Mais le livre est aussi un essai éthique et politique, le bilan d'un itinéraire entre Bulgarie et France, entre totalitarisme et démocratie. Bilan qui conduit Todorov à adhérer à « un humanisme bien tempéré ». En cela, « la couleur des idées » développée en conclusion est bien celle qui domine aujourd'hui en France. C'est beaucoup, puisqu'elle impose d'« apprendre à vivre avec les autres ».

C. L.

## « Naissance et déclin des grandes puissances »

Par YVES FLORENNE

La première ligne de la présentation du livre de Paul Kennedy (1) est pour nous l'annonceur comme un « best-seller mondial ». C'est dire qu'il a fait beaucoup d'argent. Resterait-il aujourd'hui des lecteurs assez attardés pour que cette qualité majeure ne suffise pas à le rendre irrésistible ? Quant au lecteur professionnel, il ouvrira ce nouveau « produit » — ainsi désigne-t-on les livres — comme celui d'un historien de qualité s'adressant à un public de même étoffe. Encore que le quantitatif, ici, ne soit pas négligeable : sept cents pages très denses, plus de deux millions de signes. Pendant que nous sommes à ces remarques marginales, regrettons une fois de plus ce poncif affectueux qui ne nous est jamais épargné : la « vieille Europe » ; alors qu'on pourrait plutôt parler de « vieille Chine » ou d'« Inde vénérable ». Au demeurant, les continents n'ont pas d'âge, s'ils ont une forme et une taille. Saïsons donc aussi l'occasion, pour bannir un autre cliché, celui-là signé Paul Valéry, sur l'Europe « petit cap de l'Asie », ce qui est une aberration géographique.

Ces perspectives et proportions réalistes, on peut aborder l'impressionnant massif dressé par l'historien britannique, professeur aux Etats-Unis, Paul Kennedy : il ne s'agit de rien de moins que d'une histoire universelle ; toutefois considérée exclusivement sous son double aspect économique et militaire. Si elle vise la terre entière, elle ne reste pas moins centrée sur l'Europe des « temps modernes », c'est-à-dire, très classiquement : de 1500 à nos jours. Et même un peu au-delà.

Ce n'est pas rien. Encore que les quatre premiers siècles soient resserrés en cent cinquante pages. Et la période la plus proche, donc du point de vue où se place l'auteur, la plus importante, reçoit ici pour limites : l'institution du pouvoir absolu par Louis XIV et la chute de Napoléon. Sont beaucoup moins développés que nous en avons l'habitude, et la Révolution, et le seul empire proprement dit qu'ait connu le monde moderne. Pourtant, l'un des deux objets de cette histoire — le stratégique, avec ses conséquences — est d'une importance capitale pour l'histoire, l'économie comprise. Quoi qu'il en soit, ici finit, dans la perspective de l'ouvrage, une espèce de préhistoire, et va enfin commencer « l'ère industrielle ».

La virtuosité de l'auteur dans l'art d'accrocher le temps se manifeste avec éclat dans le grand chapitre qui embrasse la période dont il fixe les bornes : 1585-1918. Il anticipe donc hardiment en apercevant, à cette date ultime, l'apparition d'un « monde bipolaire », touchant un des pôles : la Russie, qui vient justement de s'exclure à la fois de ce futur duo et du concert mondial. Ce qui est vrai, en 1918, c'est qu'« l'Europe vient de se blesser cruellement elle-même ; et qu'un second coup qu'elle se portera par l'Allemagne de Hitler, elle frôlera sa propre mort. En 1944, alors que le pôle Ouest l'aurait volontiers embaumée dans un corps taillé à sa façon, elle est pourtant sauvée. Il n'empêche que, revoyant l'avenir depuis 1918, Paul Kennedy écrit : « Encore trente ans, et c'en sera fini de l'Europe. » Ce futur, prononcé dans un présent qui le dément, est certes, le déclin ou l'oubli, rétrospectivement au moins Churchill et sa propre patrie, dans l'espèce de directeur mondial, et pas seulement moral, qu'est le Conseil de sécurité des Nations plus ou moins unies.

Revenu au présent réel, l'auteur prend bien entendu en compte les Cinq, qui ne sont pas tout à fait ceux du Conseil, l'Europe étant prise en bloc. La présence de la Chine l'engage à participer à ce mouvement de bascule qui

entraîne la futurologie à voir l'Asie l'emporter sur l'Occident. N'est-ce pas se laisser entraîner du même coup par la masse physique ? Or le poids démographique, même pour la guerre, a perdu beaucoup d'importance. Et plus encore économiquement, dans un monde surindustrialisé, agricole et industriel. La Chine est pourtant la seule à avoir pris conscience des dangers du cancer démographique. Elle devrait apercevoir un autre risque dans l'exemple de son grand voisin : peut-on attendre la puissance économique moderne quand on massacre un peu trop longtemps le meilleur de son propre peuple ?

Si le monde bipolaire avait été annoncé il y a plus d'un siècle : par Chateaubriand, par Tocqueville, par Cuvier, on pourrait trouver chez notre auteur une prédiction à très brève échéance plus troublante encore, quand il écrit : « Le monde bipolaire se fissure. » Mais il ne s'agit pas encore que de la fracture du monde communiste par les soins de Mao Zedong. Quant à la réalité, on ne peut plus s'enfermer, touchant le pôle Est, elle ne pouvait guère être aperçue, si acérée que fût le regard de notre historien dont le livre parut (en anglais) il y a quelques quatre ans. A cette époque, l'unanimité des prophètes s'accordait toujours à juger irréaliste, voire provocante, une pythie bien inspirée qui n'avait pas craint de prédire « l'empire éclaté » (2).

Notre auteur promet une prévision jusqu'à l'an 2000. Qui oserait lui faire grief d'avoir manqué celle-là ?

Certes, l'audience de son livre est pleinement justifiée par la masse d'information qu'il apporte, et par une vue perspective largement conduite, toujours attachante, et d'autant plus qu'elle provoque à la discussion. Pourtant, s'il a eu, et a encore, un tel retentissement, il semble bien qu'il le doive à une prédiction vraiment choquante. Rien de moins que le déclin des Etats-Unis. Un tel saut de la réalité à la fiction, qu'on imagine, encore qu'on pouvait dater ce déclin de la fin du monopole nucléaire, et surtout de l'humiliant retour du Vietnam. Il faudra que l'autre pôle de la superpuissance connaisse la même mésaventure en Afghanistan pour que la notion de « puissance secondaire », voire de non-puissance, se relativise sérieusement. Au point d'inquiéter, d'assagir, d'attendrir les deux moitiés de la superpuissance : elles le montrent dans le désir tout neuf de se serrer l'une contre l'autre.

Ces mutations de l'histoire nous inviteront-elles à conclure que dans un monde vraiment civilisé on ne devrait pas nommer déclin, mais plutôt progrès, le fait de ne pas exploiter la terre entière pour se surmurer aux dépens de ceux qui souffrent de la faim ? Alors, à la crainte du déclin pourrait peut-être se substituer une nouvelle notion de croissance, sinon égale, du moins plus équitablement partagée. Ce qui pourrait conjurer des risques redoutables pour l'humanité entière, à commencer par sa mort totale. Ayant échappé à cette forme d'égalité finale, elle pourrait peut-être commencer à penser son existence non plus en termes de puissance, mais en termes de bonheur.

D'abord, il faudrait que, s'étant donné une autre loi que celle de la jungle perfectionnée, cette humanité eût beaucoup laissé tomber de sa nature animale. On conçoit qu'un historien déchiffant l'avenir, mais soucieux de son crédit, ne se soit pas avancé avant jusque-là.

(1) Payot, Paris, 1989, 732 pages, 195 F.

(2) Hélène Carrère d'Encausse, *L'Empire éclaté*, Flammarion, Paris, 1979.

## VILLES

### ÉTAT, VILLE ET MOUVEMENTS SOCIAUX

— Kenneth Brown, Bernard Hourcade et alii

★ L'Harmattan, Paris, 1989, 348 pages, 180 F.

Dernière réunion du fructueux atelier franco-britannique sur les villes dans la région du « Middle East » (du Maroc à l'Iran), le colloque de mai 1986 a réuni plus de quarante spécialistes de sciences humaines qui ont tenté de faire la liaison entre les problématiques urbaines contemporaines et leur connaissance spécifique du Proche-Orient. A côté de l'étude des cas spécifiques de Beyrouth et de Téhéran, la réflexion est menée à partir d'exemples de villes de Syrie, d'Égypte, du Maroc et de Turquie. Les descriptions empiriques aérées qui débroussaient un terrain très riche et débouchent sur la question passionnante de l'identité et de la stratégie des acteurs de cette crise.

ELIZABETH PICARD.

## CULTURE

**MAGNUM, 50 ANS DE PHOTOGRAPHIES.** —

Textes de Jean Lacouture, William Manchester et Fred Ritchin

★ Nathan Image, Paris, 1989, 466 pages, 495 F.

Depuis sa fondation en 1947, Magnum est devenue une agence parmi d'autres. Elle ne se contente pas d'enregistrer l'histoire contemporaine ; selon la formule d'un de ses plus grands artistes, Henri Cartier-Bresson, le photographe travaille « avec le plus grand respect pour son sujet et en accord avec son point de vue personnel ». Ce précepte double est illustré à chaque page de ce livre, en chacune des images : dans l'œil d'un fou, le geste d'un enfant, la mise en scène d'une rue, la marche d'une foule. Nombre de ces photographies sont désormais intégrées dans notre culture comme le sont des tableaux de maître ou de célèbres symphonies.

J. D.

### LES DROITS DE L'HOMME DANS

LE GOLFE ET LA PÉNINSULE ARABIQUE. (En arabe.) (Comité international de défense des droits de l'homme dans le Golfe et la péninsule arabiques, BM Box 7111, Londres N WC 3XX, 160 pages) : une situation inquiétante.

• VAINCRE LA FAIM. (Institut Louis-Saillan, Paris, 1989, 88 pages) : les propositions de la COT.

• CAFIERS ET CAFÉS, par René Coste (Maisonneuve et Larose, Paris, 1989, 373 pages, 215 F) : tout sur le café, sa physiologie du développement, sa culture, ses maladies, sa production dans le monde.

• LES LÉGUMINEUSES VIVRIÈRES TROPICALES, par Marc Borget. — LE THEIER, par Denis Bonheur (Maisonneuve et Larose, Paris, 1989, 161 et 159 pages, respectivement 48 F et 57 F) : des manuels destinés aux techniciens d'agriculture tropicale.

• CONTRIBUTION AU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉLEVAGE DE L'AULACODE ET À L'ÉTUDE DE SA REPRODUCTION, par Adjanohoun Ephrem (Agence coopération culturelle et technique, Paris, 1989, 198 pages) : étude d'un rongeur, source de protéine en Afrique de l'Ouest.

• LA NOUVELLE-CALÉDONIE, par Jean-Luc Mathieu (PUF, Paris, 1989, 128 pages, 30 F) : son histoire jusqu'aux accords de Matignon, son économie, sa sociologie.

• LE REVENU MINIMUM GARANTI DANS LA CEE, par Serge Milano (PUF, « Que sais-je ? », Paris, 1989, 125 pages, 30 F) : le concept de revenu minimum garanti, ses applications pratiques dans sept pays de la CEE et en Nouvelle-Zélande.

• LA CLASSE OUVRIÈRE DANS L'HISTOIRE AMÉRICAINE, par Marianne Debouzy (Presses universitaires de Nancy, 1989, 185 pages, 50 F) : les textes fondamentaux et les chiffres-clés, présentés par une spécialiste du mouvement ouvrier américain.

• LA RELIGION AUX ÉTATS-UNIS, par Jean-Pierre Martin (Presses universitaires de Nancy, 1989, 181 pages, 50 F) : soixante textes illustrant, de 1620 à 1987, l'évolution interne des Églises, et présentés par un fin connaisseur de la civilisation américaine.

### LES RADIOS ANGLOPHONES

ET LA PRATIQUE DE L'ANGLAIS ORAL, par Michel Delecroix et John Humbley (Presses universitaires de Nancy, 1989, 134 pages, 110 F) : comment transformer votre radio en centre linguistique gratuit à entretenir libre.

• LES GRANDS SCIENTIFIQUES, par Jack Meadows (Armand Colin, Paris, 1989, 248 pages, 300 F) : à travers les biographies, abondamment illustrées de douze des plus grands savants, d'Aristote à Einstein, toute l'aventure de la science.

Trente ans pour faire la brèche.

1961 HUSSEINE

UN MUR A BERLIN

ANNE-MARIE LE GLOANNEC



190 pages - 47 FF

ESPRIT

JANVIER 1990

Souffrance psychique et passions extrêmes avec Edouard Zarifian, Véronique Nahoum-Grappe, Olivier Mongin

Pierre Pachet, Salman Rushdie et l'héritage des religions Claude Cadart, Que va devenir la Chine ?

Jean-Philippe Domecq, Le débat inaugural des droits de l'homme Henri Favre, Le Sentier lumineux et le coca business

Libon : phase terminale ? - Lettre ouverte à Raphaël Draï La réunification allemande - Le Salvador

Le numéro : 70,00 FF

Abonnement 1 an (10 numéros) : 480 FF, étudiant : 384 FF

Etranger : 490 FF

212, rue Saint-Martin, 75003 PARIS - Tél. : 48.04.92.90 - CCP Paris 1154-51 W



## SIGNAUX VERTS ET SIGNAUX ROUGES

## « Tenir les deux bouts de la chaîne »

Par JEAN CHESNEAUX \*

AVEC une facilité déconcertante, voici qu'en quelques années, sinon quelques mois, s'est engagé le règlement de situations qui semblaient bloquées et de conflits réputés interminables. Les troupes soviétiques ont été retirées d'Afghanistan, la guerre du Golfe a pris fin, les euromissiles ont été démontés, les sandinistes et la Contra ont esquissé une trêve, les bodô vietnamiens ont évacué le Cambodge, l'Afrique du Sud laisse la Namibie accéder à l'indépendance et s'engage à ne plus intervenir dans l'Angola qu'ont quitté les Cubains. Le mur de Berlin s'est désintégré. Des signes de détente apparaissent même entre Israéliens et Palestiniens, entre factions libanaises ou dans le bloc implacable de l'apartheid. Bref, même s'il subsiste encore bien des foyers de crise, ainsi à Sri Lanka ou au Salvador, « notre monde serait-il soudain devenu meilleur ? (1) ».

Découvrirait-il, comme par miracle, les vertus de la concorde et de la paix ? Et si en était tout autrement ? Et si ces coups d'arrêt aux drames de la guerre et de la terreur indiquaient seulement que la sphère étatico-militaire, dans laquelle tant de conflits et de crises s'inscrivent, tend à perdre de son importance dans les affaires de la planète ? Et que, même si elles ne sont encore perçues que confusément, d'autres priorités commencent à prendre le dessus ?

## L'environnement social et l'environnement naturel

DE fait, si réconfortante que soit la concordance entre tous ces signaux revenant au « vert », d'autres signaux passent au « rouge » avec une simultanéité tout aussi nette, et peut-être plus préoccupante (2). De nouveaux périls planétaires frappent à la fois l'environnement social et l'environnement naturel, ils menacent à la fois les relations des êtres humains entre eux, et celles qu'ils entretiennent avec l'écosphère dont dépend leur vie même. A la dette géante du tiers-monde, à la crise sociale dans les banlieues des « villes-chaos » (3), à la déréliction morale d'immenses sections de la jeunesse de par le monde, aux progrès de la pauvreté ancienne et nouvelle, aux ravages de la drogue, répondent la dégradation déjà perceptible de la haute atmosphère, la mort des forêts tropicales que tempèrent, la pollution massive des eaux de surface et des nappes phréatiques, les effets cataclysmiques des « risques technologiques majeurs » de type Bhopal ou Tchernobyl. Notre monde ne va pas bien...

Ce ne sont pas seulement les classiques « conflits locaux » qui se dénouent et cèdent à

d'autres le devant de la scène. Les deux super-puissances dont la confrontation-convoitise dominait le monde depuis des décennies ont célébré à Malte leur rapprochement, comme si la détente s'installait entre elles d'autant plus aisément qu'elles se sentent plus impuissantes face aux crises de notre temps. Comme si elles se résignaient à effectuer une opération conjointe de repli en bon ordre, dans un monde dont l'avenir dépend de moins en moins de leur hégémonie bipolaire (4).

Et pourtant, l'invasion de Panama vient de rappeler que la tentation mariale n'est pas morte. Mais les Etats-Unis ne sont plus capables de se lancer dans des conflits comme celui du Vietnam. Ils mènent la « guerre de la drogue », guerre défensive, issue des fondements mêmes de la société américaine, devenue un marché géant du désarroi (5). De son côté, l'URSS de M. Mikhaïl Gorbatchev ne pourra longtemps s'abstenir de remettre en question, pour aller jusqu'au bout de la logique de la perestroïka, son statut de superpuissance et le ruineux « train de vie » qu'il implique. M. Chevardnadze, ministre des affaires étrangères, s'engage discrètement dans cette voie. De fait, les appels de Moscou à aménager la « maison commune » européenne sont peu compatibles avec un projet soviétique mondialiste construit sur Vladivostok, Aden, Cam-Ranh et autres points d'appui lointains dont l'Europe n'a que faire.

En Pologne, en Hongrie, dans tout l'Est européen, se dessine un mouvement de « révisions déchirantes » qui remet en cause non seulement le statut mondial du « camp » soviétique, mais le principe même de la bipolarité planétaire, donc à terme le leadership américain en Occident.

Si la crise des Etats socialistes d'Europe avait éclaté il y a vingt ans, de quels humides de triomphe aurait-elle été saluée par un Occident alors convaincu de son infailibilité ! Mais on est plutôt discret aujourd'hui... L'Occident qui assiste bouche bée à l'implosion soudaine des sociétés communistes est un Occident fragilisé, déstabilisé et qui doute de lui-même. Au-delà de leur surprenant synchronisme, les crises de l'Est et de l'Ouest ne sont-elles pas unies par un lien organique que nous appréhendons encore bien mal ?

Le paradoxe est que les pays où vacille le parti-Etat se trouvent dans une situation de totale impréparation politique et culturelle vis-à-vis d'un modèle occidental qu'ils idéalisent, mais qui est aujourd'hui défilant, à la fois dans les pays « avancés » et dans le tiers-monde : dette, société duale, crise urbaine, désarroi moral, débâcle idéologique.

Confrontés à ces problèmes d'ampleur planétaire les rouages classiques de la société



D'après la Création d'Adam, de Michel-Ange.

internationale semblent mal adaptés (6). Quasi inopérants (7). Les organismes internationaux proprement dits, et en tout premier lieu le Conseil de sécurité des Nations unies, seront-ils en mesure d'élargir leurs compétences au-delà des conflits politico-militaires pour faire face aux nouvelles formes d'insécurité qui menacent les sociétés de la planète ?

Les structures de gestion de l'économie mondiale, tels le Fonds monétaire international ou la Banque mondiale, découvrent tardivement les désastres de la pauvreté ou de l'environnement ; mais la philosophie néolibérale dont ils s'inspirent les prépare mal à des révisions majeures de leur stratégie. Face aux signaux rouges qui se sont mis à clignoter dans toutes les directions, les Etats, qui, en principe, restent les seules « personnes » responsables de la société politique internationale, seront-ils capables de se concerter efficacement et d'agir en commun ? Leurs attermoissements sont manifestes, qu'il s'agisse de l'ozone, de la dette du tiers-monde ou des réseaux mondiaux de la drogue.

## L'urgente maîtrise du marché-roi

L'AVENIR appartient-il à des autorités mondiales d'une nature nouvelle, investies de pouvoirs d'urgence, alors que les débris de l'agence atomique de Vienne ou de la conférence de l'Antarctique montrent à quels obstacles elles se heurteraient ?

Certes, les violations des droits de l'homme et les atteintes aux droits des peuples restent tout aussi scandaleuses que par le passé. M. Nelson Mandela est en prison, et avec lui une foule immense d'anonymes dont les rapports annuels d'Amnesty International rappellent les épreuves. Les peuples mapouche, palestiniens, canaque, sahraoui continuent leur lutte, qui pour eux demeure prioritaire.

Mais le champ politique doit compter avec de nouvelles priorités, à la fois sociales et écologiques, inhérentes à notre mode même de développement et qui affectent des centaines de millions d'êtres humains, sinon davantage. Si urgents que soient leur renforcement et leur

réorganisation, les institutions politiques internationales ne peuvent se passer de la « société civile internationale », appuyée sur les organisations non gouvernementales et dont le sommet des sept peuples parmi les plus pauvres, tenu à Paris le 15 juillet 1989, a peut-être symbolisé le dynamisme.

« Agir localement et penser globalement » : ce principe, formulé dans les années 70 en réaction contre un activisme politique trop mécanique, semble à son tour dépassé. Localement comme globalement, il faut à la fois penser et agir. La volonté de reconstruire un environnement local est partout vigoureuse, en Amazonie comme dans le Haut-Karabakh, dans les réseaux associatifs de banlieue comme sur le Danube menacé par les barrages. Mais chacun sent bien qu'en pratique comme en pensée il faut conjointement accéder à l'universel. L'universel de l'économie mondialisée, qu'il est urgent de maîtriser au lieu de laisser faire le marché-roi. L'universel de l'écosphère en grand péril. « Tenir les deux bouts de la chaîne », cette vieille injonction pascalienne est d'une singulière actualité.

(1) Rajat Kohari, *Canberra Times*, 8 et 9 septembre 1989 (version abrégée d'une étude parue dans *Economic and Political Weekly*, New-Delhi).

(2) La présente analyse a déjà été esquissée dans un entretien de l'auteur avec Alberto Toscano (*Italia Oggi*, 29 septembre 1989).

(3) Formule de Claude Bataillon, in *Mexico aujourd'hui*, la plus grande ville du monde, Publ-Sud, Toulouse, 1988.

(4) Dans son rapport annuel pour 1989, *State of the World 1989* (p. 20), le Worldwatch Institute de Washington relève l'insécurité croissante des super-puissances à affronter notre monde à risques et, partant, l'érosion de leur système conjoint de domination.

(5) Viet-Nam or D Day ? (*The Economist*, 9 septembre 1989). Le marché du crack a été étudié dans un excellent dossier de *Politix*, 12 octobre 1989.

(6) Ce sont ces problèmes, « les nouvelles menaces globales par les problèmes de la vie moderne », que se proposent de cerner M. Claude Cheysson et sa Fondation de l'Arche de la fraternité (cf. *Le Monde*, 8 novembre 1989).

(7) Maurice Bertrand, « Des idées neuves pour assier la sécurité mondiale », *Le Monde diplomatique*, mai 1989.

## Dans ce numéro :

## PAGE 2 :

Courrier des lecteurs.

## PAGE 3 :

Piloter l'Inde entre de nombreux récifs, par Vijay Singh.

## PAGE 4 :

Course à la réconciliation au Burundi, par Claire Brisset.

## PAGE 5 :

ACCULÉ AU CHANGEMENT, LE POUVOIR BLANC JOUE SES ATOUTS EN AFRIQUE DU SUD, par Victoria Brittain.

## PAGE 6 :

Que peut attendre l'Amérique latine de la perestroïka ?, par Françoise Barthélémy. — Justes causes, suite de l'article d'Ignacio Ramonet.

## PAGE 7 :

TRÈVE « ECUMÉNIQUE » EN GRÈCE, par Françoise Arvanitis. — Une économie sous le choc, par Perros Linardos.

## PAGES 8 et 9 :

LE LIRAN AU MIROIR DES DÉCHIREMENTS ARABES, par Alain Gresh. — Retrouvailles villageoises en Amérique, par Hana Jabber.

## PAGE 10 :

Les paysans polonais dans la bataille politique, par Marie-Claude Mauré.

## PAGE 11 :

L'ARME DES ÉCHANGES INTERALLEMANDS : Un géant commercial dans la « maison commune », par Marie Lavigne.

## PAGES 12 et 13 :

LES ALLIANCES MILITAIRES EN MUTATION ONT ENCORE UN RÔLE À JOUER EN EUROPE, par Dominique David. — Aujourd'hui, la chance du désarmement, par Jean Klein.

## PAGE 14 :

Aux sources culturelles de la « nation allemande », par Jean-Michel Palmier.

## PAGE 15 :

La montée du racisme dans la France des libertés : Notes perverses, par Philippe Videllier. — Dans la presse étrangère : Inquiétudes polonaises, par Anne Durafin.

## PAGES 16 et 17 :

ALERTE : NATIONALISMES, suite de l'article de Claude Julien. — La Communauté dans la spirale néolibérale, par Bernard Cassen. — La transparence et le brouillard, par Jacques Decroix.

## PAGES 18 et 19 :

L'Europe sous la pression publicitaire, par Armand Mattelart et Michaël Palmer. — Le gâteau et les souris (A.M. et M.P.). — Georges Duhamel, 1934 : Extravagantes surenchères.

## PAGES 20 et 21 :

LES CITOYENS A LA CONQUÊTE DES POUVOIRS (IV) : Au-delà de la crise du militantisme, par Thierry Pfister. — L'armée, un monde tenu à part, par Antoine Sanguinetti.

## PAGES 22 et 23 :

PORTRAIT IDÉOLOGIQUE DE L'ARTISTE FIN DE SIÈCLE, par Yves Hélias et Alain Jouffroy.

## PAGE 24 :

Autres voies pour le tiers-monde : A Sam-Niaa, tout a commencé par l'alphabet, par Roland-Pierre Parangam. Regards japonais sur la Révolution française, par Yves Florenne.

## PAGES 25 à 28 :

Quelles langues pour la science ? (supplément).

## PAGE 29 :

« Matière à penser » de Jean-Pierre Changeux et Alain Connes, par Jean-Pierre Kabane. — « L'Economiste et le Manager » de Philippe Lorino, par Jean-Loup Motchane. — Dans les revues...

## PAGES 30 et 31 :

LES LIVRES DU MOIS : « Naissance et déclin des grandes puissances » de Paul Kennedy, par Yves Florenne. — « Le Fou du tsar » de Jean Kross, par Eya Toulouse. — « A l'ombre de Lalla Chafia » de Driss Bouissel Reksab, par Ignacio Ramonet.

Le Monde diplomatique du mois de décembre 1989 a été tiré à 168 000 exemplaires.

Janvier 1990

LE

32 pages  
Algérie : 10 DA  
BOS : 19 F  
Belgique : 100 FB  
Canada : 125 \$ C  
C-As : 170 F CFA  
Espagne : 320 PT  
Euro-Les : 285 \$ LS  
N.Y. Cn : 230 \$ LS  
Rex-Uni : 1.40 \$

Abonnements : voir tarif

Voyage

capital

« R

Par CLAUDE JULIE

ENRACINÉS dans une riche histoire, des caractères nationaux, rel. religieux, mettent à l'épreuve le pouvoir de M. Tchev et compliquent à l'extrême des équipes dirigeantes les marches de l'Empire soviétique. Nombre de Républiques ne défient, ouvertement ou enco-

discretion, une structure fédérale n'a pas su faire droit aux aspirations nationales. En Azerbaïdjan, occupé par les Russes dès 1828, ou dans les Républiques baltes, annexées par les Russes en 1940, tensions et conflits s'intensifient de jour en jour. Ils peuvent rester pacifiques, s'ils sont politiques, comme en Lituanie ou devenir sanglants, comme en Arménie. Toutes ébranlent le fondateur l'autorité centrale, sapent la légitimité, restreignent ou empêchent les possibilités d'action. Par elles sont contagieuses, car moins grandes sont les frustrations nationales, les revendications religieuses et parfois les contestations frontalières en Géorgie, en Ukraine, en Biélorussie, en Moldavie, etc., comme dans nombre de régions qui n'ont pas accédé au statut de République.

Les affrontements en cours vent leur origine dans un passé jamais enfoui sous les pesanteurs d'un passé souvent étincelant, toujours tumultueux. Fasciné par l'apparent monolithisme stalinien contre lequel il mobilisait toutes

Longtemps étouffés par la peur des antagonismes de tous ordres, l'Europe et en Union soviétique. L'invase de la liberté conjugue à la fois des nations, qui sont à la fois en pages 14 et 15), à choisir précaution en Occident.

## REFUSER LES DOCTRINES

« L'Europe de l'Est - avertit Claude Julien - déconvenue si, après avoir secoué le joug d'un miracle sauté son entrée dans le monde réel » (pages 1, 18 et 19). Ce miracle est que la situation à l'Ouest n'est point para-

M 2136 431 17 00 F

3792136017003 04310